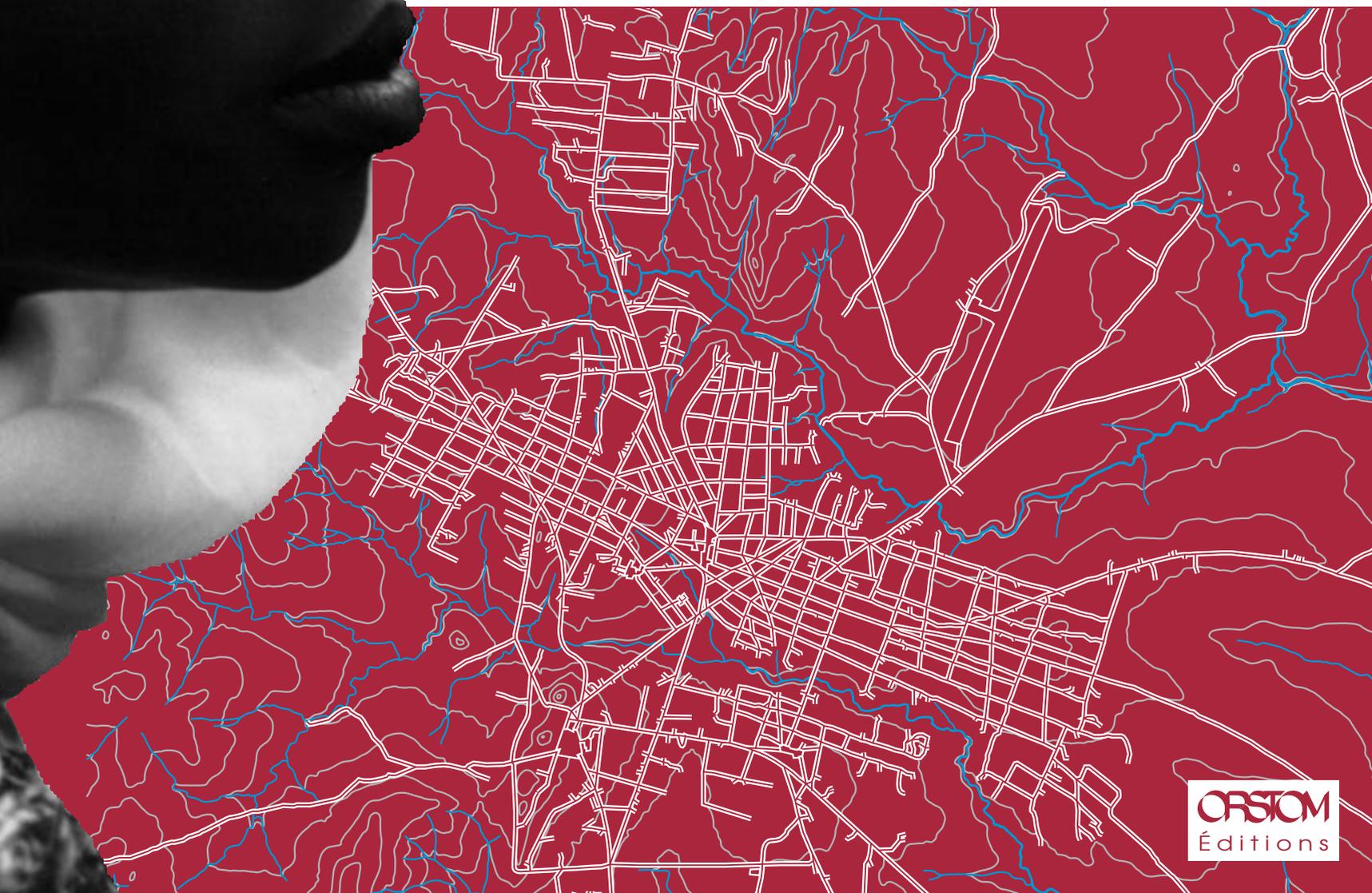


Petit atlas urbain

Jean-Claude Barbier
Bernard Klein

Sokodé

ville multicensrée
du Nord-Togo



ORSTOM
Éditions

Jean-Claude Barbier

Bernard Klein

Petit atlas urbain

Sokodé

ville multicensrée du Nord-Togo

Avant-propos d'Émile Le Bris et Pierre Peltre
Préface de Nicoué L. Gayibor

ORSTOM Éditions

L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION
PARIS 1995

Rédaction cartographique effectuée par le Laboratoire de cartographie appliquée
Coordination-technique : Catherine Valton

Préparation et saisie des fonds sous Microstation (station Intergraph)-: Bernard Klein
Conception et rédaction sous Adobe Illustrator (Macintosh) : Catherine Valton

Avec la participation de
Annick Aing, Élisabeth Auberton, Guillaume Balavoine, Yves Blanca, Rémy Deruelle,
Marie-Sophie Putfin, Odette Saladin, et les conseils de Michel Danard

Sous la direction de
Pierre Peltre, responsable du LCA

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toutes représentations ou reproductions intégrales, ou partielles, faites sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayant cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Avant-propos

Petit atlas urbain-: connaissance du passé, gestion de l'espace

L'ouvrage que présentent Jean-Claude Barbier et Bernard Klein constitue un événement qui ne doit surtout pas passer inaperçu malgré l'appellation générique, peut-être excessivement modeste, de « Petit atlas urbain ». Il est en effet significatif que, près de 20 ans après le lancement, par l'ORSTOM, des « Atlas des structures agraires » qui ont marqué près de deux décennies de recherche, l'urbain accède de plus en plus à ce type de traitement cartographique. Un pas supplémentaire est fait avec cet ouvrage dont on ne peut que souhaiter qu'il constitue l'amorce d'une série. Tous ceux qui ont oeuvré sans relâche, pendant cette période, à la reconnaissance des recherches urbaines ne peuvent que se féliciter de ce travail qui place un sociologue et un urbaniste en position de pionniers.

Non certes que la recherche urbaine n'ait jamais débouché sur des produits cartographiques prenant la ville pour cadre ; est-il besoin de rappeler l'entreprise d'envergure que constitue la « version papier » de l'atlas informatisé de Quito, réalisée sur place avec les partenaires équatoriens ? La présentation efficace de l'atlas de Richard-Toll sur un support informatique ? Ou encore les cartes urbaines des atlas de la Nouvelle Calédonie et de la Polynésie française, et celles de l'atlas régional Sud-Cameroun, fruit de la collaboration entre les chercheurs et l'équipe du Laboratoire de cartographie appliquée ? Jamais pourtant cette collaboration n'était allée aussi loin entre les deux corps de métier tant au niveau de la conception que dans la réalisation du produit.

Cet atlas de Sokodé consacre également la vitalité des recherches menées depuis quelques années sur ce que l'on appelle de façon sans doute dépréciative les « centres urbains secondaires ». Les politiques de décentralisation, favorisées au Sud par la coopération internationale, expliquent certes cet engouement mais l'on aurait tort de le ramener à un simple effet de mode.

En Afrique sub-saharienne, où l'on a tôt fait de décréter que les villes n'ont pas d'histoire, la réflexion entamée par J.-C. Barbier et d'autres avec lui sur les « civilisations urbanisantes » de l'époque précoloniale, porte assurément très loin. Elle a trouvé écho lors de récentes rencontres consacrées aux villes secondaires (Caen, novembre 1993 ; Tours, juin 1994) et rejoint les préoccupations actuelles d'un certain nombre de bailleurs de fonds, dont l'Union européenne comme l'atteste le rapport commandé en 1993 à M.-T. Manchotte (« La prise en compte du développement urbain dans les programmes d'ajustement structurel », Bruxelles, Commission européenne).

Un expert travaillant pour l'OCDE-Club du Sahel (J.-M. Cour, « Les enjeux de l'urbanisation dans les pays en voie de développement : le cas de l'Afrique de l'Ouest », Symposium international de Montréal, juin 1995) attire à juste titre notre attention sur la nécessité « d'urbaniser » les questions abusivement classées comme non urbaines, qui vont des grands choix macro-économiques au développement rural. Or, c'est bien d'abord à partir des villes secondaires que l'on assurera

Avant-propos

le bon fonctionnement des systèmes ville-arrière pays et qu'émergera une nouvelle génération de projets urbains comportant des actions localisées dans l'hinterland rural. On relèvera, dans le présent travail, la volonté d'élargir la vision du site à l'environnement de la ville et de mobiliser toutes les disciplines apportant des connaissances sur cet environnement.

Quel meilleur choix que Sokodé pour plonger dans l'histoire. La chefferie, nous montrent les auteurs, « annonce en quelque sorte la ville », une agglomération construite selon un schéma multicensré contredisant tous les modèles hiérarchisés qui opposent un centre et une périphérie, des quartiers riches et des quartiers populaires. Ici l'on pense d'abord « quartier » avant d'avoir une vue d'ensemble de la cité et cette représentation de la ville n'est pas sans influencer les solidarités sociales, les adhésions religieuses et les votes politiques. Quoi de mieux que des cartes pour donner à voir ce que J.-C. Barbier et B. Klein appellent le primat de la « communauté résidentielle » ?

Ville singulière, Sokodé l'est assurément mais les auteurs insistent à juste titre sur le fait que leur travail introduit à d'autres villes de même type au Togo, mais aussi au Bénin et jusqu'au Cameroun. L'« avancée technologique » que constitue l'outil cartographique informatisé se met ici au service d'une démarche comparative associant, autour de l'objet urbain, tous les spécialistes des sciences sociales, et même très au-delà dans le cas présent.

L'on saura toutefois gré aux auteurs (et c'est sans doute en cela que leur initiative mérite d'être imitée) de voir plus loin que le « tout dire monographique », par défi-

nition volumineux et peu pédagogique. Ni inventaire, ni simple base de données, le « petit atlas urbain » de Sokodé combine deux desseins : produire des connaissances pour comprendre une ville, mais aussi adapter un outil pour une autre planification urbaine soucieuse de mettre ou remettre le débat urbanistique sur la place publique qu'il a malheureusement abandonnée. Se voulant instrument d'une « prise en main par les citoyens de leur propre cité », l'entreprise se donne les moyens de son objectif : user de technologies à la fois peu onéreuses et de mise en oeuvre aisée.

Nul ne peut prédire aujourd'hui le succès d'une entreprise visant au fond à « forger une citoyenneté dans laquelle l'habitant d'une ville se sente partie prenante du destin de sa cité ». Trop d'impondérables, de contraintes de tous ordres entrent en jeu. Nul doute que la greffe proposée par J.-C. Barbier et B. Klein ne prendra que si les nouvelles autorités locales africaines adoptent cette perspective. Puissent tous ceux qui jouent un rôle dans la promotion de l'idée municipale valoriser l'outil qui leur est présenté ; nous pensons bien entendu aux coopérations publiques bi- et multilatérales et aux grands programmes internationaux comme le Programme de gestion urbaine et le Programme de développement municipal, mais aussi au nouveau mode d'intervention que constitue la coopération décentralisée.

Émile LE BRIS

UR55 «Enjeux de l'urbanisation»,
département SUD de l'ORSTOM

Pierre PELTRE

Laboratoire de cartographie appliquée,
centre ORSTOM d'Île-de-France

Préface

Une approche historique pour un atlas urbain

Capitale de fait de la région septentrionale du Togo jusqu'aux années 1970, Sokodé jouit d'un prestige certain, non seulement auprès de toutes les populations des régions avoisinantes, mais également de tous les Togolais. Son passé se lit dans la texture d'un habitat demeuré en partie traditionnel en dépit d'un siècle de présence d'une administration de type moderne.

Aux vieilles souches autochtones de la région, sont venus, dans un premier temps, se mélanger des immigrants gurma qui apportèrent la structuration politique en petites unités autonomes, fondées par des segments claniques qui en détiennent le commandement par voie héréditaire. À ce cadre de commandement, commerçants et artisans soudanais ajoutèrent un élément dynamique décisif, qui fera la réussite de la ville: l'islam et, avec lui, le sens des affaires liées aux relations commerciales. Sur ces atouts historiques – certes dilués à travers les villages de l'ensemble du pays kotokoli –, vint se greffer le fait colonial avec la création, fin 1897, d'un poste allemand à Sokodé.

Comme le soulignent les auteurs avec justesse, Sokodé demeura longtemps un poste administratif installé auprès de villages «indigènes». Mais son évolution, à la mesure de l'essor que connaissaient alors les agglomérations secondaires, fut régulière, marquée par la soudaine montée de l'islam dans les années 1950. L'urbanisation de la ville s'accéléra à partir des mêmes années, alimentée par les migrations inter-urbaines, l'exode rural et – situation

originale – par la venue de villages entiers situés naguère à proximité de la ville. Le paysage urbain ne s'est pas pour autant homogénéisé: les villages qui existaient avant l'arrivée des Allemands et ceux qui se sont positionnés en banlieue conservent leur spécificité, et chaque communauté ancienne garde encore ses structures politiques (des chefferies traditionnelles), faisant de Sokodé une «ville multicensrée». L'évolution de la ville se découvre par paliers à travers cet ouvrage, qui permet à l'historien, au sociologue, au géographe, au planificateur ou à l'urbaniste de se repérer dans cette mosaïque urbaine quasi continue, depuis les noyaux anciens jusqu'à la ville moderne.

Rompant avec les habitudes courantes en matière d'atlas, Jean-Claude Barbier et Bernard Klein abordent cette ville par une approche historique, qui se révèle essentielle pour une meilleure appréhension des problèmes du milieu urbain et une appréciation des choix et orientations futurs. Cet ouvrage qui se veut non seulement didactique – pour la connaissance d'une «ville-terroir» solidement ancrée dans sa région – mais aussi civique, se présente comme un outil à destination des étudiants, enseignants, chercheurs, décideurs politiques et économiques, donc d'un très large public. Il va sans dire que les habitants de la ville et de cette partie du Togo retrouveront naturellement, dans cet atlas, l'originalité si attachante de Sokodé et de sa région que les auteurs ont su mettre en avant.

Nicoué L. Gayibor

Département d'histoire de l'Université du Bénin (Lomé)

Remerciements

En 1987, M Nassirou Ayéva, ministre de l'Équipement et des Postes et Télécommunications (par ailleurs ingénieur des Travaux publics et directeur de l'École africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme - EAMAU) appuya un projet portant sur la réalisation d'un « pré-cadastre » des zones d'extension de Sokodé. Ce projet, conçu par Jean-Claude Barbier et présenté par le Comité local d'urbanisme de Sokodé (instance présidée par le directeur régional du Plan et du Développement de la Région centrale), bénéficia d'un financement incitatif de l'ordre de 1 M de F de la part de la Mission française de coopération et d'action culturelle.

Un plan masse du lotissement de Kpângalam, couvrant une bonne partie de la banlieue nord de la ville, avait été réalisé à 1 : 4 000 par John Sénoua, géomètre des Travaux publics, pour le compte de la collectivité coutumière de Kpângalam. 1 427 plans de parcelles déjà levées, furent recueillis auprès de lui et d'autres géomètres de la place : Alassani Idrissou (géomètre de la Mairie), Yawo Tondji (géomètre de la Préfecture), Ouro-Agoro Fousséni, W. Edéou et Otto Adama (géomètres des Travaux publics). Ces documents ont été reportés par Komlan Kondo, responsable du bureau d'étude de la subdivision des Travaux publics de Sokodé, sur un fond de carte à 1 : 2 000 (Technosynthesis 1982) que la Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat avait mis à notre disposition.

L'ensemble s'avérant peu maniable, Bernard Klein procéda, en 1993, à son traitement informatique, et élargit l'analyse à l'ensemble de la ville, ceci au sein de l'Unité de cartographie du centre ORSTOM d'Île-de-France, à Bondy, dirigée par Jean-Michel Buffard-Morel. Le projet d'un atlas urbain prit ainsi forme, enrichi notamment de diverses cartes qui avaient été réalisées par Yao Agbogee, cartographe au centre ORSTOM de Lomé, pour le programme de Jean-Claude Barbier sur l'émergence du fait urbain en pays kotokoli, la mise en perspective du poste allemand de 1898 réalisée par Jean-Christophe Cabaret, architecte, et de croquis d'enclos familiaux de Kûma dessinés par Nicolas Chambon, professeur à l'EAMAU.

Cet ouvrage valorise des travaux de terrain qui ont été effectués dans le cadre de l'équipe ORSTOM-Université du Bénin (UB) : « Histoire sociale des villes du Togo », dirigée par Nicoué L. Gayibor, professeur du Département d'histoire de l'UB, équipe qui a bénéficié du concours de l'Unité de recherche (UR) « Enjeux de l'urbanisation » du département SUD de l'ORSTOM. Cette valorisation a été soutenue par cette même UR dont Pierre Peltre assumait la responsabilité en 1993 et 1994, et Émile Le Bris depuis octobre 1994. L'Unité de cartographie, devenue entre temps le Laboratoire de cartographie appliquée (LCA) – sous la direction de Pierre Peltre – réalisa la rédaction cartographique et assura le suivi de l'ouvrage jusqu'à son impression.

Nous avons bénéficié des avis et corrections d'Yves Marguerat et Alfred Schwartz, respectivement géographe et sociologue de l'ORSTOM, que le Comité des éditions de l'ORSTOM choisit comme lecteurs, et, plus ponctuellement, de ceux d'Alain Blot et d'André Lévêque, respectivement géologue et pédologue de l'ORSTOM. Pierre Brabant, pédologue ORSTOM, mit à notre disposition une image satellitale portant sur la région de Sokodé. Pour la période allemande, nous nous sommes appuyés sur les documents allemands des Archives nationales du Togo (Lomé), transcrits en allemand moderne par Peter Sebald, historien, en accueil à l'ORSTOM en 1993. L'ensemble put être mené à bien grâce à l'appui logistique du Laboratoire des sciences sociales (LSS), dont Alfred Schwartz est responsable, et à l'accueil du directeur du centre ORSTOM d'Île-de-France, Jean-François Turenne.

L'Institut régional de coopération-développement (IRCOD) de la région Champagne-Ardenne, dirigé par Daniel Meyer, en coopération décentralisée avec la Région centrale du Togo, a, dès le début, manifesté son intérêt pour nos travaux et s'est entremis sur le terrain pour des compléments d'information.

*Conscients de la qualité de toutes ces contributions,
les auteurs remercient vivement tous ceux qui les ont aidés
dans la réalisation de cet ouvrage.*

Introduction

Seconde ville du Togo, avec environ 80000 habitants de nos jours, Sokodé, durant toute la période coloniale, a été de fait la capitale du nord du pays. Elle l'a d'ailleurs été officiellement durant près de deux ans, du 4 septembre 1935 au 7 juin 1937, en qualité de chef-lieu du *cercle du Nord*, lorsqu'il fallut faire des économies de budget à la veille de la dernière guerre mondiale. Sur le plan religieux, elle est ville épiscopale : siège d'un vicariat apostolique à partir du 18 mai 1937, puis d'un diocèse depuis le 14 septembre 1956. Économiquement, elle reste une ville active par son artisanat, son commerce et son rôle dans les transports. Loin derrière Lomé, capitale d'État marquée par la macrocéphalie des jeunes armatures urbaines des pays neufs, Sokodé, par sa taille démographique, devance les autres villes secondaires du pays, ainsi que l'établit une comparaison avec les principales autres agglomérations du Togo (première partie). Elle illustre bien ce qu'est une petite ville de l'Ouest africain à cette latitude où commence vraiment la savane.

Sokodé a été un poste administratif installé par les Allemands auprès de villages « indigènes ». La ville n'est venue qu'après, lorsqu'une urbanisation soudaine et imprévue (le continent africain a aujourd'hui le rythme d'urbanisation le plus élevé du monde) gonfla la population des centres administratifs dès les années cinquante (phénomène qui se poursuit depuis, même si le rythme en est moins soutenu). La croissance

urbaine est donc récente : Sokodé est longtemps restée un ensemble de villages dont la population totale ne dépassait guère les 2 000 habitants en 1911 et n'était estimée qu'à 5 000 habitants en 1953 par le chef de la subdivision (le futur ethnologue P. Alexandre) ; deux ans plus tard, en 1955, un dénombrement administratif donnait toujours un chiffre modeste : 7 500 habitants.

Pourtant, les germes de son urbanité en avaient été semés bien auparavant ; peut-être dès le XVI^e siècle, lorsque les commerçants soudanais (les « Mandingues », originaires du Mali historique) et hawsa furent de plus en plus nombreux à circuler le long des routes de la cola, dont l'une traversait d'est en ouest le pays kotokoli, de Djougou à Salaga. Ceux-ci allaient chercher la précieuse noix de cola en zone forestière où elle était produite, dans la région de Kumasi, au Ghana actuel. À la fin de ce XVI^e siècle, l'ethnomyme *Katacoly* (Kotocoli) est connu d'un savant musulman de Tombouctou, Ahmed Bâba, qui l'emprunte aux commerçants de son époque. Plus tard, Salaga, ville-marché de la moyenne Volta, protégée par la chefferie gondja de Kpembé, se développe et aurait atteint 40 à 45 000 habitants dans les années 1860.

Sous l'impulsion d'immigrés gurma, venus pacifiquement du nord, les vieilles souches autochtones se réorganisèrent dans le cadre de chefferies villageoises fondées par ces étrangers. Ceux-ci, constitués en un clan pluri-résidentiel,

Introduction

les Mola, furent imités par d'autres, à la fois pour se structurer en clans et pour fonder des chefferies, si bien que, progressivement, de nouvelles unités politiques s'égrenèrent le long des axes commerciaux, surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles. Fondée par un segment clanique, qui en détient héréditairement le commandement, toute chefferie est ouverte à l'immigration d'autres éléments. Il y a concentration du peuplement, parfois en une agglomération compacte, parfois sous la forme de quartiers juxtaposés. Les commerçants et artisans soudanais sont venus très tôt s'y greffer, apportant, outre leur nombre, une diversification des activités économiques et une religion, l'islam, qui facilitait les voyages de commerce.

La chefferie annonce en quelque sorte la ville (deuxième partie). C'est bel et bien une genèse de l'urbain que nous essayerons de reconstituer par une approche historique. En choisissant, fin 1897, d'installer un poste près d'un des *dîda'ûré* du pays kotokoli (un *dîda'ûré* était un village autonome habité par des musulmans, préfigurant une cité marchande), les Allemands entérineront le rôle commercial de ces chefferies kotokoli. Ils construiront les premiers bâtiments « modernes », et les premiers équipements urbains.

Longtemps encore, l'administrateur aura le sentiment de résider dans un poste « en brousse », près de villages indigènes, dont il percevait les festivités nocturnes rythmées par le tambour. Pourtant, dès 1925, l'Administration se lança dans une opération d'urbanisme en initiant un premier lotissement, celui du Marché, afin d'attirer les grandes maisons de commerce de l'époque. Quelques années plus tard, elle ouvrit un second lotissement, celui de la route des Cabrais, de nature résidentielle, pour y loger ses employés et ceux des dites maisons de commerce. Si ces dernières ne participèrent pas toutes à l'urbanisation de la ville, par contre, à partir des années trente, des villages environnants, eux, convergèrent sur

un espace qu'ils jugeaient mieux desservi et sur lequel certains désiraient affirmer leurs droits fonciers. Ces « villages qui vont vers la ville » contribuèrent d'une façon décisive à la formation de l'agglomération, dont nous retraçons l'historique par une série de cartes portant sur l'augmentation du bâti et l'extension de la voirie (troisième partie). Il restait à Sokodé à s'équiper de réseaux d'eau et d'électricité pour apparaître comme une « vraie » ville. Il lui faudra attendre, pour cela, les années soixante.

C'est donc, en premier, l'historien qui peut repérer, au sein d'un tissu urbain aujourd'hui quasiment continu, les noyaux des anciens villages. Le géographe y constatera un habitat rural, se modernisant sur place, entouré de lotissements initiés dans les années soixante lorsque l'agglomération connut une forte croissance démographique. En fait Sokodé présente, à l'état presque pur, le schéma d'une « ville multiculturelle ». Les quartiers les plus anciens possèdent chacun leur propre centre (ici une chefferie coutumière kotokoli) et ne se trouvent pas hiérarchisés dans un rapport centre-ville/périphérie, ou encore quartiers riches/quartiers populaires. Ces quartiers « à égalité », juxtaposés dans l'espace, sont autant de références pour les habitants de la ville, qui pensent d'abord « quartier » avant d'avoir une vue d'ensemble de leur cité. Les appartenances ethniques, les adhésions religieuses, les votes politiques reflètent sans conteste cette priorité accordée à la communauté résidentielle (quatrième partie).

La présentation monographique de Sokodé introduit à d'autres villes de même type qu'on trouve au Nord-Togo (à commencer par les villes voisines que sont Tchamba, Bafilo et Bassar), au Nord-Bénin (on peut penser à Djougou et à Parakou), ou, au-delà, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun (par exemple la ville précoloniale de Fomban, capitale du vieux royaume bamoum)...

Indéniablement, l'histoire aide à la compréhension d'une ville en en reconstituant la genèse, en identifiant les acteurs sociaux qui l'ont « faite », en jugeant les solidarités locales, en dévoilant les rapports politiques sur la terre et les hommes. Puisse-t-elle aussi contribuer à forger une citoyenneté dans laquelle le citoyen, habitant d'une ville, se sente partie prenante du destin de sa cité, y consacrant son énergie, une partie de ses finances et son travail. La tradition orale, relayée aujourd'hui par l'écrit, savait naguère retenir l'attention des gens en organisant le culte d'un héros fondateur ou protecteur (comme le « roi » Agokoli à Notsé – autre cité historique du Togo) ou en célébrant les exploits d'un groupe comme les fameux « *sêmasi* », les cavaliers armés kotokoli qui, à la fin du siècle dernier, semèrent la terreur dans les villages avoisinant le Tchawûdjo. Pour l'instant, force est de constater que cette mobilisation des élites locales reste à faire : la cité n'est pas en danger, et chacun vaque à ses occupations quotidiennes...

Avec l'érection de Sokodé au rang communal, en 1951, l'élite locale, représentée au sein d'un premier conseil municipal (1952-1959), a pourtant eu conscience d'une ville qui se devait de tenir le second rang derrière Lomé ; conscience accrue encore par les élections législatives d'avril 1958, qui virent le succès du parti nationaliste (le Comité de l'union togolaise – CUT), par l'élection en novembre 1959, au suffrage universel, d'une nouvelle équipe municipale, puis par les fêtes qui accompagnèrent l'Indépendance du pays en avril 1960. Il y eut aussi le temps des plans directeurs d'urbanisme, en 1968 (par le Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat – SMUH), puis en 1982 (par Technosynthesis), qui furent autant d'occasions pour une réflexion sur la ville et son expansion. Mais, déjà, le ressort civique était, quelque part, cassé, et le débat urbanistique ne sortit pas des services techniques de la capitale.

Trop dépendantes du pouvoir étatique (le centre politique proprement dit, accompagné d'un parti unique et de ses « ailes marchantes », mais aussi la centralité des services techniques comme ceux chargés de l'urbanisme), les villes de l'intérieur ne jouissent pas d'une autonomie suffisante qui les responsabiliserait et ne gèrent qu'un budget dérisoire. Dès lors, en l'absence d'un projet commun, le clientélisme politique (celui de l'État et de son parti unique, depuis peu celui des divers partis politiques) et les rivalités inter-quartiers envahissent la scène urbaine. Le politologue rejoint ici l'historien pour constater le désarroi des citadins.

Mais la ville n'est pas un village : il faut en aménager l'espace, ne serait-ce que pour pouvoir circuler entre les unités d'habitation, desservir les foyers en eau et en électricité, évacuer les déchets qui s'amoncellent sur les terrains vagues, indiquer les zones à bâtir... Dans une cinquième partie, sont évoqués des « outils pour une planification urbaine », qui permettent d'avoir une vue d'ensemble de la ville, de suivre ses fronts d'urbanisation, d'en connaître l'assise foncière. Au moyen de la cartographie informatique, on peut désormais actualiser l'état des lieux : l'occupation d'un lotissement (une localisation cadastrale de la banlieue nord de la ville a été prise en exemple et s'est avérée tout-à-fait probante), les nouveaux périmètres d'extension, l'avancée des réseaux, etc. On peut superposer ces éléments, les relier à une base de données et aboutir ainsi à « un système d'information géographique » (SIG), intégrer l'information numérisée des images satellitaires... Cette avancée technologique peut-elle redonner un certain enjeu à la planification urbaine, après une décennie de plans directeurs d'urbanisme qui ont été loin de donner les résultats escomptés ? La réponse appartient aux services techniques locaux et aux instances responsables. Elle dépend d'une volonté politique puisque, désormais, l'accès à

cette technologie est devenue à la fois peu onéreuse et aisée à mettre en place.

La cartographie informatique nous libère par ailleurs des contraintes d'une cartographie circonscrite souvent au seul périmètre communal. En réinsérant les cartes urbaines dans des cartes à plus petite échelle (par exemple, à 1 : 50 000), la vision du site s'élargit à l'environnement de la ville, là où les agriculteurs citadins vont cultiver, où les gens acquièrent des lots qu'ils ne mettront en valeur parfois que bien plus tard, où la végétation s'appauvrit à cause des prédatations en bois de construction et de chauffage, où les villages s'urbanisent à leur façon (en s'installant le long des axes routiers, en se dotant d'équipements sociaux en dur, en ouvrant de petits lotissements pour leurs ressortissants qui ont réussi à l'extérieur, etc.). À cette échelle, les informations livrées par les sciences de la terre deviennent lisibles ; à titre d'exemple nous synthétiserons, dans une sixième partie, les données géologiques et pédologiques, lesquelles restent trop souvent accessibles aux seuls spécialistes.

Cette ouverture se fait à un espace qui n'est pas seulement physique, car une ville comme Sokodé hérite en quelque sorte de toute une histoire régionale, dans la mesure où elle est, pour les Kotokoli, leur principale ville (Bafilo, avec 12 000 habitants et son rattachement administratif à une autre région, ne semble pas constituer pour l'instant un pôle concurrent). La ville est en conséquence dépositaire d'une richesse culturelle et une visite de ses sites historiques et de son patrimoine renvoie à l'histoire d'une ethnie et, au-delà, à celle de toute une région. Ville-terroir, Sokodé est bien ancrée dans son milieu rural et s'appuie sur une expérience du commerce de plusieurs siècles. On peut penser qu'elle pourra y puiser les forces nécessaires pour traverser des conjonctures défavorables, à condition toutefois que ses élites sachent mettre

en valeur tous ses atouts.

Comprendre, c'est disposer des éléments de base qui permettent de saisir l'information d'une façon adéquate, c'est disposer de modèles d'interprétation, ce n'est pas forcément tout savoir. Le tout dire monographique est volumineux et pas toujours pédagogique. Cet atlas n'est donc pas un inventaire ni un état des lieux, encore moins une base de données. L'accent a été mis sur une approche globale, qui situe la ville dans sa dynamique, et sur des méthodologies d'approche (par l'histoire, par les réseaux, par le foncier, par un périmètre urbain non isolé de son environnement rural, etc.).

Un tel type d'atlas pourrait se poursuivre par un observatoire urbain centralisant les données cartographiques et statistiques en un SIG. C'est à cette étape que, au-delà du suivi de l'urbanisation, un état exhaustif de la ville serait réalisable. Nous serions, quant à nous, fort heureux si cet ouvrage pouvait donner les premiers jalons de cette connaissance de la ville et d'une prise en main par les citoyens de leur propre cité.

Autre suite qui nous apparaît nécessaire : l'approche historique que nous avons adoptée s'est accompagnée d'une collecte de témoignages écrits, les plus divers – ceux des premiers Allemands (militaires ou missionnaires), puis ceux des administrateurs français (ici les souvenirs du fils d'un commandant de cercle). Ont également été rassemblés des documents iconographiques ; à commencer par les portraits et les sites peints avec une légère touche de fauvisme, qui ne gêne en aucune façon la saisie réaliste des faits, par un peintre allemand, Ernst Vollbehr (au Togo dans les dernières années du protectorat allemand). Il est souhaitable que cette collecte se poursuive avec la participation de tous ceux qui possèdent des documents : la mémoire d'une ville est d'abord celle de ses familles citoyennes...

**1908 : les terrains
du poste de Sokodé
et ses plantations
expérimentales**

Cette carte mentionne également les noyaux villageois de Dîda'ûré, Kûma, et Kulung'dê, ainsi que le zongo ; tous sont aujourd'hui des quartiers urbains de la ville multcentrée.

Sokodé, ville de l'intérieur

C omme pour d'autres pays côtiers, le contact avec l'Europe a marqué le Togo d'un développement inégal, au bénéfice, dans un premier temps, d'une frange littorale (Aného, puis Lomé), puis de sa partie méridionale où une économie de plantation a fondé la prospérité de Kpalimé, Atakpamé et Badou. Le développement du pays est ainsi caractérisé par une progression sud-nord. Mais cette histoire, somme toute récente, occulte des dynamiques plus endogènes qui ont animé l'arrière-pays bien avant l'intrusion coloniale donnant naissance aux cités de la civilisation ajatado, lointaines héritières des villes yoruba (Tado, Notsé), aux agglomérations situées le long des anciens itinéraires de la cola (Sansanné-Mango, Bafilo, Sokodé, Tchamba, Kabou), à d'autres liées à une intense activité métallurgique (Bassar). Il convient également de ne pas sous-estimer les villes plus récentes, nées souvent d'une fonction administrative, mais devenues des places marchandes pour une ethnie (Niamtougou, Kara), pour une zone de forte densité démographique (Dapaong, Vogan) ou pour un peuplement récent (Anié, Sotouboua). Avec la ville de Sokodé, nous proposons ce regard vers l'intérieur du pays, au-delà d'un littoral qui bien souvent fait écran. La première planche présente une vue d'ensemble des chefs-lieux de préfecture, tous considérés officiellement comme des agglomérations urbaines indistinctement de leur taille et de leurs activités économiques, dont plusieurs sont indiscutablement des villes et d'autres appelés à le devenir.

Sokodé et les villes du Togo

Les chefs-lieux administratifs en 1993

Durant la période allemande, Sokodé partage avec Bassar la direction du « district » administratif de *Sokode-Bassari* (depuis le 21 avril 1898), mais le Dr Kersting, commandant de ce district de 1898 à 1909, préfère résider au poste de Sokodé, que son adjoint, le sergent Schröder, a construit, fin 1897 - début 1898, sur une colline bien ventée du village Kûma¹, immédiatement au sud d'un village musulman où le trafic commercial était important : Dida`ûré².

A la fin de la période allemande, huit localités aujourd'hui togolaises avaient rang de chef-lieu de district (dans l'ordre de leur création : Lomé, Aného, Kpalimé, Sansanné-Mango³, Bassar, Sokodé, Atakpamé et Tsévié) et deux de chef-lieu de subdivision (Notsé et Tablighbo). Jusqu'en 1960, à la veille de l'Indépendance, l'administration territoriale française n'avait ajouté que deux chefs-lieux de cercle supplémentaires (Dapaong et Kara) et quatre chefs-lieux de subdivision (Kandé, Niamtougou, Pagouda et Bafilo). Ce seront ensuite des créations au coup par coup ou bien des cohortes de chefs-lieux promus ou nouveaux aux réformes administratives des 10 février 1960⁴ et 23 juin 1981⁵ ; puis le 25 juin 1991⁶. Après l'érection, en avril 1993, de Cinkassé et Kpélé-Adéta au rang de sous-préfectures, le Togo compte 30 chefs-lieux de préfecture et 4 de sous-préfecture.

Avec la réforme de 1960, les circonscriptions administratives ont été regroupées en 4 « régions administratives », puis, à partir du 18 septembre 1965, en 5 « régions économiques » (les régions précédentes, plus celle de la Kara). Certains chefs-lieux de préfecture se retrouvent officiellement chefs-lieux de région, sans qu'il y ait toutefois d'administrateurs régionaux.

Jusqu'en 1981, date où l'actuelle préfecture de Blitta fut rattachée à la Région centrale (commandée par Sokodé) au détriment d'Atakpamé, la limite méridionale du cercle de Sokodé, puis de celle de la Région centrale après le 26 janvier 1968 (date de la création de la circonscription administrative de Sotouboua), a correspondu approximativement au parallèle 8°23' de latitude nord, passant au-dessus d'Issati et de Blitta. Toutefois, des années 1920 jusqu'en 1936, le pays adélé et Blitta avaient été rattachés à Sokodé⁷.

Par contre, la limite septentrionale du commandement de Sokodé a varié. Les Allemands l'avaient fixée ainsi le 30 janvier 1899⁸ : le piémont des monts de Défalé⁹ (donnant les Tamberma, les Lâmba de Difal, les Nawdba et les Kabyê au district de *Sokode-Bassari*), puis la rivière Nangboa jusqu'à sa confluence avec la Kara et celle-ci jusqu'à la limite actuelle entre les préfectures de Guérin-Kouka et de Bassar (laissant du côté de *Sokode-Bassari* les Lâmba de

Kadjalla et ceux plus au sud), enfin une ligne vers l'Oti mettant les Kônkomba de Bapuré et les Basar¹⁰ de Kabou du côté de notre district.

L'administration française préféra suivre le cours de la Kéran (ce qui laissa les Tamberma sous le commandement de Mango) et, dans un premier temps, mit les pays adélé et adjuti du côté de Sokodé. Bassar fut, jusqu'au 16 avril 1954, une subdivision du cercle de Sokodé. Durant quelques années, du 4 septembre 1935 au 7 juin 1937, dans le cadre de mesures de restriction des dépenses administratives, Sokodé a exercé son commandement sur toute la partie septentrionale du pays : ce fut le cercle du Nord.

Aujourd'hui, Sokodé est à la fois chef-lieu d'une préfecture, celle de Tchaoudjo (qui correspond à la chefferie suprême du « Tchawûdjo », avec en

Figure 1
ÉVOLUTION DE LA POPULATION
DES « VILLES MOYENNES » DU TOGO

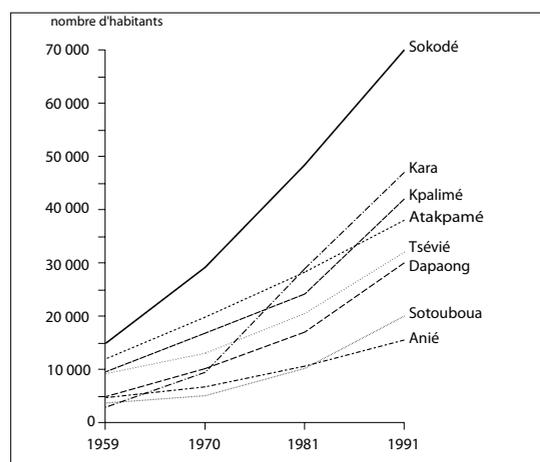
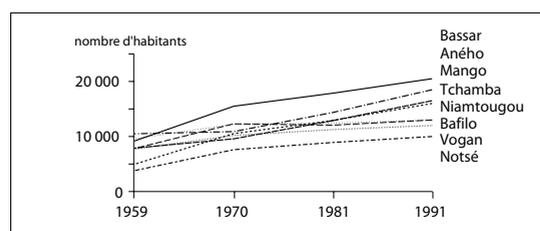


Figure 2
ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES
« PETITES VILLES » DU TOGO



Sources: recensements de 1959, 1970 et 1981; évaluation Y. Marguerat pour 1991.

plus ses marches nord-est constituées par les chefferies d'Agulu, de Kpaza, de Fizôôdê et de Kéméni) et chef-lieu d'une région (la Région centrale) qui comprend, outre celle de Tchaoudjo, les préfectures de Tchamba, de Sotouboua, et de Blitta. Les préfectures de Bafilo et de Bassar sont rattachées à la région économique de la Kara depuis l'agrandissement de celle-ci, le 23 juin 1981.

Évolution démographique des principales agglomérations, 1959-1991

Avec près de 50 000 habitants au recensement de 1981 et une population évaluée à 70 000 en 1991¹¹, Sokodé conserve incontestablement son rang de seconde ville du Togo, loin derrière Lomé, dont l'agglomération aurait atteint les 700 000 habitants à cette dernière date (soit 10 fois plus), mais nettement devant Kara, Atakpamé, Kpalimé et Tsévié (de 20 à 30 000 en 1981, de 30 à 50 000 habitants évalués en 1991) (figure n° 1). Ce groupe des villes moyennes est rejoint par Dapaong, dont la population est évaluée à 30 000 en 1991. Toutes ces villes ont un rythme de croissance soutenu ; plus, par rapport à la moyenne d'entre elles, pour Kara qui a bénéficié d'équipements administratifs, techniques et sociaux (rôle tertiaire confirmé par son érection au rang de chef-lieu de Région le 23 juin 1981)¹², et d'une petite zone industrielle ; un peu moins pour Kpalimé, qui est à l'écart de la route nationale et qui subit l'effet d'une moindre rentabilité de la culture du cacao.

Il est à prévoir que ces villes moyennes seront rejointes dans les décennies à venir par deux agglomérations bien situées sur la route nationale, et qui dépassent les 10 000 habitants en 1981 : Sotouboua, centre de gravité d'une zone de colonisation agricole et nouveau chef-lieu de préfecture en 1968 (158 habitants en 1981 pour un indice de 100 en 1971), et Anié, dont le marché dessert un Moyen-Togo (entre Atakpamé et Blitta)

ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES VILLES DU TOGO

ville	1959	1970	1981	1991 (a)
Lomé (b)	84 759	192 745	375 499	700 000
Sokodé	14 877	29 164	48 419	70 000
Kara	2 875	9 440	28 902	47 000
Kpalimé	11 954	19 801	28 262	38 000
Atakpamé	9 524	16 791	24 139	42 000
Tsévié	9 166	13 016	20 480	32 000
Dapaong	4 860	10 134	16 989	30 000
Sotouboua	4 664	6 699	10 590	15 500
Anié (c)	3 658	5 037	10 163	20 000
Bassar	9 185	15 497	17 867	20 500
Aného	10 495	10 889	14 368	18 500
Tchamba	4 955	10 530	12 911	16 000
Sansanné-Mango	7 900	9 580	12 894	16 500
Niamtougou (d)	9 621	12 208	12 444	13 000
Bafilo	7 820	12 300	12 060	13 000
Vogan	7 700	10 200	11 260	12 000
Notsé	3 800	7 605	8 916	10 000
Badou	5 918	6 501	8 111	10 000
Tabligbo	2 900	4 382	7 526	9 000
Kandé	3 844	5 133	6 134	7 000
Pagouda	1 752	2 756	4 112	6 500
Amlamé	1 594	2 288	3 997	6 500
Mandouri		1 400	3 900	5 500
Tohou		3 200	3 900	5 500
Blitta-Gare	1 787		3 882	5 000
Guérin-Kouka	1 297	1 814	3 658	4 000
Kévé		2 300	3 300	4 000
Danyi-Apéyémié		2 800	3 300	4 500
Agou-Gadzépé		2 100	2 800	3 000
Elavagnon		1 200	2 600	3 500
Afagnagan	2 900		5 000	
Tandjouaré			350	1 000
Kougnohou	3 221			
Kpélé-Adéta	4 200	5 900	6 200	
Cinkassé		1 600	2 800	

Sources: recensements de 1959, 1970 et 1981.

- (a) évaluation Y. Marguerat
- (b) agglomération et non commune
- (c) en 1991, évaluation F. Giraut (communication orale)
- (d) ensemble de la nébuleuse villageoise et urbaine

Sokodé et les villes du Togo

peu dense, sous-équipé et sans autre agglomération à caractère urbain, et sans doute bien au-delà (Anié a doublé sa population entre les deux derniers recensements).

L'estimation de 1991 visualise un net décrochage entre les villes que nous venons de citer, que nous avons qualifiées de villes moyennes, et les suivantes, que nous appellerons des petites villes (de 10 à 20 000 habitants évalués en 1991) (*figures n° 1 et 2*). Celles-ci ne polarisent guère au-delà de leur aire ethnique. Si elles ont connu un accroissement important entre 1959 et 1970 (hormis Aného qui a longtemps stagné), cela tient à l'effet de l'Indépendance sur les centres urbains par accroissement de leur secteur tertiaire et, parfois, à une délimitation du périmètre urbain qui n'a pas été la même aux deux recensements (des villages environnants pouvant être en 1970 inclus dans le décompte des quartiers de la ville). La décennie suivante a vu une certaine stabilisation de leur population, du moins une augmentation très lente. Ce sont, dans l'ordre en 1981 : Bassar, Aného, Tchamba, Mango (qui ne profite pas du tout de sa position d'étape sur la route nationale, littéralement « étouffée » qu'elle est par les réserves de faune l'entourant), Niamtougou¹³, Bafilo¹⁴, Vogan et Notsé.

Trois plus petites agglomérations (entre 6 000 et 8 000 habitants en 1981 ; moins de 10 000 en 1991) : Badou (dans la zone cacaoyère du Litimé), Tabligbo (qui a été le lieu d'implantation d'une usine de production de clinker¹⁵, inaugurée en janvier 1981 et fermée trois ans plus tard) et Kandé (au Nord-Togo, sur la route nationale) rattrapent le groupe précédent en maintenant une croissance constante.

Enfin, en bas de tableau – mais avec une forte croissance – de gros villages (moins de 5 000 habitants en 1981, et moins de 6 500 habitants évalués en 1991) qui ont été choisis comme chefs-lieux de préfecture et de sous-préfecture. Mais certains, comme Tandjoaré, ont bien de la peine à présenter un minimum d'allure urbaine.



La résidence du préfet à Sokodé

Construite dans les années trente pour le chef de cercle, elle domine le quartier administratif.

Pour en savoir plus sur les villes du Togo, voir MARGUERAT Yves, 1985 – *L'armature urbaine du Togo*, Paris : ORSTOM, 166 p. (« Études et thèses ») ; 1992 – *Bibliographie thématique sur les études urbaines au Togo (des origines à 1991)*, Lomé : Les Presses de l'Université du Bénin (groupe de travail ORSTOM/UB « Histoire sociale des villes du Togo ») 46 p. ; et, 1995 – *Population, migrations, urbanisation au Togo et en Afrique noire*, Lomé : Presses de l'Université du Bénin (« Patrimoines » 2) ; 300 p.

à quelques 4 km au nord d'Agbandi. A noter que le pays adjuti, naguère inclu dans le district allemand de *Sokode-Bassari*, a été, de fait, rattaché à la partie du Togo sous tutelle britannique depuis 1914 ; situation entérinée officiellement par la suite en échange de la plaine cacaoyère du Litimé.

8) Protocole d'accord entre Gaston Thierry, commandant du district de *Mangu* (future Sansanné-Mango), et le Dr Kersting, commandant de celui de *Sokode-Bassari*, sur la délimitation entre les deux unités administratives. Une demande de publication de cet accord est adressée au gouvernement impérial de Lomé le 28 avril, croquis à l'appui.

9) Dïfal en langue locale.

10) À prononcer en français avec deux « s » ; voir notre notice relative à la transcription des noms locaux.

11) Évaluation par Y. Marguerat (ORSTOM, juillet 1991), d'après une estimation raisonnée à partir des résultats du recensement de 1981.

12) Du fait de la sollicitude du pouvoir présidentiel qui veut faire de Kara la capitale régionale du Nord.

13) Notre tableau donne pour 1970 et 1981 les chiffres de la population totale du canton de Niamtougou. Le village de *Ngamtgu* ne faisait que 2 600 habitants en 1960.

14) Le village/quartier de Tchon-Oro inclus.

15) Les Ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMA O), qui était une entreprise africaine multi-Etats (Côte-d'Ivoire, Ghana, Togo). Une voie ferrée avait été construite jusqu'à Lomé ; elle est aujourd'hui à l'abandon.

1) Le « î » correspond à un son entre le « o » et le « ou » français (voir notre notice de transcription des noms locaux) ; l'orthographe utilisée par l'Administration est Komah.

2) Orthographe administrative : Didaouré ou Didauré.

3) Couramment appelée Mango.

4) Les subdivisions de cercle deviennent, au même titre que les cercles, des circonscriptions administratives.

5) Les postes administratifs sont promus au rang de sous-préfectures.

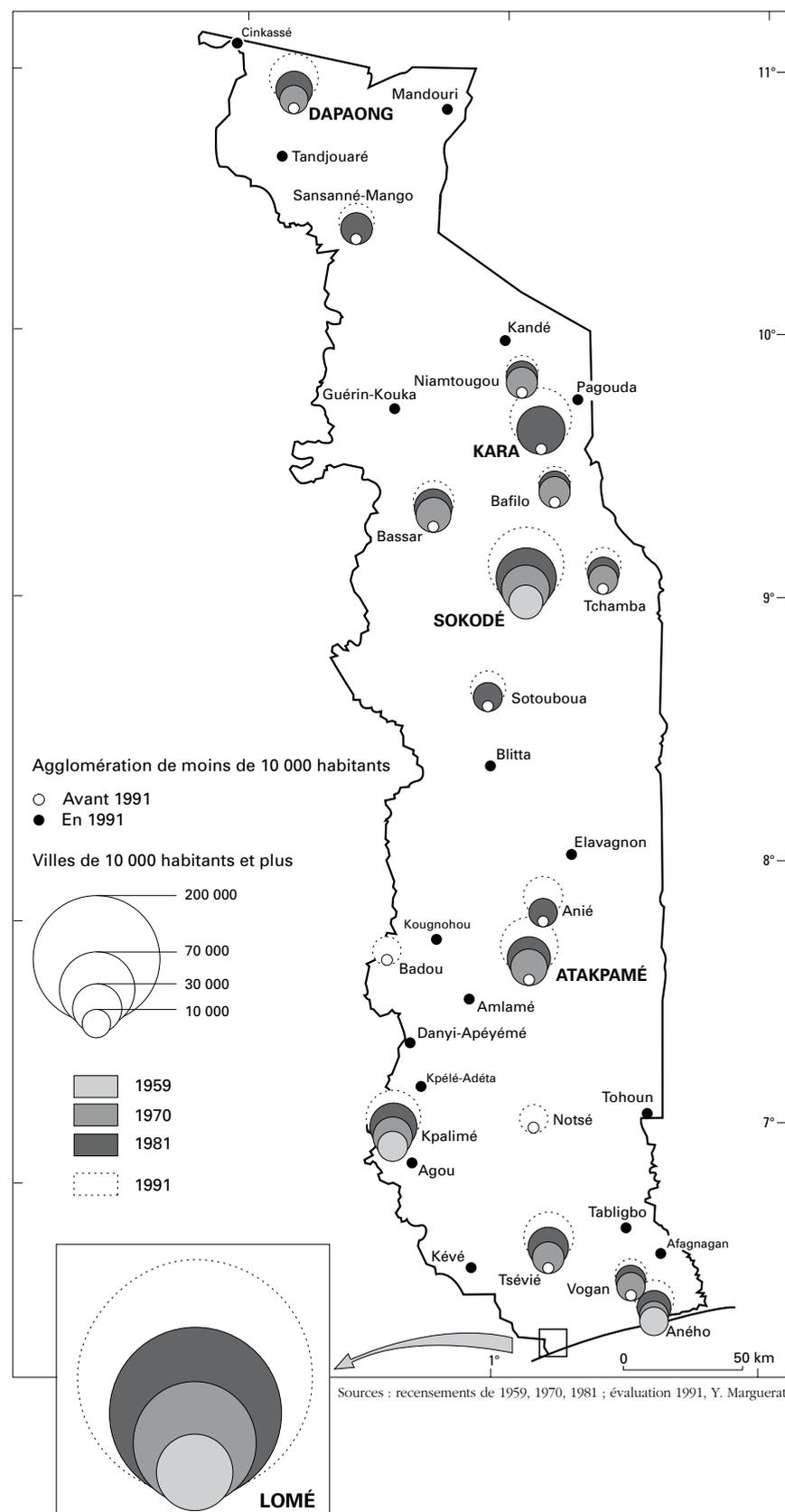
6) Les sous-préfectures existantes sont érigées en préfectures et deux sous-préfectures sont créées.

7) Voir la carte à 1 : 500 000 des colonies de l'Afrique occidentale française (AOF), publiée en 1926 par les éditions Blondel-La-Rougery à Paris. Le 29 février 1922, le commandant de cercle de Sokodé, le capitaine Bougnat, procède à la délimitation sud,

LES CHEFS-LIEUX ADMINISTRATIFS EN 1993



L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE (1959-1991)



Sources : recensements de 1959, 1970, 1981 ; évaluation 1991, Y. Marguerat

Sokodé et les villes du Togo

Annexe

UN CHEF-LIEU ADMINISTRATIF DE DIMENSION RÉGIONALE

Sokodé, conjointement avec Bassar, a été chef-lieu d'un district allemand (*stationsbezirke*), *Sokode-Bassari*, à partir du 21 avril 1898. Le Dr Hermann Kersting en fut le premier administrateur. Son « règne » durera jusqu'au 17 juin 1909, date à laquelle il sera remplacé par le lieutenant W. Haering, soit cinq séjours entrecoupés par des intérim que firent Adolf Mellin en 1899 et 1901, Hans Georg von Doering en 1903 et Arthur Rieck en 1906. Après W. Haering, succédèrent Karl Gaisser et von Parpart, Jungschulz von Roeborn effectuant un intérim en 1913. Von Parpart fit évacuer le poste, le 15 août 1914, juste avant l'arrivée des Français (Barbier 1988).

L'administrateur-adjoint Sarran, venu de Djougou avec des gardes de cercle et des « partisans », occupe Sokodé après le départ des Allemands ; puis le capitaine Bouchez, commandant de la brigade du Haut-Sénégal/Niger, qui dirige la colonne « Nord-Togo », s'installe à Sokodé après la reddition des Allemands. Le district de *Sokode-Bassari* fera partie de la zone d'occupation française. Une agence spéciale pour la collecte des impôts est créée le 2 février 1915 (par arrêté spécial).

Avec les Français, Sokodé reste seul chef-lieu d'un cercle qui reprend en grande partie l'ancien district

allemand. Il comprend en son sein trois subdivisions : Sokodé, Bassari et Lama-Kara, dont les limites sont officiellement fixées par l'arrêté n° 73 du 4 février 1930.

Le 4 septembre 1935, par l'arrêté n° 398 portant sur la réorganisation générale de l'administration du Territoire du Togo, Sokodé devient le chef-lieu d'un cercle du Nord. Ce cercle absorbe celui de Sansanné-Mango, plus au nord (Mango devenant chef-lieu de subdivision) ; et l'ancien cercle de Sokodé dans son ensemble devient également une subdivision. La ville fait alors figure de « capitale » du Togo septentrional ; mais le cercle de Mango est très vite rétabli, le 7 juin 1937.

Le cercle de Sokodé retrouve officiellement son appellation première par l'arrêté n° 459 du 23 octobre 1940, ainsi que ses subdivisions (reconfirmées dès le 3 juin 1938 par l'arrêté n° 319). Son organisation territoriale est modifiée par l'arrêté n° 120 du 2 mars 1945 (JO 1945 : 155), puis par celui du 28 avril 1950 (JO 1950 : 381). La subdivision de Sokodé, quant à elle, voit son organisation territoriale modifiée le 27 août 1944 par l'arrêté n° 440/APA. Les arrêtés n° 119 et 120/APA du 2 mars 1945 redéfinissent la subdivision de Sokodé et en fixent les limites avec les subdivisions voisines de Bassari et de Lama-Kara (JO 1945 : 154) ; entre autres le canton de Dako (auparavant dépendant de Bassar) est désormais rattaché à la subdivision de Sokodé.

Dans les années cinquante, Sokodé perd son commandement sur *Lama-Kara* (promu chef-lieu de cercle le 9 août 1950) et sur *Bassari* (promu le 16 avril 1954). Bafilo

devient chef-lieu de subdivision le 28 mars 1957.

Comme tous les autres cercles et les subdivisions (dont celle de Bafilo, récemment constituée), le cercle de Sokodé devient une circonscription administrative le 10 février 1960 (loi n° 60-4). La même loi instaure des régions administratives et, dans ce cadre, Sokodé, à la tête de la Région centrale, retrouve finalement une partie de l'influence qu'elle exerçait avant les années cinquante sur Kara et Bassar. Mais *Lama-Kara* devient à son tour, le 18 septembre 1965 (par le décret n° 65-148), chef-lieu de région, celle de la Kara – par ce même décret, les régions ne sont plus administratives mais seulement économiques – ; puis le 23 juin 1981 (loi n° 81-8), cette nouvelle région met la main sur les circonscriptions de Bafilo et de Bassar, coupant en deux le pays kotokoli (on donne en échange, à Sokodé, les pays adélé et anyânga qui forment l'actuelle préfecture de Blitta). Par ailleurs, le maillage administratif devenant de plus en plus serré, Sokodé perd rapidement son autorité sur les petites villes voisines : Sotouboua acquiert son indépendance administrative par rapport à Sokodé le 26 janvier 1968 et Tchamba le 3 février 1975 – toutes deux demeurant toutefois au sein de la Région centrale.

Les circonscriptions administratives sont devenues des préfectures par la loi du 10 février 1960. Sokodé est aujourd'hui chef-lieu de la préfecture de Tchaoudjo ; en plus, chef-lieu de la Région centrale qui englobe les préfectures de Tchamba, de Sotouboua et de Blitta.

La chefferie qui annonce la ville

Des éléments constitutifs de l'agglomération sokodéenne étaient déjà en place à l'arrivée des Allemands. A proximité du lieu d'implantation de leur poste militaire et administratif, ceux-ci trouvèrent un village de commerçants et d'artisans d'origine soudanaise, un *dîda'ûré* (nom générique désignant ce type d'agglomération, qui a donné le nom propre du quartier Dîda'ûré), une autre chefferie, celle-ci de petite taille et positionnée en satellite par rapport à la précédente, Kulung'dê, et une chefferie kotokoli de vieille souche, Kûma, sur le territoire de laquelle ils s'établirent.

Le choix allemand avait été longuement mûri. Suite à l'accord franco-allemand sur la frontière septentrionale entre le Togo et le Dahomey, signé à Paris le 23 juillet 1897 et établissant un modus vivendi en attendant qu'une commission mixte ne détermine les frontières, le Dr Hermann Kersting, récemment arrivé à Djougou, doit évacuer cette ville le 13 août et se replier sur le campement français d'Adjéidê, au nord de Tchamba. Là, il n'a de cesse d'interroger les commerçants hawsa qui fréquentent les routes de commerce de Djougou à Salaga pour connaître le plus grand marché de la région ; ceux-ci furent unanimes pour lui

indiquer Dîda'ûré, petite localité marchande dirigée par un « chef des musulmans » (*malwa-uro*) en relation directe avec le souverain de la chefferie suprême du Tchawûdjo (*uro-îsôô*).

C'est dans l'espoir de détourner le trafic qui va en Gold-Coast (et qui profite en conséquence aux Britanniques) que cet administrateur s'installe près de Dîda'ûré, afin d'orienter le flux des marchandises vers Kete-Kratchi (par la vallée de la Volta), puis vers le littoral que les Allemands ont colonisé depuis le traité de Baguida signé, le 5 juillet 1884, par Gustav Nachtigal et le porte-canne du chef-prêtre Mlapa des villages de Togo¹. Cet objectif que Kersting veut atteindre était déjà, en partie, celui du poste avancé de Bismarckburg, ouvert le 2 juin 1888 par le médecin-capitaine Ludwig Wolf, mais transféré à Kete-Kratchi quelques années plus tard, le 31 décembre 1894, par von Doering, car trop à l'écart des voies commerciales de l'époque. Après l'échec de Bismarckburg, les Allemands vont donc miser sur Dîda'ûré.

L'endroit où les Allemands s'installent est un lieu sacré de Kûma, où veille, du haut d'une colline rocheuse, Tcha-Tchuro, une divinité protectrice locale (*îzô*). Au-delà, vers l'est, s'étend une campagne boisée qui, à l'époque, était giboyeuse. C'est cette richesse cynégétique (*sogodai* en parler tem²) qui aurait donné le nom du poste allemand.

Si, d'une façon générale, l'implantation coloniale a suscité la formation d'agglomérations à caractère urbain, il convient de repérer dans chaque cas les points d'appui locaux de cette urbanisation. Le cas de Sokodé est en cela particulièrement intéressant puisque l'épisode allemand vient, en quelque sorte, achever une longue évolution historique de la société kotokoli.

1) Aujourd'hui Togoville.

2) Les Kotokoli parlent le *tem* ; d'où l'ethnonyme Temba (= les locuteurs du *tem*) qui est utilisé à la place de « Kotokoli » lorsque l'on veut mettre l'accent sur le fond premier du peuplement. L'ethnonyme Kotokoli correspond à l'appellation qui était donnée à ces locuteurs du *tem* par les commerçants soudanais de la Boucle du Niger.

Les chefferies du pays kotokoli

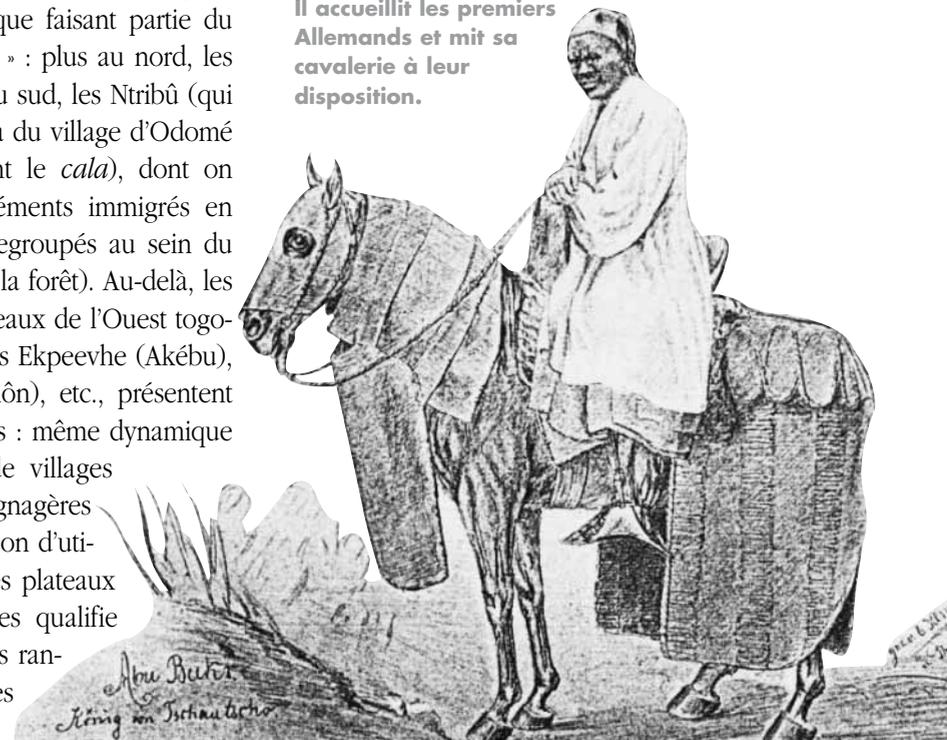
Des hameaux

Avant le milieu du XVIII^e siècle, les plus vieilles souches du pays kotokoli semblent s'être développées par petites unités résidentielles, dispersées dans les zones de relief collinaire, aux abords du Plateau kotokoli¹ (mais sans doute très peu sur le plateau lui-même). Ce sont les Kozi-Nawô, les Daro, les Uruma, les Koli, etc.

Elles sont certainement en continuité de peuplement avec d'autres populations des montagnes togolaises qui présentent des affinités linguistiques assez grandes, puisque faisant partie du même grand groupe « Tem » : plus au nord, les Kabyê et les Lâmba, plus au sud, les Ntribû (qui parlent le *dilô*) et les Tchala du village d'Odomé en pays adjuti (qui parlent le *cala*), dont on retrouve de nombreux éléments immigrés en pays kotokoli, la plupart regroupés au sein du clan Laombu (= l'enfant de la forêt). Au-delà, les autres populations des plateaux de l'Ouest togolais, les Bээдээрэ (Adélé), les Ekpeevhe (Akébu), les Akpôso, les Bôgô (Ahlôn), etc., présentent des traits tout à fait proches : même dynamique du peuplement à partir de villages matriciels, petites unités lignagères et résidentielles, pareille façon d'utiliser le substrat rocheux des plateaux atacoriens. J.-C. Froelich les qualifie de « paléonigritiques » et les range parmi les plus anciennes populations du continent.

Faut-il cependant aller jusqu'à l'hypothèse d'un peuplement primordial et homogène couvrant une bonne partie du Togo central ? À partir des Lâmba de Difal, qui se réfèrent à une forêt (*lao*), des gens du Lama-Dhîsi qui prétendent avoir peuplé le reste du pays kabyê, des Laombu (ou au pluriel Laombia, *biya* = « enfants ») du pays kotokoli, J.-C. Froelich croit devoir dessiner une vaste aire d'habitat « lamba » ou « lama » qui rendrait ainsi compte des traits communs.

Djobo Bukari, 6^e uro-îsôô du Tchawûdjo
Il accueillit les premiers Allemands et mit sa cavalerie à leur disposition.



Les chefferies du pays kotokoli

Mais une telle approche linguistique, qui jongle avec les ethnonymes, ne tient pas devant la complexité du peuplement : tous les Lâmba ne sont pas sortis de la forêt sacrée de Dîfal ; les groupements territoriaux kabyê ont chacun leur propre origine et les prétentions des Lama-Dhîsi à avoir joué un rôle matriciel pour l'ensemble du pays kabyê sont tout à fait excessives ; enfin les Laombu/bia ne sont qu'un clan kotokoli parmi d'autres. J.-C. Froelich n'était d'ailleurs pas entièrement dupe de ses informateurs puisqu'il remarqua que l'aire « lamba », qui descendait jusqu'à Blitta, coïncidait ainsi avec la zone de colonisation kabyê-losso – une façon comme une autre d'affirmer un droit foncier actuel en arguant d'un passé mythique.

Des chefferies

Cette civilisation de petits hameaux lignagers va être en quelque sorte ensemencée par des immigrants gurma. Le pays gurma, dans la partie orientale de la Boucle du Niger, entre Ouagadougou et Niamey, se présente avec un habitat dispersé, ponctué de villages-chefferies. Un « royaume » s'est organisé autour de Pama vers 1450 ; puis le centre de gravité politique du pays gurma s'est déplacé plus au nord, à Fada-N'Gurma. Un étalement du peuplement en tache d'huile a atteint le Nord-Togo, à l'est de Dapaong, en osmose avec les Moba, et, toujours en continuité, le Nord-Bénin. Au-delà, des Gurma sont partis plus au sud :

– En pays basar, ils ont formé le clan Nafal, qu'on trouve dans deux quartiers de l'agglomération de Bassar : à Binaparba (au sous-quartier Bîdobab) et à Bîyakpaab dont ils sont les fondateurs et qu'ils occupent à eux-seuls (en deux sous-quartiers, Taapu et Yiilpu), soit un total de 840 habitants en 1981 (Dugast 1992).

– En pays kotokoli, ils ont immigré à Tabalo, naguère au cœur du massif montagneux du Malfakassa, où ils ont donné naissance au clan Mola.

– A Djougou, des Gurma se trouvaient à proximité des Diarra de Chulchurgu (= *Sasiru* en *dendi*), premiers occupants du site et eux-mêmes immigrants (en provenance de Ségou), lorsque ceux-ci firent appel à un neveu gurma pour fonder la chefferie de Kilir.

Ces Gurma n'étaient pas des cavaliers armés (*sêmasi*, sing. *sêmô*) et ces déplacements se faisaient pacifiquement - nous verrons que la militarisation du pays kotokoli ne se fit que bien plus tard, à la fin du XIX^e siècle, peu de temps avant l'arrivée des Allemands, avec la cooptation de mercenaires djerma. Ils apportaient avec eux un comportement économique nouveau. Ils étaient en effet habitués à voir circuler des commerçants hawsa et mandingues² et à leur vendre leur production artisanale. Les commerçants précités sillonnaient en effet les routes de la cola, qui reliaient les riches cités hawsa, grandes consommatrices de noix de cola, au pays dagomba (Salaga à partir du milieu du XVIII^e siècle) jusqu'où remontait la production kolatière de la forêt ashanti (région actuelle de Kumasi). Les premières routes transitèrent par la Boucle du Niger, familiarisant ainsi le paysannat gurma aux transactions régionales.

Les Gurma immigrants étaient également porteurs d'un modèle politique : la chefferie. Dès lors que les populations locales n'étaient plus isolées et qu'elles devaient accueillir de plus en plus d'étrangers (de passage, comme les colporteurs hawsa, ou candidats à la sédentarisation, comme les Mandingues), l'organisation lignagère s'avérait insuffisante. C'est en toute simplicité qu'elles firent appel à des spécialistes de la chefferie : à Djougou, les Diarra de Chulchurgu, constatant que leurs chefs mouraient rapidement, firent appel à un neveu gurma pour fonder la chefferie de Kilir et « s'occuper des étrangers » ; à Tabalo, le patriarche Gada'û, en s'enfonçant dans la terre, mit en branle une dynamique qui allait couvrir tout le pays kotokoli d'un maillage politique fait de grandes chefferies ; à Bassar, ce sont des Nataka de Kibédi, ayant longtemps

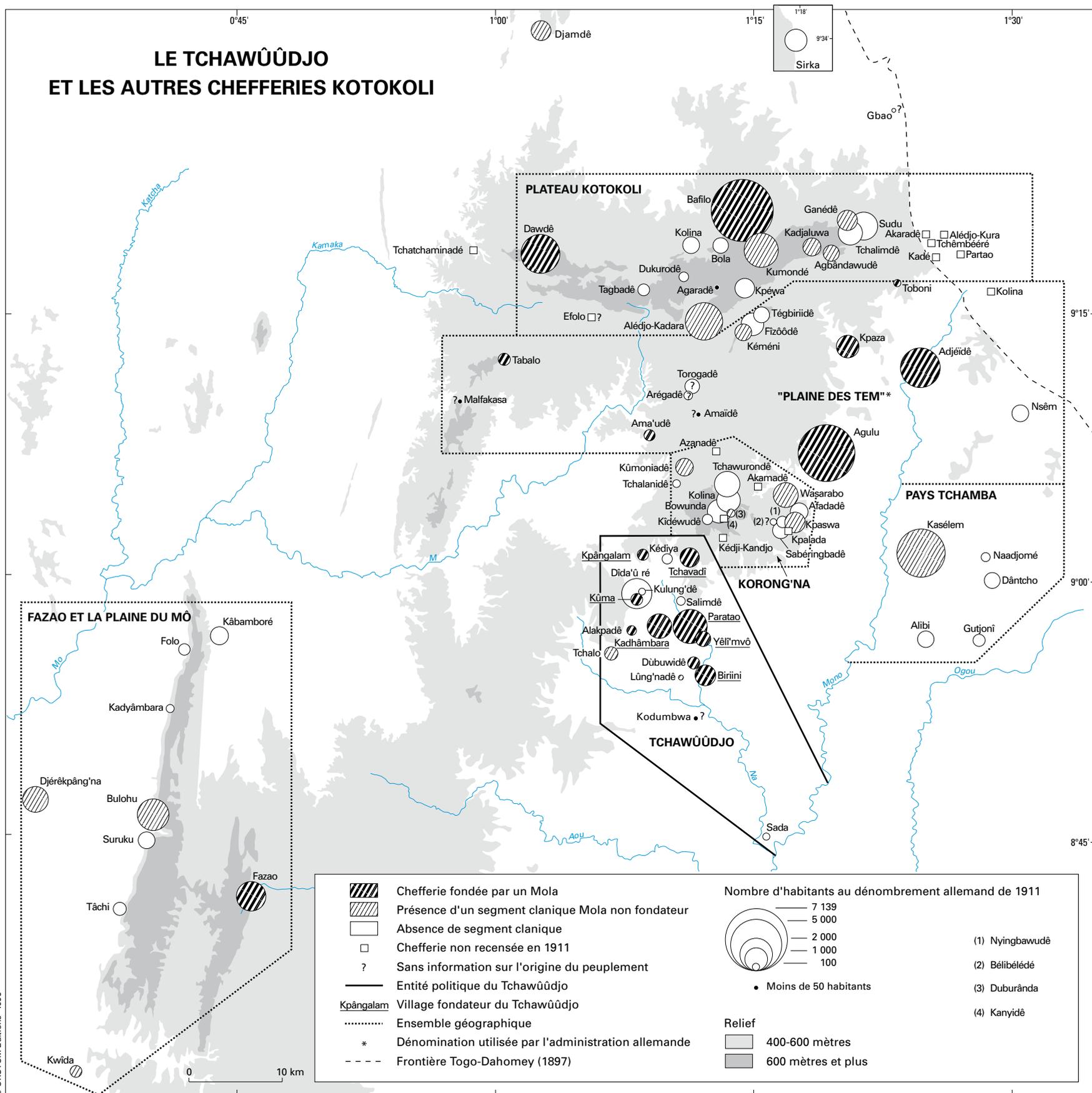
vécu près de Tabalo, qui se virent confier le soin de fonder une chefferie au XIX^e siècle (probablement après l'attaque des Dagomba en 1856). Une telle centralisation politique permit une protection efficace des commerçants et assura une pleine liberté de commerce, alors que, plus au nord, en pays kabyê et kônkomba, les étrangers de passage, sous un prétexte ou un autre, se voyaient vite délestés de leurs surplus !

Allant de pair avec la chefferie, les Gurma apportèrent une organisation clanique où des segments d'un même clan peuvent se retrouver dans des unités résidentielles et politiques distinctes sans perdre pour autant leur identité et leur solidarité mutuelle (contrairement au clan confiné en un seul endroit). Dès lors, mettant à profit cette mobilité démographique autorisée par l'organisation clanique pluri-résidentielle, la chefferie peut réunir, à égalité, des groupes et des individus d'origines les plus diverses, et donc regrouper des personnes en un lieu stratégique pour les affaires du moment.

C'est ainsi que les itinéraires commerciaux de la route de la cola (laquelle était non pas une route unique, mais un faisceau de pistes, d'orientation globale est-ouest) se trouvèrent, au Nord-Bénin/Nord-Togo, ponctués de chefferies comme autant de gîtes d'étape. Les Kotokoli ne furent pas les seuls à s'organiser ainsi. Plus au nord, les Anufôm (anciens mercenaires des Mamprusi, venus de la région de l'Ano, dans la partie est de l'actuelle Côte d'Ivoire) constituèrent une chefferie guerrière à Mango ; plus à l'est, des Yoruba s'installèrent à Sânsani (*Suuburuku* en *dendi*) et à Alédjo-Kura, et des Kônkomba (du côté de l'actuel village Bapuré) à Alibi et Kasélêm (laquelle donnera naissance à l'agglomération de Tchamba) ; plus à l'ouest, des Nataka du pays basar fondèrent Bulohu, au débouché occidental des montagnes kotokoli.

Chaque fois, le groupe fondateur ne reste pas seul. Des segments multiples viennent le rejoindre, à commencer par les souches

LE TCHAWÛÛDJO ET LES AUTRES CHEFFERIES KOTOKOLI



© ORSTOM Éditions - 1995

Sources : dénombrement allemand de 1911 ; enquête J.C. Barbier

Les chefferies du pays Kotokoli



Anyôrô Tcha Godému, 10^e uro-îsôô du Tchawûûdjo
Après son décès, la chefferie suprême passa de Paratao à Kûma.

autochtones qui se réorganisent sur le modèle clanique. Les immigrants reconnaissent la prééminence des fondateurs quant à la détention du pouvoir politique, mais participent de plein droit aux décisions collectives au sein d'une démocratie locale des chefs de famille. À ce propos, il convient de ne plus parler de clans nobles ou roturiers – ce qui renvoie à une société féodale – puisque cette prééminence politique n'est valable que localement (les Mola, par exemple, peuvent être fondateurs dans une chefferie, mais immigrants dans une autre) et ne s'accompagne d'aucun privilège économique. Mieux, les autres segments peuvent détenir des rôles nécessaires au fonctionnement de la chefferie : intronisation et inhumation des chefs, services culturels rendus aux divinités protectrices, arbitrage des conflits, etc.

Tous les fondateurs mola de chefferie sont censés venir de Tabalo, point de chute d'un groupe gurma immigré et chefferie fondée par

l'ancêtre de ce groupe, Gada'û. Ainsi en est-il pour les grandes chefferies de Dawdê, Bafilo, Agulu, Adjéidê, Fazao et Kpângalam ; également pour les plus petites que sont Toboni, Ama'udê et Alakpadê.

La chefferie politique englobe plusieurs quartiers et se présente comme un village, naguère fortement aggloméré. Elle peut aussi englober des quartiers distants les uns des autres (cas d'Adjéidê et de Dawdê), voire plusieurs villages. Dans ce dernier cas, on peut parler de chefferie suprême pour indiquer que le chef politique coiffe d'autres chefs de village. La pensée politique kotokoli l'entend bien ainsi puisque, dans certains cas, le chef n'est pas appelé « uro » (ou « uuro » selon les prononciations), mais *ladjo* à Bafilo, *yérîma* à Dawdê, *uro-îsôô* (ni plus ni moins que « chef-dieu » !) au Tchawûûdjo. Les Basar et les Tchâmba, populations voisines des Kotokoli, partagent ce même principe politique.

Ces chefferies suprêmes n'ont pas résulté de conquêtes, mais d'un consensus local entre petites chefferies voisines, pour faire face à un danger externe (cas par exemple à Bafilo contre les Anufôm, et à Bassar contre les Dagomba), pour intégrer de nouveaux villages (cas du Tchawûûdjo), ou encore par simple segmentation sur place d'une souche immigrée (cas de Kasélêm).

Le Tchawûûdjo

On a parlé du royaume kotokoli du Tchawûûdjo ; en fait, il s'agit d'une chefferie suprême qui englobe plusieurs chefferies de village sans établir un commandement direct, chaque village restant dirigé par son propre chef et ses notables. Aucun tribut n'était prélevé. Il n'y avait pas non plus de capitale, puisque, à chaque changement de règne, le nouveau souverain devait être pris, à tour de rôle, dans une autre localité (toujours entre les villages constitutifs, au nombre de sept) ; l'élu restait à son propre domicile, qui devenait ainsi une résidence royale (mais non un palais dynastique).

Ce sont les Daro de Tchalo, petit village au sud de Sokodé, qui sont chargés du choix des nouveaux chefs. La chefferie suprême doit « tourner » entre plusieurs villages constitutifs du Tchawûûdjo ; cette règle a cependant été détournée à deux reprises : Paratao, s'appuyant sur les Allemands, conserva la chefferie durant cinq règnes successifs, et, plus récemment, Kûma, bénéficiant d'un soutien présidentiel, répéta son commandement.

Le Tchawûûdjo s'est constitué progressivement. Un migrant en provenance de Tabalo, de clan mola, s'installa dans la haute vallée de la branche orientale de la Na, sur les plus basses pentes en contrebas du Korông'na, fondant la chefferie de Kpângalam. Peu après, Tchavadî fut fondée, également par un ressortissant mola (originaire de la chefferie précédente). Sur ce, arriva la famille Tcha-Kpindé, Traoré de Dosso³,

que le chef de Tchavadî installa en aval d'un des itinéraires de la route de la cola passant par Agulu-Tchavadî, en un lieu qui allait devenir Dîda'ûré. Une branche cadette de Tchavadî, Kûma, renforça ce peuplement linéaire en se mettant sur la rive droite du Kpândi. Puis, ce fut un glissement du peuplement carrément en plaine avec les chefferies (toujours fondées par des Mola) de Kadhâmbara, Biriini, Paratao et Yêlî'mvô. Au terme de cette première phase de peuplement, toutes ces chefferies furent considérées comme ayant droit au commandement suprême. Les musulmans de Dîda'ûré restèrent à l'écart de cette construction politique, tout en bénéficiant d'une large autonomie, avec à leur tête un « chef des musulmans » (*malwa-uro*), toujours pris au sein du groupe patronymique des Turé originaires de Tabalo, et sous la responsabilité directe du chef suprême (*uro-îsôô*).

Tout s'est passé comme si le commandement suprême était attribué aux nouvelles chefferies qui se formaient – une façon de mieux les intégrer. Mais après les sept villages constitutifs du Tchawûûdjo, ceux qui s'installèrent par la suite n'eurent plus le droit d'accéder au pouvoir, bien qu'eux-aussi du clan mola : Dùbuwidê (une branche venue de Kpângalam) et Alakpadê ; encore moins, bien entendu, les villages fondés par des non-Mola : Kédiya, petite localité de clan nintché dans la mouvance de Tchavadî ; Salimdê, fondé par une branche cadette de Tchalo, de clan daro ; Lûng'nadê, fondé par des Kozi-Nawô ; Sada (à la confluence entre la Na et le Mono), fondé par des Evhé de la région d'Atakpamé.

Il convient de préciser que le Tchawûûdjo n'englobe pas tout le pays kotokoli ; il en est la chefferie suprême la plus importante, mais d'autres chefferies suprêmes existaient (à Bafilo, à Dawdê, à Bulohu). C'est avec les Allemands que le *uro-îsôô* (alors à Paratao), Djobo Bukari, reçut le titre de chef supérieur des Kotokoli, et commanda alors à tous les Kotokoli sans exception (sauf ceux d'Alédjo-Kura, qui se trouvaient

désormais au Dahomey français). *Uro Kura Fudu* (1986-1994), de la famille Ayéva, de Kûma, a pu conserver honorifiquement ce titre, sur dérogation présidentielle puisque tous les chefs de canton sont désormais égaux en rang et en titre⁴.

Le Tchawûûdjo n'était pas non plus la construction politique la plus ancienne⁵. Les chefferies d'Agulu, de Kasélem (Tchamba), de Bafilo, de Fazao et de Bulohu, entre autres, lui sont sans conteste antérieures de près d'un siècle (début XVIII^e au lieu de la fin du même siècle).

Le Tchawûûdjo n'était pas non plus le centre de gravité démographique du pays kotokoli. Les Allemands y dénombèrent 9 000 habitants en 1911⁶ ; mais à la même date, Fazao et les villages de la plaine du Mô en comptaient 7 000, les hameaux du Korông'na, plus de 8 000, la région de Bafilo – Kumondé – Alédjo-Kadara, 14 000, le triangle Agulu – Adjéidê – Tchamba, 14 600, etc. Bref, la population du Tchawûûdjo ne faisait que 13,7 % de celle du pays kotokoli⁷. La future agglomération de Sokodé, qui comprenait alors les villages de Dîda'ûré, de Kulung'dê et de Kûma, ne dépassait guère les 2 000 habitants, alors que Bafilo en comptait plus de 7 000 et qu'Agulu approchait les 6 000 ; elle venait également derrière Tchamba (4 300), Adjéidê (3 000), Dawdê (2 800), Alédjo-Kadara (2 500), Bulohu-Suruku (2 400) et Paratao (2 200).

Cependant, le Tchawûûdjo était devenu, depuis quelques années, une puissance guerrière redoutable, avec l'arrivée de mercenaires djerma, descendus de la Boucle du Niger à la fin du XIX^e siècle (de 1883 à 1887, selon Y. Person 1956, XV : 59). En 1883, ils sont à Séméré, puis à Alédjo-Kura, en 1885 à Adjéidê (d'où ils tentent une attaque contre Tchamba). Ils sont cooptés par le chef suprême du Tchawûûdjo, *Uro Djobo Bukari*, à Paratao. Avec eux, des Peuls installés à Kpaza et à Agulu, ainsi que de nombreux Kotokoli, apprennent l'art du combat à cheval. Ces cavaliers armés, qui font l'orgueil

des Kotokoli d'aujourd'hui – les fameux *sêmasi* (singulier *sêmo*)⁸, se mettent à piller les populations voisines au moindre prétexte : Banté à la demande de Pira, les villages anyânga en mai 1893, les villages de piémont de la plaine du Mô : Tachî, Suruku et Bulohu, le 6 mars 1896, à l'occasion du passage de von Zech en ce lieu ; ils participeront enfin à la « pacification » du pays kabyê, en janvier 1898, en accompagnant le Dr Kersting. Avant que le contrôle allemand ne soit établi, les raids alimentaient un trafic esclavagiste, où les grandes chefferies du pays kotokoli, à la suite du Tchawûûdjo, auraient été de plus en plus impliquées.

1) Le plateau kotokoli s'étend de Tchatchaminadê, à l'ouest, jusqu'à Alédjo-Kura, à l'est. Il est parfois appelé, sur des cartes géographiques, plateau de Dako-Sudu (Dako étant le nom du poste administratif français, puis allemand, installé à Dawdê), ou encore plateau de Bafilo (car cette chefferie y détient une position centrale). Afin de ne pas rendre jalouses les autres chefferies qui s'y trouvent également, nous préférons utiliser un ethnonyme.

2) Terme générique désignant des Soudanais originaires du Mali, connus en Côte d'Ivoire sous le nom de Dyula (mot d'origine mandingue désignant les commerçants), au Burkina Faso sous le nom de Yarsé, et au Nord-Bénin sous le nom de Wângara.

3) Ville actuelle du Niger, à l'est de Niamey.

4) Au Togo, tous les chefs de canton sont considérés comme « chefs coutumiers », même si leur chefferie a été une création coloniale. Le « chef supérieur des Kotokoli » (qui est dans le registre de la tradition le chef suprême du Tchawûûdjo, *uro-îsôô*) exerce le commandement du vaste canton de Komah, lequel correspond au Tchawûûdjo d'antan et à ses marches nord-est ; il est donc chef de canton à stricte égalité avec les autres.

5) La liste des chefs suprêmes du Tchawûûdjo, en comptant 20 ans pour les règnes non datés, nous donne la date de 1785 ; quant aux listes des chefferies constitutives, elles nous donnent des dates encore plus récentes (entre 1817, pour Kpângalam, et 1859, pour Yêlî'mvô), sauf Paratao (également 1785).

6) Archives nationales du Togo, Lomé.

7) Tchamba compris, avec Alibi, Dantcho et Gutjoni ; mais la sous-région d'Alédjo-Kura exclue.

8) Terme générique qui désigne des « cavaliers armés », et non seulement les cavaliers kotokoli. L'équipe de football de Sokodé a repris à son compte cette appellation.

Les chefferies du pays kotokoli

Annexes

SI KPÂNGALAM M'ÉTAIT CONTÉ...

Extrait de « *Les origines de Kpangalam* », histoire contée par les notables de Kpangalam, archives vivantes de cette localité, rapportée par Adam Agouda et Agrigna Tchabounono, fils de Kpangalam, et écrite par Akondoh Ali, enseignant (Histoire et Géographie), lui-aussi fils de Kpangalam.

« Kpangalam, aujourd'hui l'un des plus grands quartiers de la commune de Sokodé, situé sur la route internationale Sokodé-Kara, fut, à n'en pas douter, un important village.

Kutuklu, le fondateur de ce village, était chasseur. Il vivait avec ses frères cadets à Tabalo, auprès de son père, Gadao, lui aussi fondateur et chef supérieur¹. Poussé par son désir de chasser, sa principale activité, il quitta son père. Sa femme l'accompagnait. Il arriva dans une région vaste et inhabitée, et y chercha un abri. Il trouva une montagne avec de grosses pierres noires et plates. Sous l'une d'elles, il découvrit un trou qu'il jugea bon pour se loger.

Il y vécut paisiblement, jusqu'au moment où il s'aperçut qu'il partageait cette retraite avec une panthère. Il dut partir à la recherche d'un autre endroit. À quelques lieues de la montagne, il trouva un grand arbre appelé *kpangalam*, dont les grosses racines lui servirent de refuge.

Il vivait sous cet arbre lorsqu'un jour, un matin de bonne heure, la même panthère vint se planter à l'entrée de son gîte. Effrayé, mais néanmoins courageux, il s'adressa en ces termes à l'étrange animal : « *Si je suis venu ici, c'est parce que je te crains et ne veux pas de problèmes avec toi. Maintenant que tu es venue jusqu'à ma nouvelle demeure, que me veux-tu au juste ? Alors, dis-le moi : si tu me veux du mal, reste tranquille et ne réagis pas ; si par contre tu n'es pas contente parce que je t'ai quittée, que tu me veux du bien et que tu m'apportes du bonheur, alors prouve-le moi* ». À cette dernière parole, l'animal battit de la queue en signe de respect et d'approbation. C'est alors que le chasseur sut que cette panthère était un fétiche déguisé.

« *Si tu es réellement venue me chercher pour qu'on aille vivre ensemble – reprit Kutuklu –, alors prends le chemin de ton gîte et je te suivrai* ». Aussitôt, l'animal s'exécuta et le chasseur la suivit docilement. Les deux compagnons vécurent sans brouille. Mais l'homme ne devant pas éternellement vivre dans une grotte, Kutuklu commença l'édification d'une paillote au pied de l'arbre *kpangalam*. La construction terminée, il regagna sa nouvelle case, abandonnant ainsi la panthère. Celle-ci devint, définitivement, son fétiche protecteur, appelé Aguwông. Kutuklu continua ses activités de chasse, puis il cultiva de vastes étendues. Il connut la paix et la sérénité avec sa femme.

Quelques années plus tard, son frère cadet vint vivre avec lui. Ce dernier ne tarda pas à se trouver un emplacement plus à l'est pour s'y installer, lieu qu'il dénomma *Tchafadi*, qui est l'actuel village de Tchavadi. Ce fût ainsi que, petit à petit, les

paillottes se multiplièrent, constituant une ferme. La ferme devint un grand village s'étendant dans tous les sens. Kutukulu fonda ainsi le village de Kpangalam et en fut le prestigieux chef. Le village prit le nom de l'arbre sous lequel il avait vécu.

À la mort de son père Gadao, les notables de ce dernier lui offrirent la succession. Il accepta les honneurs qui lui furent rendus et il régna à Tabalo comme chef supérieur. Un jour qu'il était revenu à Kpangalam rendre visite à sa famille et à la population qu'il avait abandonnées, il changea d'avis et refusa de retourner à Tabalo. Il envoya un messenger pour annoncer sa décision de transférer la chefferie supérieure à Kpangalam, pendant que la sous-chefferie demeurerait à Tabalo. Les notables et la population de ce village s'opposèrent vivement à cette décision. Ils lancèrent une guerre sans merci contre Kpangalam ; mais elle échoua grâce aux fétiches protecteurs de Kpangalam, Aguwông et Wéképéwu, ainsi qu'à la bravoure et au grand nombre des combattants de ce village.

Depuis cet événement malheureux, le sous-chef de Tabalo et le chef supérieur [du Tchawûdjo] ne se voyaient plus d'un bon œil. Les Allemands, ayant appris le différend qui les opposait, prirent l'initiative de les réconcilier. Ce fut au prix de mille et un efforts, et, malgré cela, les chefs protagonistes ne s'adressèrent la parole que dos à dos. Aucun compromis ne fut trouvé et cette situation demeura telle quelle jusqu'à nos jours².

KPÂNGALAM D'APRÈS ENQUÊTE³

Le fondateur de Kpangalam est un Mola venu de Tabalo, migration confirmée au lieu de départ. Il porte le nom d'Agoro Dam (Agoro Dama selon N. K. Baba 1981 : 127 – interview du chef Akpo Kumoi), sans doute par allusion à sa disparition mystérieuse dans une maison (*dam = da = maison*), au lieu-dit Modjolo – plus précisément dans une malle d'osier. Il serait venu directement de Tabalo, effectuant juste une halte à Sagbadaï, désormais lieu d'arrêt lorsque le chef suprême du Tchawûdjo, de retour de Tabalo, se repose avant de rentrer à Sokodé.

Mais, comme il arrive souvent dans l'histoire d'une chefferie, si Agoro Dam fut bien le fondateur de Kpangalam, il semble que ce ne soit pas lui qui y habita en premier. La version précédente, transcrite par un enseignant « fils du pays », mentionne les noms de *Kutuklu* et de son successeur *Djoko Kazângari*. Par ailleurs, l'ancien secrétaire du chef, Aguda Adam, nous parla d'un chasseur nommé *Agrinya*, dont la tombe serait encore visible (on y faisait des sacrifices) ; P. Alexandre et J.-C. Froelich donnent ce nom comme étant celui du premier chef : *Djoko Agrinia* (1960 : 221).

L'émigration s'est déroulée d'une façon tout à fait pacifique, sans conflit avec le village d'origine, contrairement à ce qu'avance la version locale sus-mentionnée qui, pour expliquer l'évitement rituel existant entre le chef du village de Tabalo et le chef suprême du Tchawûdjo, suppose une «

guerre » entre Tabalo et Kpangalam.

Le village a été nommé d'après un arbre, *kpangalam*, particulièrement fréquent en cet endroit. Il en reste encore quelques spécimens, bien que l'élargissement de la route nationale en ait décimé un grand nombre. C'est un arbre d'ombrage, sans usage particulier.

Cinq lignées peuvent prétendre à la chefferie : Ayéva, Agrinya, Akpo, Agoro et Aguda. Les deux premières « familles » sont groupées dans la partie nord de l'actuel quartier de Kpangalam (sous-quartier Ayéva), les trois autres dans la partie méridionale (sous-quartier Akpo).

Liste des chefs de Kpangalam (incomplète)

- Agoro Dam, de la famille Aguda, reconnu par la suite comme 1^{er} chef suprême du Tchawûdjo ;
- puis sans ordre : Ngomi (famille Ayéva), Agrinya (f. Ayéva), Ayéva (f. Ayéva), etc... ;
- Bosi (f. Agoro), contemporain des Allemands ;
- Aguda (f. Aguda) ;
- Ayéva (f. Ayéva) ;
- Akpo (f. Agoro), a régné 15 ans, de 1937 à 1952 environ ;
- Kura (f. Agrinya), de 1951 à 1970 environ ;
- Akpo Bang'na Kumoi Yaya Madjabawu (f. Agoro), 9 mars 1972 - 5 septembre 1984 ;
- Agrinia Asma, depuis le 24 août 1986.

Le chef Kura donna l'hospitalité à Kédiya sur la rive droite de l'Ata ; puis il s'installa lui-même entre l'Ata et le Kpôndjo en 1958, au moment des élections qui virent la victoire du CUT. Il avait commencé son règne l'année de la fondation de l'Union des chefs et des populations du Nord (UCPN).

Akpo Bang'na Kumoi Yaya Madjabawu était né en 1910. Il fut nommé chef le 9 mars 1972. Il mourut subitement le 5 septembre 1984, le jour de la Tabaski (fête musulmane du mouton), après s'être fait soigner « chez les Peuls ». Il avait la réputation d'être maladif depuis son intronisation.

Liste des divinités protectrices

Le territoire du village est très vaste puisqu'il s'étend de Tabalo jusqu'à la partie nord de l'actuelle agglomération de Sokodé. Il est protégé par plusieurs divinités locales :

- Wéképéwu, au sommet d'une montagne, non loin du lieu-dit Échalo, qui a donné le nom au mont *Sialo* de la carte IGN à 1 : 50 000. C'est la divinité la plus importante de Kpangalam ; elle est représentée par une pierre levée et une poterie ; elle n'accepte pas les sacrifices des animaux dont la robe ou le plumage est rouge ou noir ; elle impose plusieurs interdits : ne pas siffler (de jour comme de nuit), ne pas suspendre sa houe ou tout autre outil agricole à la branche d'un arbre après le travail dans un champ, ne pas traîner à terre la branche d'un arbre ou le tronçon d'un bambou que l'on vient de couper.
- Aguwông (voir plan hors texte) : un monticule rocheux d'origine volcanique, sur la rive gauche de l'Ata ; les traditions locales en ont fait le repaire d'une panthère bienveillante vis-à-vis du nommé *Kutuklu*, le premier installé dans les parages.
- Modjolo (voir plan hors texte) : une ferme immédiatement

au nord d'Aguwông, dont l'une des cases fut le lieu de disparition d'Agoro Dam. C'est là, précisément, que les notables et chefs du Tchawûdjo se réunissent chaque année pour honorer les mânes du fondateur de la chefferie suprême. Un envoyé du chef suprême invoque l'ancêtre directement, sans avoir recours à un médium (*téù*).

- Tchéré est un « fétiche » très ancien (que l'on trouve aussi à Dawdê) ; contrairement aux autres divinités, il n'est pas en campagne, mais au sein de l'aire habitée, dans une hutte, où on lui adresse des sacrifices occasionnels (mais non réguliers : il ne reçoit pas les sacrifices annuels faits aux autres divinités).

LA CHEFFERIE COUTUMIÈRE DE KÛMA⁴

Kûma est la chefferie cadette de Tchavadî, dont elle est issue. Un nommé Uro lfa (mais qui n'était pas chef comme son nom pourrait sembler l'indiquer) est parti plus au sud à la recherche d'une zone giboyeuse. De même que pour Kpângalam, le nom du village est donné par la flore existante, à savoir de nombreux kapokiers (singulier *kûmu*, pluriel *kûmêni*).

Il n'est pas nécessaire d'introduire un conflit pour expliquer le départ de Uro lfa (comme l'avance une version recueillie par N. K. Baba - 1981 : 155), les migrations, en général, s'effectuant sans difficulté en pays tem.

Au dire de nos informateurs, il n'y avait encore personne à Dida'ûré et à Kadhâmbara. Lorsque Tcha-Kpindé est venu de Dosso pour s'installer, sous des rôniers, entre les rivières Kpândi et Kpôndjo, il demanda le terrain à Uro lfa, lequel en référé à Tchavadî (Uro lfa, en effet, n'a pas régné comme chef). Cette version est vigoureusement démentie par les gens de Dida'ûré, qui affirment être les premiers arrivés, avoir accueilli le fondateur de Kûma et l'avoir mis à l'écart à cause de ses pratiques païennes !

« Tcha-Kpindé, lors de son passage à Tchavadî, avait noué certaines relations avec l'homme de Tchavadî. C'est pourquoi le vieux Ayéva (celui qui a été le premier chef de Komah), parti de Tchavadî, a pris hospitalité chez Tcha-Kpindé à Kpirinidé. Mais, comme il continuait à « charlater » et à élever des poules [sic], Tcha-Kpindé décida de le laisser sous les kapokiers (*kominida*) [*kûmêni-nda*] où il continuera à « charlater » librement. Partant de ce fait, le Tem non musulman qui vient à Didaouré est envoyé à Komah rejoindre ses frères » (Kassah Traoré 1984).

Il semble bien que les Traoré de Dosso soient venus au temps où Tchavadî détenait la chefferie suprême (2^e règne du Tchawûdjo) ; on imagine mal, en tout cas, une communauté soudanaise s'établissant hors de toute protection politique : nos informateurs de Dida'ûré ne nous convainquent pas lorsqu'ils disent s'être installés indépendamment des Mola ; pas plus que ceux de Kûma lorsqu'ils font accueillir les Traoré de Dosso par un seul chef de famille. Ensuite Tchavadî a installé ses « cadets » (lire une partie de ses nouvelles générations) à Kûma, enserrant ainsi la communauté soudanaise naissante.

Liste des chefs de Kûma

- 1 Agri, dont le surnom était Zentchi Pao (litt. « pour tous », c'est-à-dire : le chef de tout le monde) ;
- 2 Aguda ;
- 3 Akoriko, 4^e *uro-îsôô* du Tchawûdjo ;
- 4 Djéliba ;
- 5 Aguda « Adjénéku », dit « le Féroce », contemporain des Allemands ;
- 6 Kabudja (de la famille Aguda) ;
- 7 Ayéva « Sânkuti » ;
- 8 Zachari (famille Agrinya) ;
- 9 Isifu Ayéva (18 avril 1949 - 30 juin 1980), 11^e *uro-îsôô* ;
- 10 Kura Fudu Ayéva (24 juin 1986 - 21 août 1994), 12^e *uro-îsôô*.

Uro lfa, le fondateur du village mais non celui de la chefferie, avait la réputation d'être généreux ; ce que signifie d'ailleurs son nom. Une version donnée à N.K. Baba (1981 : 136) par Tcha-Kondo Mumuni Kpario, le 10 août 1980, va dans ce sens : « En ce temps-là, Komah n'était qu'un réduit ; c'est parce que tout le monde a voulu s'installer à côté du chef que le quartier s'est agrandi. Le chef était magnanime et donnait des femmes à ceux qui n'en avaient pas ».

Akoriko fut à la fois chef de Kûma et 4^e *uro-îsôô*. C'est sous son règne qu'eut lieu un grave conflit entre Kûma et Agulu. Toutes les chefferies du Tchawûdjo ont bien entendu aidé Kûma, notamment Tchavadî, la chefferie aînée. Selon nos informateurs, une fille d'Uro Akoriko aurait dérobé l'œuf d'autruche qui est mis au faite de la case d'entrée de la résidence du chef suprême et l'aurait remis au chef voisin d'Agulu. Le conflit semble avoir été confus, les deux adversaires étant de force égale. Il fallut que Kûma monte une seconde attaque pour pouvoir récupérer l'objet prestigieux, symbole du pouvoir ; et c'est maintenant son adversaire qui n'a, depuis, plus le droit d'arborer l'œuf d'autruche témoignant de son autorité politique (mais Agulu ne fut pas englobée dans le Tchawûdjo).

Aguda Adjénéku était dit « le Féroce », car il eut la réputation, durant sa jeunesse, de s'adonner à la traite esclavagiste (sans doute en compagnie des mercenaires djerma que le chef suprême, alors à Paratao, avait cooptés). Il reçut les Allemands et leur donna un terrain pour qu'ils y construisent le poste de Sokodé. C'était sous le règne de Djobo Bukari, *uro-îsôô* à Paratao, lequel en fut avisé.

Trois chefs de Kûma, dont deux chefs suprêmes du Tchawûdjo, appartiennent à la famille Ayéva. C'est dire l'influence locale exercée par cette famille, qui se réfère au fondateur du village puisque le nom d'Ayéva dérive de lfa. Le premier Ayéva qui régna ajouta à son nom celui d'une divinité protectrice, Sânkuti. Isifu Ayéva était chauffeur à la Société générale du golfe de Guinée (SGGG), une entreprise commerciale bien implantée au Togo, lorsqu'il fut nommé chef suprême par l'administration française, en 1949. L'événement fut important, puisqu'il renouait avec la tradition tem qui veut que le successeur ne soit pas pris dans la même lignée dynas-

tique ou, pour le Tchawûdjo, dans le même village. À la mort d'Isifu Ayéva, l'inter règne fut particulièrement long : six ans. La régence fut d'abord assumée par Fuséni Ayéva, qui décéda en 1983, puis par Fudu Ayéva, qui fut ensuite nommé « chef supérieur des Kotokoli et chef du canton Komah ». Il prit alors le nom de règne de Kura, qui désigne en tem un « rassembleur d'hommes ». Kûma, et en particulier la famille Ayéva, conserva donc la chefferie supérieure comme Paratao l'avait fait en son temps. Avec le récent décès de Uro Kura, en 1994, s'ouvre de nouveau une compétition pour le pouvoir.

Tous les anciens chefs de Kûma, Isifu Ayéva compris, sont enterrés dans le cimetière des chefs à Tchavadî, endroit tenu soigneusement à l'écart de toute indiscretion...

Le territoire de Kûma est protégé par Tcha-Tchuro, un « fétiche » qui fut trouvé dans les conditions suivantes : un aïeul, bien qu'ayant quatre épouses (le chiffre autorisé par l'islam), n'avait aucune descendance directe ; c'était un homme de bien puisqu'il s'appelait « le Saint », Uro Vêna ; il était de la famille Ayéva ; un jour qu'il était en brousse, il trouva une corne d'antilope fichée en terre ; il la ramena au village ; le vieux Isaka Ayéva, doyen de la famille, s'en est occupé jusqu'à sa mort récente.

Un vieil arbre, aux abords de la route Sokodé-Tchamba (devant l'actuelle chefferie supérieure), joue également un rôle protecteur. Sa sacralité est marquée par un bandeau de tissu blanc, enserrant le tronc à une certaine hauteur pour ne pas être arraché incidemment. Deux tiges de bois sec sont retenues par ce tissu. L'arbre, localement appelé *séré*, ne donnerait pas de fruits au dire de nos informateurs. Les branches mortes qui tombent de l'arbre ne doivent pas être ramassées ; elles disparaissent mystérieusement. Les racines, fortement noueuses, s'étalent à la surface du sol. Nous avons rencontré de nombreux arbres de cette espèce dans la région de Djougou, dont certains sont également consacrés à la même fonction. La route a isolé l'arbre du reste d'une petite forêt résiduelle, que les gens de Sokodé se plaisent à dire sacrée ; en fait, seul l'arbre l'est.

Au dernier recensement, en 1981, la chefferie de Kûma, devenue quartier de Sokodé, comptait 5 430 habitants, soit 11,3 % de la population totale de l'agglomération.

1) Village matriciel du clan Mola, Tabalo n'en a pas été pour autant le siège de la chefferie suprême du Tchawûdjo. C'est cette contradiction que les auteurs du texte essaient de résoudre en imaginant un transfert de la dite chefferie de Tabalo à Kpângalam.

2) Le fils doit le respect à son père, donc le puissant chef suprême du Tchawûdjo au simple chef du village Tabalo ; la contradiction est résolue par cet évitement. La même attitude est observée par le chef de Bassar, car les gens de cette chefferie, ceux de Kibédi, étaient naguère voisins de ceux de Tabalo. Il n'est nul besoin d'invoquer un quelconque conflit pour expliquer un tel comportement. On voit comment le passé, incompris, fait l'objet de rationalisations a posteriori, qui ne sont pas sans introduire des contresens.

3) J.-C. Barbier, enquête 1983.

4) Informations recueillies le 1^{er} mai 1987, à l'occasion de l'intervention de l'EAMAU à Kûma, auprès du chef supérieur, Uro Kura Fudu Ayéva, et des notables de Kûma et de Tchavadî qu'il avait conviés pour la circonstance.

Les routes commerciales à l'époque précoloniale

Les routes de la cola en pays kotokoli

Partant des cités hawsa (Kano, Katséna, etc.), les commerçants emportaient avec eux du natron (que les gens appellent « potasse » et qui provient du lac Tchad), de la galène pour faire du khôl – très prisé pour le fard ou le soin des yeux –, de l'antimoine (qui a le même usage), des cuirs maroquinés, notamment des harnachements pour chevaux, des amulettes, des fourreaux d'épée, des poignards de prestige, des oeufs d'autruche – pour les jucher au faite des mosquées et des résidences royales –, parfois, sur commande, des chevaux du Niger, etc. Chemin faisant, ils s'approvisionnaient en produits agricoles apprêtés et aisément transportables (boules d'oignons séchés et pilés, de « moutarde » de néré, etc.). Traversant le pays kotokoli, ils en achetaient la production artisanale : savon indigène (de couleur noire, fabriqué par les femmes à partir d'huile de palme ou de beurre de karité), pagnes tissés en coton, nattes de raphia tressé (par exemple à Tchamba et à Fazao - Bulohu), boulettes de feuilles de tabac (notamment dans la plaine du Mô), etc. Et, bien sûr, les commerçants achetaient des produits vivriers pour se nourrir, rémunéraient en cauris les porteurs qu'ils embauchaient, ainsi que des bateliers (ou à défaut des nageurs¹) qui pro-

posaient leurs services aux gués, lorsque les eaux montaient dangereusement avec les premières pluies.

On voyageait souvent en groupe pour éviter les mauvaises rencontres, et parfois avec des ânes (un passage par Tachî, et non plus par Suruku, permettait alors de franchir la falaise de Bulohu qui surplombe la plaine du Mô).

De retour de Salaga, il fallait marcher vite et ne pas s'attarder, afin que les noix de cola, soigneusement emballées dans des feuilles de jonc, ne se dessèchent point. Les marchands consentaient néanmoins à distribuer quelques précieuses noix pour récompenser un service antérieur, payer leur nourriture (mais non leur hébergement, car on dormait gratuitement dans les cases-vestibules), ou tout simplement pour entretenir les bonnes relations.

Pris par les premières pluies, le colporteur pouvait être retenu dans un village, mais les commerçants hawsa ne cherchaient pas à se sédentariser. Contrairement aux Mandingues qui, quant à eux, pratiquaient le travail agricole, quitte à y ajouter un surplus avec une activité artisanale et à effectuer un voyage de commerce durant la saison sèche ; mais leur sédentarisation

dépendait de la bonne marche des affaires, car ils n'hésitaient pas à changer de localité dans les cas défavorables.

Le peuplement du pays kotokoli alla de pair avec le développement de ce commerce ; mieux, il précéda ou suivit les changements d'itinéraire, ponctuant de nouvelles chefferies les voies ouvertes.

Ce commerce est ancien. La *Chronique de Kano* mentionne l'ouverture d'une route de la cola au XV^e siècle, en liaison avec l'arrivée de commerçants mandingues en provenance du Mali, via la Boucle du Niger. Un texte en arabe, écrit vers 1615 par le *faqî* Ahmed Bâba à la demande du sultan du Maroc, mentionne les populations situées le long de cette route (en précisant qu'elles peuvent être razzées, car non musulmanes !) et qui étaient connues par les lettrés de Tombouctou avant la conquête marocaine de 1591 : les *Barba* (= Bariba), les *Katacoly* (= Kotokoli), les *Dakemba* (= Dagomba)...

Cette histoire se lit d'est en ouest, en aval de Djougou, le long des itinéraires en direction de Salaga, où l'on allait chercher la précieuse denrée ; mais, avec l'irruption des Allemands, les relations commerciales prennent une orientation résolument nord-sud, d'abord au profit de Kete-Kratchi, puis de Lomé. La route vers Salaga continuera encore, mais à un rythme beaucoup plus faible. Sokodé s'orientera de plus en plus sur Atakpamé (par où remontent les produits manufacturés, le pétrole et le sel), surtout à partir de 1911 quand s'ouvre la voie ferrée Lomé-Atakpamé que complétera, en 1914, un service automobile entre Atakpamé et Sokodé.

Les itinéraires

Après avoir traversé l'actuel Nord-Bénin au niveau des grandes chefferies bariba (Nikki, Parakou, Kwândé) et de Djougou, les commerçants se dirigeaient vers la vallée de la Volta en empruntant plusieurs voies.

La route la plus fréquentée semble avoir été celle qui passait par l'actuelle région de Sokodé : Djougou – Alédjo-Kura – Agulu – Kpaswa – Tchavadî – Dîda'ûré ; avec une alternative par Alédjo-Kura – Adjéidê – Tchamba – Biriini – Paratao – Kadhâmbara (à la fin du XIX^e, l'itinéraire principal passera par Agulu – Paratao – Kadhâmbara ; Dîda'ûré s'y rattachera alors par une bretelle), pour continuer ensuite sur Fazao – Suruku – (ou Tachî) – Bulohu – Djérêkpâng'na, puis, après la traversée de la Mô, Bubalêm (près de Nakpali) – Bimbila (au centre du pays nanumba), et Salaga, où les voyageurs arrivaient par « la route des *Kotocolé* » (Binger 1892).

Une route plus septentrionale semble avoir été mise en place plus tardivement (la chefferie de Kabou, qui consolide cet axe, aurait été fondée vers 1860) : Djougou – Alédjo-Kura – Sudu – Bafilo – Dawdê – Kabou – Yendi – Salaga.

Il existait une route encore plus haut, passant par la chefferie bariba de Kwândé au Nord-Bénin – Mango – Yendi – Salaga. Les voyageurs arrivaient alors à Salaga par « la route des Hawsa », dont le gros du trafic avait rapport avec le pays mosi.

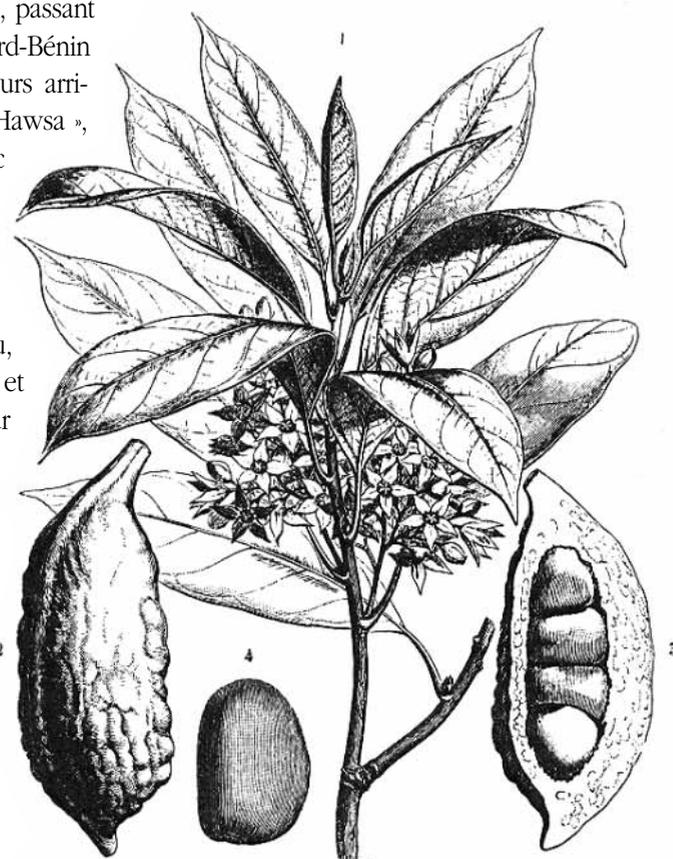
D'après E. G. Norris (1984), le gros du trafic passait à une latitude beaucoup plus septentrionale, par Ouagadougou, pour redescendre ensuite par Yendi et Salaga, « la route des Mosi ». C'est le retour qui, toujours d'après lui, se faisait à travers le Togo. Ce schéma semble trop réducteur car l'artisanat et la transformation des produits agricoles en pays kotokoli étaient suffisamment développés pour attirer les commerçants, constituant pour eux de bonnes provisions d'échange ; alors que les campagnes autour de Mango présentaient une production beaucoup moins diversifiée. La « révolution rurale » du pays kotokoli témoigne de l'intensité des flux commerciaux qui le traversèrent.

Dîda'ûré : un village musulman de la route de la cola

Sans doute avant la fin XVIII^e, alors que la chefferie du Tchawûûdjo était aux mains des gens de Tchavadî (village situé à 8 km au N-E de Sokodé), la famille Tcha-Kpindé – des Traoré venus de Dosso, en pays songhaï (Niger actuel) – vint s'installer à mi-chemin entre Djougou et Salaga, sur l'un des grands axes commerciaux de la cola. Ces nouveaux venus participent à cette vaste diaspora des Mandingues qui, à partir du Mali historique et à travers toute l'Afrique de l'Ouest, emprunte les routes, fluctuant au gré des opportunités économiques.

La cola

Excitant autorisé par l'islam, la noix de cola fit l'objet d'un important commerce caravanier qui transitait par le pays kotokoli, entre Salaga et Kano.



Sterculia cola ou *Sterculia acuminata*.

1. Rameau florifère, 1/4 nature. — 2. Fruit entier, 2/3 nature. — 3. Fruit ouvert, 2/3 nature. — 4. Graine, grandeur nature.

Les routes commerciales à l'époque précoloniale



Passage d'une caravane à Sokodé en 1927
Les étrangers en transit enrichissent la cité hospitalière.

Se sont greffés ainsi, sur les principaux villages du pays kotokoli, des « quartiers de musulmans » (*malwada*), voire de nouveaux villages dont le fonctionnement est autonome, des *dîda'ûré*, à Bafilo, Bulohu et à l'emplacement actuel de Sokodé (le *dîda'ûré*, qui constitue aujourd'hui le quartier central de la ville de Sokodé, peut être considéré comme le prototype de ce genre d'établissement). Ceux-ci sont antérieurs aux *zongo* que les administrations coloniales mirent en place pour y accueillir des commerçants étrangers (pour le Togo : Yoruba, Mosi, surtout Hawsa, etc.), au début en transit.

Le *dîda'ûré* disposait d'une autonomie administrative assez importante. Dans le cas de celui de Sokodé, il est dirigé par un chef administratif, *malwa-uro*, « chef (*uro*) des musulmans (*malwa*) », lequel est nommé par le souverain du Tchawûdjo parmi le groupe détenteur de cette fonction : les Turé de Tabalo. Le *malwa-uro* peut accueillir et installer d'autres groupes immigrés sur l'aire d'ha-

bitat qui lui a été concédée. Il est l'équivalent du *kpara-kpei* dans les cités du Nord-Bénin.

Les habitants peuvent cultiver, pêcher et chasser dans les environs, sans toutefois disposer d'un droit collectif de propriété, ce droit ne s'exerçant que sur l'espace qu'ils habitent. Plusieurs noms de lieux ou de rivières, à Sokodé, se réfèrent aux activités agricoles des gens de Dîda'ûré : Edisi-Kpao-Bonyo, « le petit ruisseau (*bonyo*) d'Edisi Kpao » (qui était cultivateur de Dîda'ûré), affluent du Kpôndjo au nord-ouest de la ville ; Inusayo, « le petit (*yô*) d'Inusa » (également ressortissant de Dîda'ûré), affluent du même Kpôndjo, entre la route de Bassar et Kpângalam ; Bamabodôlô, « on a construit (*bama*) sans toit (*bo dôlô*) », lieu où un immigré soudanais avait construit une maison à terrasse sur le mode hawsa, dans l'actuelle banlieue nord-ouest de Sokodé, etc.

Le *dîda'ûré* est une communauté musulmane qui s'organise en tant que telle, avec un imam

pour diriger la prière, à qui on adjoint un *nayim*, pour le seconder dans ses tâches, et des *magazi malam*, délégués des divers groupes auprès de l'imam. Les *alfawa* (singulier *alfa*)², résidant ou de passage, sont en outre sollicités pour leurs paroles pieuses, la confection d'amulettes, leurs dons de guérisseurs. Au *dîda'ûré* de l'actuelle Sokodé, la famille Tcha-Kpindé accomplit par ailleurs des rites pré-islamiques de protection, qu'elle a continué à pratiquer après sa conversion.

Le peuplement d'un *dîda'ûré* est progressif et se caractérise par une grande diversité des origines. Dans notre cas, se sont ajoutés aux Traoré de Dosso, des Turé de Tabalo, des Fofana venus de Fada-N'Gourma, des Traoré de Parakou, etc. Prenant acte de la décadence de Salaga à la fin du XIX^e siècle, dont témoigne le capitaine Binger en 1888³, plusieurs groupes émigrent en pays kotokoli, notamment des Traoré du Mali, des Mendé et des Kumaté ; ceux-ci mentionnent précisément comme cause de leur départ les graves troubles connus ici sous le nom de « Gabatchi » (ou « Kabatché ») ou encore de « Tchamoru » (selon les informations recueillies à Sokodé, il se serait agi d'un conflit de succession).

Chaque groupe a un point de chute bien localisé, où son chef de famille (*dugoré-ndo*) maintient une demeure dont l'entrée est matérialisée par une case-vestibule (*dugoré*) – case d'entrée de l'enclos familial, qui est circulaire et percée de part en part : c'est là qu'on reçoit l'étranger de passage ; mais la densité augmentant, les groupes s'interpénètrent. La communauté de langue (le *tem* a été adopté par tous), l'appartenance à la grande diaspora mandingue en zone soudanaise, à la même foi, l'islam, facilitent la convivialité. Néanmoins, il n'y a pas fusion en un melting-pot : les groupes demeurent distincts les uns des autres, traitent séparément leurs affaires familiales, ont un représentant auprès de l'imam, fonctionnent comme des unités exogames, etc.

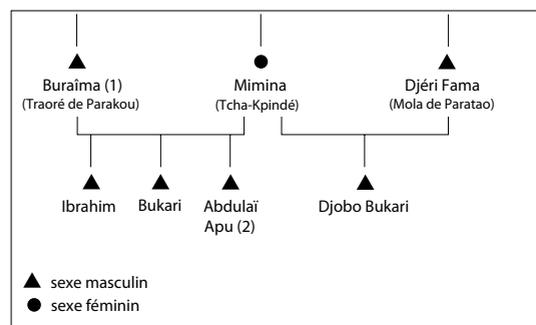
Les individus affirment une appartenance à caractère clanique qui se fonde sur une transmis-

sion patronymique : les principaux chefs de famille traoré s'appellent Traoré ; les Turé se transmettent également soigneusement leur patronyme d'origine, etc. Nous parlerons de groupes patronymiques pour ce niveau d'identification. Mais le groupe de référence est plus précisément le segment défini par le lieu d'origine de l'ancêtre migrant : les Traoré de Dosso, ceux de Parakou, du Mali, etc. C'est d'ailleurs à ce niveau que l'exogamie s'impose : un Traoré de Dosso peut, par exemple, prendre un conjoint parmi les Traoré de Parakou. C'est également à ce niveau que sont édictés des interdits alimentaires. L'identité clanique (ou pseudo-clanique) d'un individu était naguère révélée par des scarifications faciales, également par les « salutations » (*sédé*) qui, elles, sont toujours d'usage.

Le nom de l'ancêtre du groupe patronymique n'est pas connu. Celui du segment localisé ne l'est pas non plus en général, sauf si l'immigration est récente. Pour l'établissement d'une généalogie, on ne descend pas de l'ancêtre qui est connu, mais on remonte à partir des générations immédiatement précédentes, le plus haut possible, comme dans le cas des parentèles. Les scissions se produisent lorsque les migrations mettent entre les groupes une distance trop grande pour être franchie à l'occasion des réunions occasionnées par les rites familiaux, par exemple lors des funérailles, d'où une segmentation se référant aux villes d'origine.

Fortement ancrés à Dida'ûré, les commerçants et artisans soudanais sont d'autre part bien intégrés politiquement au sein de la grande chefferie suprême du Tchawûûdjo. Les alliances matrimoniales se sont multipliées entre les gens de Dida'ûré et les Mola fondateurs de cette entité politique et qui sont leurs protecteurs ; la plus célèbre (*figure n° 3*) étant celle des parents de Djobo Bukari, qui fut chef suprême à Paratao et qui accueillit les Allemands. Une femme traoré de la famille Tcha-Kpindé, d'abord mariée à un Traoré de Parakou, se remaria à un Mola de Paratao ; du premier mariage naquit Abdulai

Figure 3
L'ALLIANCE HISTORIQUE ENTRE DÎDA'ÛRÉ ET PARATAO: LE LIEN DE PARENTÉ ENTRE L'IMAM ABDULAI APU ET L'URO-ÏSÔ DJOBO BUKARI



Source: Kassah Traoré 1984.

Apu, le troisième imam de Dida'ûré, et du second, Djobo Bukari, chef de Paratao et 6^e chef suprême du Tchawûûdjo. Ce dernier, converti à la nouvelle religion, donna à ses sujets l'exemple de l'islamisation et s'appuya ouvertement sur les gens de Dida'ûré, œuvrant ainsi pour une symbiose entre les vieilles souches tem et les groupes immigrés ultérieurement, traités parfois avec mauvaise foi d'« étrangers » résidents (*égoma*).

Une révolution rurale, tranquille et réussie

En pays kotokoli, la paysannerie, rajeunie par des apports externes, a elle-même organisé l'accueil des commerçants. Ceux-ci y circulaient librement, sans taxe ni péage, dans une relation souple avec leurs hôtes. De retour de Salaga, le commerçant laissait quelques noix de cola à ceux qui l'avaient accueilli. Cette stratégie vis-à-vis des étrangers de passage demeure toujours valable dans le contexte actuel : voici quelques années, le chef de Kpångalam s'est mis à distribuer des terrains à bâtir à des prix fort accessibles (de 50 à 80 F le m²), entre autres aux fonctionnaires en affectation à Sokodé. Par là, le pouvoir coutumier entretient une relation privilégiée avec la classe dirigeante actuelle, de même qu'il y eut, aux XVIII^e et XIX^e siècles, alliance entre les chefs kotokoli et les commerçants soudanais de la diaspora mandingue.

De cette longue histoire liée au commerce régional, les Kotokoli ont conservé cette ouverture aux étrangers, le goût des spéculations qu'offrent l'agriculture de rente (la production vivrière est limitée aux besoins alimentaires de la famille et à la vente locale, mais on s'exile volontiers pour pratiquer l'agriculture de plantation avec le café et le cacao) et les secteurs secondaire (artisanat de transformation) et tertiaire (artisanat de service, commerce, transport, etc.). Ils en ressortent vêtus à la mode hawsa et, finalement, islamisés. Ils évoluent dans le cadre d'une société hiérarchisée, qui s'est nettement différenciée par rapport aux anarchies du Nord-Togo.

La ville de Sokodé est héritière de tout ce passé, dont elle a su capter le rythme. C'est une ville profondément enracinée dans son patrimoine régional, animée par des acteurs sociaux qui l'ont façonnée au fil de plusieurs générations, et qui continuent à lui donner ce dynamisme populaire qui la caractérise.

1) Les nageurs s'aidaient d'un cucurbitacée énorme et vide, où le passant mettait ses effets et auquel il s'agrippait, pendant qu'eux poussaient citrouilles et passants jusqu'à l'autre rive.

2) *Alfa* connaît suffisamment le Coran et les textes fondateurs de l'islam pour enseigner. On lui reconnaît de la connaissance et de la sagesse.

3) Binger G. 1980, II^e tome : 100.

Annexes

LA NOIX DE COLA

La *cola nitida* est produite en forêt, de la Guinée au Ghana. Dans ce dernier pays, les zones productrices sont les régions de Bégho, de Kumasi et de l'Akim. On retrouve cette même espèce de cola plus à l'est, en pays nupé, à la confluence du Niger avec son affluent la Bénoué (mais il s'agit d'un isolat qui s'est formé par apport de semences du pays ashanti, car les zones forestières du Nigeria et du Cameroun produisent d'autres variétés, moins appréciées).

La cola est un excitant particulièrement efficace pour combattre la faim et éteindre la soif ; il est autorisé par l'islam alors que les boissons alcoolisées sont interdites. Les Hawsa vont en devenir de très gros consommateurs. La région de Bégho, dans le Centre-Ouest du Ghana actuel, semble avoir été très tôt spécialisée dans cette production, peut-être dès le milieu du XIV^e siècle. À cette époque, l'empe-

Les routes commerciales à l'époque précoloniale

reur du Mali est demandeur d'or (pour revendre ce précieux métal aux pays du Maghreb et de l'Europe, via le désert du Sahara). Or les mines d'or du Bambuk, dans le Haut-Sénégal, et du Bourè, dans le Haut-Niger, commencent à s'épuiser. Les commerçants « mandingues » se déplacent alors plus à l'est et descendent jusque dans cette région de Bégho, où l'on pratique l'orpaillage dans les sables alluvionnaires (ceci vers 1350). Le trafic de la cola s'ajoutera aux bénéfices retirés de cette activité aurifère.

Le commerce de la cola connaîtra un tel succès qu'une véritable exploitation des peuplements spontanés est pratiquée. Un document en arabe mentionne précisément cette aire de production de la cola, sous l'appellation de Bitu [Bégho]. Al-Wāzīr al-Gāssani, médecin personnel du sultan saadien Al-Mansur, écrit en 1586-1587 : « *Un marchand en qui j'ai entièrement confiance parmi ceux qui voyagent au Soudan m'a raconté que l'arbre en question (...) croît au Soudan dans un endroit appelé Bitu où il y a des mines d'or et de la poudre d'or. De là, on l'apporte chez nous dans des récipients fermés avec des feuilles et des cordelettes solidement serrées et nouées pour que ces fruits ne se dessèchent pas et conservent leur humidité* » (traduction Dramani-Issifou 1982).

TCHA-KPINDÉ, PATRIARCHE PRÉ-ISLAMIQUE¹

À Dīda'ūrē, les Traoré de Dosso s'installèrent en un endroit peuplé de palmiers-rôniers (*kpirin*, singulier : *Kpéro*) qui fut en conséquence appelé Kpirin-ndē, « sous les rôniers ». Un lieu de culte y fut érigé : une pierre plantée entre deux rôniers, dont l'un est considéré comme masculin et l'autre féminin. Cet autel est le lieu de vénération de la divinité protectrice Goriba. Sans doute pour confirmer l'autonomie des Traoré par rapport aux Mola, notre informateur nous précisa que ces deux arbres sacrés provenaient de graines qui avaient été amenées de Dosso. Ils furent calcinés lors d'un incendie, « *trois ans après le départ des Allemands* » (vers 1917 ?).

Le titre de *tcha-kpindé*² a été attribué au patriarche du groupe (dont on ne connaît pas le nom individuel), puis transmis à ses successeurs. Le *tcha-kpindé* est intronisé sur un siège (*kpélé*) contenant des objets sacrés, puis lavé avec de l'eau recueillie dans la rivière Kpāndi, à l'aide d'une grandealebasse, à un endroit où l'eau est particulièrement limpide et où sa surface est sillonnée en tous sens par des insectes localement appelés *glēnglazi*. Ce site, nommé Sozétéo-ndē du nom d'un arbre, *sozétéo*, qu'on trouve sur la rive (*ndē* signifiant « au-dessous de »), est éminemment sacré. La rivière n'y tarit jamais, et c'est là qu'on se rend pour conjurer la sécheresse ou une épidémie en y versant une poignée de mil, du lait donné par les pasteurs peuls et de la bouillie de maïs. Tcha-Kpindé y reçoit les couples stériles ou les femmes qui connaissent une

grossesse difficile, selon le cérémonial suivant : un volatile est sacrifié et on en retire le foie et le gésier. Tcha-Kpindé, l'officiant, dispose un morceau de foie sur le dos de sa main droite et un morceau de gésier dans la paume ouverte de sa main gauche. En face de lui, le consultant adopte la même position des mains avec également des morceaux de viande. Les deux partenaires sont en position parfaitement symétrique. Tcha-Kpindé tend alors sa main droite au niveau de la bouche du consultant afin que celui-ci puisse se saisir du morceau de viande qui s'y trouve ; réciproquement le consultant tend la main correspondante pour nourrir l'officiant dans un geste de communion mutuelle. Le même jeu de mains se répète avec les mains gauches. Ce rituel peut également se faire au domicile du *tcha-kpindé*, sur l'autel consacré à la divinité protectrice Goriba.

LES TURÉ DE TABALO
OU COMMENT DEVIENT-ON CHEF ?³

Originaires du pays dagomba, des Turé s'arrêtèrent d'abord à Tabalo, puis, après la fondation des chefferies tem constitutives du Tchawūdjō, ils rejoignirent les Mola descendus de Tabalo dans la plaine. Les Traoré de Dosso étaient déjà bien implantés à Dīda'ūrē, mais les nouveaux venus trouvèrent place près d'eux à Kédisi, « dans les rochers et sous les arbres », à un emplacement qui deviendra plus tard le lieu d'un petit marché (du nom de Yarada) et qui correspond à l'actuelle grande-mosquée.

Les Turé de Tabalo reçurent la charge de *malwa-uro*, directement de l'*uro-īsōd*, le chef suprême de Tchawūdjō. Est-ce du fait de leur ancienne cohabitation avec les Mola à Tabalo ou à cause de leur nombre ? Quoiqu'il en soit, les Turé ravirent aux Tcha-Kpindé le « leadership local ». Bons joueurs, nos informateurs traoré nous racontèrent le dialogue suivant : Les Turé de Tabalo s'adressant aux Traoré de Dosso : « *Pourquoi n'entendez vous pas parler de chefferie alors que vous êtes les premiers à vous être installés ici ?* ». Réponse apparemment dilettante des Tcha-Kpindé : « *Nous ne nous intéressons pas à la chefferie des malwa-uro ; nous sommes des guerriers, nous sommes des passants. Si vous avez des problèmes à nous confier, venez nous voir car nous pouvons faire des rites (traditionnels)* ».

En fait, nous assistons à une répartition des pouvoirs entre les divers groupes : aux Fofana et aux Traoré de Parakou le soin du prosélytisme religieux, aux Turé de Tabalo le pouvoir de représentation politique auprès du souverain du Tchawūdjō (mais ces derniers sont exclus de l'imamat, alors que les autres groupes de Turé peuvent y prétendre) ; les Tcha-Kpindé, quant à eux, restent puissants grâce à leur connaissance des rites traditionnels de protection et ils interviennent conjointement avec le *malwa-uro* pour nommer l'imam.

KULUNG'DĒ,
HAMEAU SATELLITE DE DĪDA'ÛRÉ

La petite chefferie de Kulung'dē s'est installée, probablement vers le milieu du XIX^e siècle, immédiatement à l'est de Dīda'ūrē, sur la rive droite de la Na (branche orientale) ; les Daro de Salimdē (village sis sur la rive gauche de cette rivière) lui accordèrent l'hospitalité. Le segment fondateur est du clan Tagbobu et originaire de la zone soudanaise de l'actuel Nord-Ghana. Le chef actuel dit être le dixième chef du village, et que les gens de Kulung'dē sont musulmans depuis très longtemps. On peut supposer que ce segment était intéressé par les transactions commerciales de la route de la cola, puisqu'il s'est positionné en annexe de Dīda'ūrē, sur le chemin qui mène à Paratao, et qu'on retrouve des Tagbobu plus en aval, également en qualité de fondateurs, à Suruku, là où les commerçants débouchaient dans la plaine du Mō après avoir franchi les monts Fazao, et – sans le commandement – à Bulohu, tout proche. On retrouve les gens du même clan à d'autres endroits où les passages des commerçants étaient fréquents : à Kpaswa, à Biriini (où se trouvait la chefferie suprême du Tchawūdjō avant les années 1880), et à Tagbalé (village koli entre Bafilo et Dawdē).

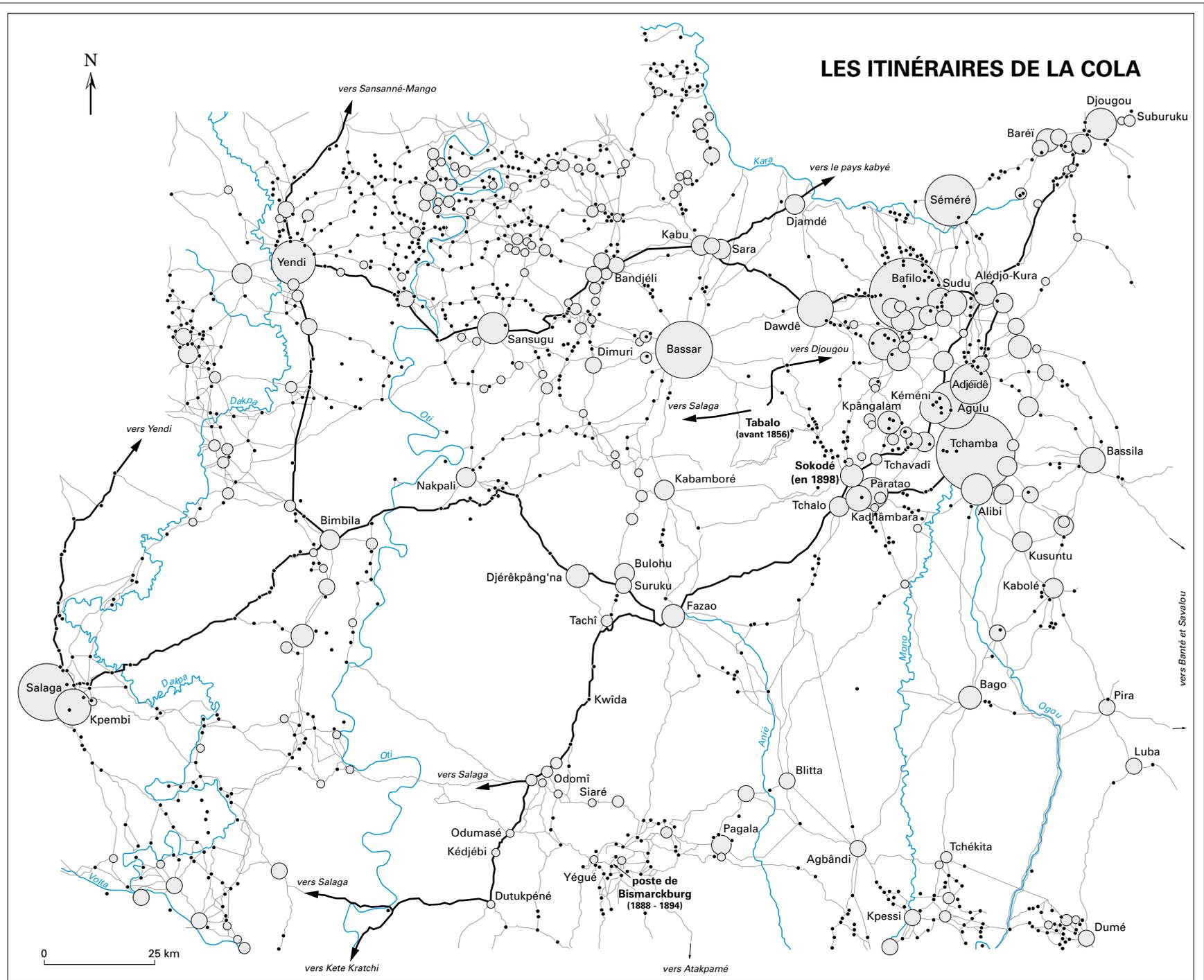
Ludwig Wolf, à l'occasion de son passage en pays kotokoli, en mai 1889, note l'existence de *Kolon*, avec 50 cases d'habitation (et *Dadaura* avec 1 000 cases). La carte allemande qui sert, en juillet 1897, aux négociations de frontière avec la France mentionne, quant à elle, *Kolong*. Curieusement, la carte allemande de P. Sprigade, en 1908, positionne trois points à l'emplacement de « *Kolonde* », comme s'il s'agissait d'un ancien établissement (*Dadaura* et *Kuma* sont, quant à eux, bien indiqués, avec respectivement 1 000 et 460 habitations), alors que, la même année, le hameau est bien positionné par Hoffbauer sur sa carte des plantations du poste de Sokodé. Mais c'est un bien petit hameau et le dénombrement de 1911 l'ignore, sans doute en l'incluant dans Dīda'ūrē. Les cartes de la période coloniale française témoignent que la chefferie de Kulung'dē est longtemps restée un simple hameau. Depuis, Kulung'dē est devenu un important quartier de Sokodé (environ 3 500 habitants en 1970 et 4 650 en 1981), qui bénéficie de l'expansion urbaine, celle-ci empruntant ici l'interfluve entre le Kpāndi et le Kpōndjō. Des originaires de Dīda'ūrē, ne pouvant plus s'entasser dans leur enclos familial, s'y sont installés. Certaines maisons ont été réalisées dans un but lucratif, pour être louées à des coopérants européens ou à des fonctionnaires non autochtones.

1) Source : Kassah Traoré 1984.

2) Le détenteur du titre peut être appelé « Tcha-Kpindé-ndo » (*ndo* = le propriétaire).

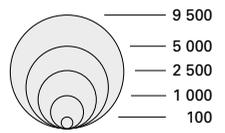
3) Source : Kassah Traoré 1984.

LES ITINÉRAIRES DE LA COLA



Itinéraire de la cola
 Autre cheminement
 Ancien emplacement
dida'ûré

Nombre de cases d'habitation (1905 - 1908)



• Moins de 100 cases

Sources : carte de Sprigade 1905-1908 ; enquête J.C. Barbier

Au temps des Allemands

Les premiers Allemands

C'est trois ans après le traité de Baguida (5 juillet 1884) qu'un premier Allemand passe dans la région de Sokodé. Voyageant à titre tout à fait personnel en compagnie de commerçants hawsa, l'explorateur et linguiste Gottlob Adolf Krause revient de Salaga par le pays kotokoli avant de redescendre sur la côte par « la route du sel » (Blitta, Kpessi, Atakpamé, Sagada, Aného). Il traverse les monts Fazao au niveau de Tachî et de Fazao, puis, le 15 juin 1887, arrive à Paratao, qu'il nomme *Kpara-Tagu*, « la nouvelle ville » en langue *dendi* (Paratao est l'adoption en *tem* de cette expression étrangère).

Un an après, la pénétration allemande à l'intérieur du pays avance d'un grand pas avec la fondation, le 2 juin 1888, de la station scientifique de Bismarckburg (en fait une base pour les expéditions plus à l'intérieur) par Ludwig Wolf. Celui-ci monte une expédition vers la vallée du Niger et arrive à Kadhâmbara et à Paratao le 1^{er} mai 1889. Il est reçu par *Uro Jabo* (*Uro* Djobo Bukari), le chef suprême du Tchawûdjo, avec qui il signe un traité de protectorat. Il visite Dîda'ûré et repère l'existence des villages environnants : Kulung'dé, sur la route de Paratao à Dîda'ûré, Salimdê et Kédiya (mais ne dit rien sur Kûma). Il gratifie Paratao de 370 cases, Dîda'ûré et Kadhâmbara de 1 000 cases chacun, le petit hameau de Kulung'dé de 50 cases. Puis il poursuit sa route vers Djougou.

Il meurt le 26 juin d'un accès de fièvre, à N'dali, en pays bariba¹. Son second, le major Kling, reprend son projet et s'ébranle de Bismarckburg, le 21 octobre 1891, dans la même direction. Il arrive à Paratao le 10 novembre et remet au chef *Bukari* des cadeaux de la part du Kaiser. De retour du pays bariba (où il a dû rebrousser chemin devant le refus de Kwândé de le laisser poursuivre plus en avant), il passe par Bafilo, où il signe un traité de protectorat le 19 décembre 1891, puis continue sur Dawdê en direction de Salaga².

Après leurs échecs en pays bariba, les Allemands regardent désormais vers Salaga et Mango. Von Doering est à Tachî, Suruku et Fazao dès novembre 1893 (Kling était déjà passé à Suruku en janvier 1890, mais n'y avait pas été reçu)³, puis à Bassar en juin 1894. Grüner sera à Mango en janvier 1895.

Mais les Français, après leur victoire sur Béhanzin, en janvier 1890, interviennent eux aussi dans la région de Sokodé : ils sont le 24 février 1895 à Bassila, les 1^{er} et 3 avril à Adjéidê et Bafilo, puis à Dawdê, Kabu et Kumondé... Les Allemands réagissent en se précipitant à Djougou (où étaient précédemment passés Wolf, puis Kling) : von Zech y signe un traité le 10 février 1896. À l'aller, ce dernier est resté une dizaine de jours à Paratao (du 19 au 29 janvier) pour renouveler le traité de protectorat et y fonder un poste avec un

soldat et un agent indigènes⁴. Au retour (le 19 février à Paratao), von Zech se fait accompagner par la cavalerie de Djobo Bukari afin de mettre au pas le chef *Uro* Banya de Bulohu, qui s'était opposé au passage de Kling, puis à celui de von Doering : il s'ensuivit une brève bataille, le 6 mars, à la descente sur Tachî. La même année, Adam Mischlich, pasteur de la mission évangélique de Bâle⁵, effectue un voyage en pays kotokoli, jusqu'à la chefferie d'Agulu, à partir du poste de Bismarckburg. À l'aller, il passe à Paratao du 30 juin au 2 juillet 1896, et, au retour, de nouveau par Paratao ; puis il séjourne à Dida'ûré du 7 au 10 juillet.

La compétition entre Français et Allemands est particulièrement vive en 1897. Les Français sont bien installés à Adjéidê⁶ et à Bafilo où ils ont construit des postes en janvier ; ce qui n'empêche pas les Allemands de passer dans la région : von Zech, pour aller à Tchamba le 1^{er} janvier, de nouveau von Zech avec von Massow en mars (ils se séparent à Paratao),



enfin le Dr Kersting, qui fait sa première apparition le 23 juillet à Paratao pour aller prendre le commandement du poste de Djougou - il amène avec lui *Uro* Banya, chef de Bulohu, le vaincu de la bataille de Tachî, pour que ce dernier fasse acte d'allégeance à Djobo Bukari.

Le choix de Sokodé

Suite à l'accord franco-allemand du 23 juillet 1897 fixant les frontières entre Dahomey et Togo, le Dr Kersting quitte Djougou et se replie à Adjéidê (le 15 août), où l'administrateur Portes a laissé à sa disposition le poste de Kiri-Kri. C'est de là que le Dr Kersting jette son dévolu sur Dida'ûré, prenant acte de son rôle dans le commerce régional (voir sa lettre du 17 septembre 1897, adressée aux dirigeants du Territoire), et lance, en janvier 1898, son opération de prise en main des pays kabyê, nawda et lâmba de Dîfal (conjointement avec von Massow, parti de Bassar, et Thierry, parti de Mango). C'est toujours à Kiri-Kri que les délégations kabyê viendront se soumettre au nouvel homme fort de la région.

Le sergent Schroeder commence à construire le poste de Sokodé à la fin de l'année 1897 et au mois de janvier, pendant l'intervention du Dr Kersting au-delà de la rivière Kara. Une colline rocheuse, cédée par le village tout proche de Kûma, est aménagée à cet effet. Pour les indigènes ce sera Bariki, le quartier des « bureaux » en parler hawsa. Le poste est opérationnel lorsque Sokodé est, conjointement avec Bassar, érigé en chef-lieu du district *Sokode-Bassari*, le 21 avril 1898, après le départ de von Massow du poste de Bassar.

Dès 1898, le Dr Kersting dresse des croquis des postes de Sokodé, Dako (sur le territoire de la chefferie de Dawdê), Bafilo, Sudu, Kiri-Kri (à Adjéidê), Tchamba et Paratao. Dans des

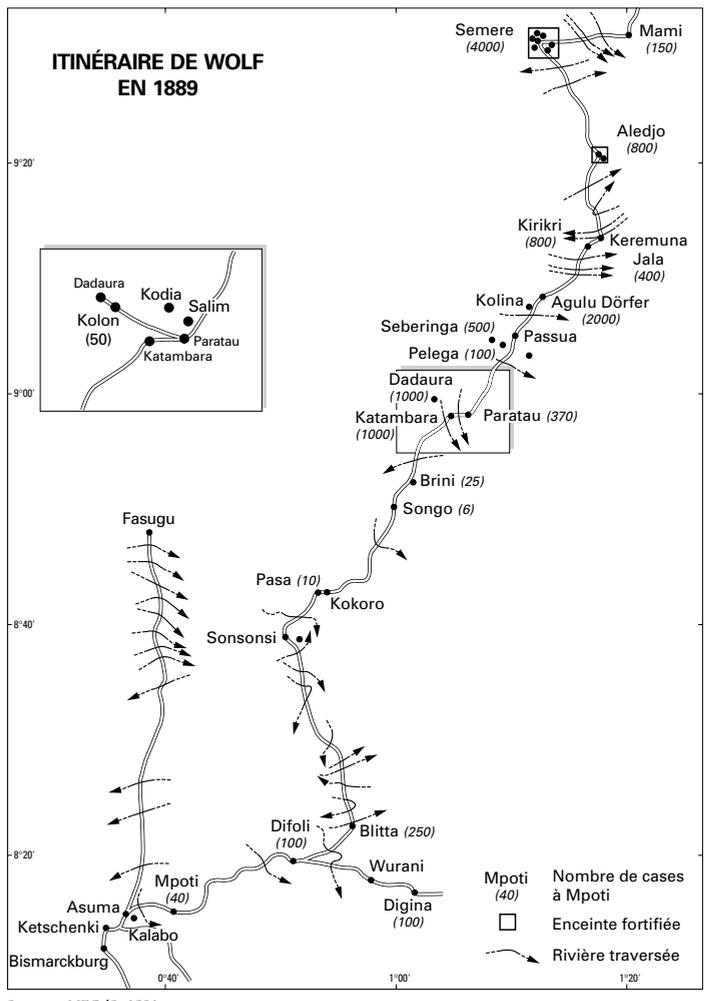
Friedrich Schroeder

A la fin de l'année 1897, il commença la construction du poste administratif de Sokodé pour le compte du docteur H. Kersting.

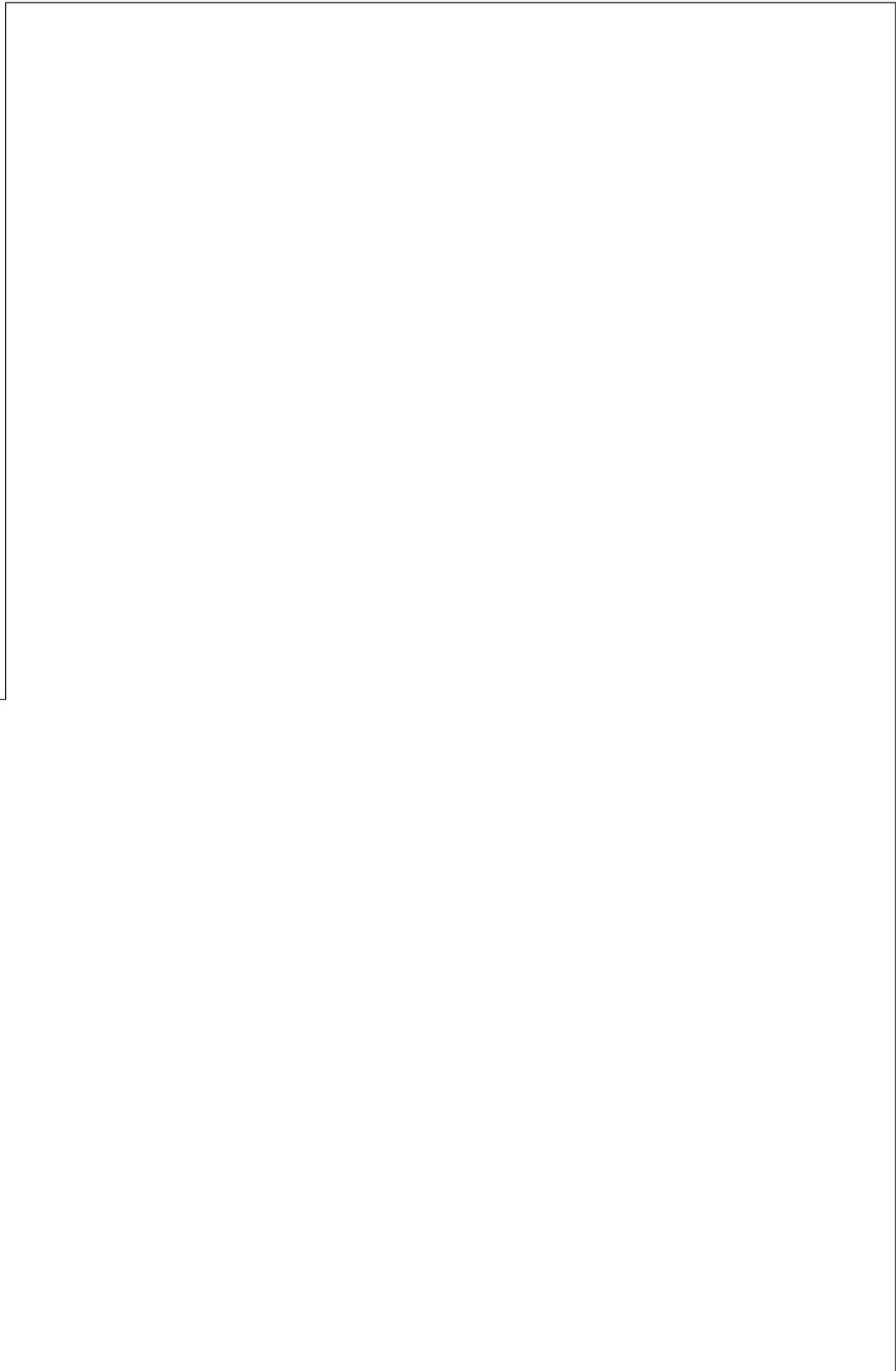
rapports ultérieurs sont précisées les dimensions des bâtiments en dur ; pour Sokodé : 7 constructions en 1907, avec la coupe des trois principaux édifices et leur positionnement sur un plan précis (rapport du 26 avril), deux autres en 1908 (les postes et des écuries), et un total de 14 en 1912 (voir notre reconstitution en trois dimensions du poste en 1908).

Les Allemands aménagent un nouveau marché en dehors de Dida'ûré, au nord-ouest de ce village et un peu à distance (là où se trouve l'actuel marché central). On peut supposer qu'il prend le relais de celui qui se trouvait à l'intérieur de Dida'ûré, au lieu-dit Yarada (place de l'actuelle mosquée du Vendredi). Des commerçants étrangers (yoruba, sans doute également hawsa) s'installent tout autour, fondant ainsi un *zongo*, terme générique désignant les nouveaux quartiers de commerçants ainsi constitués autour d'un marché (Agier 1983). La carte dressée par Hoffbauer en 1908 rend compte de cet habitat, en précisant « *Songo* ». La même année, la Deutsche Togo Gesellschaft (DTG, Société allemande du Togo) y construit un magasin, vaste bâtiment de 16 mètres de long sur 7 de large, et comportant un appentis de 5 mètres sur 6 qui prend appui sur un côté de la façade ; les murs ont 4 m de hauteur. Une piste relie directement le poste au marché allemand, desservant au passage Dida'ûré. A noter qu'un parc à bestiaux existait à Kûma (à l'endroit où, actuellement, une piste part en direction du collège de l'Assomption) ; c'est là que s'effectuaient les transactions concernant les animaux.

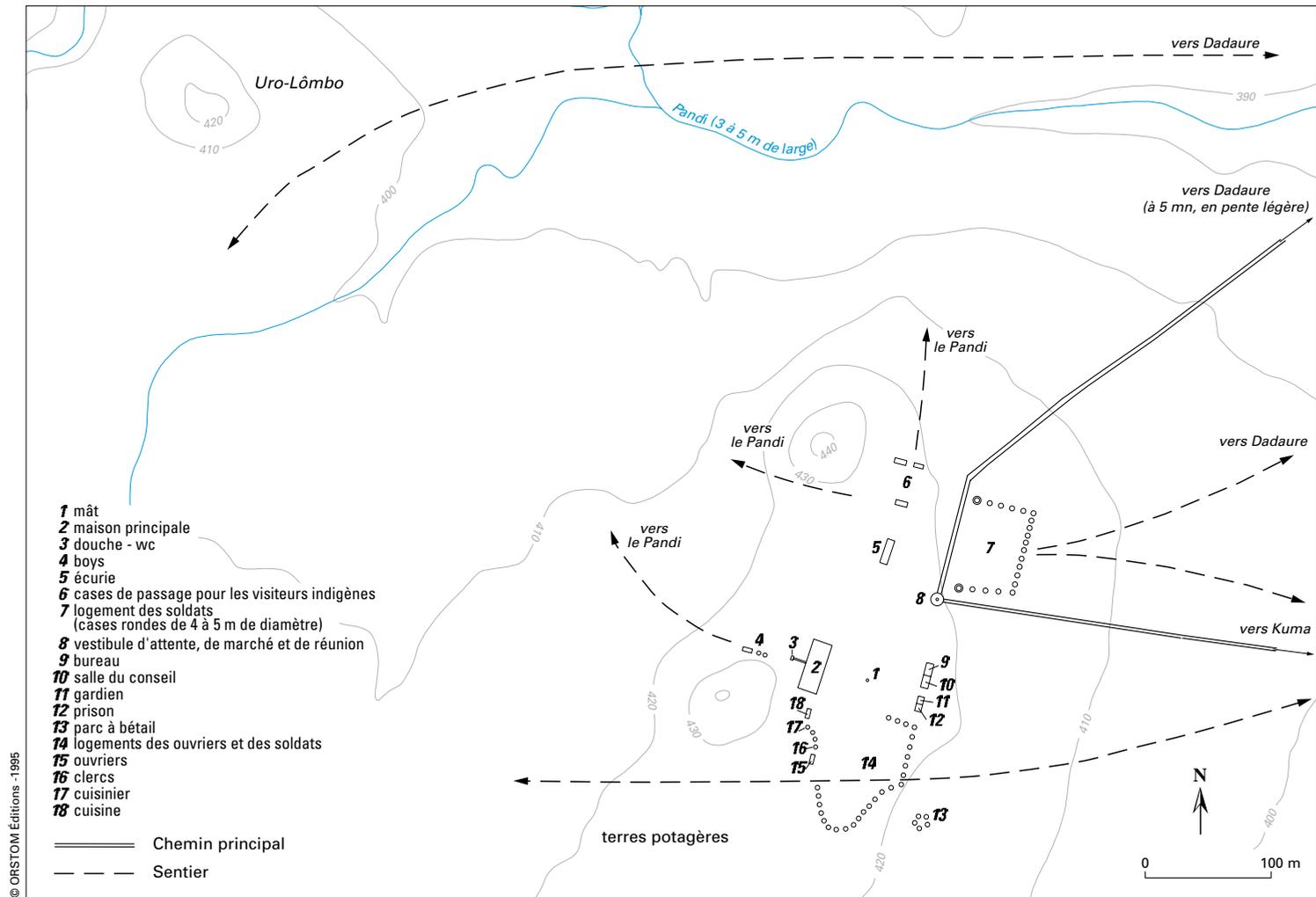
On a un aperçu des plantations ouvertes par les Allemands aux alentours du poste, car elles ont été cartographiées par Hoffbauer (1908) et admirées par le missionnaire Rudolf Fisch le 26 mars 1910. Des champs de coton⁷ alimentaient une usine d'égrenage de coton construite en 1904, en contrebas de la colline administrative, et dont on peut encore voir les traces au bout d'une magnifique allée de manguiers, entre la concession des Travaux publics et celle de la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET) (Barbier 1988 :



EXTRAIT DE LA CARTE DE SPRIGADE (1907)

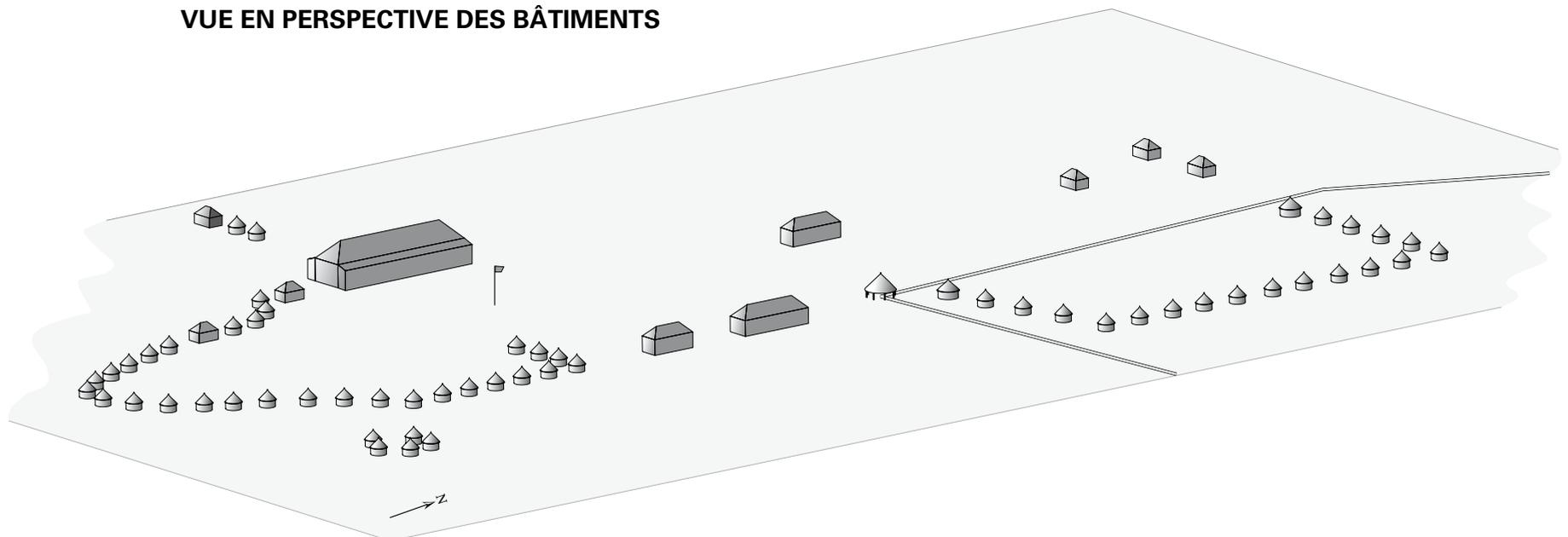


LE POSTE ALLEMAND DE SOKODÉ EN 1898



Source : croquis de H. Kersting, Archives nationales du Togo

VUE EN PERSPECTIVE DES BÂTIMENTS



Au temps des Allemands



Le poste administratif de Sokodé en 1910

Annotées de gauche à droite:-

la douane (1), la prison (2), la route vers Atakpamé (3), la résidence du chef de district (4).

85). Le père de Jean Rinklif, le sergent-ingénieur Karl Rinkleff⁸, fit tourner cette usine de son arrivée à Sokodé, en mai 1909, jusqu'à son départ, le 13 mars 1914.

Depuis le premier passage de Ludwig Wolf en pays kotokoli, les repérages géographiques se sont multipliés, si bien que, le 9 juillet 1897, à l'ouverture de la convention franco-allemande pour la délimitation des frontières au Nord (qui aboutira à l'accord du 23 juillet), les délégués allemands avaient été capables de présenter une carte à 1 : 1 000 000 déjà bien remplie. Paul Sprigade confirme l'excellence des relevés allemands en publiant une cartographie de l'ensemble du Togo à 1 : 200 000 (pour Sokodé, les feuilles *Bismarckburg*, en 1907, et *Bassari*, en 1908).

Enfin, grâce au dénombrement administratif allemand, en 1911, des 245 000 habitants du district de *Sokode-Bassari*, nous savons que les trois villages kotokoli qui se trouvaient à proximité immédiate du poste (à savoir Dida'uré, Kulung'dê et Kûma, plus une nouvelle zone d'habitation autour d'un marché – le futur quar-

tier Zongo) totalisaient un peu plus de 2 000 habitants (...et 62 chevaux).

L'ethnologue Leo Frobenius passe à Sokodé (du 10 au 19 avril 1909) ; il relève quelques listes de règnes et repère les croyances introduites au Centre-Togo par les Tchala (clan Lâmbu/bia, en pays kotokoli) sur la destinée des âmes des défunts (Barbier 1995), mais ne dit rien sur un ensemble de villages qui, manifestement, ne formaient pas encore une ville.

Ultime témoignage sur cette période allemande à Sokodé : la jeune actrice hambourgeoise Meg Gehrts passe à Sokodé en novembre 1913 pour les besoins de films d'aventures et de documentaires tournés par le major allemand Hans Hermann Schomburgk⁹. Elle y est reçue par l'instituteur allemand Kuepper (Gehrts 1915 : 65). L'équipe de tournage séjournera à Paratao, Alédjo-Kadara, puis Bafilo, avant de continuer en pays basar et kônkomba.

L'année suivante, l'administrateur allemand Kurt von Parpart évacue le poste de Sokodé, le

15 août 1914, avant l'arrivée des Français. Les gens se rendent dans les bureaux afin de récupérer les affaires restantes¹⁰, ce que les Français qui arrivent (ils hissent leur drapeau le 25 août) vont assimiler à un acte de pillage : ils fusilleront pour l'exemple l'un des soi-disant meneurs (Barbier 1988 : 86).

1) *Mitteilungen (MFGdS)*, 1891, III^e vol., pp. 1-22.

2) *Globus*, 1893, n° 64, p. 67.

3) Les chutes du Sako, lequel tombe du haut de l'abrupt occidental des monts Fazao au niveau de Suruku, portent son nom : Klings'fall.

4) Il y avait déjà 6 tirailleurs pour la France à Adjéidê (le poste de Kiri-Kri sera construit en janvier 1897). Toujours du côté français, un détachement sera installé à Bafilo quelques mois plus tard, en octobre 1896.

5) Juste avant de devenir administrateur en 1897 : il sera assistant du commandant de Kete-Kratchi de 1897 à 1909, puis commandant de Misahöhe de 1912 à 1913.

6) L'administrateur Portes est Résident de France à Kiri-kri du 6 janvier au 25 mars 1897, ensuite Résident de France à Djougou – Kiri-Kri.

7) Les premiers champs de coton sont cultivés en 1902 aux abords des postes de Sokodé et de Bassar (Sebald 1988 : 455).

8) Ce dernier vécut avec une concubine kotokoli, une femme de Biriini, de clan Mola, de qui il aura un enfant métis (né le 16 mars 1914, quelques jours seulement après le départ de son père) : Jean Gado Rinklif, lequel sera vétérinaire, puis administrateur de carrière entre 1956 à 1970 (il commandera successivement à Bafilo, Sokodé et Dapaong).

9) La plupart des films ont été perdus, mais des prises de vue ont été conservées sur les activités artisanales, des scènes villageoises, des paysages... Elles ont été regroupées, avec une séquence prise au Liberia, dans un court métrage en 16 mm, d'une durée de 76 minutes, intitulé *Im Deutschen Sudan* (Au Soudan allemand).

10) Le jeune Derman Ayéva, qui sera plus tard président de l'Assemblée législative du Togo, s'en revint fièrement avec un dictionnaire illustré sous le bras ! Il était alors âgé de 7 ans et demi et n'était pas encore allé à l'école.

Annexes

VISITE À DADAURA DU DR LUDWIG WOLF (MAI 1889)

« Informations concernant le Protectorat du Togo : la dernière expédition du docteur Ludwig Wolf vers le pays barba (bariba) ou bargu » par le Dr baron von Danckelman ; texte paru dans la revue *Mitteilungen*, Berlin, 1891, 3^e vol., pp.1-22 ; traduit par Otto Friik 1991 :

De passage vers Djougou et le pays bariba, L. Wolf a séjourné à Paratao du 1^{er} au 7 mai 1889. De là, il a visité Dida'uré. Von Danckelman en fait le compte rendu.

« Wolf établit des relations amicales avec le prêtre supérieur musulman (*limomu*) [imam] qui réside à *Dadaura* [Dida'ûré], non loin de là. *Dadaura* est une localité d'à peu près 1 000 cases. Dans ses environs, paît un groupe de bovins de plus de 100 têtes de bétail, à peu près le même chiffre pour les ânes, et de nombreuses juments avec leurs petits. Ces animaux sont tous en excellent état. C'est à *Dadaura* que se trouve la résidence d'*Al Hadschi* [Ehadi], le frère décédé¹ ; elle comprend de nombreuses cases, reliées entre elles, dont certaines disposent d'une véranda. L'ensemble est clos de l'extérieur et on y entre par une case très spacieuse [une case-vestibule], probablement utilisée auparavant comme étable pour chevaux, dont la véranda s'avance de deux mètres à l'extérieur. En face, une autre maison possède elle aussi une large véranda, laquelle est utilisée pour la prière, l'enseignement coranique et comme boutique ».

Wolf écrit : « J'ai laissé mon cheval sous cette véranda et, moi-même, je m'y suis assis sur une chaise pliante. Trois joueurs de tambour *haussa* sont bientôt arrivés pour jouer de leurs instruments ; et près d'une douzaine de vieilles femmes, vêtues d'un pagne bleu et la tête couverte d'un voile, sont venues se présenter comme étant les veuves du défunt. Devant moi, elles se sont mises à genoux et, la tête toujours couverte, se sont inclinées vers le sol. Après cette salutation, elles ont dansé au rythme des tambours, puis chaque femme effectua une danse individuelle. Elles balançaient des hanches, mais dans un mouvement qui n'était pas obscène comme d'habitude dans d'autres populations ; c'était une sorte de menuet où elles avançaient et reculaient. Quand la plus âgée et la plus noble d'entre elles évolua individuellement (ses cheveux étaient bien grisonnants, et elle avait plus de 60 ans), ses compagnes nettoyaient le sol de leurs mains, devant ses pas, pour lui faciliter le déplacement. A la fin de ces danses, cette vieille femme prit une poignée de cauris dans le tablier d'une esclave et la donna aux musiciens ».

LE MISSIONNAIRE ADAM MISCHLICH À DEDAURE (7-10 JUILLET 1896)

Le journal de route d'A. Mischlich a été communiqué en 1897 à la revue coloniale allemande *Mittheilungen* par la Société missionnaire évangélique de Bâle ; le missionnaire Mischlich y raconte son voyage de Bismarckburg à Agulu (il voulait atteindre Djougou, mais il en fut empêché par un conflit entre Bafilo et Séméré qui rendait la contrée peu sûre pour un voyageur). Traduction du RP Neth parue dans *Études dahoméennes* en 1950 :

Le 7 juillet 1896] «... j'arrive à *Dedaure* après une heure et demie de marche [venant de Paratao] ; le chemin est bien entretenu ; à un quart d'heure de *Dedaure*, est situé, dans une palmeraie, d'une manière idyllique, le petit village de *Kolong* [Kulung'dê].

À *Dedaure*, on rencontre aussi beaucoup de palmiers à huile qui forment des boqueteaux, on y voit aussi quelques

kapokiers mais plus rares. À *Dedaure*, j'aperçois pour la première fois un autre palmier nommé par les indigènes et les *Hausa* « goruba »² ; quelques-uns de ces palmiers forment un petit bois fétiche ; une fois par semaine, le vendredi, un grand marché se tient à cet endroit.

Les habitants des différents villages avoisinants fréquentent ce marché et échangent leurs produits agricoles contre des marchandises. Même ici on trouve du lait frais et du beurre ; les *Hausa* y fabriquent des selles de cheval bien ornées et des nattes multicolores. Ils font aussi des bonnets phrygiens en coton teints en pourpre et des boubous *hausas* dont l'étoffe est tissée dans le pays. On voit même vendre des pantalons turcs et de belles étoffes en soie et en velours, provenant de la côte.

On vend aussi des *kaffa* [pantalon bouffant], des ignames, des arachides, des haricots, du sorgho, du maïs, du piment, du karité, du sel, de la viande, du bois à brûler, du fil à broder, des allumettes, des perles, des verroteries, des pommes, des huiles parfumées, et bien d'autres choses...

Après avoir rendu visite au chef du village, je me rends chez l'imam Ibrahim. Dès mon arrivée, je suis introduit dans une grande case ronde dont les murs sont recouverts de tableaux portant des inscriptions musulmanes.

Ibrahim est entouré de quelques notables musulmans ; assis sur une peau d'antilope, il est enveloppé d'un boubou et coiffé d'un turban ; il donne l'impression d'être très âgé, car il porte la barbe grise, mais d'être encore vigoureux ; son attitude est fière et solennelle, il a beaucoup de prestance.

Dans certains villages comme *Fasugu* [Fazao], *Tshamba* [Tchamba], *Pasua* [Kpaswa] et comme ici à *Dedaure*, je remarque quelques petites communautés musulmanes bien groupées. Leur religion se répand ainsi sur la masse ; mais heureusement [l'auteur est missionnaire protestant !] l'islam n'a pas encore pu se développer contrairement à ce qu'on m'avait affirmé, à savoir que toute la population de *Tshautsho* [Tchawûdjo] était musulmane. *Tshautsho*, avec tous ses centres peuplés, *Dedaure*, *Paratao*, *Katambara*, *Bafilo*, *Tshamba*³, reste encore païen, ainsi que *Sugu* [Djougou] et les grands royaumes *massi* et *grunsi* [le pays gurunsi, qui n'est pas organisé en royaumes].

Le pays *kapre* [kabyè] et la grande agglomération de *Bassari* (40 000 habitants) [excessif ; la carte de Sprigade publiée en 1908 mentionne 5 119 cases d'habitation] n'ont encore subi aucune influence musulmane parce que les *Hausa* ne peuvent pas y pénétrer. Ce n'est que dans quelques villages qu'on trouve de minuscules communautés musulmanes. Cependant on peut affirmer que ces peuplades païennes ont déjà contracté certaines habitudes et coutumes musulmanes, telles que le dimanche musulman, le vendredi chez eux ; de même ils s'habillent et se saluent à la façon musulmane ; on peut presque affirmer que le culte des ancêtres se perd.

À cela s'ajoute le passage de commerçants musulmans qui ne font pas de prosélytisme, mais qui, en récitant leurs prières, font de la propagande dans le même sens ».

VON ZECH : POURQUOI PAS KULUNG'DÊ CAPITALE DU TCHAWÛDJO ?

« *Aus dem Schutzgebiete Togo. Vermischte Notizen über Togo und das Togahinterland* » [À propos du Protectorat du Togo : notes diverses sur le Togo et l'arrière-pays togolais], par le *Premierlieutenant*, comte von Zech (extrait traduit par Ouro Bodi Atchabao, Université du Bénin, Lomé, 1988).

Von Zech, se rendant à Djougou, s'arrête à Paratao, du 19 au 29 janvier 1896, où il rencontre le chef suprême du Tchawûdjo, Djobo Bukari. Ayant appris que le siège de cette chefferie suprême change à chaque règne, l'auteur réagit en considérant que ce n'est pas une bonne pratique ; son attention se porte sur Kulung'dê, car cette localité lui apparaît mieux « située au centre du pays » :

« Que cette succession tournante soit désavantageuse, c'est évident. Le Gouvernement doit intervenir sur ce point et mettre les choses en ordre [sic !]. Une solution serait de désigner un lieu fixe comme résidence pour les futurs rois, par exemple le petit village de *Kulunde*, situé au centre du pays, entre *Paratao* et *Dedaure*, village qui devrait être mieux aménagé par ses habitants.

On doit remarquer ici que le nom de *Dedaure* n'est pas propre à cet emplacement ; *dedaure* est l'appellation en langue *temu* [tem] pour désigner « la place du marché » ou « la place des musulmans » Il ne s'applique donc pas seulement à *Paratao* ; j'ai d'ailleurs entendu désigner *Adye* [Adjéidê] à *Kyiryiryi* et *Kissinti* [quartier de Bulohu] en pays bo [correspondant à la plaine du Mô] comme *dedaure*. Ce *dedaure* à *Paratao*⁴ porte par ailleurs le nom de *Sokode* ; *Sokode* appartiendrait également à la langue *dendi* et serait la déformation du mot *sokodo*, ce qui doit signifier « fermer », « barrer ». D'après ce qu'on m'a dit, les gens de *Sokode* auraient naguère barré la route aux commerçants qui venaient du nord afin, vraisemblablement, de se réserver le commerce intérieur⁵. Mais l'appellation de *Sokode*, avec le temps, a été utilisée par les commerçants musulmans pour désigner tout le *Tshautsho*, si bien que l'on entend parler du roi de *Sokode* au lieu du roi de *Tshautsho* ».

VISITE OFFICIELLE DU POSTE ALLEMAND PAR RUDOLF FISCH, MISSIONNAIRE ET MÉDECIN

Extrait du livre de Rudolf Fisch « *Nord-Togo, und seine Westliche Nachbarschaft* » (1911, Bâle : Verlag der Basler Missionsbuchhandlung), traduit par Ouro Bodi Atchabao, étudiant en allemand à l'Université du Bénin, Lomé, 1988.

Le 25 mars 1910, l'auteur arrive à Sokodé, venant de Bassar : « A six kilomètres de *Sokode*, le commandant de district, le lieutenant Haering, nous fit une surprise. En dépit d'une santé très éprouvée, il était déjà venu nous saluer le jour précédent, et, une fois encore, il ne ménagea pas sa peine pour venir à notre rencontre et

Au temps des Allemands

nous accueillir amicalement chez lui.

Sokode fait bonne impression. La maison de la circonscription [l'actuel Campement], massive, construite en pierres et en argile, montre, par son agencement et son confort intérieur, l'expérience et le dynamisme du commandant de district précédent, le Dr Kersting. Elle comporte de hauts espaces aérés et frais, et des vérandas bien protégées contre le soleil et la pluie. Dans la grande salle, il y a une confortable cheminée, garnie de chaque côté, pour l'apparat, de la moitié du crâne d'un éléphant ; devant, une peau de lion étendue par terre, qui sert de tapis, et, autour d'une table, d'agréables chaises, fabriquées à Sokode, sont une invitation à vous y asseoir. Sur le flanc est, un grand et magnifique hall sert de salle de réunion et de tribunal.

Dans la partie droite de la photographie⁶, on aperçoit une colline très rocheuse [la butte de l'actuel château d'eau], où a été planté le mât [porte-drapeau]. C'est de son sommet qu'à été prise la vue n° 65. On ne voit que l'extrémité est des bureaux du district, dont le toit est protégé par des nattes en nervures de raphia. Au centre de la photographie, se trouve la prison, une maison dont le pignon est à moitié ouvert et devant laquelle on aperçoit des greniers à double cône pour le mil. Tout à fait à gauche, le bâtiment réservé aux formalités douanières (qui d'ailleurs se déroulaient au moment de la prise de vue). Derrière les bureaux du district, on voit les cases rondes où sont logées les familles des soldats et, plus loin, on peut reconnaître les grandes plantations qui s'étendent déjà au sud de Sokode, sur une superficie de 270 hectares. Un peu à gauche du bureau du district, se dresse un arbre ombragé, sous lequel repose un brave allemand, Franz Brasche, qui mourut ici des fièvres il y a de cela onze ans.

Une usine d'égrenage de coton a été construite à côté du poste [en 1904]. Quand nous la visitâmes, une caravane de 100 porteurs arrivait avec des charges de coton, venant de Bagu. À partir de la maison de l'adjoint au commandant de district, je pus photographier la scène, au moment où les charges étaient déposées à l'arrière de l'usine. Le travail d'égrenage commença aussitôt et, le lendemain matin, le coton, emballé en charges transportables, était prêt à être exporté vers la côte. Le Gouvernement distribue gratuitement la semence aux planteurs. On a procédé avec ardeur, dans les plantations de l'Etat, à des essais à partir des diverses variétés de coton. Ceux-ci semblent avoir été concluants. La variété *Gossypium neglecta* semble la plus indiquée pour cette région.

Par contre, le commandant de district a essuyé un cuisant échec dans ses efforts pour promouvoir l'élevage du bétail. Il avait sélectionné avec soin quelques taureaux de trait et les avait placés dans une étable grande et aérée. Quelques jours avant notre arrivée, quatre de ces prestigieux animaux tombèrent malades et moururent, l'un après l'autre, de pustule maligne [la maladie du charbon]. Les quatre survivants n'étaient pas en bonne santé, mais néanmoins toujours en vie.

La rumeur d'une épidémie de méningite cérébrale chez les Kabure [Kabyè] était malheureusement fondée. J'eus même

l'occasion de voir au poste quelques Kabure souffrant de cette maladie et de faire ce que je pouvais pour eux. Ah ! c'est si peu ce qu'on peut donner à ceux qui vivent dans une profonde inconscience. Il m'était malheureusement impossible de savoir s'il s'agissait réellement de la méningite cérébrale ou de la forme grave de la maladie du sommeil, qui a les mêmes symptômes que la fièvre cérébrale. C'est avec frayeur que nous pensâmes aux ravages que cette épouvantable maladie fit dans les régions anglaises au nord de Kitampo [au Ghana actuel], il y a de cela quelques années. On parla de 75 000 personnes qui furent victimes de cette épidémie, et, à Tamale [Ghana], un officier nous raconta que des collines de squelettes humains se trouvaient encore aujourd'hui dans ces régions dont presque toute la population fut décimée. A cette occasion, nous regrettâmes qu'il n'y ait pas plus de médecins affectés au Togo. Comme un médecin public pourrait faire beaucoup en de pareils moments, et comme tant de vies humaines pourraient être sauvées par lui⁷ !

Le lendemain matin, le commandant de district eut l'amabilité de nous faire visiter les plantations. Nous avons de nouveau pu constater l'important travail qui est accompli en ce sens dans les postes. Les grandes plantations de tecks, d'anacardiens, de palmiers à huile, de kapokiers et d'autres arbres utiles faisaient bonne impression. Les habitants sont encouragés, par tous les moyens possibles, à planter eux aussi des arbres. L'œuvre d'envergure réalisée par le Gouvernement ne peut que donner d'excellents fruits à la Colonie ; et quel magnifique écrin seront ces plantations pour Sokode lorsqu'elles seront devenues autant de prestigieuses forêts ! Partout le long des routes, se dressent des manguiers richement couverts de fruits, et nous regrettâmes de nouveau, ainsi qu'à Bassari, de ne pas être venus ici quelques semaines plus tard.

Le dernier après-midi de notre séjour à Sokode, le commandant de district eut l'amabilité d'inviter le roi de Tschoudjo, Uro Djabo [le troisième successeur de Djobo Bukari : Buraïma, chef depuis le 20 décembre 1906], avec ses notables. Ils vinrent vers 4 heures, tous à cheval (à une exception près, fort bien montés). Ils se rassemblèrent dès leur arrivée dans le grand hall, et monsieur le Commandant de district leur tint un discours où il mentionna notre présence et le but de notre voyage et où il les pria ensuite d'observer sans exception les mesures de précaution pour combattre les deux épouvantables maladies que sont la méningite et la fièvre cérébrales.

Uro Djabo est un homme à teint très foncé, corpulent et d'une stature exceptionnelle. Sur son visage, la sagesse et la prudence se disputent la première place. J'y ai remarqué l'absence du moindre signe qui puisse évoquer la bonté du cœur.

Après le discours, un groupe de jeunes gens exécuta toutes sortes de jeux. Des musiciens s'installèrent au milieu d'eux, avec de grands et de petits tambours ; tout autour se formèrent deux cercles d'environ 25 à 30 personnes. Chacun avait un long couteau à la main, et, au rythme des tambours, les deux cercles tournèrent dans une direction contraire. Les danseurs croisaient leur couteau avec celui du danseur de l'autre cercle

qui passait à côté de lui, moment qui était particulièrement souligné par les tambours [la danse des couteaux, connue à Sokode sous le nom d'Adosa].

De temps à autre, un danseur sortait de son cercle en courant, se cabrait devant l'un des chefs en pliant les genoux et coupait, en y mettant apparemment toute sa force, la face interne de sa cuisse. Il n'y eut pas de blessure ; cependant ceux [qui s'étaient ainsi exhibés] prenaient ensuite une poignée d'herbes ou quelques feuilles (qu'ils prenaient brusquement comme on vole un objet) pour en frotter les endroits contusionnés et faire disparaître les traces de sang sous la peau. Un aîné, qui dirigeait manifestement le jeu, se labourait maintenant la poitrine nue et le ventre avec son couteau, en opérant des va-et-vient, tout en encourageant les autres et sans qu'aucune goutte de sang ne coulât.

Très intéressante également fut la danse des bâtons, qui suivit ce premier jeu dangereux. Deux cercles se formèrent de nouveau, chaque participant tenant un court bâton à la main. Au rythme des tambours, les danseurs se mirent à tourner dans le même sens, tout en passant d'un cercle à l'autre. Ceux du cercle externe se retrouvaient dans le cercle interne et vice versa ; les danseurs se croisaient en entrechoquant leurs bâtons. Un son particulier des tambours marquait cet instant précis. Des noix de cola et des pagnes furent distribués aux danseurs, et les notables veillaient à ce que ces cadeaux ne disparaissent pas.

Une course de chevaux suivit pour terminer. Les chevaux étaient fort bien maniés et leurs cavaliers les arrêtaient brusquement, de toute leur force, au plus fort de la course. On eut ainsi l'occasion d'admirer la bonne tenue en selle des cavaliers, y compris des plus jeunes d'entre eux (qui n'étaient que de jeunes garçons) ».

1) Il s'agit de l'imam Apu, demi-frère du chef Djobo Bukari, dont P. Alexandre et J.-C. Froelich nous donnent le nom complet : *El-hadj Abdoulaye Apou Tararoré* (= Traoré) (1960 : 228).

2) Ou Goriba (Kassah Traoré 1984) ; c'est également le nom du lieu de culte (une pierre plantée entre deux rôniers) et de la divinité protectrice (*lîzô*) correspondante. Ces rôniers provenaient de graines ramenées de Dosso. Ils ont péri dans un incendie « trois ans après le départ des Allemands ».

3) Erreur de l'auteur : Bafilo et Tchamba ne font pas partie du Tchawûdjo ; ils tomberont toutefois sous la coupe du chef suprême du Tchawûdjo qui devient, à partir de l'accord franco-allemand sur les frontières, chef supérieur des Kotokoli.

4) Paratao en tant que capitale du Tchawûdjo, donc le *dedaure* qui est sous la responsabilité du chef politique de Paratao.

5) Interprétation que nous ne confirmons pas.

6) p. 176 bis dans le texte de l'auteur et reproduite dans le présent ouvrage à la page 36.

7) Illusion : à l'époque, on n'a encore aucun traitement ni contre la trypanosomiase, ni contre la méningite cérébro-spinale.

La formation de la ville

Un poste administratif ne suffit pas pour faire une ville. Pendant très longtemps, les villages kotokoli avoisinant le «quartier administratif» restèrent des villages et furent considérés comme tels. Il fallut que des lotissements, des équipements socioculturels, des missions chrétiennes, etc., remplissent les espaces interstitiels entre les villages pour qu'une continuité de constructions (habitat et équipements) confère à Sokodé un paysage urbain. Il fallut aussi que d'autres communautés villageoises viennent s'installer aux périphéries: Tchawurondê – avec ses trois composantes Tchawânda, Kanyidê et Akamadê –, Kédiya, Kpângalam, Nada et Salimdê, et que l'immigration individuelle devienne importante (commerçants et artisans au Zongo, employés et originaires du Sud à Kossobio, Kpalo-Kpalo et Kulung'dê, ressortissants basar le long de la route de Bassar, les gens du Nord à Barrière, etc.) pour que la masse démographique atteigne un niveau suffisant.

L'érection de Sokodé, le 30 juillet 1951, au rang de commune mixte (arrêté n° 532-51/A.P.), entraîne la délimitation d'un périmètre urbain par le service topographique des Travaux publics du Nord (carte à 1: 10 000, en août 1951), qui englobe les sept «villages» cités par l'arrêté: *Komab*, *Didauré*, *Sokodé-Zongo*, *Kandjidadê* [Kanyidê], *Akamadê*, *Kouloudê* et *Sokodé-Kabraï* (le

quartier de Tchawânda, connu à l'époque sous le nom de « *Tchaouroundé* », n'est pas cité, sans qu'on sache pourquoi, alors que sont mentionnés Akamadê et Kanyidê qui lui sont jointifs). Le conseil municipal se met en place au début de l'année suivante (première séance de trois jours, les 7, 8 et 9 janvier). Est-ce le début d'une prise de conscience des habitants, juridiquement devenus des citoyens? La seconde équipe municipale, élue en 1959, aura à cœur de tout faire pour que Sokodé tienne honorablement son rang de seconde localité du pays (Barbier 1993). C'est assurément dans ces années 1950 que Sokodé devient une véritable ville. Au recensement de 1960, elle atteignait près de 15 000 habitants, devant Kpalimé (12 000) et Aného (10 500).

Dès lors, Sokodé ne peut plus se gérer comme un ensemble de villages. La mise en place de réseaux et leur entretien s'avèrent nécessaires: rues, caniveaux pour l'écoulement des eaux de ruissellement, approvisionnement en eau potable, distribution de l'électricité, branchements téléphoniques, etc. Également, des réseaux externes, reliant la ville à d'autres localités, illustrés ici par un historique de la poste, depuis sa création, en 1908, par les Allemands. La ville, ce sont aussi des réseaux qui fonctionnent...

Les lotissements de l'Administration

Le lotissement du Marché

En 1925, l'administration française lance un lotissement commercial bien situé sur la route de Bassar, qui est alors l'itinéraire utilisé pour aller plus au nord. Sa superficie de 9 hectares est subdivisée en 20 lots (16 de 24 ares et 4 de 36 ares). Au centre, une place est destinée à servir de grand-marché (par rapport au marché du Zongo datant de la période allemande¹).

Cette initiative rencontra d'abord un succès certain, puisque 15 lots furent vendus les cinq premières années (de 1925 à 1930) et tous les lots avaient trouvé acquéreurs en 1948. Les grandes maisons de l'époque y étaient représentées, ainsi que des commerçants européens individuels (J.-B. Carbou à Lomé, G. Curtat à Atakpamé) et des agents de commerce togolais. Cependant la grave crise économique des années trente gèle les réalisations, et les constructions en dur seront rares. Autre changement imprévu : la route du Nord passe désormais par Kara, grâce à un nouveau pont sur la rivière Kara ; si bien que les commerçants se reporteront tout naturellement sur ce second axe.

La commune de Sokodé, lors de son érection en 1951, hérite du coup d'un lotissement pratiquement vide. Elle demande un projet à l'ingénieur Reinette qui dirige les Travaux publics, projet présenté en séance municipale du 8 janvier

1952 : « *Le marché couvert serait constitué par un bangar métallique de 20 mètres sur 10, auquel seraient ajoutées de chaque côté des vérandas couvertes de 5 mètres de large. Dans la partie centrale formée par le bangar seraient aménagés des stands faits de bois et de métal déployé, avec possibilité de fermeture [le conseil municipal décidera effectivement leur fermeture par un grillage en sa séance du 12 janvier 1953], qui seraient loués à des commerçants suivant un mode à définir ultérieurement. Sous les vérandas couvertes seraient installés les vendeurs des produits divers. Seraient ainsi établis 40 stands de 1m80 sur 1m50 et 56 places de revendeurs de 1m50 sur 1m25, avec des allées de 2 mètres de large* ».

Les stands sont loués par adjudication à 300 F par mois, 100 F pour les places sous la véranda, 90 F pour les abris extérieurs. Le balayage du marché est à la charge de la Mairie, en dehors des stands ; il est effectué par deux manœuvres (séance du 12 janvier 1953).

Sur ce, le marché du Zongo fut fermé sur décision du conseil municipal le 12 janvier 1953². Le marché central fonctionna ainsi sans concurrence de 1953 à 1958. Son agrandissement est prévu pour le second semestre 1957, avec la construction de 10 éléments de marché de 20 mètres de long tout autour du bâtiment existant (conformément au plan et devis présentés par le Service des Travaux publics – Nord en séance du conseil municipal,

Les lotissement de l'Administration

le 22 mai 1957). Mais à la suite des élections du 27 avril 1958, la voix populaire se fait entendre, qui demande, par l'intermédiaire du député Mama Arouna, la suppression de certaines taxes perçues sur le marché central et le rétablissement du « petit-marché » à son premier emplacement, au quartier Zongo. Les taxes sont maintenues, mais le second point accepté. Concurrencé, le grand-marché ne sera plus rentable. Il sera définitivement fermé lorsque, sur le petit-marché, s'élèvera une bâtisse à deux étages, présentant 1 800 m² de superficie construite, baptisée le 19 février 1972 « Marché Général Étienne Eyadéma » par les membres de la Délégation spéciale (réunis en séance élargie aux membres du bureau régional du Rassemblement du peuple togolais, RPT, alors parti unique).

Si son destin commercial n'a pas pu se concrétiser, ce lotissement n'en a pas moins joué un rôle important car il a permis l'implantation d'activités tertiaires en plein cœur de l'agglomération. Les Églises chrétiennes en ont profité : au lot acquis en 1927 par le vicariat apostolique du Togo, se sont ajoutés quatre autres lots achetés par l'évêché de Sokodé de 1970 à 1975 (l'un a été utilisé pour y construire une librairie moderne) ; les Assemblées de Dieu et l'Église évangélique presbytérienne du Togo y ont leur lieu de culte. L'Administration a construit un bâtiment consacré aux Affaires sociales, comportant une grande salle de réunion et une cour intérieure pouvant servir de théâtre de plein air. Elle a récupéré les lots vacants pour aménager un parking pour poids lourds, y installer un groupement interprofessionnel d'artisans (GIPATO), etc. Elle a réaffecté le bâtiment central à d'autres usages, d'abord en le mettant à la disposition de « Togograin » (entreprise publique chargée de réguler le commerce des céréales), comme entrepôt, puis en lui assignant un rôle culturel : c'est maintenant un « Mini-complexe Culture et loisirs » comprenant un vidéoclub, une salle de bibliothèque et un embryon de musée régional. Enfin, une banque (la Banque togolaise de développement, BTM) y a élevé un imposant bâtiment à un étage.

Le lotissement de la route des Cabrais

En janvier 1932, l'Administration ouvre un lotissement résidentiel, de part et d'autre de la route des « Cabrais » (ethnonyme utilisé alors pour désigner les populations aujourd'hui dénommées Kabyè), soit 71 lots, dont la plupart font 612 m² de superficie³. Un minimum d'assainissement a été réalisé grâce à des caniveaux et à une voirie empierrée. Tous les lots ont été vendus de 1932 à 1949, chaque lot donnant lieu à un titre foncier délivré en tant que concession provisoire, laquelle devient « définitive » dès qu'il y a construction. L'Administration veut ainsi aider à l'installation d'immigrés, nombreux parmi ses propres employés (enseignants, agents de santé, employés de bureaux, etc.) et ceux des maisons de commerce, qui sont pour la plupart originaires du Sud. Le long de la route principale, les lots ont été récupérés (achetés ou loués) pour des activités commerciales ou artisanales. Il reste encore aujourd'hui des lots non bâtis.

Le lotissement du Fonds commun

L'initiative en revient à la première équipe municipale, lorsque Sokodé était encore une commune mixte. Un projet de lotissement « à bon marché » est présenté en ces termes à la séance du 12 juillet 1957 : l'administrateur-maire « *souligne l'intérêt majeur que présente pour la ville la création d'un quartier moderne qui sera l'amorce du futur Sokodé et surtout l'intérêt social que présente pour la population la mise en chantier de constructions pouvant être acquises dans les meilleures conditions financières* » ; il est entériné lors de la même séance : « *Le Conseil municipal à l'unanimité demande la mise en route d'urgence de ce lotissement, par la construction de quatre maisons témoins qui serviront de modèles soumis au choix des acquéreurs* ».

Une partie du titre foncier TF n° 2875 (celui qui concerne la colline administrative, propriété

du Territoire) est utilisée pour cette opération, soit un peu plus de 2 ha (22 628 m²) représentant 36 lots d'environ 630 m² chacun ; l'affaire est confiée à un « Fonds commun » géré par le Crédit du Togo, lequel passera la main ultérieurement, après apport-fusion, à son héritière, la BTM.

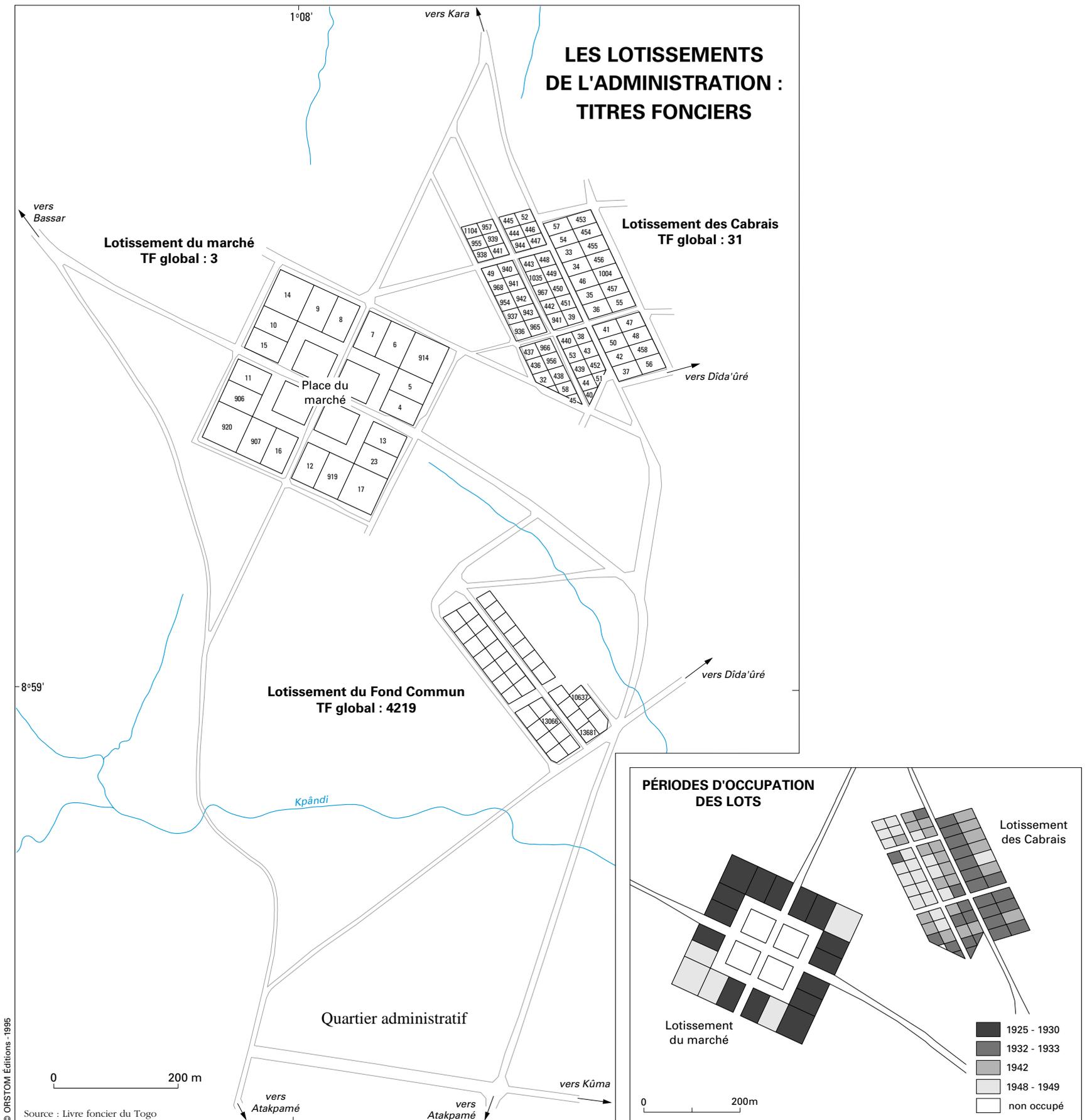
On veut un centre-ville digne de ce nom et le modèle d'habitat choisi est celui de la villa. Des cadres autochtones ou immigrés vont y investir effectivement, mais pas toujours y habiter, certains préférant louer leur construction « haut standing » à des coopérants étrangers ou à des services administratifs.

Pour en savoir plus, voir BARBIER Jean-Claude, 1987 – « Les lotissements et leur destin, l'exemple de Sokodé au Togo », dans Nicole Haumont et Alain Marie (éd.) – *Stratégies urbaines dans les pays en voie de développement ; politiques et pratiques sociales en matière d'urbanisme et d'habitat*, Paris : L'Harmattan, tome II, pp. 20-43 (actes du colloque international de ce nom, tenu à Paris les 25-28 septembre 1985).

1) Nous avons vu que ce marché était mentionné sur une carte de 1908 dressée par Hoffbauer ; il prenait le relais du marché précédent, qui se trouvait à l'intérieur de Dida'ûré, à Yarada (place de l'actuelle mosquée du Vendredi).

2) Cette suppression n'est pas appréciée par les petits vendeurs (des deux sexes), qui se voient contraints de payer des taxes plus élevées. En séance municipale du 29 juin 1953, l'administrateur-maire fait état de contre-propositions de la part des vendeurs, et se montre enclin à une révision des tarifs à la baisse.

3) « *L'adjudication des lots faisant partie du lotissement de la route des Cabrais à Sokodé doit avoir lieu le 23 janvier 1932* » (Rapport du 4^e trimestre 1931 du chef de cercle de Sokodé).



Les villages qui vont vers la ville

Parallèlement à une immigration de caractère individuel, Sokodé s'est enrichi de déplacements collectifs-de villages environnants-; ceux-ci prenant la décision de venir s'y agglomérer afin de bénéficier des équipements sanitaires et sociaux et, pour certains, de préserver les droits fonciers qu'ils détiennent dans le périmètre urbain.

De Tchawurondé à Tchawânda, Kanyidê et Akamadê

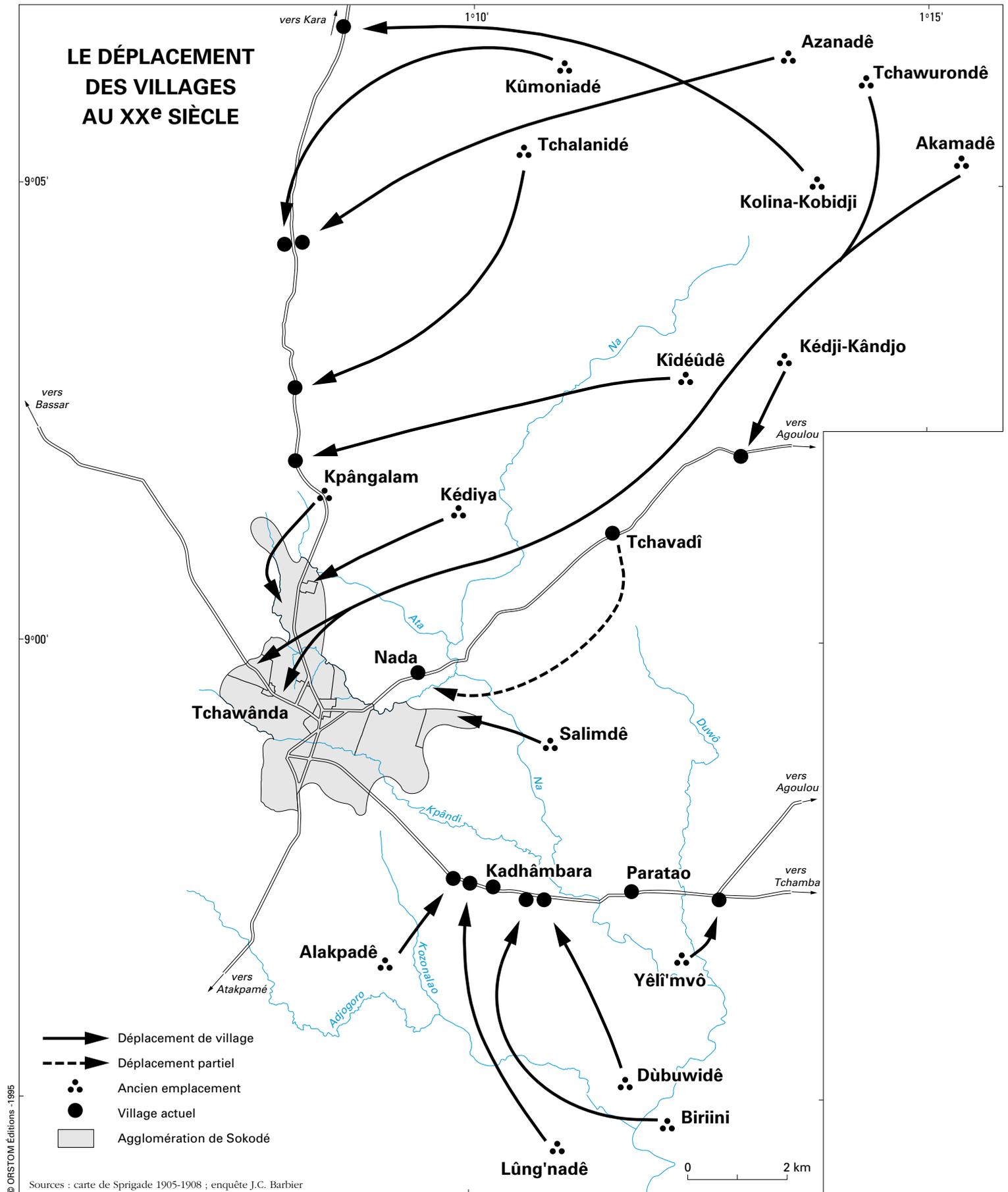
Dans les années trente, l'administration française incite les montagnards du Nord-Togo à descendre en plaine et à coloniser les larges vallées de l'Anié et du Mono, entre Sokodé et Notsé. Elle s'adresse aux Kabyê, Nawdba (appelés «-Losso-» à l'époque) et Lâmba-; mais aussi aux populations installées au XIX^e siècle sur le Korông'na, avant-poste isolé du Plateau koto-koli, immédiatement au nord-est de Sokodé. Tchawurondé répond à l'invitation, avec deux localités voisines que l'administration allemande, lors d'un dénombrement de la population en 1911, avait identifiées comme étant deux de ses quartiers, Akamadê et Kanyidê¹-; mais préfère s'installer au nord-ouest du quartier administratif de Sokodé. C'est un apport démographique non négligeable, car les Allemands avaient dénombré pas moins de 1 200 habitants à *Tscha-urondae* (dont 136 habitants pour Akamadê). Tchawurondé était au piémont septentrional du plateau, en contrebas de Kolina-Kobidji (qui, en ce temps, avait reçu la

chefferie de canton, avec commandement sur les localités du Korông'na). Le village n'avait pas encore effectué son déplacement en 1934, lorsque l'administrateur français Marc Gradassi y passa en tournée-; celui-ci, le 16 mai, visita successivement *Tchaourondé*, *Azanadé*², *Akamadê* et *Kandjédidê*-; aujourd'hui, Tchawânda à Sokodé, Azanadê à Kûmoniadé, Akamadê et Kanyidê à Sokodé. En août 1951, une carte de Sokodé mentionne les quartiers *Akamade* et *Kagnidai*, mais, curieusement, le nom de Tchawurondé n'apparaît pas alors que le bâti correspondant est figuré. Le déplacement a bien été total, car, si la carte IGN de 1969 mentionne encore *Tchaourondé* à son emplacement d'origine, aucun point n'y représente un habitat (alors que, non loin de là, un point indique la présence d'un hameau à *Azanadê*).

Les nouveaux venus s'installèrent le long de la route de Bassar, côté nord, et à l'est des premiers équipements (l'école régionale – depuis Ecole centrale –, le lotissement du Marché, la mission catholique). Tchawânda constitue, avec Akamadê et Kanyidê, un ensemble qui avait déjà plus de 5 000 habitants en 1970 et entre 8 500 et 10 000 en 1981.

Kpângalam et Kédiya, au nord de la ville

Le village de Kédiya, fondé par des ressortissants du clan Nintché, à près de 5 km à vol d'oiseau au nord-est de la ville dans l'angle formé par la route du Nord et celle de Tchavadî, se trouvait trop à



l'écart des voies de communication modernes. Aux environs de 1951, les villageois demandèrent à la chefferie de Kpângalam l'autorisation de s'installer sur la rive droite de l'Ata, à la périphérie septentrionale de la commune de Sokodé dans ses limites d'alors.

L'interfluve entre les rivières Ata et Kpôndjo, où Kédiya s'est installé, appartient en effet dans son ensemble à la chefferie de Kpângalam. Des ressortissants de cette dernière chefferie s'y sont installés à leur tour dans les années soixante, l'ensemble du village achevant son déménagement après 1970. Dorénavant devenu quartier urbain, Kpângalam voit sa population augmenter rapidement, d'autant plus que son chef coutumier, détenteur du patrimoine foncier de la communauté villageoise, pratique une politique d'ouverture en vendant les lots à un prix raisonnable (de 30 à 50 000 F CFA le lot de 600 m² au début des années quatre-vingt).

Nada et Salimdê, à l'est

Enfin, des Koli de Kîdêûdê, rejoints par des habitants de Tchavadî, se sont rapprochés de la ville, à environ un kilomètre du Kpôndjo, formant un nouveau quartier de 530 habitants en 1981. L'écart est occupé par le petit aéroport de Sokodé et le cimetière musulman (en fait un terrain non aménagé). Le prêcheur musulman *El-badj* Bukari (dit Modjolobo), au début des années cinquante, s'était pris d'affection pour ce hameau qu'il avait surnommé «Dar El-Salaam», c'est-à-dire «lieu de paix»; il fréquentait régulièrement une ferme peule entre Nada et Tchavadî, Uro-Farigadima, qui lui servait de lieu de retraite (Barbier 1991: 85).

Dans les années quatre-vingt, ce fut au tour de Salimdê d'intégrer, comme un seul homme, l'agglomération de Sokodé, en traversant la Na avec ses 1 042 habitants, là aussi pour des raisons de commodité (naguère sur la rive gauche de la Na, le village était coupé de la ville à chaque crue), mais aussi pour maintenir des



Sokodé dans les années trente
Les quartiers qui composent l'agglomération ont encore une allure de village.

droits fonciers puisque c'est lui qui accorda du terrain à Kulung'dê.

Les localités de la périphérie

Installés à la périphérie rurale, de petits hameaux de colonisation agricole (comme Akokodê, présent avant 1948 à l'est du quartier administratif), des fermes dispersées (par exemple des cultivateurs «-losso-» au nord-ouest de la ville) et des campements peuls participent à la ville en fréquentant le marché et les équipements. Mais l'urbanisation atteint également des campagnes plus lointaines. Les villages se greffent le long des axes routiers et bénéficient ainsi d'une plus grande accessibilité aux services urbains: Kîdêûdê, Tchalanidê, Kûmoniâdê et Azanadê (jointifs, de part et d'autre de la route), et Kolina-Kobidji, le long de l'axe nord, Alakpadê, Lûng'nadê, Biriini et Dùbuwidê, le long de la route de Tchamba. Désormais, les villages s'échelonnent le long des routes, parfois se touchent, constituant alors de véritables conurbations villageoises (par exemple celle qui va d'Alakpadê à Dùbuwidê et qui concerne cinq communautés historiques, dont trois ont rang de village administratif, soit un total d'environ 4 000 habitants en 1981).

1) Respectivement pour les Allemands, Tscha-urondae, Akamadae et Kaniedadae.

2) *Asanadae* pour les Allemands, *Azanadé(è)* sur les cartes IGN.

Annexe

TCHAWÂNDA, KANYIDÊ, AKAMADÊ¹

Tchawânda fut fondé par deux frères originaires de Savé, au Bénin actuel, qui, en même temps, formèrent avec leurs dépendants un nouveau clan, le clan Kpândé². Ils s'affirmèrent comme grands féticheurs; l'aîné portait le titre de sa fonction, puisqu'on l'appelle Tcha Lizôndo Ndjéwu: père (*tcha*) et non chef (*uro*) car l'intéressé est simplement chef de famille, «gardien» (*ndo* =propriétaire, «celui qui a») d'un fétiche (*lizô*), Ndjéwu étant le nom propre de l'intéressé. À leur arrivée à Sokodé, les gens de Tchawurondê, soucieux de leur réputation religieuse, jetèrent leur dévolu sur une butte rocheuse, sise à l'ouest du quartier administratif, sur la rive gauche du Kpândi. Ils en firent le haut-lieu d'une divinité protectrice, Uro-Lômbô. A partir de là, ils élaborèrent un premier mythe d'ancienneté: Tchawânda était déjà à Sokodé avant l'arrivée des Allemands (sic!), mais ceux-ci ayant eu la malencontreuse idée d'aplanir le piémont de la butte pour en faire un champ de tir, Uro-Lômbô n'apprécia pas les salves et conseilla l'exil. Ils se retirèrent alors dans le Korông'na et n'en redescendirent que sous l'administration française.

L'ancêtre de Kanyidê, Akpo Kanyodê, du clan Kozi-Nawô, est parti de Lûng'nadê pour aller s'installer à Tchawurondê, à l'extrémité nord du plateau du Korông'na, à l'est d'Azanadê, en contrebas du plateau. La fondation semble récente: site en piémont et faible profondeur de la liste des chefs. Cette chefferie «tourne» entre trois lignées dynastiques: Uro-Bang'na, Uro-Djôbo et Uro-Akpo. C'est le chef voisin de Tchawurondê qui choisit le nouveau chef. Après l'ancêtre fondateur, on se souvient d'Akpo Bang'na, qui régna six ans au temps des Allemands, puis de Bang'na Moru, dont le règne aurait commencé trois ans après le départ des Allemands (donc vers 1917) pour une longue période de 60 ans! Djôbo Abdulaï règne depuis 1976 (l'année où le Président a supprimé l'impôt de capitation pour les non-salariés). Enfin, Akamadê, hameau du Korông'na, fut fondé par des Kôbu, clan n'existant qu'en ce seul endroit. 136 personnes y résidaient en 1911.

1) J.-C. Barbier, enquête 1983.

2) Ce clan est presque entièrement localisé à Tchawânda; un seul segment extérieur a été identifié à Kadhâmbara.

La croissance de la ville

L'évolution de la population totale de la ville, 1911-1981

Les Allemands dénombrent, en 1911, plus de 2 000 habitants à Dida'ûré, Kulung'dé (qu'ils ne distinguent pas de Dida'ûré pour cette opération) et Kûma.

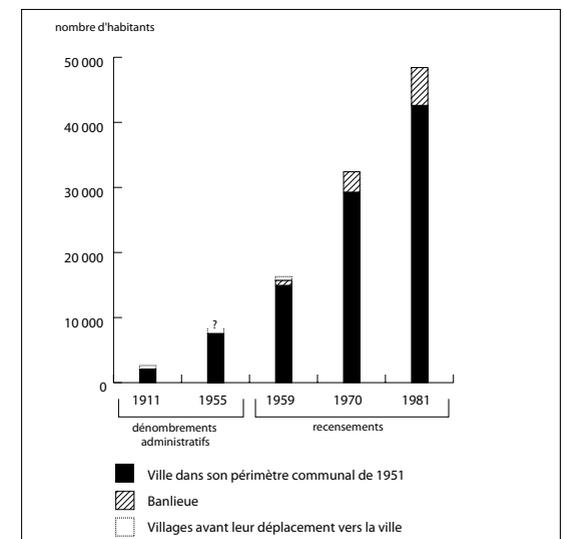
Jusqu'à l'érection en 1951 d'une commune à Sokodé, les dénombremens administratifs laissent les villages composant Sokodé dans le grand canton de Paratao (dit encore « canton central », puis « canton de Komah » à partir de 1949 lorsque le siège de la chefferie supérieure des Kotokoli sera installé dans ce village). En 1953 (rapporté par P. Alexandre 1963 : 232) la population rurale de ce canton est comptée à 21 174 habitants et P. Alexandre est obligé de faire une estimation, d'environ 5 000 habitants, pour l'agglomération sokodéenne. Cette estimation s'avère quelque peu sous-évaluée, car, deux ans plus tard, en 1955, la commune de Sokodé a officiellement 7 543 habitants. Entre 1911 et 1955, le taux d'accroissement annuel aurait été de 3 %.

Le recensement de la population en 1959¹ apporte une surprise de taille (au double sens du terme !), puisque Sokodé compte désormais près de 15 000 habitants, soit deux fois plus que le dénombrement administratif que nous venons de mentionner. La courbe reproduisant l'évolution démographique de la ville se casse au point de jonction entre dénombremens administratifs et recensements de la population (*figure n° 4*) : le

taux d'accroissement annuel est désormais beaucoup plus élevé, de l'ordre de 7,4 % de 1959 à 1970 (et de 5,5 % de 1959 à 1981). Cela signifie que l'urbanisation rapide, par exode rural – phénomène général en Afrique noire au moment des Indépendances –, s'est faite dès les années 1955.

Le hiatus entre les deux méthodes de comptage de la population s'explique en partie par le statut des immigrés récents : ils sont dénombrés dans leur village d'origine (où ils restent inscrits pour payer l'impôt de capitation) sous l'administration coloniale, mais comptés comme résidents lors des recensements lorsqu'ils sont en ville depuis plus de six mois.

Figure 4
ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE SOKODÉ,
1911-1981



Sources: dénombremens de 1911 et 1955; recensements de 1959, 1970 et 1981.

La croissance de la ville

D'une façon générale, la population urbaine semble avoir été sous-estimée durant la période coloniale. Rares d'ailleurs sont les administrateurs coloniaux qui s'intéressent aux milieux urbains ; R. Cornevin fait exception avec une présentation d'Atakpamé (1956) et de Bassar (1957) ; mais J.-C. Froelich et P. Alexandre, dans leurs écrits des années soixante, jouent toujours aux ethnologues, scrutant l'origine des groupes fon-

dateurs, leur histoire et leurs us et coutumes, mais ne disant rien sur la ville qui naît sous leurs yeux.

Dans ces années soixante, l'agglomération de Sokodé accueille de nouveaux venus qui sont non seulement des immigrés individuels mais des communautés rurales toutes entières : ce sont, Kédiya, puis Kpàngalam et, plus tard, après 1970, Salimdê (Barbier 1986). Le recensement de 1970, fidèle au cadre communal, les maintient en dehors de la ville (mais nous les avons réintroduits dans nos calculs). Ces anciens villages, devenus quartiers de banlieue (au nord pour les deux premiers, à l'est pour le troisième), augmentent très rapidement en population, le territoire de Sokodé commençant à être saturé. Le recensement de 1981 les intègre enfin à l'agglomération, et un élargissement du périmètre communal confirme leur appartenance à la ville.

Afin d'apprécier l'augmentation de la population urbaine, nous avons réintroduit les villages périphériques qui sont aujourd'hui dans l'agglomération sokodéenne. Cet exercice est par ailleurs l'occasion de préciser les unités résidentielles qui apparaissent comme telles dans les recensements – et qui ne sont pas toujours les mêmes d'un recensement à l'autre –, et de proposer des regroupements géographiques susceptibles de supporter des comparaisons statistiques en neutralisant en quelque sorte les différences

par leur inclusion dans des ensembles plus larges. Les résultats du recensement de 1981 sont donnés selon trois modes de calcul : les résultats provisoires (RP), les résultats définitifs (RD), mais qui n'ont pas été publiés, leur fiabilité n'étant pas suffisamment garantie, enfin une évaluation (EV) à partir des résultats provisoires par zone de dénombrement et du recensement précensitaire, et en tenant compte d'un relevé des limites de quartier. Les statistiques relatives aux quartiers seraient assurément plus lisibles si elles correspondaient à des unités cartographiées au préalable et stables dans le temps. Pour Dida'ûré, les résultats du recensement de 1981 ont été donnés par sous-quartiers (correspondant aux cellules du RPT) : *Didawire* (DI), *Alhandou* (AL), *Akpalime* (AK) et *Kpandidjo* (KP).

Les nouveaux quartiers

Aux communautés historiques déjà en place ou venues s'agréger à la ville, se sont ajoutés des quartiers constitués progressivement par immigration individuelle. Lorsqu'il y avait perception de l'impôt de capitation par les chefs de quartier, ces nouveaux quartiers étaient représentés chacun par un chef non coutumier auprès de l'Administration. Les cellules de base du parti unique ont pris un peu la relève de cette représentation, mais à présent une certaine situation d'anomie sociale prévaut. Ces quartiers non traditionnels peuvent toutefois compter sur un certain nombre de chefs de famille qui font figure de « notables » : commerçants yoruba du quartier Zongo, fonctionnaires et hommes d'affaires de Kossobio, etc.

Ces quartiers ont une certaine coloration ethnique, non par volonté d'assigner à chacun une place dans un ghetto, mais tout simplement par une logique spatiale de proximité. Les commerçants yoruba se sont groupés autour du marché allemand, formant ainsi le Zongo ; les originaires du Nord-Togo (Kotokoli de Dawdê et de Bafilo, Kabyê, Lâmba, Nawdba) se sont retrouvés à Barrière, à la sortie nord de la ville ; les Basar ont fait de même, mais à la sortie nord-ouest. Ceux du Sud n'ont pas pu procéder de cette manière, car ils en ont été empêchés

SOKODÉ (POPULATION AGGLOMÉRÉE ET VILLAGES),
PAR GROUPE DE QUARTIERS, 1911-1981

quartier	1911 (a)	1955	1959 (a)	1970	1981 (b)		
					RP	RD	EV
Dida'ûré	11 494					6 389	
DI (c)					4 842	4 108	
AL (c)					2 252	2 264	
AK (c)					361	587	
KP (c)					958	948	
Kulung'dê				3 467	5 184	4 645	4 656
Zongo				2 636	3 742	4 134	1 372
Kossobio				6 124	4 892	4 442	3 583
Kpalo-Kpalo					1 395	1 873	2 071
s/total Centre et N-E	(d) 1 793			18 616	23 626	23 001	23 176
Kûma	261			2 716	5 430	5 570	5 430
Quartier administratif				1 264	964	995	964
ferme Akokodê					73	71	73
s/total Sud	261			3 980	6 467	6 636	6 467
Tchawânda				3 988	2 423	3 077	6 773
Kanyidê					1 153	1 142	525
Akamadê				1 126	4 162	4 338	2 599
Barrière				1 503	4 541	4 165	3 029
s/total Nord-Ouest				6 617	12 279	12 722	12 926
limite commune 1951	2 054	7 543	14 877	29 213	42 372	42 359	42 569
Tchawurondê (e)	1 201						
Kpàngalam	235		636	2 313	3 471	3 310	3 858
Kédiya	200		180	310	970	987	386
Salimdê	150		571	520	1 042	1 293	1 042
Nada					531	470	531
s/total villages/banlieue	585		1 387	3 143	6 014	6 060	5 817
ensemble (g)	3 840		16 264	32 356	48 386	48 419	48 386

Sources: dénombrements de 1911 et 1955; recensements de 1959, 1970 et 1981.

(a) en italique: village avant le déplacement vers la ville

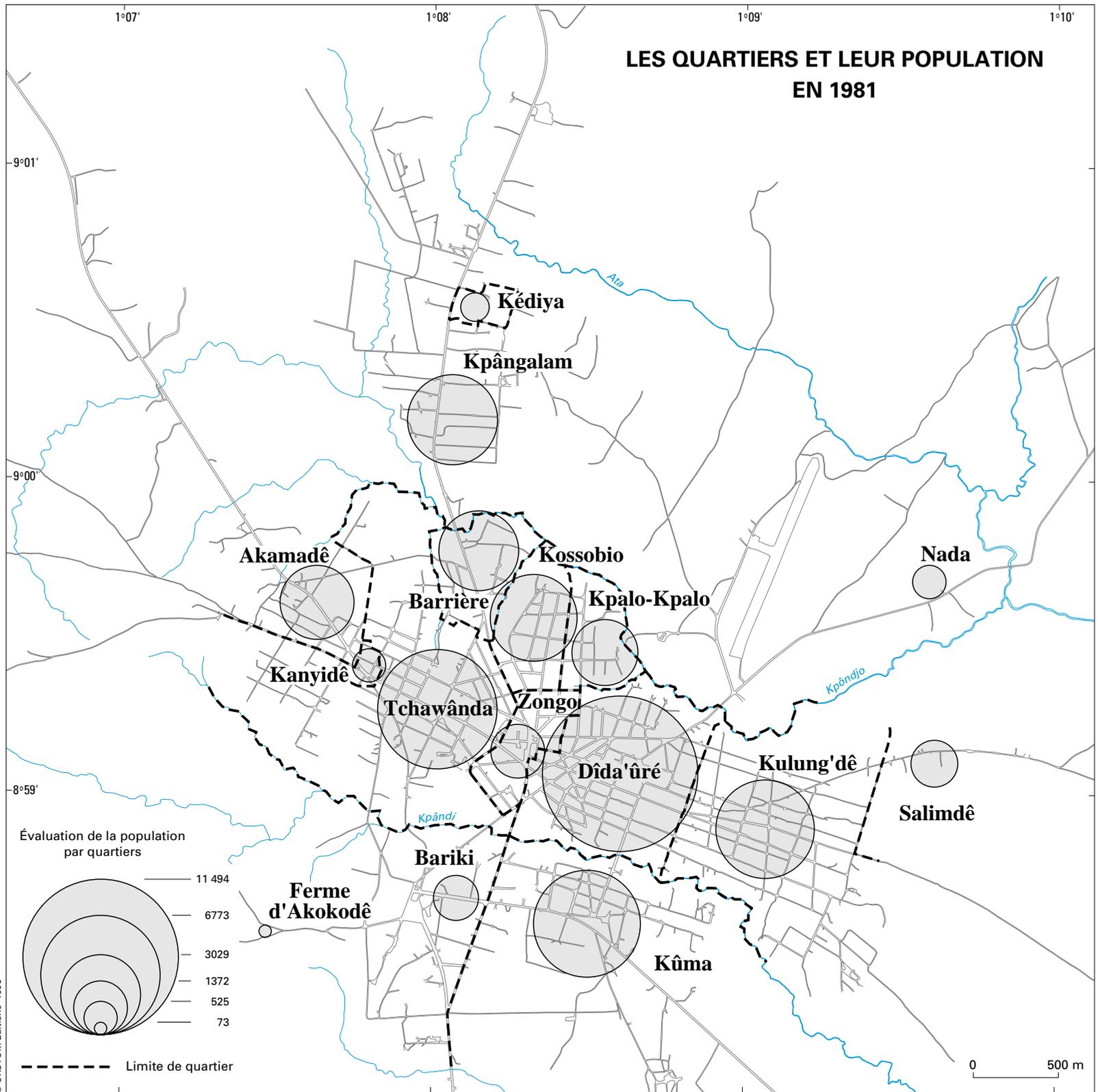
(b) RP =résultats provisoires; RD =résultats définitifs; EV =évaluation J.-C. Barbier

(c) cellules du RPT: DI =*Didawire*; AL =*Alhandou*; AK =*Akpalime*; KP =*Kpandidjo*

(d) Dida'ûré +Kulung'dê +Zongo

(e) sur son site initial, comprenait Tchawânda +Kanyidê +Akamadê

(g) commune dans son périmètre de 1951 +villages avant leur déplacement vers la ville et/ou banlieue



Sources : recensement de 1981 ; enquête J.C. Barbier

La croissance de la ville



Fours à briques
Au pied de la colline administrative,
la briqueterie a été au service des constructions
modernes.

par la forêt protégée qui s'étendait entre Kûma et Tchalo, mais ils se sont retrouvés à Kossobio et dans son prolongement qu'est Kpalo-Kpalo.

Une hiérarchie faite à la fois d'ancienneté d'immigration et d'aisance est visible dans leur paysage : aux maisons en dur qui bordent la route principale succèdent, en profondeur, des constructions plus modestes et en matériaux provisoires ; les premières, au sommet des interfluves qu'empruntent les routes, ne sont pas gênées par les eaux de ruissellement, alors que les dernières constructions se rapprochent des ruisseaux à leurs risques et périls.

Le développement de l'agglomération

La carte allemande de septembre 1908, dressée par Hoffbauer, témoigne du développement spontané d'un *zongo* autour du marché installé par les Allemands. La route de Kara n'existe pas encore et c'est la route de Bassar qui constitue, dans le prolongement de celle de Lomé, l'axe

principal. Montant vers le nord, on peut ainsi passer à Sokodé (plus précisément au poste administratif) en laissant les « villages » sur la droite, sans y pénétrer. Aux chemins vicinaux qui relient les villages (Dida'ûré à Paratao en passant par le petit hameau de Kulung'dê, Kûma à Kadhâmbara, Kûma à Kulung'dê - mais la carte ne repère pas de liaison directe importante entre Kûma et Dida'ûré, sans doute à cause de l'absence d'un gué pour traverser la rivière Kpândi dans de bonnes conditions), les Allemands ont ajouté une voie reliant le poste à Dida'ûré et au marché du Zongo.

Alors que les chemins étirent la carte vers l'est, en direction de Paratao et de Kadhâmbara, aucune mention n'est faite des villages kotokoli plus au nord : Kpângalam et Tchavadi².

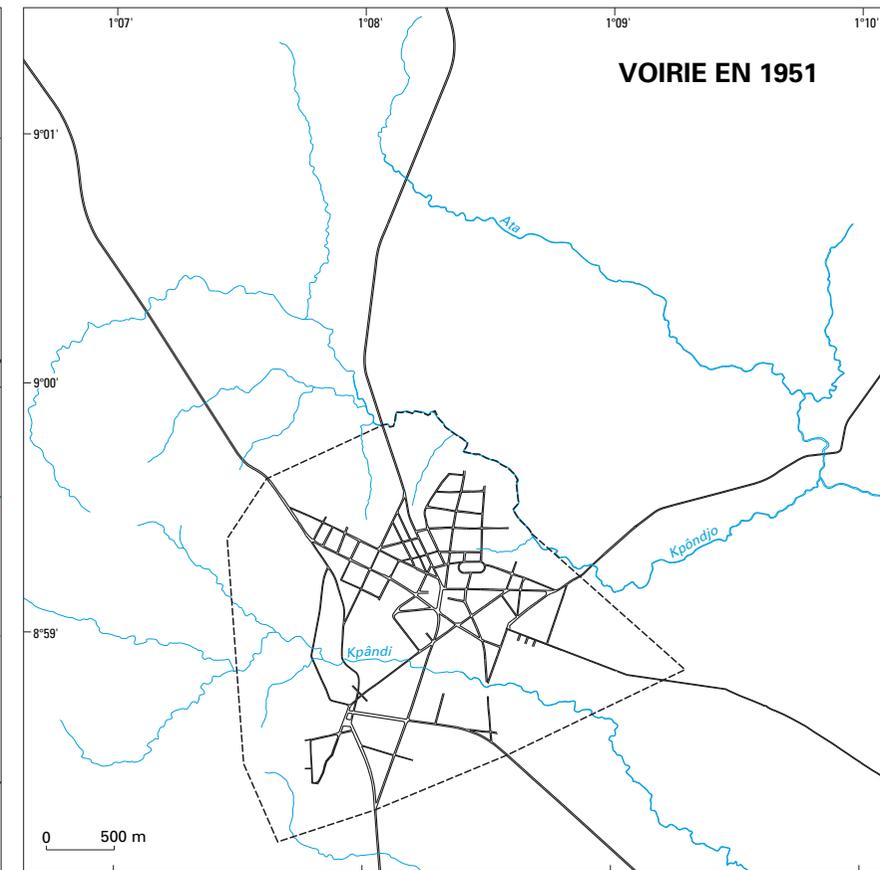
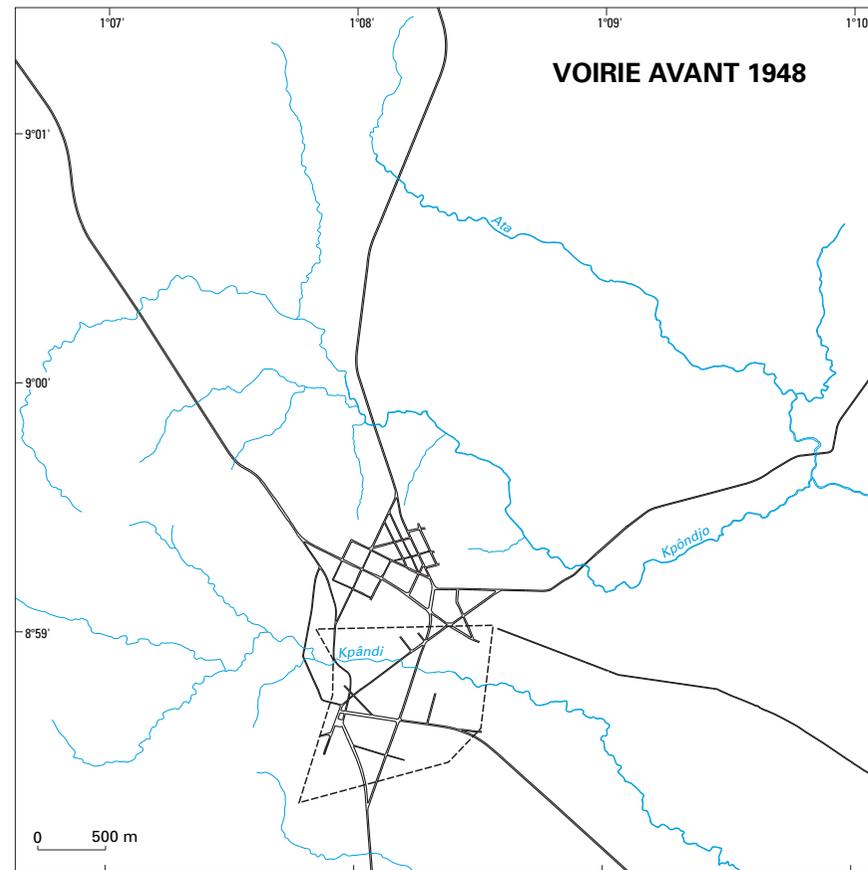
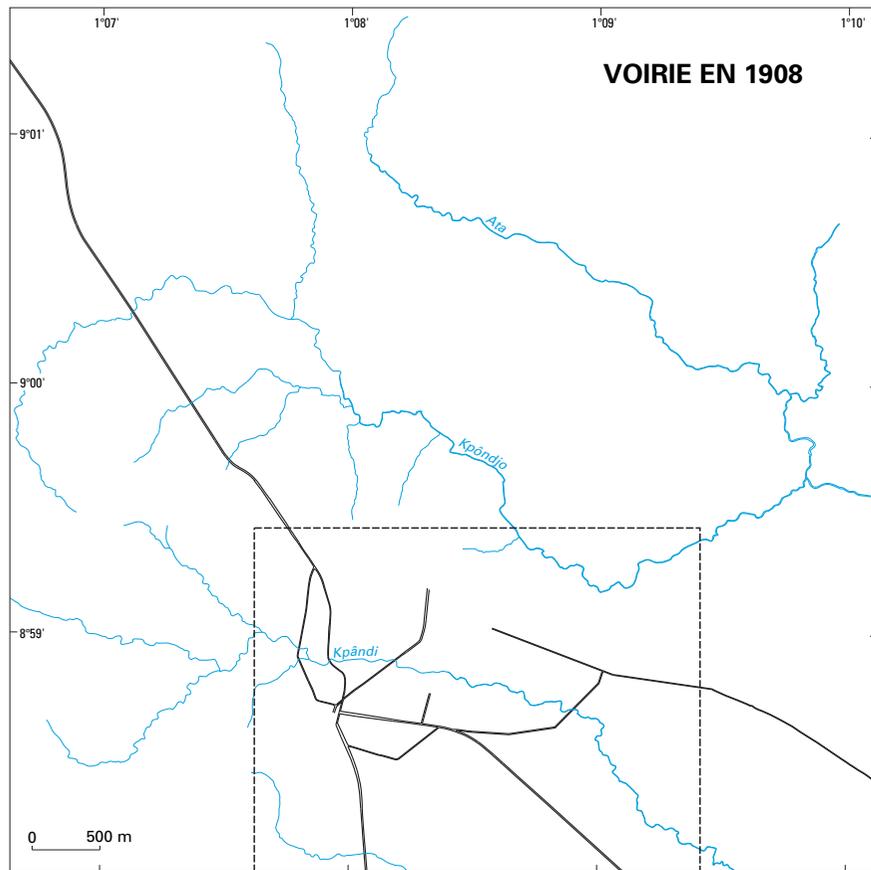
Toutefois, le sergent-ingénieur Rinkleff, arrivé en mai 1909, s'occupera entre autres de la piste vers Bafilo, en la renforçant avec des pierres pour la montée de l'abrupt du plateau kotokoli au niveau d'Alédjo-Kadara³. Les premiers missionnaires de la Société du Verbe divin (SVD)⁴ l'empruntèrent lorsqu'ils fondèrent en ce dernier village la première mission chrétienne du Nord-Togo, le 13 mars 1913⁵.

Dans les années trente, la route des « Cabrais » devient la route principale vers le nord, au détriment de celle passant par Bassar. L'ancienne route, qui descendait de la colline administrative du côté ouest, devient inutilisable aux véhicules car le pont sur le Kpândi est détruit, comme l'indique une carte de décembre 1948⁶ : la route de Bassar se greffe désormais sur celle de Lomé - Kara, au niveau de Dida'ûré.

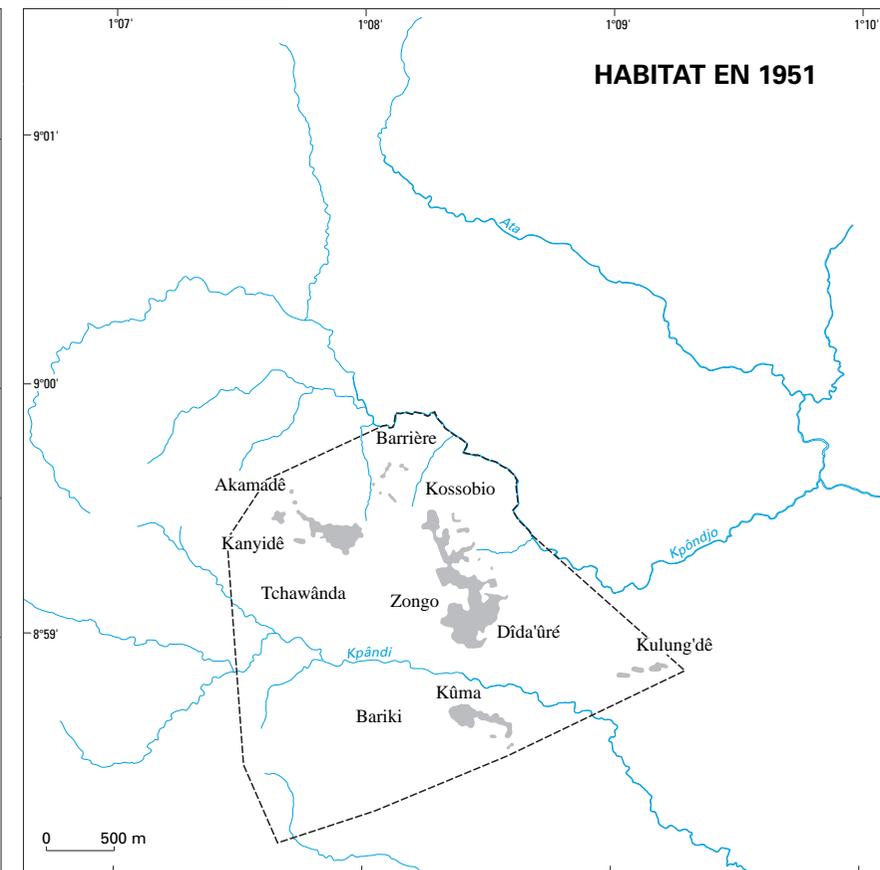
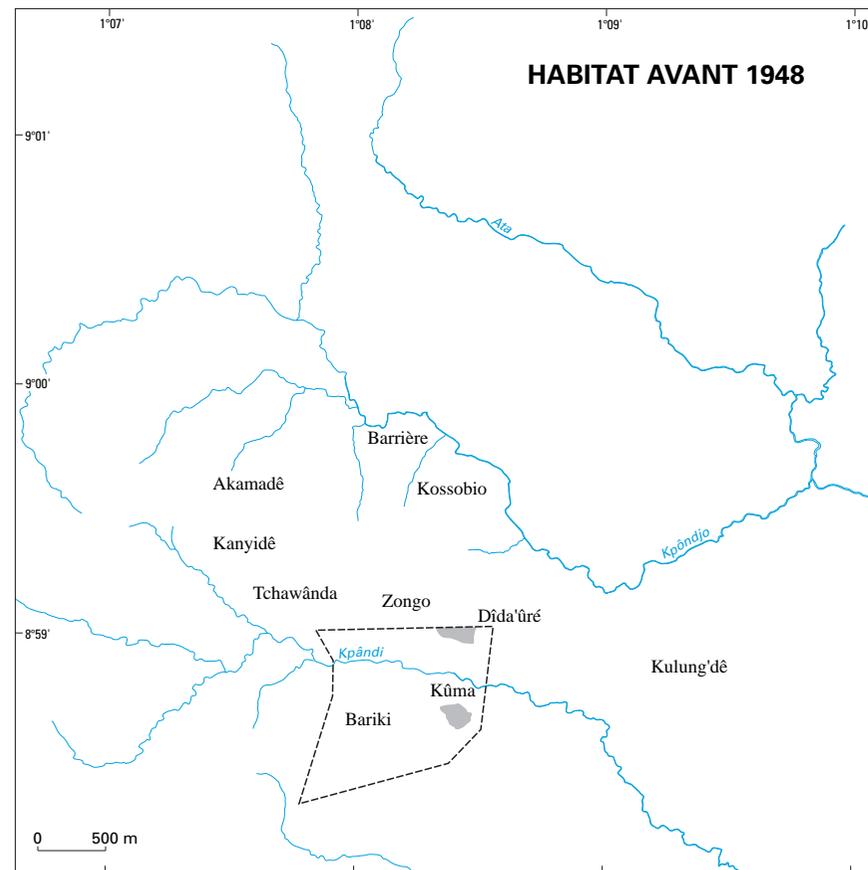
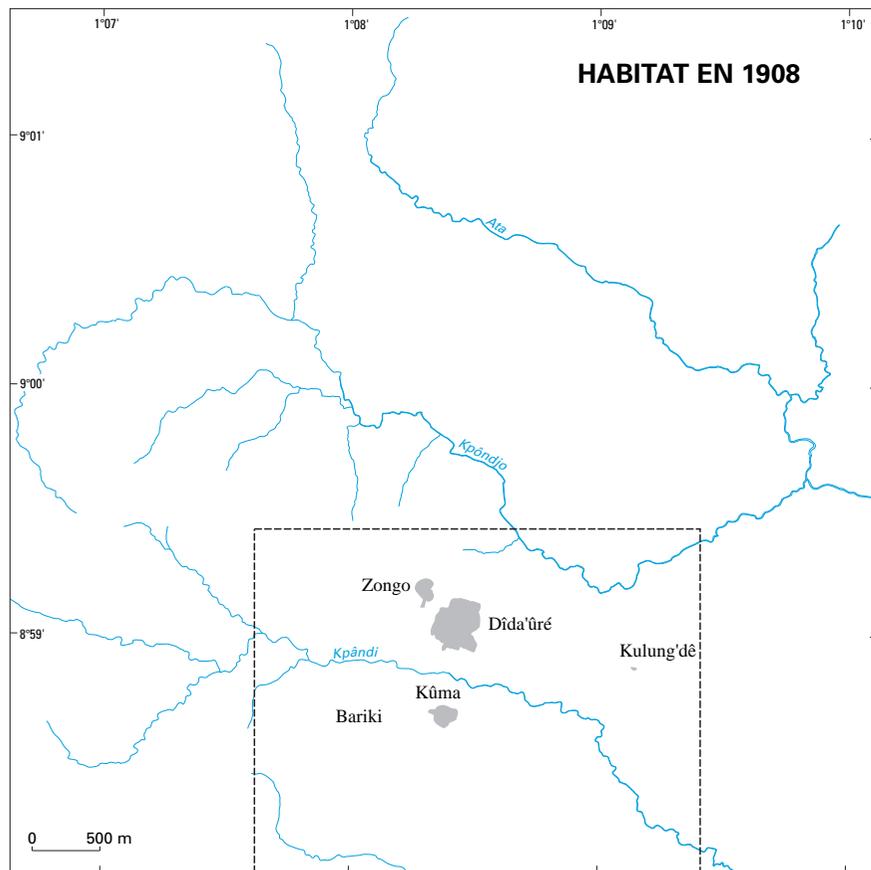
Des équipements publics et confessionnels sont implantés dans l'angle formé par les deux routes : lotissements (du Marché en 1925, de la route des Cabrais en 1932), construction d'un dispensaire de six pièces de 1924-1925 à 1930, complété par un hôpital « indigène » en 1930-1931, avec 24 lits, déménagement de la poste, de la colline administrative au carrefour route de

Bassar/route de Lomé - Kara, développement de la mission chrétienne (fondée en août 1929) avec ouverture d'une école primaire (reconnue officiellement en octobre 1943), construction d'une cathédrale de novembre 1954 à juillet 1956, et installation des sœurs de Notre-Dame des Apôtres sur un terrain de 12,4 ha (immatriculé en 1947) – elles y ouvrent une école primaire pour filles et une école ménagère –, etc. Tous ces grands travaux justifient le fonctionnement d'une briqueterie sur la rive droite du Kpândi, qui creuse le bas de pente de la colline administrative à l'emplacement qu'occupent les actuels logements de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

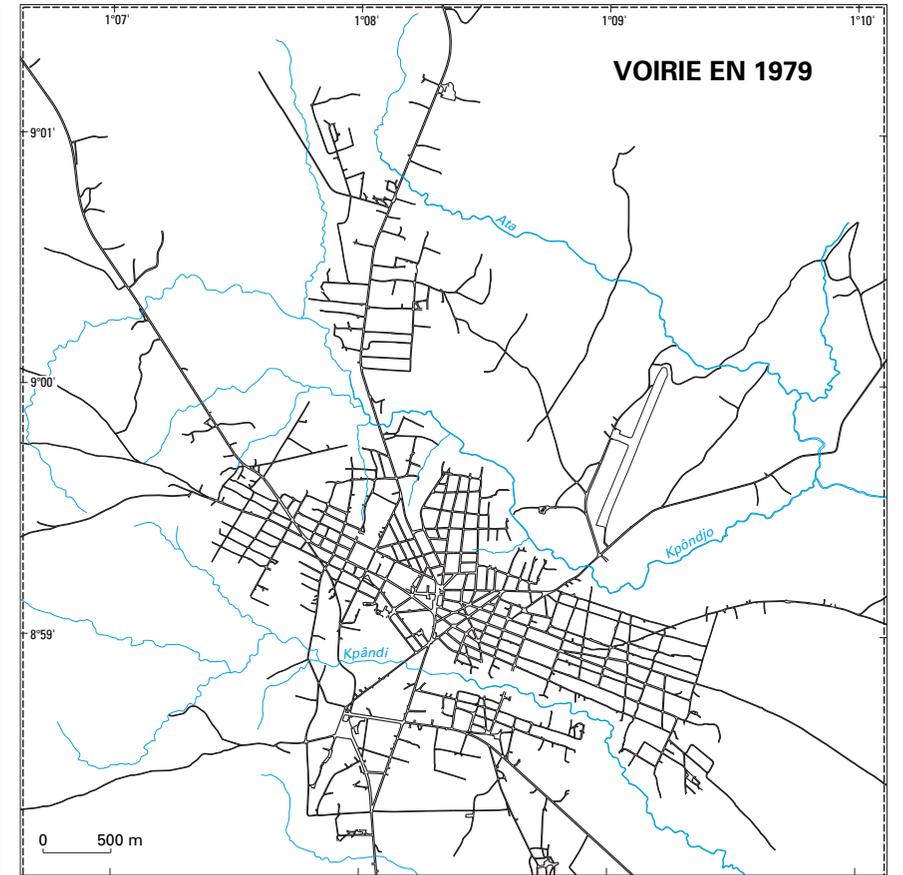
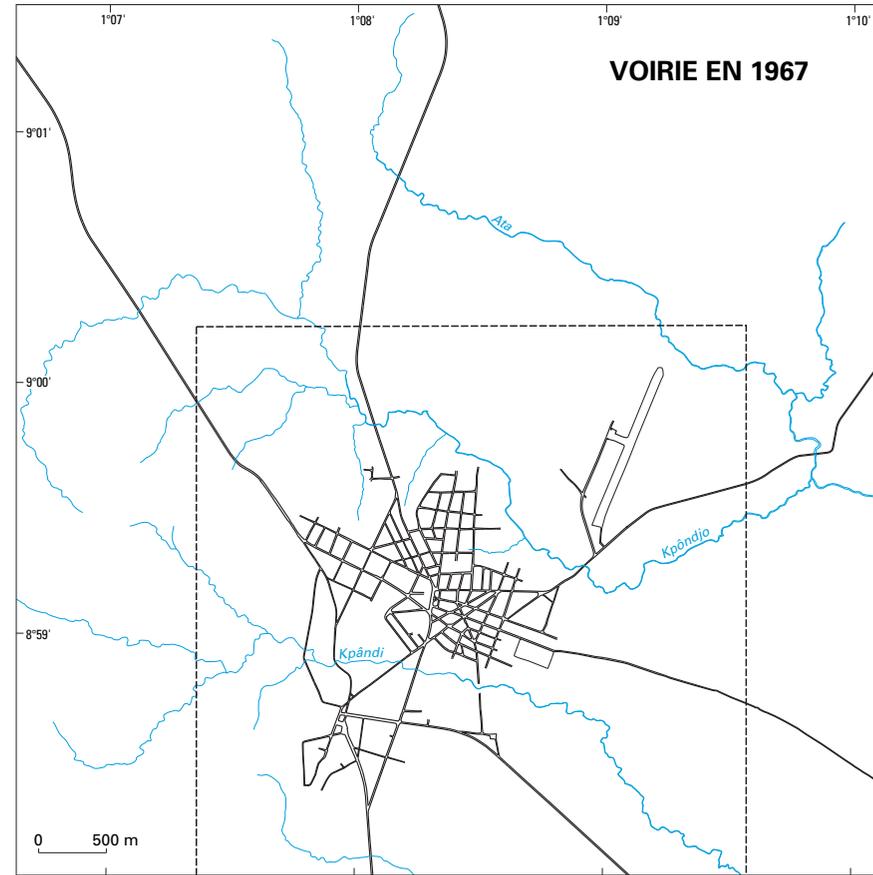
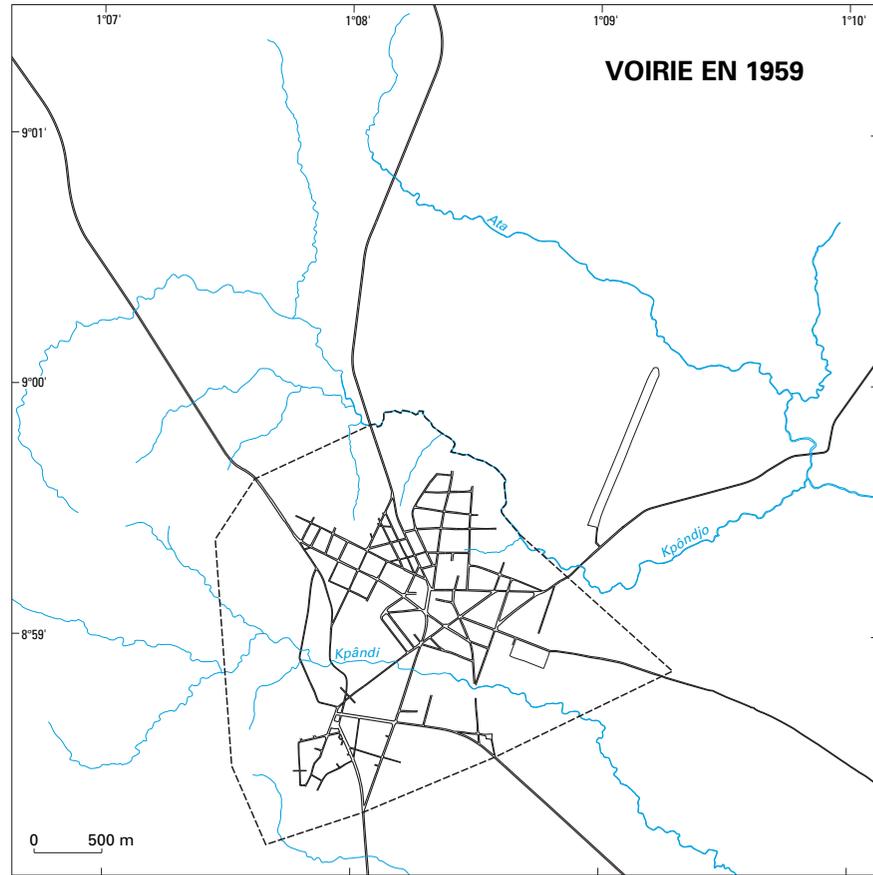
La carte établie en août 1951 porte délimitation de la commune de Sokodé et nous redonne ainsi une vue d'ensemble. On y constate que les trois villages composant Tchawurondé (Tchawânda, Kanyidê et Akamadê) se sont installés le long de la route de Bassar, à l'est du lotissement du Marché. Le quartier de Kossobio est déjà en partie occupé et dispose d'une trame viaire bien développée. C'est manifestement là que l'Administration intervient désormais, à preuve l'aménagement, à l'est du *zongo*, d'un stade, déjà gagné par le front d'habitat, et la désignation d'un emplacement pour un cimetière, plus au nord⁷. Il y a, dès cette date, continuité d'habitat entre Dida'ûré, Zongo et Kossobio. Plus au nord, séparé par un bas-fond, Barrière est en formation de part et d'autre de la route de Kara (mais encore totalement dépourvu de rues internes) et autour d'une usine d'égrenage de kapok, celle de la Société commerciale de l'Ouest africain (SOCAFA) – il s'agit de l'habitat auto-construit d'une main d'œuvre originaire du Nord, qui s'installe à proximité de son lieu d'embauche. La voirie « pousse » en direction de la chefferie de Kulung'dê, laquelle a pris un peu d'importance tout en restant un hameau. Kûma est désormais relié par une rue directe à Dida'ûré (qui franchit le Kpândi à un endroit plus à l'ouest que le pont actuel), et son habitat s'est étendu plus à l'est, englobant la résidence royale que le nouveau chef supérieur, Isifu



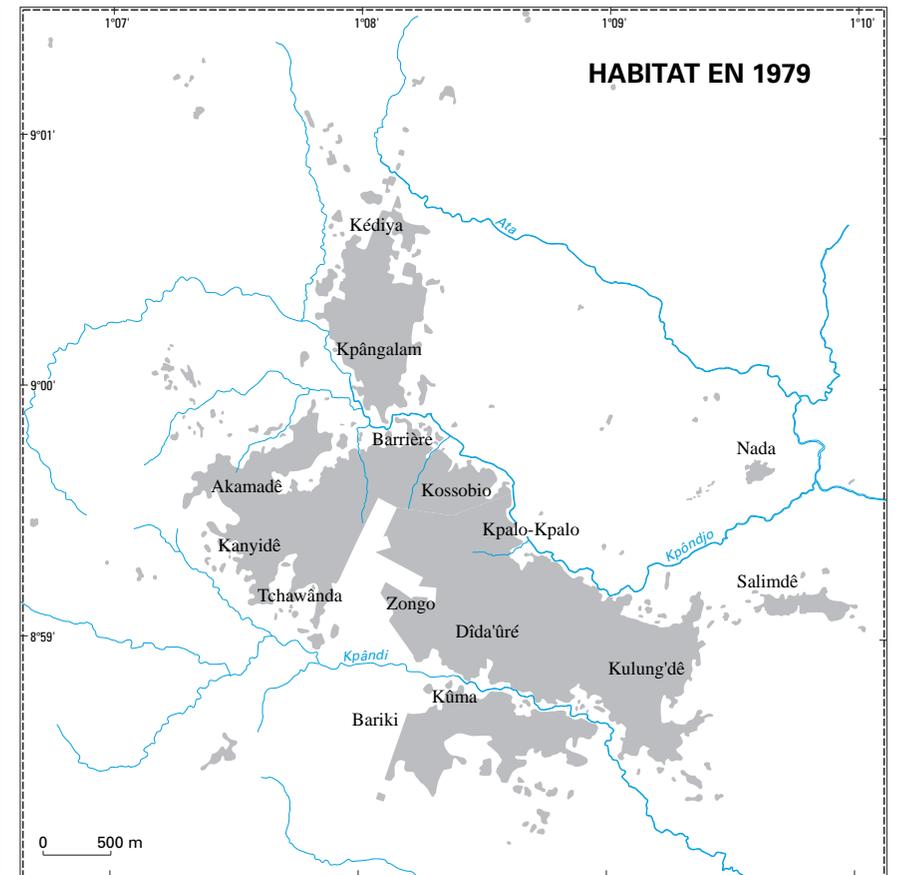
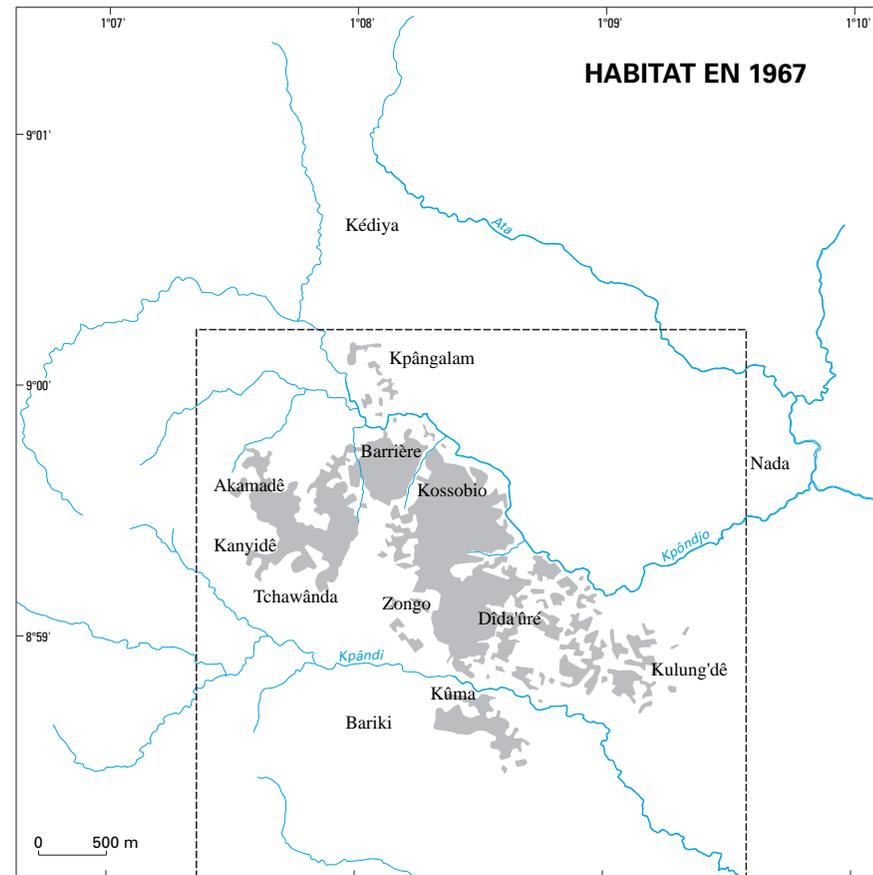
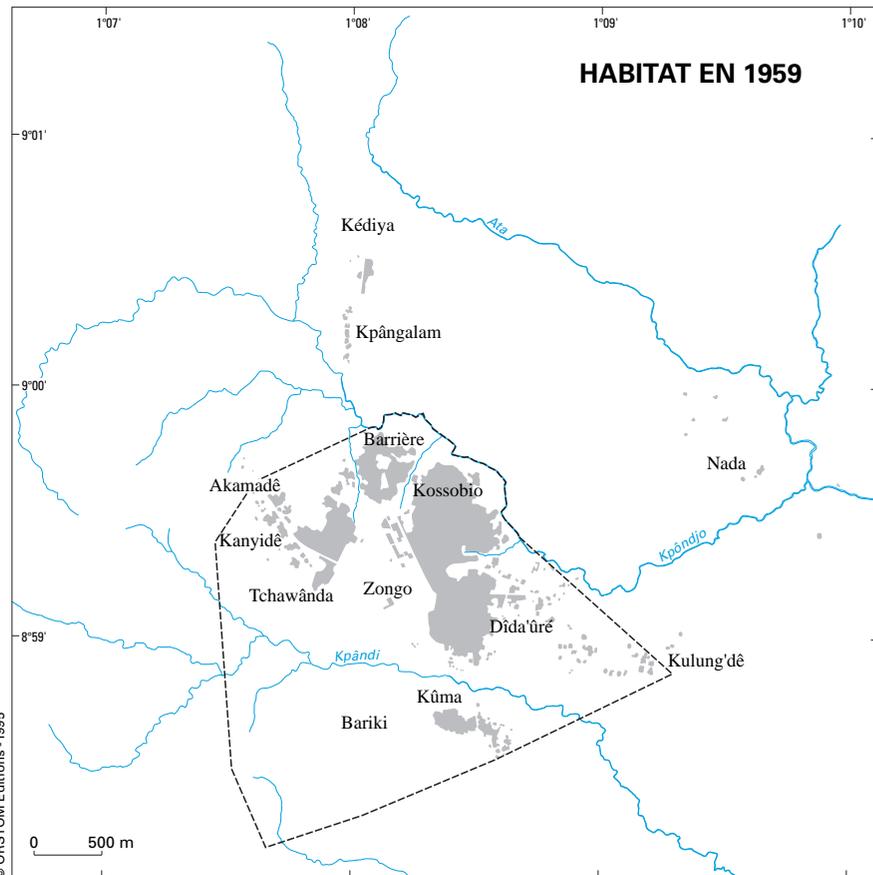
----- PÉRIMÈTRE CARTOGRAPHIÉ Zongo Aire habitée Zongo Quartier existant (habitat non représenté)



Sources : Service du cadastre ; Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat (DGUH), Lomé



----- PÉRIMÈTRE CARTOGRAPHIÉ Zongo Aire habitée Zongo Quartier existant (habitat non représenté)



© ORSTOM Éditions - 1995

Sources : Service du cadastre ; Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat (DGUH), Lomé

Ayéva (qui vient d'être nommé en avril 1949 et qui est ressortissant de Kûma), vient de construire. La teckeraie de Kûma est délimitée avec soin, ce qui suppose son bon entretien. Au centre de l'agglomération, le marché du Zongo n'est pas encore concurrencé à cette date par le marché prévu dans le lotissement de 1925, qui ne semble pas fonctionner si l'on en croit sa représentation en pointillés sur la carte.

Quelques années plus tard (sans doute en 1959 si l'on tient compte de la représentation du lotissement du Fonds commun sur le document), le même fond de carte s'est enrichi. Le grand-marché n'est plus en pointillés au centre du lotissement du Marché. Les implantations catholiques sont bien identifiées le long d'une route reliant ce lotissement à la route de Kara (école primaire, vicariat apostolique, « mission » des Sœurs). Des services techniques ont été installés à l'ouest du quartier administratif et le long de l'ancienne piste de Bassar (Eaux et Forêts, Agriculture, Météo, Abattoirs en 1957). L'hôpital s'est développé en « un centre médical ». Le tribunal a été construit et le lotissement du Fonds commun, tout proche, parcellisé. A l'est, un axe important se dessine avec le stade actuel, qui remplace l'ancien situé à l'ouest du *zongo*, et, de là, une nouvelle rue rejoignant la chefferie de Kulung'dê et remplaçant le chemin vicinal d'antan ; en prévision, l'éventration du tissu compact de Dida'ûré pour mettre la place du marché du Zongo en communication directe avec le Nouveau stade, où doivent se dérouler les grandes manifestations de la jeune République. Est également en projet - mais, cette fois-ci, hors des zones bâties - un complément de voirie pour cerner Kpalo-Kpalo.

En 1967, la carte établie par le SMUH visualise un début de voirie à Barrière et laisse apparaître, en limite septentrionale du périmètre étudié, l'urbanisation naissante de l'actuel quartier de Kpângalam. En 1979, pour les besoins d'un plan directeur d'urbanisme, un autre fond cartographique à 1 : 2 000 et à 1 : 5 000 est établi par le bureau d'études italien Technosynthesis (Rome) à partir de

photographies aériennes prises par l'IGN (Paris). Il confirme l'existence d'une importante banlieue nord de la ville, qui s'est développée dans l'interfluve entre le Kpôndjo et l'Ata avec l'installation de Kédiya et de Kpângalam. Il témoigne de la consolidation du quartier Barrière (et, en conséquence, de l'immigration en provenance du nord du pays), et d'un début d'occupation des parties basses et mal drainées au nord de Tchawânda et d'Akamadê. Il témoigne également de la saturation des quartiers Kossobio et Kpalo-Kpalo, et de l'expansion de l'agglomération dans sa partie est (le quartier de Kulung'dê est entièrement tramé) et au sud-ouest de la route de Bassar.

Les nouveaux équipements se feront désormais à la périphérie, les interstices entre quartiers étant presque entièrement occupés : établissements scolaires et mission baptiste à Kpângalam, mission catholique de Kouloundè et ses œuvres à l'est, les établissements scolaires des sœurs de l'Assomption sur les terres de Kûma, le collège de Tchawânda à l'ouest, etc.

La ville a été faite à la fois par des acteurs internes – il y a eu notamment la dynamique des villages périphériques qui sont venus renforcer le pôle urbain de la ville – et par des acteurs externes : une administration coloniale, allemande (de 1898 à 1914), puis française, des missions chrétiennes, catholique et protestante, des maisons de commerce, etc. Nous présentons en annexe quelques uns de ces acteurs du développement de la ville, qui ont été d'importants bâtisseurs.

1) Le recensement s'est déroulé de 1958 à 1960, partant de Lomé vers le nord du pays ; on peut penser que Sokodé a été recensée en 1959.

2) La route de la cola, qui passait par Agulu-Tchavadi lorsque le chef de Tchavadi installa les gens de Dida'ûré et plaça à Kûma une branche cadette, emprunte désormais un itinéraire légèrement plus au sud (Agulu-Paratao-Kadhâmbara), lequel, descendant directement de Kadhâmbara vers Fazao, laisse plus au nord Kûma et Dida'ûré. Tchavadi est en perte de vitesse et les Allemands ne semblent pas l'avoir pris en considération. Le 1^{er} avril 1899, le Dr Kersting y intervient avec une brutalité extrême, sans qu'on en connaisse le motif : le village est détruit et le chef tué avec 15 hommes. Les soldats y resteront jusqu'au 3 avril (Alexandre et Froelich 1960 : 229 ; Sebald 1988 : 218).

3) À partir de Torégadê (le village d'Aléheridê n'existait pas encore), cette route allemande, reprenant l'ancienne piste, montait directement sur le plateau et arrivait à Alédjo-Kadara par le sud ; son tracé est encore visible au niveau de l'ancien petit-séminaire (la route actuelle emprunte, plus à l'ouest, la vallée du Mô). Non entretenue par la suite, puisque la route du Nord passait par Bassar, elle était devenue impraticable lorsque l'administrateur français Marc Gradassi voulut se rendre à Alédjo-Kadara, le 23 mai 1934. Il se plaignit que les pierres déchaussées rendaient particulièrement difficile la marche des chevaux lors de l'ascension du rebord du plateau. Les voitures, quant à elles, s'arrêtaient en contrebas du plateau, au nord de Torégadê. Jacques Lemoine, commandant de cercle de Sokodé (et également celui de Mango), d'août à octobre 1947, voulut faire réparer cette partie de route qui mettait Alédjo-Kadara en relation directe avec Sokodé, mais en vain car les gens ne vinrent pas sur le chantier, bien que ce travail fut rémunéré : l'administrateur dut ranger les outils qu'il avait apportés (communication orale d'un enseignant d'Alédjo-Kadara à la retraite). Enclavé par le nouveau tracé de route choisi par l'administration française, le village perdit une partie de sa population, qui descendit entre autres à Aléheridê et à Nîma (au nord d'Ayènggré).

4) Societas Verbi Divini.

5) Ces missionnaires allemands furent expulsés du Togo en octobre 1917.

6) L'ancien pont allemand reliant le poste administratif et le marché est réparé par la jeune municipalité en 1953 ; mais il reste insuffisamment solide. Il est interdit aux véhicules pesant 2,5 tonnes, et on doit le traverser à moins de 20 km/h (séance du conseil municipal le 18 avril 1953).

7) Placé tout juste en avant du front d'urbanisation, ce projet de cimetière n'a pas eu de suite.

Annexes

LES PREMIERS MISSIONNAIRES : BÂTISSEURS D'ÉGLISES, CONSTRUCTEURS D'ÉCOLES ET ORGANISATEURS DE COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES : L'EXEMPLE DE LA MISSION CATHOLIQUE DE SOKODÉ

La mission catholique de Sokodé a été fondée le 14 août 1929 par le RP Emmanuel Kennis, missionnaire néerlandais de la Société des missions africaines (SMA)¹. Elle sera officiellement ouverte en mars 1930.

C'est une fondation tardive si on la compare avec celle de la mission catholique d'Atakpamé, en 1900, par les missionnaires allemands de la Société du Verbe divin (SVD)². Mgr Cessou, vicaire apostolique du Togo (à Lomé) se décide pour l'implantation d'une mission catholique dans la région de Sokodé en tenant compte du programme routier envisagé par les autorités françaises (Müller 1968 : 117). Il prend ses dispositions et, le 7 novembre 1927, le vicariat se porte acquéreur d'un lot de 3 600 m², avec le titre foncier n° 17, dans le lotissement du Marché. Il était temps d'ouvrir cette mission catholique car « le commerce y avait attiré bien des chrétiens, qui se trouvaient maintenant isolés spirituellement » (Müller 1968). Précisons que, en dehors des quartiers musulmans (dont Dida'ûré à Sokodé),

La croissance de la ville

la très grande majorité des Kotokoli suivaient les rites traditionnels. L'islamisation de cette population ne se réalisera que plus tard, dans les années cinquante. Le RP Kennis ne resta pas longtemps à Sokodé. Rappelé à Lomé, il est remplacé par le RP Théophile Boursin en mai 1930, lequel restera jusqu'aux années de l'Indépendance. Le RP Boursin sera secondé par des vicaires - citons entre autres le RP Malassenet (vers 1937), avant qu'il n'aille à Kara, le RP André Neth (nommé le 22 novembre 1947), etc. - ou des adjoints comme l'abbé Chrétien Bakpessi (novembre 1956), qui sera plus tard évêque de Sokodé. Le RP Boursin sera membre du premier conseil municipal de Sokodé, de janvier 1952 à novembre 1959.

La mission catholique de Sokodé entreprend une œuvre scolaire. En septembre-octobre 1943, son école des catéchumènes est reconnue comme école officielle par les autorités publiques. En mars 1944, cette école ouvre avec quatre classes (CP1, CP2, CE1 et CE2).

De par sa position au Nord-Togo, Sokodé va rapidement devenir le siège d'un épiscopat ; Mgr Cessou, dès 1938, avait pensé au partage en deux de son vicariat (Müller 1968 : 176). Le Vicariat apostolique du Togo poursuit sa politique de réserve foncière à Sokodé et acquiert un terrain de 14 000 m², qu'il fait immatriculer le 13 février 1934 (titre foncier n° 59). Le 18 mai 1937, Sokodé devient préfecture apostolique avec Mgr Joseph Strebler (1937-1945), nommé le 24 juillet 1937. La nouvelle préfecture reste confiée à la province d'Alsace des SMA. Elle possède 6 stations (Sokodé, *Bassari*, Alédjo-Kadara, *Lama-Kara*, Tchitchao et Mango) avec 6 prêtres, 9 catéchistes, 11 lieux de culte, 1 école et 772 baptisés (Müller et Riegert 1968, Strebler 1965-66).

Mgr Jérôme Lingenheim est nommé le 7 juin 1946 à la place de Mgr Strebler (qui part à Lomé). Le deuxième préfet apostolique de Sokodé arrivera à Sokodé le 12 août 1947. Le siège est érigé en diocèse lors de la création d'une hiérarchie catholique en Afrique occidentale, le 14 septembre 1955 (bulle *Dum tantis Ecclesiae* du pape Pie XII), tandis que le vicariat apostolique de Lomé devient archidiocèse. Le Togo est alors une province dépendante de la délégation apostolique de Dakar. Mgr Lingenheim est nommé premier évêque de Sokodé le 4 juillet 1956, sacré à Strasbourg par Mgr Weber le 28 octobre 1956, puis intronisé le 26 mai 1957 par Mgr Strebler à l'occasion de la première messe pontificale célébrée dans la nouvelle cathédrale de Sokodé (Strebler 1965-1966 : 8). Mgr Lingenheim démissionne le 18 novembre 1964 au profit d'un évêque togolais. Mgr Chrétien Matawo Bakpessi est nommé le 9 août 1965 à sa succession.

LES MAISONS DE COMMERCE

La première maison de commerce à s'installer à Sokodé est allemande : la Société allemande du Togo (DTG), en 1908, en bordure du marché du Zongo qui venait d'être ouvert au nord-ouest de Dida'ûré.

Après la première guerre mondiale, au début des années vingt, les affaires reprennent, et d'abord sous le signe du

coton. Un terrain de 6,14 ha (TF n° 1) est réservé (sans doute avant juillet 1925) à l'est de la route nationale (entre la rivière Kpândi et la route de Tchamba) à la demande d'un « syndicat cotonnier » - mais il semble ne jamais avoir été mis en valeur (la partie méridionale a servi depuis à l'installation du camp des gardes de la Préfecture). Un autre terrain (TF n° 2), celui-ci rural (dans le terroir de Kadhâmbara), de 308,43 ha, est également retenu, le 6 juillet 1925, pour être remis deux mois plus tard à la Société cotonnière Ouestafricaine (COTOA)³ ; celle-ci sera par ailleurs présente au sein du lotissement du Marché où elle achète un lot de 24 ares (TF n° 16). La maison J.-B. Carbou, quant à elle, reprend l'emplacement de la DTG, au quartier Zongo, pour y monter une usine d'égrenage du coton ; elle acquiert aussi, le 16 novembre 1925, un lot de 24 ares (TF n° 8) dans le lotissement du Marché.

La « tribu » des Carbou, c'était Lasserre Carbou, l'aîné, et Victor Carbou, tous deux à Lomé, puis Henri à Atakpamé (appelé localement Mésân, du nom qu'on donne au Sud-Togo au troisième rejeton d'une famille) et Jean-Baptiste à Sokodé. La maison Carbou achète le caoutchouc (tout au début), les palmistes et le coton, plus tard le kapok ; s'y ajoute le piment.

J.-B. Carbou est secondé, de 1926 à 1931, par Achille Houngouès, un ressortissant du pays adja né vers 1898. Ce dernier bénéficie d'un logement de fonction dans l'enceinte de la concession commerciale. Son fils, Koffi François Houngouès (né en 1922), se souvient qu'il était la « mascotte » des lieux. Les Européens s'y donnaient volontiers rendez-vous car le propriétaire était célibataire et d'humeur conviviale - mais le « chef-cir », par obligation due à son rang de supérieur, se tenait à l'écart. C'est là que s'organisaient les parties de chasse⁴.

Mais les environs de Sokodé ne s'avèrent pas suffisamment favorables au développement du coton. La production, plus importante en pays basar et dans la zone de colonisation « Cabrais-Losso » qui se met en place entre Sokodé et Notsé, est directement évacuée sur Atakpamé, où l'égreneuse de coton a été transférée dès 1928⁵. A Sokodé, le kapok remplace le coton...et le moteur de l'usine Carbou entraînera désormais une égreneuse à kapok.

J.-B. Carbou, le 29 avril 1930, puis la COTOA, le 2 juillet de la même année, vendent leurs terrains et installations à la Société générale du golfe de Guinée (SGGG). Toujours en 1930, une seconde usine à égrener le kapok s'installe à Sokodé : celle de la Société africaine financière et agricole (SOCAFA), dont le siège est à Atakpamé. La SOCAFA obtient une concession de 25 ares (TF n° 22) que l'Administration avait fait immatriculer l'année précédente. Achille Houngouès, ancien employé à la maison Carbou, s'occupe alors de la commercialisation du kapok pour approvisionner cette nouvelle usine⁶. Il en aura le monopole de 1932 à 1952-1953, date à partir de laquelle commence la mévente du kapok. Toujours pour le compte de la SOCAFA, il commercialisait également les fruits de karité et l'arachide.

Un Européen d'Atakpamé, Georges Rodier, montait de temps à autres pour superviser le travail à la SOCAFA. Sur

place, la gestion était assurée par un comptable, Gabriel Boccovi, un Mina d'Aného ; un mécanicien, Christophe Anani Messah, faisait tourner l'usine ; un gardien kabyè, « Jean » Tcha⁷, faisait en même temps office de chef des manœuvres. En période de pointe, l'usine employait jusqu'à 30 manœuvres temporaires. Elle fermera au début des années cinquante ; mais celle de la SGGG continuera. Pour couvrir les besoins du Nord-Togo en traitement du kapok, une troisième usine fonctionne à Kara.

Les Établissements Raymond Eychenne sont actifs à Sokodé dans les années quarante et cinquante. Ils sont gérés par un Français, Jacques Destouche. François Houngouès, fils d'Achille, achète pour eux des produits de traite dans tout le nord du pays, de Blitta à Dapaong, de 1946 à 1952. En plus, la maison s'occupe du transport postal. F. Houngouès aurait été embauché en 1936, mais c'est en 1941 que la maison de commerce achète son premier terrain (un lot de 6,12 ares dans le lotissement de la route des Cabrais - TF n° 43). Un second terrain sera acheté en 1944, toujours dans le même lotissement (TF n° 48), un peu plus grand (9,81 ares) ; puis, en décembre 1959, les Établissements R. Eychenne récupèrent le terrain et l'usine de la SOCAFA. En novembre 1963, la maison de commerce est absorbée par l'Union des comptoirs d'outre-mer (UNICOMER).

Des maisons de commerce britanniques ont été également présentes à Sokodé durant toute cette période coloniale. Elles ont acheté des terrains dans le lotissement du Marché dès son ouverture par l'administration française : G.B. Ollivant de Manchester (TF n° 6), la *John Walkdey Ltd* (TF n° 5), A. Swarzy *Ltd* de Londres (TF n° 9), l'*African and Eastern Trade Corporation Ltd* de Liverpool (TF n° 10), *Millers Ltd* de Londres (TF n° 14), la *John Holt Ltd* de Liverpool (TF n° 23). Ces terrains ont tous été récupérés par l'*United Africa Company Ltd* (UAC) de Londres, une filiale de la multinationale *Unilever*, de 1930 à 1973, puis revendus entre 1975 et 1977, l'UAC conservant seulement son emplacement près du marché central (TF n° 24).

Achille Houngouès (décédé en 1973) fut l'un de ces pionniers venus faire fortune à Sokodé dans les années vingt. Dans son sillage, il a entraîné bien d'autres familles qu'on trouve à Kossobio et à Zongo : les Gaba, Folligan, Abbey, Hountondji, etc.

- 1) Le RP Kennis était arrivé à Sokodé sept mois auparavant, le 19 janvier 1929. Il sera également le fondateur de la mission de Bassar, le 31 mars 1933.
- 2) Arrivés à Lomé le 27 août 1892, sous la houlette du RP Schäfer.
- 3) Cette société est dirigée par un Européen nommé Azémar, lequel est secondé par un Rhwla (= Pla en parler gèn) de Grand-Popo, François Aklinou.
- 4) Témoignage de Koffi François Houngouès, décembre 1986.
- 5) Quatre usines d'égrenage du coton fonctionneront finalement au Togo : à Atakpamé (SGGG, SCOA), Notsé (R. Eychenne) et Lomé (UAC) (Comevin 1969 : 360).
- 6) En 1932, il achète une voiture Citroën C6, immatriculée TT 383 (TT = Territoire du Togo).
- 7) G. Rodier, n'arrivant pas à prononcer correctement le nom du gardien, le « baptisa » Jean. L'intéressé prit d'ailleurs ce prénom lorsque, plus tard, il se convertit au catholicisme (interview de K. F. Houngouès).

Les réseaux

Les voies structurantes

La voirie d'une ville se prête à divers classements selon l'état de ses voies : pistes piétonnières ou chemins carrossables, fréquentables en toute saison ou seulement en saison sèche, recouvertes ou en terre, etc. On pourrait ajouter, bordées de caniveaux ou non vu l'importance du ruissellement des eaux de surface (trop souvent celles-ci crevassent la chaussée). Ces classements sont bien sûr aléatoires, car il suffit d'un pont cassé dont la réparation tarde pour que la voie devienne impraticable.

A cette perception habituelle, qui se traduit par des cartes routières, nous avons préféré une vision relationnelle. Les voies les plus importantes sont celles qui, indépendamment de leur état, structurent l'espace, établissent une communication entre quartiers, avec les villages périphériques, mettent la ville en relation avec l'extérieur : les rues (qui relient les quartiers entre eux, qui mènent aux fronts d'urbanisation) et les routes (qui relient les villes entre elles) que nous appellerons structurantes.

Nous présentons une esquisse de ces voies, qui pourrait guider l'extension des réseaux lorsque ceux-ci voudront bien cesser d'avancer au coup par coup, pour répondre aux sollicitations individuelles, et se conformer à un plan d'ensemble. Cette première esquisse – qui n'engage que les auteurs de cet atlas – n'a rien de dogmatique : elle reste à discuter avec les services techniques intéressés et à compléter, par exemple par le projet, toujours non réalisé, de « boulevard circulaire ».

Des rues dénommées ... sans plaques

« *Des rues doivent-être ouvertes non seulement pour l'esthétique, mais surtout pour l'hygiène de la ville* » (l'administrateur-maire, séance du conseil municipal du 22 mai 1957).

Dès la première séance du conseil municipal, le 7 janvier 1952, le RP Boursin, de la Mission catholique et membre du dit Conseil, demande que le tracé des rues futures soit établi et matérialisé sur le terrain par des bornes, de façon à ce qu'il en soit tenu compte au moment des demandes éventuelles de terrains ; le concours d'un géomètre est alors requis.

On procède, le 9 janvier, à la dénomination des rues existantes (avec distinction entre rues et avenues) par des noms de localités – *Koumah, Atakpamé, Lama-Kara, Dédauré, Tchavadé, Bassari, Kédji-Kandjo, Kagnidè, Kossobia, Kédjika, Tchaouroundé, Zongo* (place de) – ou bien d'activités : rues des Sports, de l'Industrie, du Commerce, des Artisans ; ou encore de lieux publics : rue du Stade, de la Mosquée, de la Mission. Une référence à la végétation : rue des Kapokiers. Quelques noms de personnes : Idrissou-Touré, Alahari, Tchagbala (place).

Puis, en fin d'année, un plan des rues nouvelles, établi par l'ingénieur-topographe, est montré en séance du 7 novembre 1952. Ce plan comporte notamment le percement d'une rue prolongeant la route de Kulung'dè vers la mosquée.



Les réseaux

Les conseillers demandent qu'en 1953 les rues de *Kossobia* et de *Tchaouroundé* soient faites. 100 000 F sont prévus pour le tracé des rues en 1953.

Un seul point noir dans cet élan en faveur des rues : le surveillant de la voirie, dont le recrutement était envisagé sur le premier budget (1952), n'a toujours pas été engagé en date du 7 novembre 1952.

L'effort se poursuit les années suivantes ; la voirie est toujours d'actualité. En séance du 9 décembre 1953, les conseillers municipaux veulent voir pousser la réalisation des rues nouvelles afin de dégager les quartiers inaccessibles. Ils vont, pour cela, jusqu'à diminuer le budget consacré à l'aménagement des puits ! Puis ils décident d'un effort budgétaire, le 2 juin 1954, pour l'aménagement du quartier Zongo. Le reliquat de l'exercice budgétaire de 1954, soit 804 583 F, est réservé à l'amélioration et au bitumage des rues (28 mai 1955). Fossés et ponceaux sont programmés pour des rues nouvelles (31 octobre 1955). Le bilan de cette action est parfaitement visible sur la carte établie vers 1959 ; c'est véritablement durant ces années que Sokodé est devenue une agglomération de type urbain.

Il reste néanmoins à faire de grands travaux : adduction en eau de la ville, électrification, pont pour relier les quartiers Dida'ûré et Kûma (ce pont est prévu sur le budget de 1957, mais non réalisé ; de nouveau inscrit au budget de 1968 de la Délégation spéciale, soit un million de francs d'après un devis des Travaux publics, et réalisé... dans les années soixante-dix), boulevard circulaire, etc.

L'eau en fûts et l'eau en réseau

La première équipe municipale salue avec reconnaissance le cadeau fait à la toute jeune municipalité par le commissaire de la République française : un crédit d'un million de francs a été inscrit au budget du Fonds d'investissement pour

le développement social (FIDES) de 1951-1952 pour l'étude d'un projet d'alimentation en eau de la ville à partir de la Na. Il est prévu la surélévation – d'un mètre – d'un radier (à l'endroit où la piste de Tchavadî traverse la rivière), de façon à former barrage et permettre la constitution d'une réserve d'eau pendant la saison sèche (séance du conseil municipal du 8 janvier 1952). S'y ajoute, en fin d'année, un second crédit FIDES de 225 000 F pour la construction d'un petit barrage d'essai sur le ruisseau Anghéwu (à la sortie sud de la ville), dont on veut tester les possibilités de retenue ; la réalisation en est confiée aux Travaux publics – Nord (séance du 7 novembre 1952).

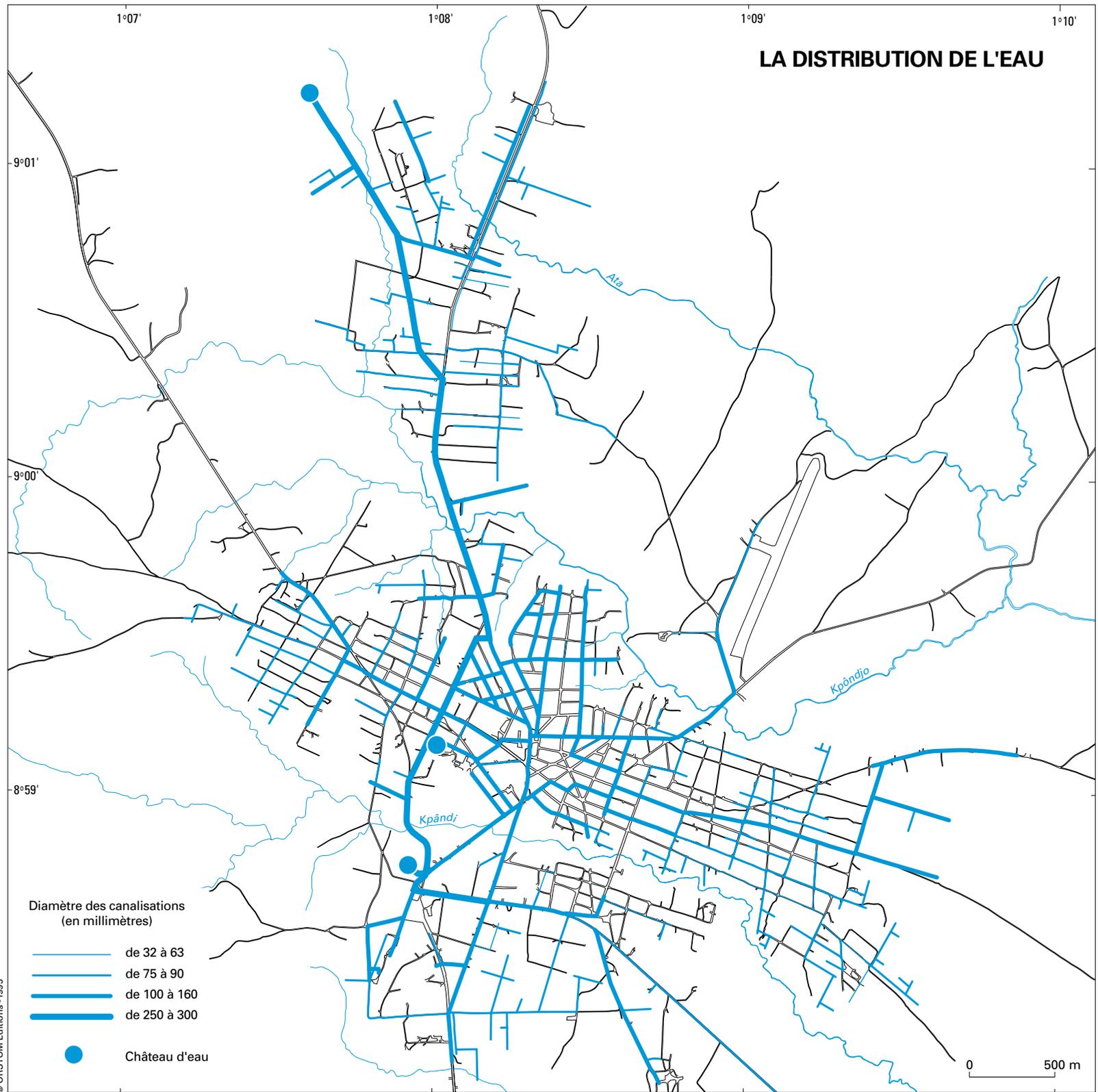
Ces études ne semblent pas avoir abouti, puisque le conseil municipal multiplie les propositions : approfondissement des puits existants et creusement d'autres, notamment à proximité de la gare routière et du marché ; projet d'alimentation du poste administratif au moyen d'une remorque tirée par un tracteur (la confection de la poulie pour entraîner la pompe est demandée au service des Chemins de fer) – *« Ceci permettra l'utilisation de la main-d'œuvre pénale à d'autres tâches »* – ; participation financière à l'achat d'une citerne par la Circonscription afin d'alimenter Sokodé en eau (séance du 5 janvier 1957)... Mais, onze mois plus tard, le même Conseil jugera cette participation *« déraisonnable »*, car dépassant ses moyens (séance du 7 décembre 1957) ; le Conseil note alors, *« avec insistance »*, *« le grand malaise qui règne à Sokodé où l'eau fait défaut d'une manière aiguë en saison sèche »*.

L'année suivante, l'espoir renaît avec un crédit de 1,7 million accordé par le FIDES pour une étude définitive de l'adduction d'eau à Sokodé : *« il est donc permis d'espérer que, dans un délai pas trop lointain, la grave question de l'eau sera résolue à Sokodé »* (séance du 27 décembre 1958). Mais, en 1959, à la veille de l'Indépendance du pays, on en est toujours aux études... pendant que le personnel pénal remplit les citernes de l'Administration et des fonctionnaires et que les gens utilisent les puits et les rivières :

« L'administrateur-maire indique qu'un projet d'adduction d'eau à Sokodé, élaboré en 1954 par la Société Eau et Assainissement, pourrait être repris sur des crédits provenant du Fonds européen. Une étude préliminaire, basée sur des crédits FIDES, a montré que la Commune aurait dû emprunter plus de 30 millions pour l'installation à l'intérieur de la ville, sans préjudice de la participation aux dépenses de près de 100 millions pour la conduite d'amenée depuis le Boualé¹, et imposer à chaque contribuable une surtaxe de plus de 500 F pour l'entretien courant. Ces deux conditions sont irréalisables, au moins dans les circonstances actuelles » (séance du 9 mai 1959). Encore un an et la situation est inchangée : alors que l'électrification de la ville va se faire, l'adduction d'eau n'est pas encore réalisable, car, si la France se propose de financer le réseau principal, la Commune, elle, doit procéder à l'installation des réseaux secondaires. *« Je vois que c'est tout à fait logique. Il nous appartient de transformer nous-mêmes notre ville. Donc, pour cette année, nous devons faire rentrer notre impôt de 1961, mais pas de la même façon que l'année dernière [sic !] »* (L'inspecteur de région Robert Widmer, séance du conseil municipal du 20 avril 1961). Un spécialiste allemand (en affectation) est attendu, à partir de la fin août 1961, pour l'adduction en eau de la ville.

Faute de réseau d'eau, la Société publique d'action rurale (SPAR)² assure un approvisionnement minimal : elle dépose des fûts de 200 litres d'eau (à raison de 35 F par fût à partir du 19 décembre 1961, tarif fixé par délibération du conseil municipal) au bord de la route, au point le plus proche du domicile du commanditaire.

Plus tard, Sokodé vivra des jours meilleurs grâce au réseau d'eau enfin installé, géré par la Régie nationale des eaux du Togo (RNET), mais le bureau d'études Technosynesis, dans son rapport de 1982 relatif au plan directeur d'urbanisme, note toutefois l'insuffisance de cet approvisionnement pour une ville qui ne cesse de croître et donc de consommer : en saison sèche, les bornes fontaines doivent rester cadennassées à certaines



Les réseaux



La poste
Reliant dès 1908 Sokodé à l'extérieur,
elle constitue aujourd'hui la partie «-moderne-» du centre-ville.

heures de la journée et durant toute la nuit, sous la vigilance d'un responsable sur place.

La ville enfin éclairée

Les Travaux publics disposent d'un petit groupe électrogène qui dessert le quartier administratif. L'éclairage du marché du Zongo est décidé par le conseil municipal, le 9 décembre 1953, en tirant une ligne de 1,1 km. Le 5 janvier 1957, M Jollain, mécanicien des Travaux publics, propose aux conseillers municipaux, un groupe plus puissant : « *le petit groupe qui fonctionne actuellement doit être supprimé et remplacé par le grand groupe qui permettra d'avoir 15 abonnés en plus* ». Quant à l'électrification de l'ensemble de l'agglomération, c'est une autre histoire : « *Pour que la ville soit éclairée, il faut acheter des transformateurs pour placer dans les quartiers* » (selon le même mécanicien Jollain).

Le public est impatient, car la ville se doit d'avoir ses lumières pour permettre une prolongation des activités une fois la nuit tombée. Le chef supérieur, Issifou Ayéva, soulève la question de l'électrification de la ville en séance municipale du 7 novembre 1952, relayé par un autre conseiller municipal, Assogba Kassim, le 12 janvier 1953.

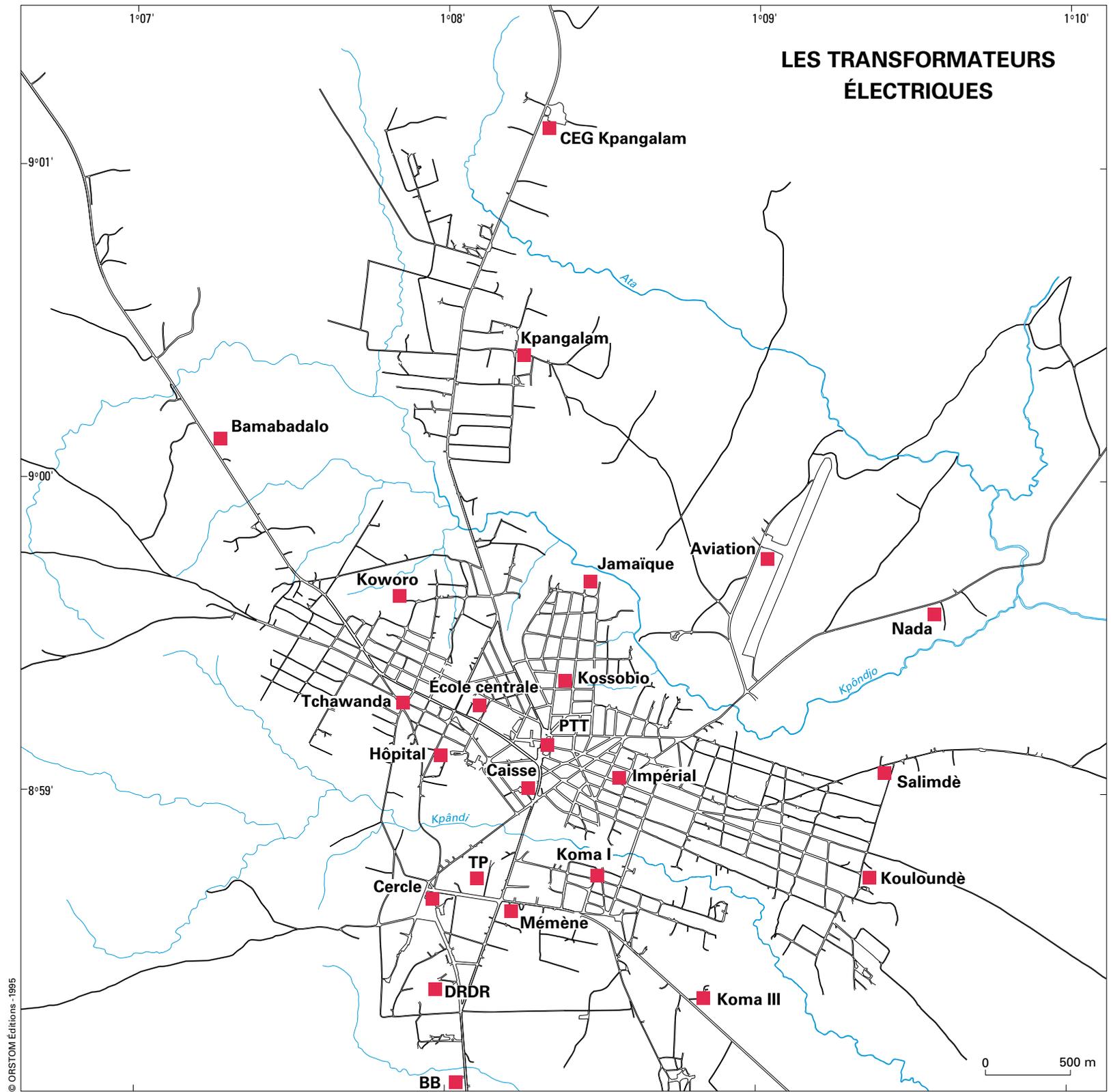
Il faudra pourtant attendre 1957 pour que 15 millions (grâce à un emprunt auprès de la Caisse centrale) soient prévus pour l'électrification de la ville, projet comportant la desserte, dans un premier temps, de 300 abonnés (séance du conseil municipal du 22 mai 1957). Une priorité : « *À l'avènement de l'Indépendance du Togo, l'éclairage de la grande artère route de Bassari - stade municipal s'avère indispensable* », en conséquence, le budget primitif de 1960 prévoit l'installation de poteaux tout le long de cet axe ouest-est (séance du 7 janvier 1960).

Pour 1961, La France donnera 3 millions pour l'électrification de la ville : annonce en est faite par Robert Widmer, inspecteur de région, en séance du conseil municipal du 28 décembre 1960. Quelques mois plus tard, le même administrateur confirme l'opération : « *l'affaire de l'électrification de la ville de Sokodé sera terminée avant la fin de 1961. Toute la ville de Sokodé sera éclairée* » ; puis il ajoute un million : « *Quand j'étais parti à Lomé, en février dernier, j'ai pu obtenir du Fonds d'aide et de coopération une somme de 4 millions de francs pour l'infrastructure. J'ai déjà envisagé l'achat des groupes électrogènes. Avant que l'installation ne se fasse, il nous faut équilibrer notre budget* » (séance du 20 avril 1961). On atteint même les 20 millions : l'électrification se fera sous peu et cette somme y sera consacrée (séance du 16 août 1961), d'où la nécessité de tracer de nouvelles rues. Finalement, le Gouvernement accorde 3 millions de F pour l'achat d'un moteur électrogène et 600 000 F pour le matériel de son installation. L'extension du réseau se fera par la suite ; dans son budget primitif de 1962, la Commune prend en charge la gestion de l'eau et de l'électricité dans l'état actuel, succédant ainsi aux Travaux publics et à la SPAR. Aujourd'hui, une entreprise para-publique, la Compagnie de l'énergie électrique du Togo (CEET) gère le réseau de la ville à partir d'une direction régionale installée à Sokodé.

La poste depuis 1908

Le bâtiment de la poste allemande a été construit en 1908 sur le sommet de la colline administrative. Il mesurait 13 m de longueur sur 13 m de largeur, avec 3 pièces, dont une pour loger le postier ; une véranda large de 2 m en agrémentait la façade³.

En 1921, Sokodé dispose d'un bureau de poste, toujours en haut de la colline administrative, relié à Atakpamé par le télégraphe et le téléphone. Au-delà de Sokodé, vers le nord, Bassar est desservi par le téléphone, mais Mango reste hors de portée par temps de pluie : « *Au-delà*



Source : Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET), 1994

Les réseaux

de Bassari, le fil n'existe plus et les télégrammes urgents sont expédiés à Mango. Ils mettent pour y parvenir trois jours en saison sèche, mais en saison des pluies aucun minimum de temps ne peut être fixé » (Archives nationales du Togo, Lomé). Au 1^{er} semestre 1926, une cabine est aménagée dans le hall du bureau de poste et réservée au public ; la même année, la ligne téléphonique Bassari-Mango est signalée « en bon état ».

La poste descend au carrefour de la route de Bassar et de la route de Lomé - Kara avant 1948, dans un bâtiment qui sera ensuite la mairie⁴, puis rasé dans les années quatre-vingts pour permettre la construction d'une agence de l'Union togolaise des banques (UTB). La poste a été depuis construite en dur sur la place du marché central.

1) La rivière Buwalé (carte IGN : Boualé) est un affluent de la rive gauche du Mò. Elle prend sa source à l'est de Kpéwa, entre le Plateau kotokoli au niveau d'Alédjo-Kadara - Kumondé et la montagne de Fizôdôdê. Le site du barrage de retenue des eaux qui a été repéré est à 3 km 1/2 à l'est d'Aléhéridê.

2) Les SPAR succèdent, en 1959, aux Sociétés indigènes de prévoyance (SIP), lesquelles existaient depuis 1934. Les Sociétés régionales d'aménagement et de développement (SORAD) prendront le relais jusqu'en 1978, date à laquelle elles laisseront la place aux Directions régionales du développement rural (DRDR).

3) Rapport du 20 juin 1908 du Dr Kersting, Archives nationales du Togo, Lomé, fonds allemand transcrit par P. Sebald. À cette date, le toit n'est pas encore posé.

4) Le 23 juin 1958, le conseil municipal demande que soit réservé à la municipalité de Sokodé l'ancien bâtiment de la poste.

Annexes

LE RÉSEAU D'EAU DE LA RNET

Extraits de « *l'Atlas du développement régional du Togo* », 1992 : 94.

« La ville de Sokodé est alimentée par le barrage d'Aléhéridê dont la capacité de retenue est de 46 900 m³. La distribution de l'eau se fait par un réseau de canalisation dont la longueur est de 28,9 km, et deux réservoirs semi-enterrés dont la capacité totale est de 1500 m³.

Ces réservoirs alimentent 45 bornes-fontaines publiques et près de 800 abonnés, dont 150 abonnés publics et parapublics et 650 ménages. La consommation mensuelle de la ville est de 36 400 m³, répartie comme suit :

- public et para-publics :	10 000 m ³ /mois
- fontaines publiques :	14 000 m ³ /mois
- ménages :	12 400 m ³ /mois

La consommation par tête d'habitant et par jour est de 18 litres en 1985 soit 1 213,5 m³ par jour pour la ville. En tenant compte du fait que les besoins spécifiques par habitant étaient estimés à 80 litres d'eau par jour pour la ville en 1988, la consommation journalière de la ville serait de 5 350 m³.

Le débit nominal de la station de traitement est de 45 m³, mais à cause des besoins pressants de la population, ce débit tourne autour de 48 m³/heure. Il ressort donc clairement que la capacité du barrage est loin de satisfaire les besoins de la ville, bien qu'à l'heure actuelle la population s'alimente en grande partie par des puits individuels. Du fait de la croissance de Sokodé et des estimations de la population à l'horizon 2 000, il s'avère nécessaire d'étudier de nouveaux sites de barrage en vue non seulement d'augmenter les besoins spécifiques par habitant, mais aussi d'étendre le réseau de distribution aux nouvelles zones d'expansion ».

LE RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ DE LA CEET

Extraits de « *l'Atlas du développement régional du Togo* », 1992 : 94.

« Les réseaux de distribution sont de 15 km (5,5 kw) pour la moyenne tension et de 80 km (220/240 v) pour la basse tension. Le nombre d'abonnés publics (administrations) au 31/03/86 est de 115. À la même date du 31/03/86, le nombre d'abonnés privés se chiffre à 1 713 soit 14,8 % des ménages. La puissance totale des groupes électrogènes installés est de (...) 1 240 kw.

L'énergie électrique consommée en 1985 se chiffre à 3 116 572 kwh.

Ces réseaux sont faibles et exposés à de nombreuses perturbations. La baisse considérable de production est due aux coupures journalières (mars-août : 10 h ; à partir de septembre : 5 h) ».

Une agglomération multicentrée

Il résulte de l'histoire de Sokodé que la plupart des quartiers sont de réelles communautés villageoises, où l'habitat est de type rural. Les nouveaux venus viennent se greffer autour de ces noyaux anciens, qui continuent à détenir le commandement administratif (les quartiers ainsi constitués ont à leur tête un chef qui est salué du titre traditionnel de *uro*).

Alors que le tissu urbain de Sokodé offre à première vue un habitat hétéroclite, le paysage urbain s'ordonne si l'on part de ces points centraux et qu'on procède, non par transect, mais par cercles concentriques. Une morphologie urbaine plus lisible apparaît, où l'on peut discerner des zones relativement homogènes qui se prêtent à une schématisation.

Au-delà du cas particulier qu'est chaque ville, une analyse comparative de plusieurs cités du Nord-Bénin (entre autres Parakou et Djougou) et du Nord-Togo (Mango, Bafilo, Bassar, Tchamba) permet d'y retrouver la structure multicentrée mise en évidence à Sokodé. La structure

devient alors une clef pour comprendre la genèse et l'organisation des tissus urbains, en quelque sorte un concept qui rend compte d'un type de ville. Un tel concept est visualisable sous la forme d'un chorème, schéma abstrait qu'on ne retrouve jamais à l'état pur dans les formations urbaines, mais qui est explicatif d'un certain nombre d'entre elles-.

Dans ces villes, l'unité de base de l'observation est le quartier-; c'est à ce niveau que les évolutions démographiques doivent être suivies, que les équipements sociaux peuvent avoir leur optimum, que le jeu des appartenances est le plus fort - que ce soit le lien ethnique, l'adhésion religieuse, le clientélisme politique, etc. Ce sont des villes sans centre, du moins au sens social du terme, où les décisions publiques transitent nécessairement – qu'on le veuille ou non - par des transactions entre quartiers, entre acteurs locaux représentatifs de communautés résidentielles ou de groupes sociaux. L'Administration, ne voyant devant elle que des citoyens d'une même ville, ne comprend pas toujours ces jeux subtils...

Les tissus urbains

De la morphologie urbaine au schéma

Une étude de morphologie urbaine passe par un repérage des diverses formes externes d'occupation de l'espace aggloméré. Elle fait le constat des espaces vides (voirie, espaces boisés, etc.) et de ceux qui sont bâtis ; elle distingue les logements des équipements ; elle différencie les formes d'habitat ; elle repère la dégradation de l'environnement. Son outil d'observation privilégié est sans conteste jusqu'à présent, pour l'échelle qui nous concerne, la photographie aérienne.

Une représentation cartographique méticuleuse donnerait un tableau pointilliste digne des peintres de l'école impressionniste ; mais, là où apparaissent des taches de densité de telle forme d'habitat, de concentration d'équipements, de végétation continue, etc., le peintre est autorisé à représenter des plages et non plus des points, qu'il colore à sa façon (ce sont les trames du cartographe). Nous passons ainsi de la réalité concrète à sa représentation schématique.

Une seule trame est nécessaire pour rendre compte d'une localité où les formes se répètent à l'identique dans l'espace (par exemple l'habitat villageois), ou lorsque des formes les plus diverses cohabitent en se mélangeant d'une façon inextricable. Il y a plusieurs trames lorsque des zones différentes apparaissent, lorsque le paysage

de la ville est contrasté. Dans le cas de Sokodé, nous pouvons repérer plusieurs tissus urbains.

Au centre des quartiers anciens, le noyau compact et très dense, dont le type d'habitat est celui du village kotokoli : cases rondes couvertes d'un toit conique de chaume, disposées en cercle et reliées entre elles par des murettes de façon à dessiner des enclos familiaux¹ ; cases-vestibules (*duguré*) marquant l'entrée de ces enclos – plus grandes que les autres cases si le propriétaire (*duguré-ndo*) est un important chef de famille, le faite garni d'un œuf d'autruche si c'est l'enclos d'un chef (*uro*) – ; arbres d'ombrage au milieu des cours privées ou sur des placettes... Ce noyau se modernise sur place : les constructions en semi-dur ou en dur remplacent celles en terre ; la maison, de circulaire, devient carrée (avec un arrondi des angles), puis rectangulaire et cette fois-ci couverte de tôle. Entre deux enclos, une ruelle piétonne sert en même temps de caniveau pour les eaux usées - au débouché desquelles, plus en aval, se nourrissent les canards. Parfois, une rue a tranché à vif dans ce tissu (après l'Indépendance, à Dida'ûré et à Kûma), coupant en deux un enclos, comblant un puits, passant sur une tombe... Lorsqu'il faut insérer un équipement (par exemple un oratoire musulman), celui-ci empiète sans vergogne sur la rue ou une placette. Le même habitat rural se retrouve en périphérie, sous forme de points isolés, avec

Les tissus urbains

les fermes de colons (Kabyê à Akokodê, « Losso » au nord-ouest) et les campements peuls.

Tout autour, une trame viaire orthogonale témoigne d'une politique de lotissements encouragée par les autorités administratives pour promouvoir un habitat desserré et plus facilement accessible. Les maisons adoptent alors un plan rectangulaire pour se faire plus grandes et s'aligner en bordure de voirie, afin de dégager une cour intérieure. Souvent, aucune murette ne vient enclore l'ensemble, et les résidents y entrent par les interstices. Plusieurs familles peuvent y cohabiter au titre de locataires (on a affaire à de véritables cours locatives lorsque le propriétaire n'habite pas les lieux). Chaque bâtiment comporte une série de chambres ou de « chambres-salons », dont chacune donne directement sur l'extérieur selon un plan appelé « wagon » dans le jargon abidjanais. Parfois, les murs en parpaings de terre sont soigneusement recouverts d'un enduit noir, à base de goudron, pour les protéger des intempéries. Cuisines, douches et toilettes sont souvent à usage collectif, dans un coin de la parcelle. Certains bâtiments ouvrent à l'extérieur pour présenter une activité commerciale ou artisanale. Les équipements qui accompagnent cet habitat sont localisés dans des parcelles identiques, mais plus grandes, réservées à cet effet.

Des villas de type européen, éparées dans la trame régulière des lotissements et de préférence en bordure des rues principales, caractérisent une troisième auréole. Cette forme d'habitat, incluse dans la précédente, est encore plus consommatrice d'espace, la parcelle étant destinée alors, en principe, à un seul ménage. La maison est en retrait, au milieu de la parcelle, de plan carré – du moins est-elle compacte – et incluant les commodités (cuisine et sanitaires) ; à côté, le garage pour la voiture – mais pas toujours fermé par une porte – ; derrière, une dépendance rectangulaire au fond de la parcelle pour des membres apparentés ou pour le personnel domestique. Une murette de parpaings entoure la parcelle, exhibant des frises



Le zongo

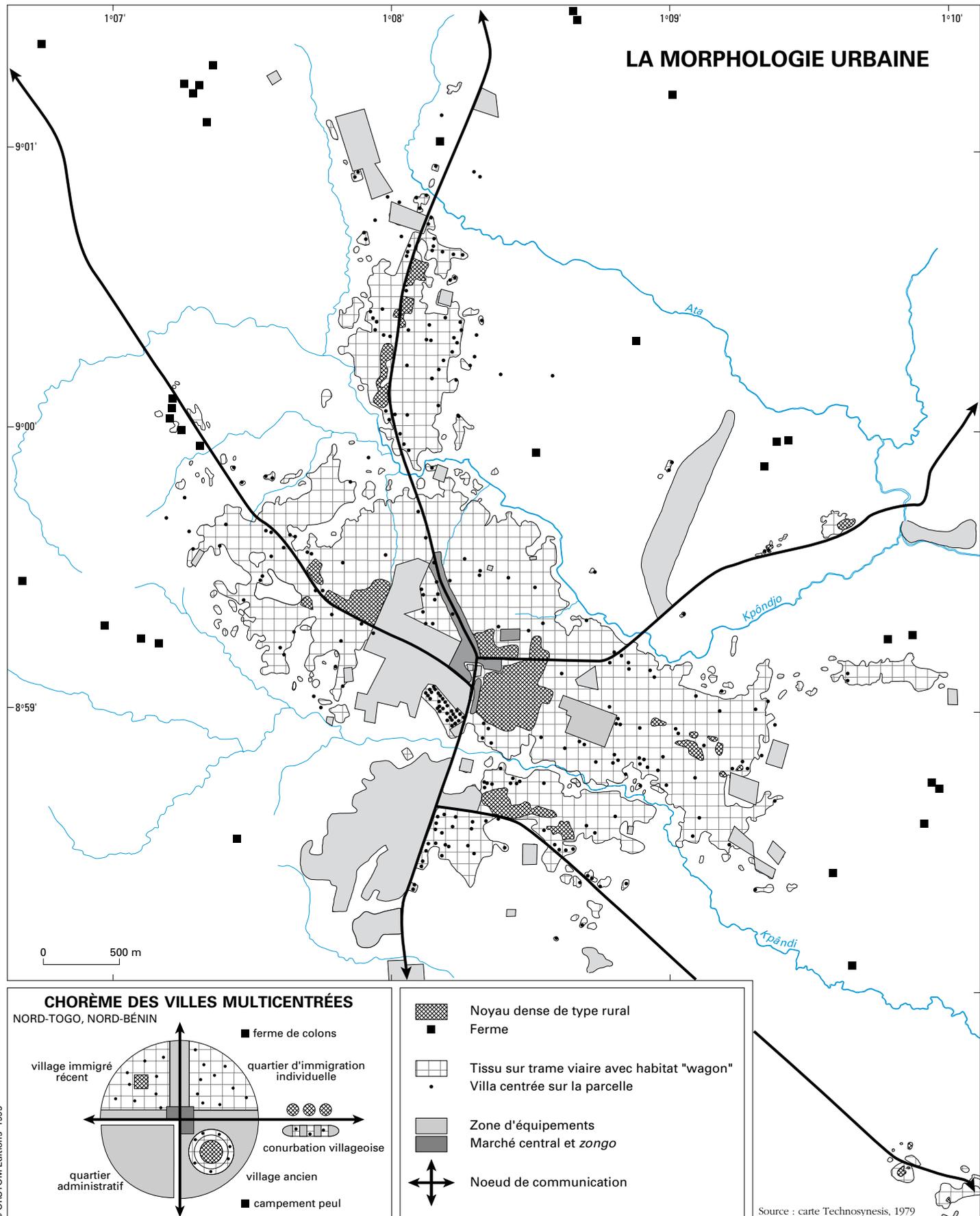
Du toit de chaume au toit de tôle, ce quartier a été le premier à transformer son bâti.

décoratives ou des claustras ajourés dans sa partie supérieure ; elle s'achève sur une porte métallique toujours fermée. Des bougainvillés et des arbres d'ombrage protègent l'intimité des lieux. S'y trouvent ceux, autochtones ou immigrés, qui veulent manifester par cette manière leur réussite sociale. La distance spatiale, à l'écart du noyau traditionnel, correspond dans ce cas à une distance sociale ; la mise à l'écart est volontaire et ostentatoire. Les propriétaires, lorsqu'ils n'habitent pas les lieux, louent à des services administratifs ou techniques, ou encore à des cadres salariés (hauts fonctionnaires nationaux, coopérants, experts internationaux). Rappelons que ce type d'habitat est la règle dans le lotissement du Fonds commun. Pour l'instant, les constructions à étage restent éparées et trop peu nombreuses (quelques bâtiments administratifs ou techniques et des résidences de riches transporteurs ou hommes d'affaires, etc.) pour constituer une zone.

Les équipements et une partie des lotissements forment l'essentiel du quartier administratif, où l'on

comptait en 1981 une population résidentielle inférieure à 1 000 habitants. Ils ont pu aussi occuper les interstices entre les villages/quartiers et être ainsi implantés à l'intérieur de l'agglomération multicentrique, et non rejetés à la périphérie comme c'est le cas dans les villes où l'habitat est continu. Toutefois, l'espace étant saturé depuis les années soixante-dix, des équipements scolaires ont été mis en périphérie (les CEG de Pangalam, de l'Aviation et celui de Tchawanda, le complexe d'enseignement des sœurs de l'Assomption à Kûma), obligeant les élèves à de longs trajets à pied, sous le soleil, en bordure de routes où la circulation automobile n'est pas négligeable. Le même sort a été réservé à la gare routière (et à ses usagers !), positionnée à la sortie sud de la ville, en pleine brousse, conformément au plan directeur d'urbanisme en vigueur qui prévoit un contournement de la ville par l'ouest et qui place en conséquence les équipements routiers au départ de cette déviation.

Enfin, les aliénations foncières dessinent une périphérie pour l'instant invisible, mais qui



Les tissus urbains

s'étend très loin. Des « terrains à bâtir » sont vendus par le chef coutumier, représentant de sa collectivité, à des « étrangers », notamment des fonctionnaires en poste à Sokodé, dans le but de se constituer une nouvelle clientèle parmi les agents de l'État et les milieux d'affaires.

Chaque ancien village est ainsi auréolé d'une façon plus ou moins nette selon les configurations locales ; mais les auréoles, mêmes ténues, sont bien repérables dans tous les cas. Certes, il faut une observation fine pour découvrir le noyau central de Kulung'dê, alors qu'il s'étale à Dida'ûré, mais nous avons affaire à la même structure dont les composants varient selon les situations concrètes.

Du schéma au chorème

Déjà le schéma fait abstraction des détails et uniformise par zone des espaces selon un ou plusieurs caractères dominants. Le chorème va plus loin en proposant une lecture valable pour un certain type de villes. Il est explicatif de formations urbaines dont il révèle la structure commune. C'est un modèle au sens scientifique du terme, élaboré à partir d'un ou de quelques cas particuliers, mais qui a valeur universelle. Dans notre cas, les enseignements que nous tirons de l'étude de Sokodé s'appliquent aux agglomérations multicentrées de la région (Nord-Bénin et Nord-Togo), et plus largement à plusieurs villes historiques d'Afrique noire (nous pensons aux cités yoruba, à Foumban, capitale du royaume bamoum au Cameroun, etc.).

Bien sûr, la valeur d'un chorème ne réside pas dans son esthétique, mais dans son efficacité, comme tout concept scientifique. Il se doit de rester lisible, afin d'être utilisable par des opérateurs les plus variés. Il doit rester simple, afin de ne pas s'alourdir de faits particuliers, car sa fonction n'est pas de tout dire mais de montrer l'essentiel. Certes, chaque ville n'entre pas entièrement dans une structure donnée ; plusieurs fonctions dominantes s'y accumulent souvent ; plusieurs logiques peuvent s'y rencontrer... Il faudra parfois avoir recours

à différents concepts pour rendre compte de la complexité structurale de certains cas.

Avec Sokodé, nous avons la chance d'avoir une agglomération multicentrée non pas à l'état pur (car il est rare qu'une ville corresponde parfaitement à un type), mais qui se prête bien à une modélisation. C'est donc principalement à partir de Sokodé, ville modèle (au sens scientifique du terme), que nous proposons un chorème pour villes multicentrées.

Un noeud de communication a été choisi par l'administration coloniale pour y installer un poste, à l'écart du ou des villages indigènes de l'époque - poste qui, par ajout d'équipements et de logements de fonction, devient un quartier administratif (*bariki* en parler hawsa). Le carrefour est doté d'un marché moderne (du moins plus spacieux que celui des villages), où l'Administration autorise l'installation de commerçants étrangers, Africains non-autochtones et maisons de commerce européennes (d'où la formation d'un *zongo*²). Devenu attractif (activités commerciales, nouveaux emplois dans le secteur tertiaire, fréquentation des établissements scolaires, etc.), le lieu est l'objet d'une forte immigration qui prend quatre formes :

a. Une agglutination, en auréoles autour des noyaux villageois préexistants, d'immigrants individuels ou en famille (cas de Dida'ûré, de Kûma et de Kulung'dê).

b. Le déménagement de villages entiers qui viennent s'installer en banlieue en reproduisant leur forme villageoise, telle quelle (cas de Tchawânda et de Kédiya) ou desserrée dans le cadre d'une trame géométrique³ (cas de Kpângalam et de Salimdê). S'ils sont propriétaires fonciers, ils ouvrent un lotissement d'accueil pour augmenter leur poids démographique et attirer à eux des gens qui, par leur aisance ou leur influence, font partie de l'élite du pays - d'où la présence de villas dans le lotissement, toutefois non exclusive de logements populaires en semi-dur.

c. L'occupation de nouveaux quartiers, en dehors des noyaux villageois - mais qui peuvent être contrôlés foncièrement par eux, à moins que l'Administration ne purge l'espace concerné de ses droits antérieurs -, par une immigration individuelle (ou en famille), progressive, où les gens plus aisés côtoient d'autres qui le sont moins. En principe, les autochtones y sont peu nombreux et en tout cas immigrés comme les autres (cas de Kossobio et de Kpalo-Kpalo).

d. Les milieux ruraux environnants ne doivent pas être oubliés car une urbanisation y est repérable de deux façons : d'une part, ponctuellement, à la périphérie, avec l'apparition de fermes de colons agricoles et des campements peuls ; d'autre part, sur les axes routiers, avec l'alignement de villages naguère à l'intérieur des terres et la formation, dans certains cas, de « conurbations villageoises » (ces villages offrent aux élites issues d'eux des espaces où celles-ci sont invitées à construire des villas et où des établissements scolaires et sanitaires peuvent être implantés) - cas par exemple de l'ensemble Kadhâmbara-Yêlîmvô sur la route de Sokodé à Tchamba.

Pour en savoir plus sur les chorèmes : BRUNET Roger, 1980 - « La composition des modèles dans l'analyse spatiale », *L'Espace géographique*, IX, 4, pp. 253-265 ; BRUNET Roger, 1987 - « La carte et les modèles », dans Roger Brunet, *La carte, mode d'emploi*, Montpellier : Fayard/Reclus, pp. 188-222 ; DELER Jean-Paul, GODARD Henri, 1992 - « Structures de l'espace quiténien : des chorèmes au modèle spécifique », dans *Atlas infographique de Quito ; socio-dynamique de l'espace et politique urbaine*, Institut géographique militaire IGM (Équateur), Institut panaméricain de géographie et d'histoire IPGH (section nationale de l'Équateur), Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération ORSTOM, planche 41 + 4 p. de texte en A3 ; DELER Jean-Paul, 1993 - « Une urbanisation andine », dans Hélène Rivière d'Arc (éd.), *L'Amérique du Sud aux XIX^e et XX^e siècles ; héritages et territoires*, Paris : Armand Colin, pp. 137-157.

1) Le terme de « concession » est ici impropre car il renvoie à un statut foncier dicté par l'administration coloniale, laquelle concédait les terres sous condition d'une mise en valeur de l'espace accordé.

2) Auquel l'administration française, dans le cas particulier de Sokodé, a voulu ajouter le lotissement du Marché.

3) Nous avons évoqué ce changement en substituant un carré au rond pour la représentation, dans ce cas, de l'habitat villageois.

Gros plan sur un îlot pour un suivi anthropologique

Par passages répétés dans un certain nombre d'enclos familiaux de la ville, choisis d'une façon raisonnée afin d'avoir un éventail représentatif des situations les plus courantes, on peut identifier les évolutions à court et moyen terme. De telles observations régulières complètent fort utilement les enquêtes plus extensives faites par questionnaire. Elles peuvent s'organiser à partir des documents de base qui existent déjà.

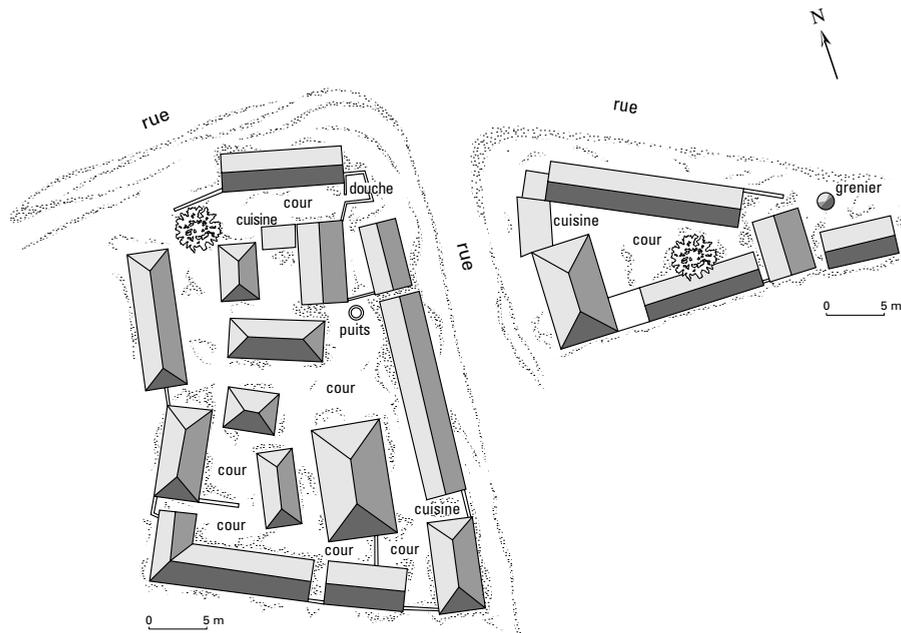
C'est en ce sens qu'a été effectuée une étude de terrain au quartier Kûma afin d'actualiser les documents existants: la carte à 1: 2 000 établie par Technosynthesis à partir des photographies aériennes de 1979 et des fiches par ménage du recensement de 1981. L'intervention¹ a porté sur une zone de dénombrement du recensement (I 39), comprenant 46 enclos et, en 1981, 119 ménages (dont 43 ont été visités).

Dans un premier temps, nous avons vérifié le fond cartographique à partir des mêmes photographies aériennes, constatant ainsi l'excellence de la représentation de l'habitat. Puis nous avons procédé, sur place, à la délimitation des enclos et à leur numérotation pour y lier des données. Enfin, nous avons cartographié toutes les modifications du bâti en passant d'enclos en

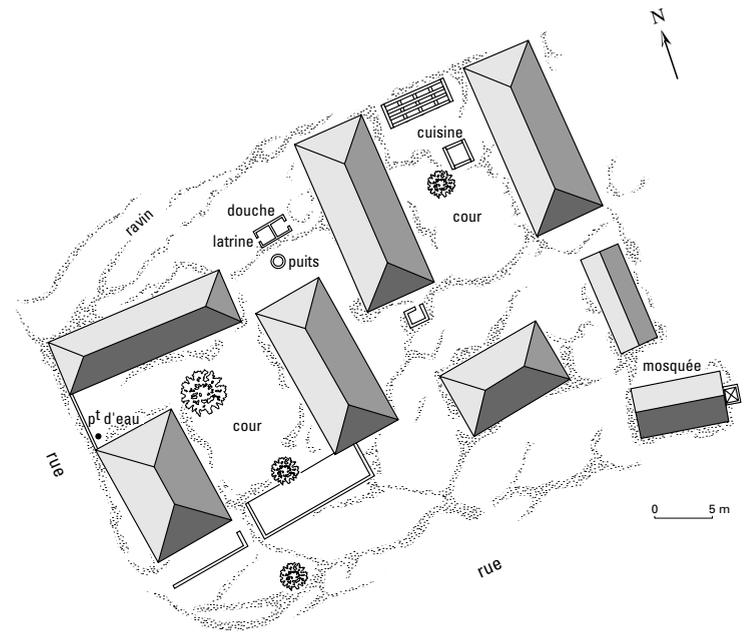
enclos, méthode monographique qui s'inspire d'une approche anthropologique de l'habitat².

Du côté du recensement démographique, nous avons visualisé la composition de chaque ménage par un arbre généalogique centré sur le chef du ménage (CM) (*figure n° 5*); les personnes seules vivant en location au sein d'une maisonnée (et considérées par le recensement comme formant chacune un ménage à part) ont été rattachées aux ménages principaux correspondants. L'enregistrement correct des liens de parenté est ici fort précieux pour identifier les filiations; et il serait souhaitable que, parmi les non-apparentés au chef de ménage, les recensements précisent ceux qui ont un lien de parenté avec l'épouse de ce dernier (cas de la parenté par alliance) ou avec tout autre membre de la famille. L'enquête de terrain a permis de rattacher nombre d'«électrons libres» à leur souche biologique. Par ailleurs, cette méthode facilite, en identifiant les mouvements, l'établissement d'un solde des sorties (départs, divorces, décès, etc.) et des entrées (nouveau-nés, nouvelles épouses, nouveaux locataires, etc.) à partir d'une date de recensement; elle est applicable d'une façon systématique au niveau d'un village ou d'un quartier, et par sondage pour l'ensemble d'une ville.

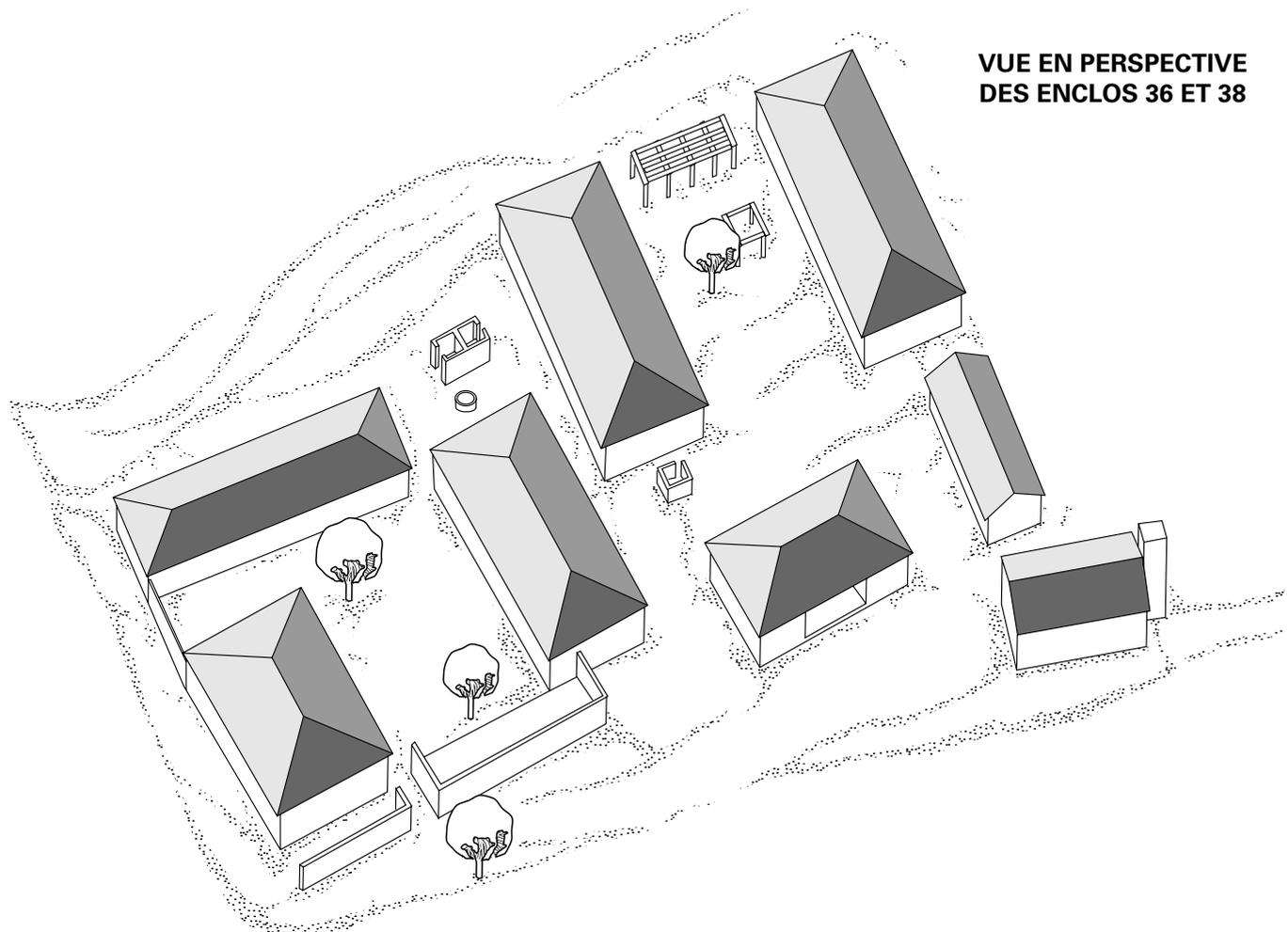
DÉTAIL DES ENCLOS 9 ET 19



DÉTAIL DES ENCLOS 36 et 38



VUE EN PERSPECTIVE
DES ENCLOS 36 ET 38



Gros plan sur un îlot pour un suivi anthropologique

Trois enclos ont été dessinés par Nicolas Chambon, architecte français, professeur à l'EMAU, qui a participé à notre enquête en compagnie de ses étudiants.

L'enclos rural (n° 9)

Le propriétaire s'est déclaré, au recensement de 1981, cultivateur de sorgho. Ceci signifie qu'il en cultive pour sa propre consommation, mais aussi pour en vendre sur le marché. Né en 1931, l'intéressé fait figure de patriarche avec une grande famille. L'enclos est de type rural, avec de multiples petites cours et deux cuisines facilitant la cohabitation de plusieurs ménages et de locataires (dont plusieurs immigrés kabyè). Cuisine et douche sont en bordure de rue pour une évacuation plus aisée des eaux usées. Un puits central dessert l'ensemble. L'évolution de

l'habitat est sensible dans le fait qu'il n'y a plus de case ronde, pas même la fameuse case-vestibule à l'entrée de l'enclos – d'ailleurs on y entre par deux espaces différents, simples interstices entre des bâtiments. La maison du chef de famille est un bâtiment interne à l'enclos, trônant dans la cour la plus importante, rectangulaire et compact, au toit à quatre pentes couvert de tôles. On constate que l'enclos a été effleuré lors du tracé de la rue-; un alignement de bâtiments très allongés, construits après 1981, borde celle-ci.

L'enclos rétréci (n° 19)

Né en 1926, l'intéressé est un vieux domestique salarié qui, en 1981, travaillait comme blanchisseur dans un hôtel. Son enclos, plus petit que le précédent (correspondant à une famille plus restreinte), a été, en plus, coupé en diagonale lorsque la rue

au nord a percé le quartier d'est en ouest. Le propriétaire a aussitôt refermé l'espace béant par un long bâtiment rectangulaire en bordure de la nouvelle rue. Sa cour est devenue exiguë, mais il a pu mettre en pointe, hors de l'enclos, un bâtiment et un grenier. Un arbre d'ombrage donne un peu d'intimité à la cour réduite à un triangle. La maison du chef de ménage est dans un angle de l'enclos de façon à ne pas envahir l'espace interne, mais elle a conservé son volume et les quatre pans de sa toiture. La cuisine, petite, est à côté, dans un autre angle.

Le propriétaire «-moderne-»
(enclos n° 36 et 38)

Contremaître à la subdivision des Travaux publics, le propriétaire est plus aisé que les deux précédents-; preuve en est qu'il a pu avoir deux lots contigus. Il a construit sa maison, avec toit à quatre pentes, en bordure d'un alignement antérieur. L'entrée, qui ouvre sur la rue, est en retrait du bâtiment, ménageant un large seuil couvert-; elle donne à cette habitation une allure de petit dispensaire. Finalement, la rue s'est quelque peu écartée du tracé initial, laissant ainsi la place à un oratoire musulman, qui lui, est tourné vers l'est, sans égard pour la trame géométrique de la voirie. Cette petite mosquée est dotée d'un vrai minaret.

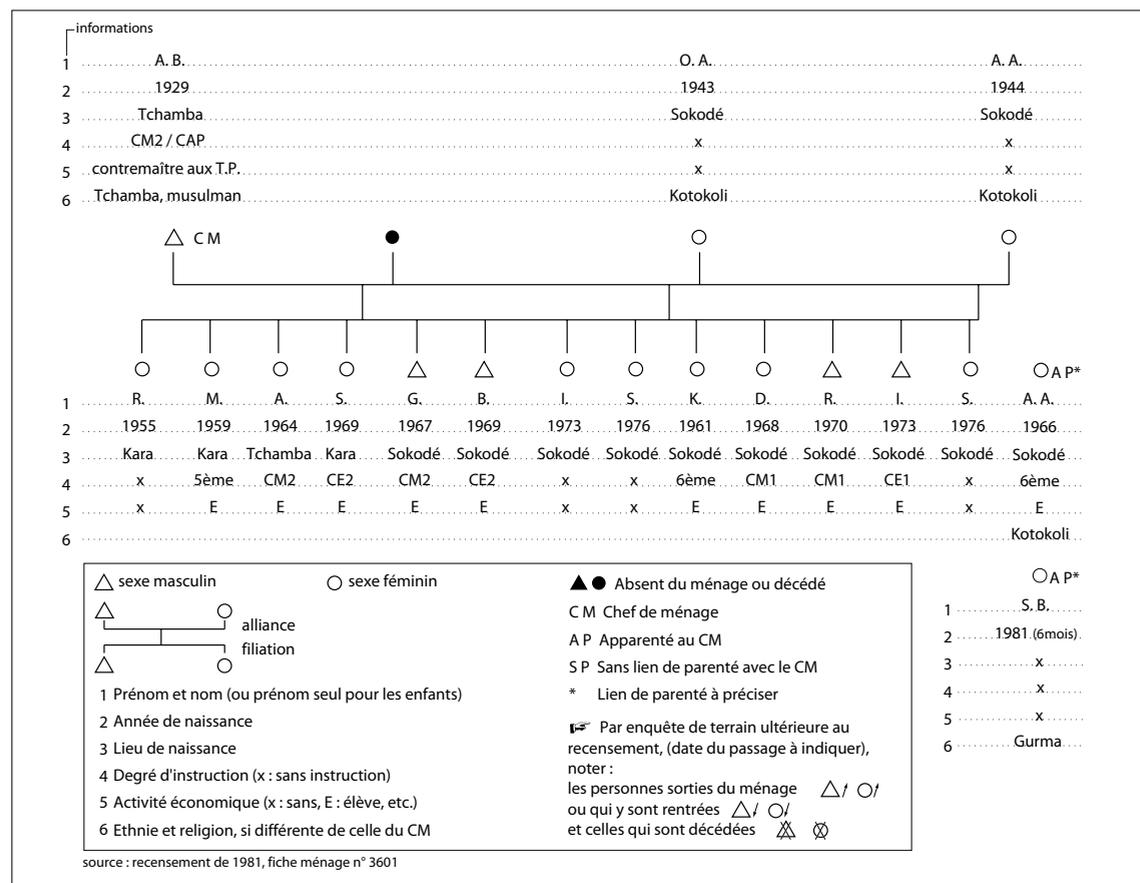
La maison du propriétaire tourne le dos aux deux cours où vivent parents et locataires. Si l'une des cours bénéficie, pour la délimiter, de murettes entre les bâtiments, l'autre présente des bâtiments simplement juxtaposés (cette dernière cour est entièrement louée à deux élèves, un instituteur seul, et un infirmier qui vit avec deux sœurs). L'arrière donne sur un ravin correspondant à la petite vallée encaissée du Kpândi-; et c'est là, en bordure de la dépression, qu'ont été disposés les sanitaires afin que s'y fasse l'évacuation des eaux usées.

1) En mai 1987, dans le cadre d'un enseignement donné à l'École africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme (EMAU) de Lomé.

2) Le Bris, Marie, Osmond, Sinou 1987.

Figure 5

LES RELATIONS DE PARENTÉ DANS L'ENCLOS FAMILIAL N° 36 DU QUARTIER KÛMA



La population par sa localisation résidentielle



Famille hawsa

**Sa place est tout naturellement à Dida'ûré,
quartier d'origine mandingue accueillant aux commerçants soudanais.**

Le recensement précensitaire, en vue de préparer le recensement général de la population et de l'habitat de 1981, a découpé l'agglomération en 53 «zones de dénombrement» (ZD) à peu près équivalen-

tes quant au nombre de leurs habitants, chacune regroupant plusieurs îlots. Elles sont identifiées par une lettre (de A à J), à laquelle s'ajoute une numérotation (de 01 à 53). Hors du périmètre urbain de l'époque, Kpângalam et Kédiya font

La population par sa localisation résidentielle

partie d'une même ZD. Ni le découpage par les lettres ni celui par les chiffres ne correspondent aux quartiers. Pire, rares sont les ZD qui ont un tissu homogène. Il s'agit d'un découpage effectué de façon à ce que chaque agent recenseur puisse avoir grosso modo le même nombre de ménages à visiter. Dans ces conditions, on ne retrouve que très imparfaitement la structure multicentrée de la ville.

La carte des densités exprime néanmoins les différences significatives qu'on était en droit d'attendre. Nous y retrouvons la continuité de l'habitat de Kûma à Kossobio, avec partout plus de 87 habitants à l'hectare¹, les plus fortes densités étant atteintes au cœur de Dîda'ûré (à l'est de la place du Zongo), avec plus de 250 habitants à l'hectare. Le quartier Barrière est déjà bien occupé et présente des densités supérieures à 87 habitants/ha. Tchawânda - Kanyidê - Akamadê, d'une part, Kédiya, d'autre part, installés plus tôt, ont conservé un habitat villageois plus dense que celui sur trame d'accueil des autres villages qui sont venus par la suite (Kpângalam, Nada et Salimdê). Les fronts d'urbanisation à Kulung'dê, au sud de la route de Bassar à Tchawânda, et à Kûma sont également visibles.

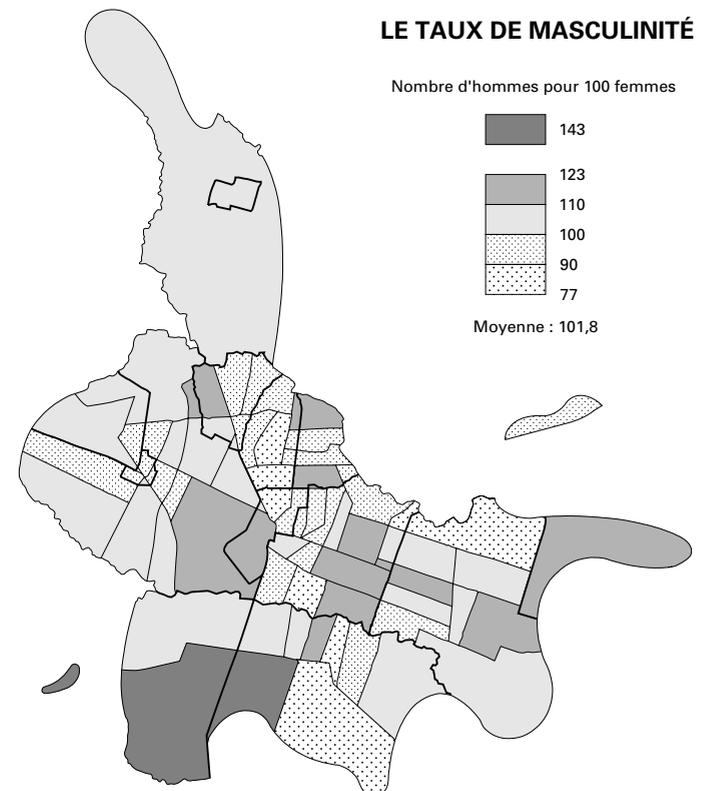
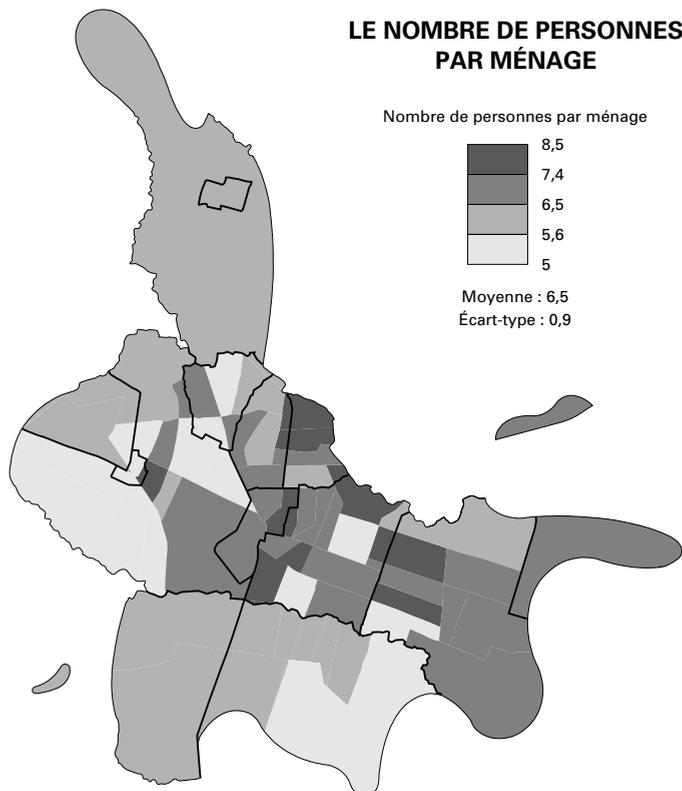
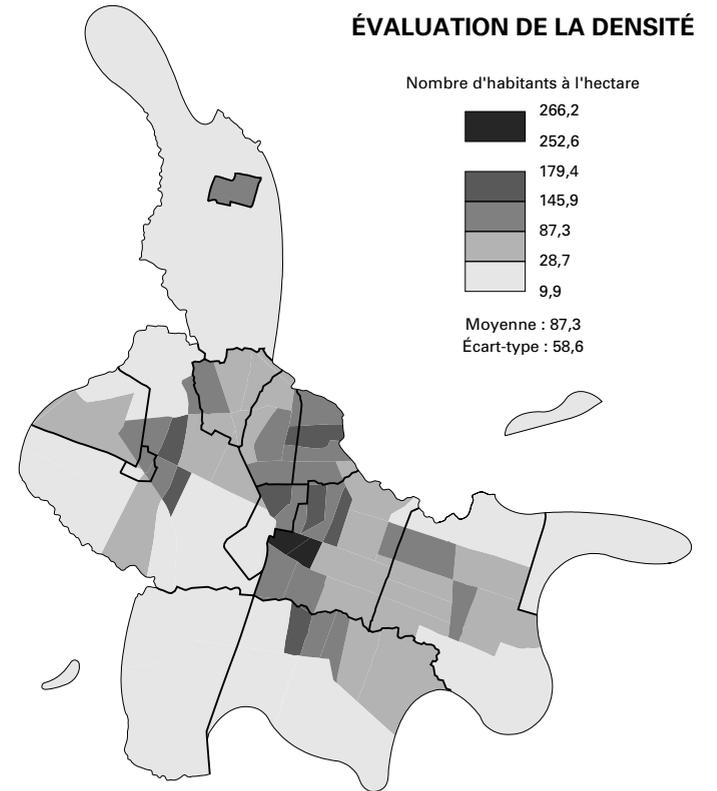
Le nombre de personnes par ménage (6,5 en moyenne) est élevé dans le vieux quartier Dîda'ûré et à Tchawânda (la polygamie plus importante chez les musulmans y est sans doute pour quelque chose), ainsi que dans des zones d'urbanisation plus récente où les enclos familiaux, plus grands, peuvent accueillir davantage de personnes: Kpalo-Kpalo, Kulung'dê. Des zones où les villas sont plus nombreuses apparaissent en clair sur la carte: peut-être leurs habitants sont-ils plus soucieux de limiter les naissances et plus sélectifs quant à la solidarité familiale? Mais les moyennes sont ici difficiles à interpréter car la présence de nombreux élèves vivant seuls en location fait chuter les chiffres, ces derniers étant considérés par le recensement comme des chefs de ménage.

La même difficulté existe pour le taux de masculinité puisque les élèves sont en grande majorité de sexe masculin; si bien qu'il est légitime de se demander si l'on n'a pas, par le biais de ce taux, une carte de la résidence des scolaires. Les lieux où sont implantés les établissements scolaires ont en effet un taux largement positif: le quartier administratif, Tchawânda (avec les établissements confessionnels chrétiens), Akamadê, Kpângalam-Kédiya, Kpalo-Kpalo (le CEG Aviation n'est pas loin, de l'autre côté du Kpôndjo), la partie orientale de Dîda'ûré (autour de l'école primaire de ce quartier) et Kulung'dê - Salimdê (école primaire et CEG de Kouloundè). Dans le cas du quartier administratif, l'existence de ménages collectifs à nette dominante masculine (hôpital, camp de la gendarmerie, prison, foyer de jeunes Saint-Kisito²) pèse en plus sur le taux (143 hommes pour 100 femmes dans la partie méridionale du quartier administratif).

Retenons que, sur le plan démographique, Sokodé présente d'importants contrastes internes, si bien qu'on ne peut pas se contenter de moyennes pour l'ensemble de l'agglomération: il nous faut, là aussi, descendre au niveau des quartiers.

1) La moyenne pour l'ensemble de l'agglomération est de 87,3 habitants à l'hectare (soit 8 730 hab. au Km²); rappelons qu'il s'agit d'un habitat horizontal.

2) Géré par la paroisse Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus.



La population par ses appartenances

Les appartenances ethniques

Les Kotokoli, autochtones de la région et de la ville, sont majoritaires avec 58,6 %. En y ajoutant les ressortissants des populations environnantes (Basar, Tchâmba et Peuls, soit 5,6 %), Sokodé est une ville régionale à 64,2 % de ses habitants. Avec les autres populations voisines du Nord qui y résident (25,7 %), Sokodé est bel et bien une ville du Nord, à 84,4 %. Cela dit, les gens du Sud y sont bien représentés, et ceci dès le début de

la période coloniale ; d'ailleurs beaucoup d'entre eux sont nés sur place.

On constate une certaine stabilité de cette répartition dans le temps car le recensement précédent de 1970 donnait, pour les seuls chefs de ménage, 54,6 % pour les Kotokoli. Peut-être, peut-on constater en 1981 légèrement moins de gens du Sud et plus du Nord ; mais l'estimation est délicate, car on compare une population totale en 1981 et les seuls chefs de ménage en 1970.

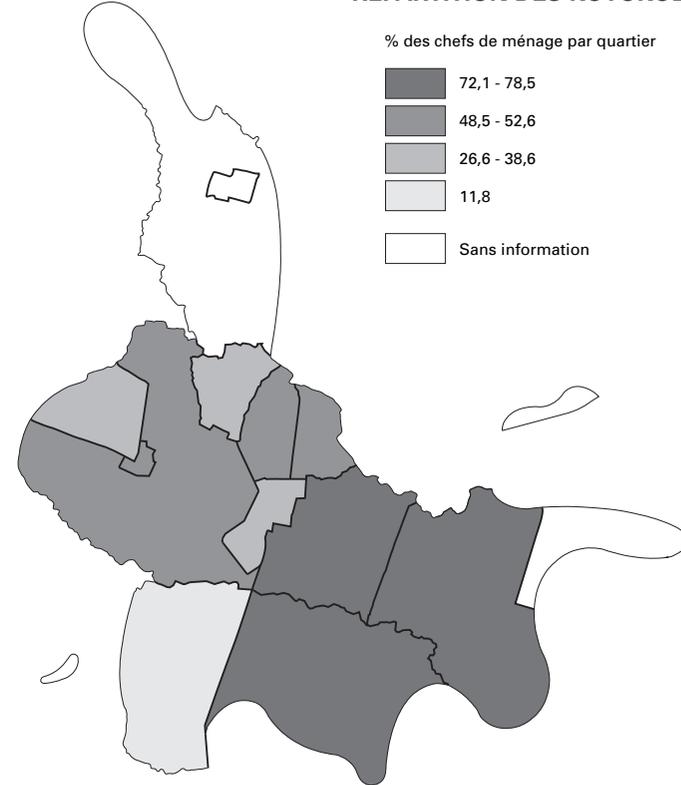
RÉPARTITION ETHNIQUE DES CHEFS DE MÉNAGE (CM) DE SOKODÉ,
PAR QUARTIER, EN 1970

quartier	nombre de CM	En-% (a)						
		KOT	BAS TCH	KAB NAW LAM	divers Nord	Sud	Étr.	Total Nord
Kûma	322	72,1	7,8	6,5	2,5	8,7	2,4	16,8
Dida'ûré	750	78,5	2,5	2,4	0,7	9,9	6,0	5,6
Kulung'dê	450	72,7	7,3	4,7	2,4	11,3	1,6	14,4
Tchawânda, Akamadê, Kanyidê	589	52,6	3,7	33,8	2,7	5,3	1,9	40,2
Akamadê	158	38,6	20,2	32,3	5,1	1,3	2,5	57,6
Kossobio, Kpalo-Kpalo	399	26,6	1,2	7,0	1,5	35,8	27,9	9,7
Zongo	886	48,5	3,0	11,2	3,3	22,1	11,9	17,5
Barrière	235	32,8	3,0	48,1	0,4	11,1	4,6	51,5
Bariki	144	11,8	4,2	27,1	4,9	38,9	13,1	36,2
ensemble de Sokodé	3 933	54,6	4,5	15,0	2,3	15,4	8,2	21,8

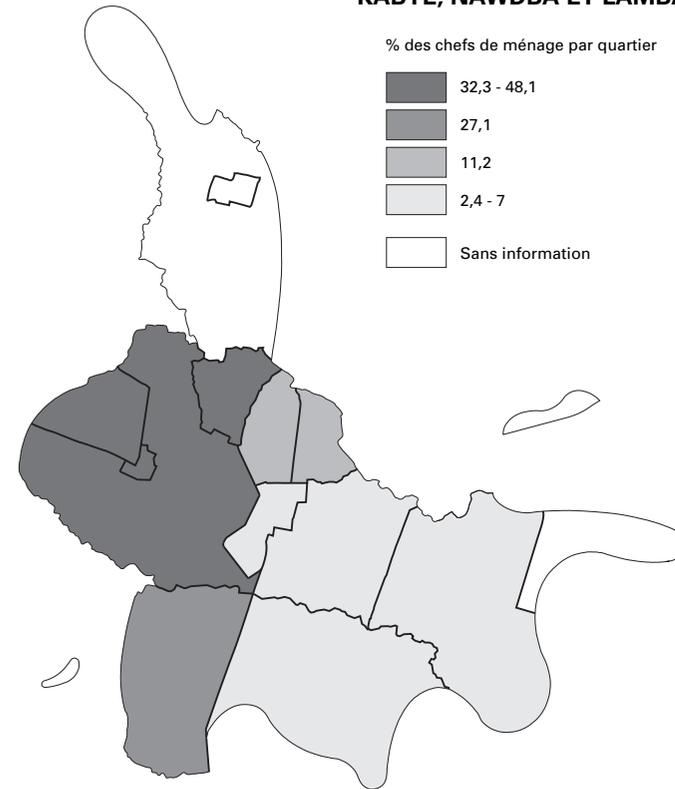
(a) KOT =Kotokoli (la population autochtone); BAS =Basar; TCH =Tchâmba; KAB =Kabyê; NAW =Nawdba; LAM =Lâmba; divers Nord =autres ressortissants du Nord-Togo; Sud =ressortissants du Sud-Taogo (ethnies au sud de Blitta); Étr. =étrangers; total Nord =ethnies du Nord moins les Kotokoli.

Source: recensement de 1970, dépouillement Y. Marguerat.

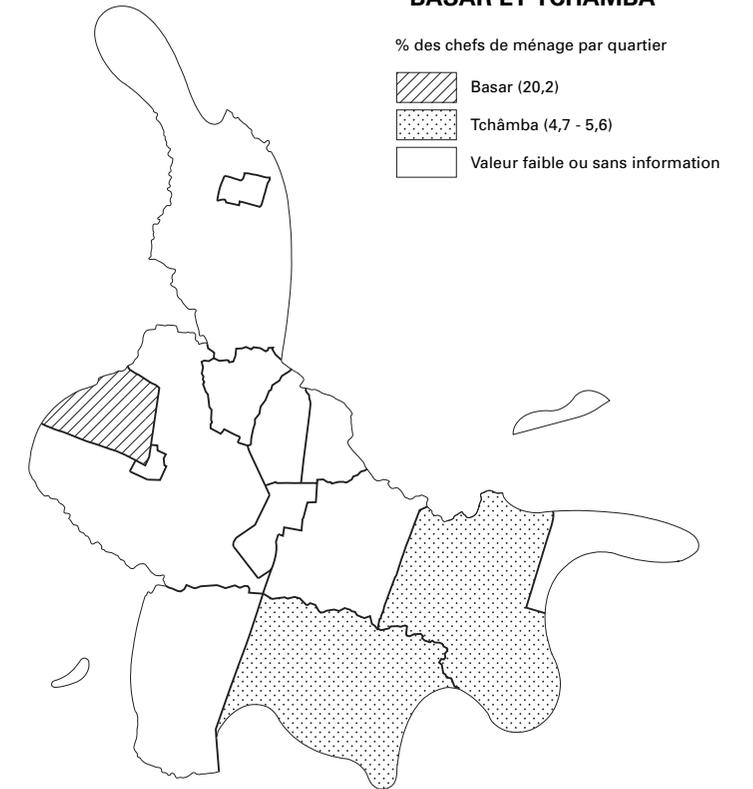
RÉPARTITION DES KOTOKOLI



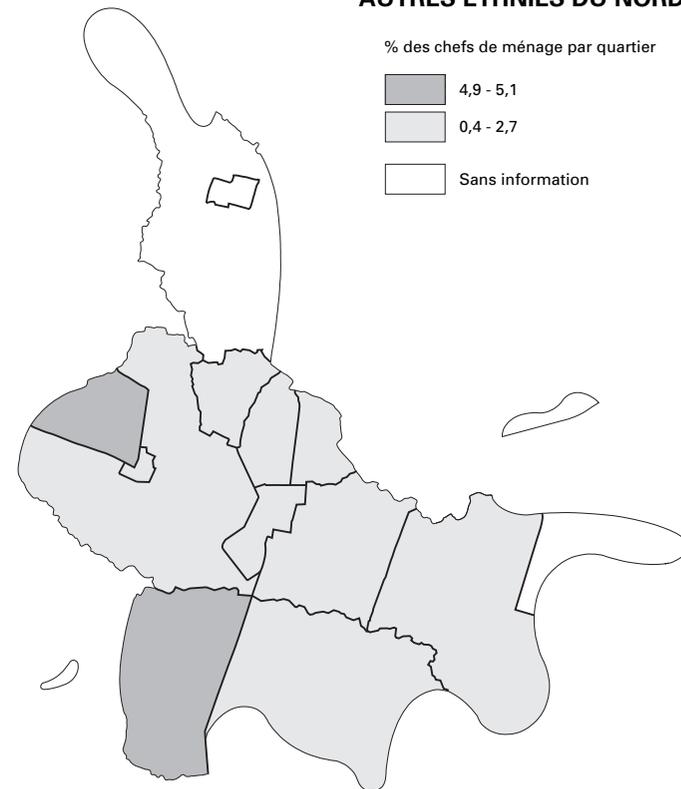
RÉPARTITION DES KABYÈ, NAWDBA ET LÂMBA



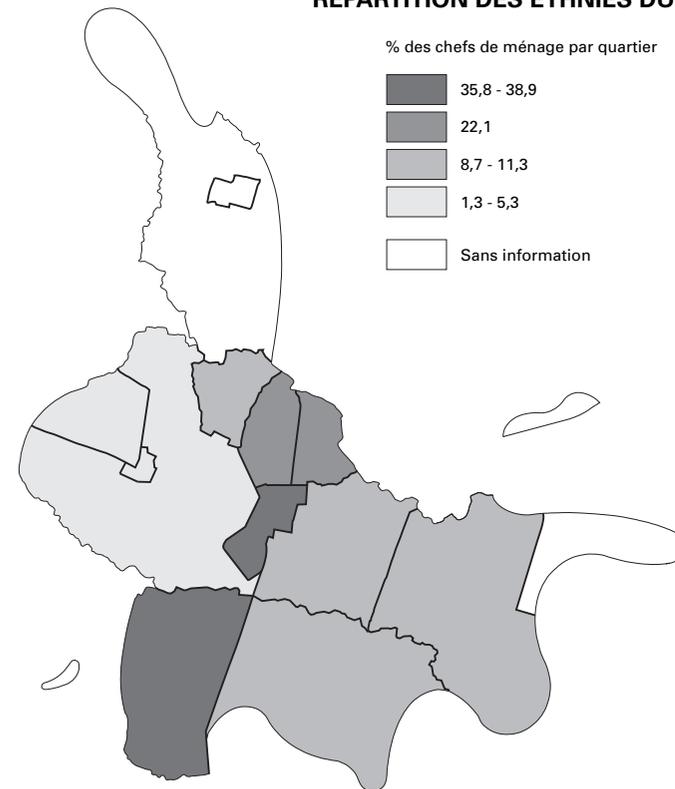
RÉPARTITION DES BASAR ET TCHÂMBA



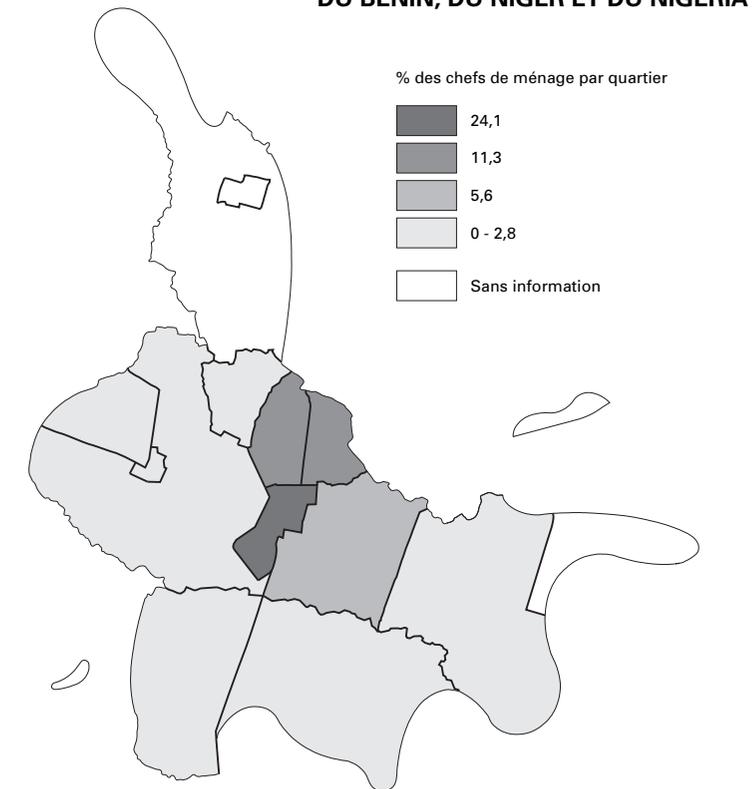
RÉPARTITION DES AUTRES ETHNIES DU NORD



RÉPARTITION DES ETHNIES DU SUD



RÉPARTITION DES ORIGINAIRES DU BÉNIN, DU NIGER ET DU NIGERIA



RÉPARTITION DE LA POPULATION TOTALE DE SOKODÉ, PAR ETHNIE, EN 1981

ethnie	total	en %
autochtones	27 368	58,6
Kotokoli	27 368	58,6
populations voisines	2 606	5,6
Basar	1 558	3,3
Tchâmba	865	1,8
Peuls	183	0,4
autres populations du Nord	9 395	20,1
Kabyê	5 138	11,0
Nawdba	2 331	5,0
Lâmba	912	1,9
Moba	538	1,1
Anufôm	221	0,5
Gurma	112	0,2
Kônkomba	87	0,2
Mosi	32	0,1
N'gam-gam	15	
Yângâ	9	
populations du Moyen-Togo	947	2,0
Ifê	766	1,6
Anyângâ	125	0,3
Kpêsi	34	0,1
Bariba (a)	22	
populations de la civilisation ajatado	3 667	7,9
Evhé	1 910	4,1
Gên/Mina	1 101	2,4
Watchi	229	0,5
Fân	218	0,5
Adja	153	0,3
Rwla, Rwédha	47	0,1
Ang'lô	9	
populations des plateaux de l'Ouest	350	0,7
Akposo	261	0,6
Ekpèevhe (Akébu)	62	0,1
Bédééré (Adélé)	15	
Bogo	12	
minorités citadines	694	1,5
Yoruba-Nago (b)	440	0,9
Hawsa	254	0,5
divers	1 633	3,5
Autres Togo (c)	619	1,3
Nigeria	331	0,7
Béni	223	0,5
Niger	171	0,4
Ghana	44	0,1
Mali	6	
Autres Africains	43	0,1
Français	59	0,1
Allemands	19	
Américains	5	
Libanais	1	
Autres non-Africains	112	0,2
total population urbaine (d)	46 660	100,0

Source: recensement de 1981.

(a) le recensement regroupe les Tamberma (ou Somba) avec les Bariba (ou Barba)

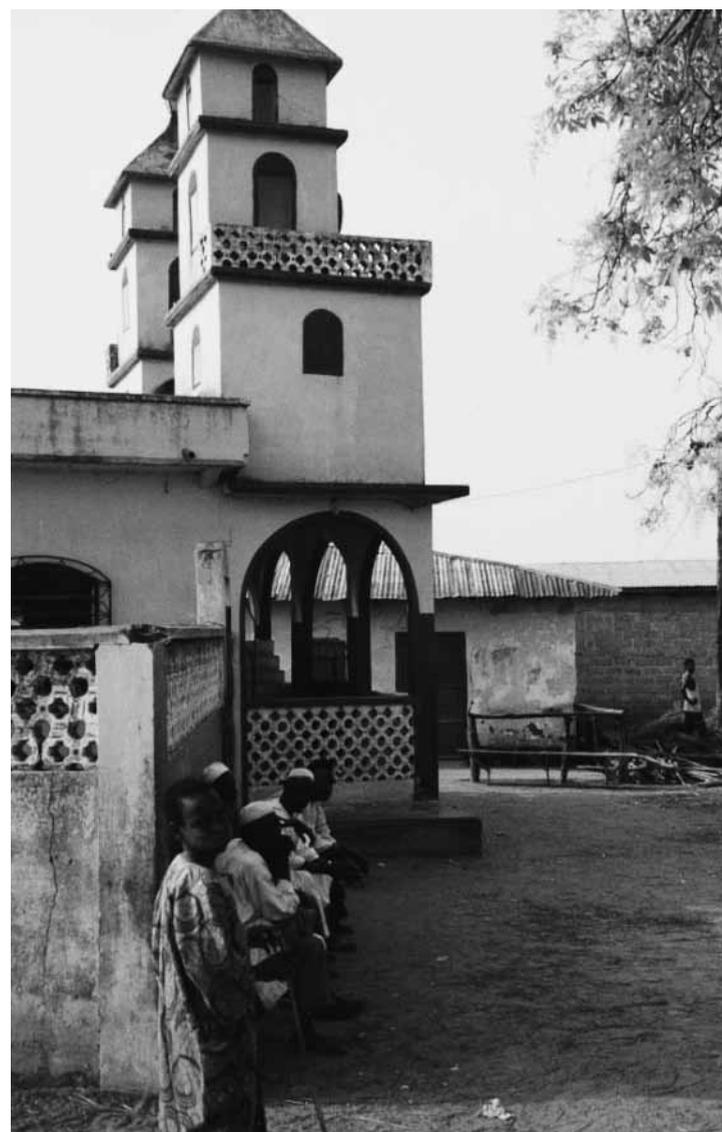
(b) 204 Nago-Anago que nous avons regroupés avec les 236 Yoruba

(c) dont 4 «Taoulamba» que nous n'avons pas pu situer dans un groupe connu; à noter que deux groupes listés par le recensement, les Basila et les Hwé n'ont aucun ressortissant à Sokodé, mais des Basila et des Hwé peuvent se retrouver dans le contingent des Béninois

(d) ce total se révèle inférieur à celui du tableau n° 2, sans doute parce que Nada, Salimdé et les fermes environnantes n'ont pas été comptés ici comme «urbains»

Pour aucun recensement, il n'a été publié les appartenances ethniques par quartier. Seul un dépouillement manuel, par Y. Marguerat, des fiches d'enquête du recensement de 1970 – mais pour les seuls chefs de ménages –, nous permet d'avoir une idée des répartitions spatiales (à cette date-là, Kpângalam, Kédiya et Salimdé n'étaient pas comptés dans l'agglomération sokodéenne). Les chefs de ménage kotokoli sont majoritaires à plus de 70 % dans les anciens villages devenus quartiers (Dida'uré, Kulung'dé, Kûma) ; ils restent majoritaires à Tchawânda (52,6 %), mais descendent à 26,6 % au Zongo, et sont très peu nombreux au quartier administratif (11,6 %). Les ethnies du Sud présentent l'image inverse et ne sont nombreuses que dans ces deux derniers quartiers. Après Barrière, les gens du Nord ont investi Tchawânda et Akamadé. Les populations voisines se sont installées de préférence aux sorties de ville correspondant à leur lieu d'origine : les Basar à Akamadé (20,2 %) – sur la route de Bassar – et les Tchâmba à Kulung'dé et à Kûma – sur la route de Tchamba.

Pour une comparaison avec les autres villes du Togo, voir MARGUERAT Yves, 1995 – *Populations, migrations, urbanisation au Togo et en Afrique*, Lomé : Université du Bénin, 300 p. (• Patrimoines • 2).



La mosquée de l'imam Apu
El-hadj Abdulâï Apu fut le 3^e imam de Dida'uré, quartier où l'islam a toujours été dominant.

Les adhésions religieuses

Près de 66 % des habitants de Sokodé pratiquaient la religion musulmane en 1981. Les Kotokoli adhèrent à cette religion à 98 %. Ils sont rejoints dans cette option par d'autres populations du Nord également musulmanes (Peuls, Tchâmba, Anufôm), ainsi que par des originaires de pays soudanais ou du pays yoruba – Togolais (Hawsa, Bariba, Mosi) ou étrangers (ressortissants du Niger et du Nigeria). Les Kotokoli musulmans de Sokodé représentent 87,6 % de

La population par ses appartenances

RÉPARTITION DE LA POPULATION TOTALE DE SOKODÉ,
PAR ETHNIE ET PAR RELIGION, EN 1981 (EN %)

ethnie/pays	M (a)	C (b)	P (c)	TC (d)	T (e)	A (f)	ND (g)
à très forte majorité musulmane							
Niger	98,8						
Kotokoli	98,0	1,2		1,3			
Hawsa	98,0						
Peul	96,7						
Tchâmba	95,8	2,0		2,1			1,6
Nigeria	92,4		3,0	3,0			
Yoruba-Nago	89,5	8,9		10,7			
Bariba	90,9						
Mosi	87,5						
Anufôm	81,9	5,9		6,8	7,7		
à majorité musulmane et à forte minorité chrétienne							
Autres Togo	56,9	30,7	4,5	35,2	5,0		2,7
Ekpeevhe	56,4	33,9		38,7			
Bénin	53,4	30,5	7,6	38,1			6,3
à composition tripartite							
Gurma	32,1	34,8		34,8	8,9		24,1
Autre Africain	25,6			32,6			39,5
Basar	21,8	36,4		37,8	26,2		13,8
Autre non-Africain	15,2	23,2	30,4	53,6	3,6		26,8
à majorité chrétienne et à minorité musulmane							
Ghana	27,3	36,4	15,9	52,3			
Ifê	18,9	66,6	3,8	70,4	4,4	2,5	3,8
à majorité chrétienne et à minorité traditionaliste							
Moba	6,3	50,9		52,4	28,8	3,5	8,9
Lâmba	3,3	54,7	1,54	56,2	32,3	1,4	6,7
Kônkomba		62,1		62,1			29,9
Kabyê	3,8	60,6	5,41	66,0	22,2	1,1	6,8
Anyânga		78,4		80,8	12,0		
Watchi		72,0	9,61	81,7	9,6		8,3
Nawdba		81,8		82,1	12,5		3,9
Rwla, Rwédha		87,2		87,2			10,6
à forte majorité chrétienne							
Allemands				52,6			
Kpési		58,8		58,8			
Fon		84,4		87,2	5,0		
Evhé	2,4	62,8	26,6	89,5	2,7	2,2	3,1
Français		89,8		89,8			
Akposo		63,2	26,8	90,0			5,7
Gên	2,3	81,2	9,3	90,5	1,6	2,9	2,7
Adja		76,5	17,0	93,5			
ensemble de Sokodé	65,7	22,8	2,7	25,5	5,6	0,5	2,7

Source : recensement de 1981.

- (a) M = musulmans
 (b) C = catholiques
 (c) P = protestants
 (d) TC = total des chrétiens (C + P)
 (e) T = traditionalistes
 (f) A = autres religions
 (g) ND = non déterminés

N.B. : ont été supprimés de ce tableau tous les pourcentages trop faibles (moins de 1 %) et ceux qui s'appliquent à des nombres absolus inférieurs à 10

la communauté musulmane de la ville. À noter malgré tout la présence de quelques chrétiens parmi les Kotokoli (335 sur 27 368 Kotokoli).

D'autres groupes sont majoritairement musulmans, mais dans une moindre proportion (de 53 à 57 %), et présentent une forte minorité chrétienne (de 30 à 40 %). Il s'agit d'un petit groupe, les Ekpeevhe (appelés couramment Akébu), qui pourtant, chez eux, ne sont pas islamisés, et de regroupements hétérogènes (« Autres Togo », « Bénin »).

Plusieurs groupes originaires du Nord maintiennent en leur sein une fidélité aux religions traditionnelles d'une façon ouverte et revendiquée : les Lâmba (32 % d'entre eux), les Moba (29 %), les Basar (26 %), les Kabyê (22 %) et, à un degré moindre, les Nawdba (12 %) et les Anyânga (12 %). Mais la confiance de cette fidélité aux agents de recensement n'est pas toujours faite : les pratiques traditionnelles sont moins aisées pour les citadins et, par ailleurs, ceux-ci peuvent craindre un jugement négatif dans un milieu majoritairement musulman et chrétien (les « traditionalistes » déclarés ne représentent que 5,6 % des habitants de Sokodé), d'autant plus que beaucoup d'entre eux sont des immigrés qui aspirent à une vie plus « moderne ». Si bien qu'il convient de considérer comme

fidèles aux rites anciens l'essentiel des « non déterminés », anormalement nombreux pour certains groupes : « Autres Africains » (39 %), Kônkomba (30 %), « Autres non Africains » (27 %)¹, Gurma (24 %), Basar (14 %), etc.

Plusieurs groupes ont en conséquence une forte minorité traditionaliste en leur sein, ce qui leur donne une structure composite : islam – christianisme – religion coutumière. La répartition spatiale des appartenances religieuses (celle des chefs de ménage en 1970) coïncide avec celle des ethnies : plus de 80 % des chefs de ménage de Dîda'ûré, Kulung'dê, Kûma sont musulmans ; composition tripartite à Barrière et à Akamadê, où existe une forte minorité traditionaliste chez les Kabyê, les Lâmba et les Basar ; plus de 80 % des chefs de ménage sont chrétiens au quartier administratif, où les ethnies du Sud sont bien représentées.

Les acteurs religieux sont souvent absents des politiques officielles de développement, rejetés dans la sphère du privé par des États qui se définissent comme laïcs. Pourtant, nombre d'entre eux prennent d'importantes responsabilités sociales, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la santé. Ils jouent un rôle structurant en proposant des modèles de recomposition sociale.

Notre approche historique nous a permis d'évoquer déjà le rôle de l'islam dans la société kotokoli. Aujourd'hui, ce sont environ une centaine d'oratoires islamiques qui ponctuent l'agglomération pour que Dieu soit loué cinq fois par jour. Des écoles les accompagnent et certains maîtres coraniques (*alfa*) font preuve d'une vitalité intellectuelle comme ceux qui, dans les années soixante-dix, à la suite d'*Alfa* Alilu Sisé, s'initient à la Tarabiyya, branche mystique de la Tidjaniyya Ibrahimiyya. Des prêcheurs musulmans entrent dans l'histoire hagiographique de l'islamisation des peuples « païens », ainsi *El-badj* Bukari, dit « Modjolobo », natif d'Alakpadê, près de Sokodé.



El-hadj Bukari dit «-Modjolobo-»
 Il prêcha énergiquement dans les années
 cinquante, lorsque le pays kotokoli
 s'islamisa en masse.

Du côté des communautés chrétiennes, on retiendra la fondation d'une mission catholique à Sokodé dès 1929, la présence du RP Théophile Boursin (qui fut membre de la première équipe municipale de 1952 à 1959), la fondation de nouvelles paroisses pour mieux desservir les quartiers de Kulung'dê et de Kpângalam, le rôle social de plusieurs congrégations religieuses, enfin les activités parallèles des Églises de la mouvance protestante.

Les suffrages accordés aux partis politiques

Aux élections à la Chambre des députés du 27 avril 1958, il y avait 5 bureaux de vote à Sokodé (pour 3 702 électeurs), et la ville se trouvait dans la circonscription électorale « Sokodé-Centre » avec un certain nombre de villages (Kadhâmbara, Paratao, Kolowaré, Kpângalam, Kolina-Kobidji, Aléhéridê, Kpaswa, Wasarabo et Buzalo)², soit un total de 13 157 inscrits. Se présentaient Ayéva Derman (ancien président de l'Assemblée législative du Togo de 1951 à 1956, député sortant³) au nom de l'Union des chefs et des populations du Nord (UCPN) et Mama Arouna⁴ du Comité de l'union togolaise (CUT). Les abstentions furent nombreuses : 50 % contre 35 % à la moyenne nationale. La circonscription administrative de Sokodé dans son ensemble présenta le même taux d'absence (49 % à « Sokodé-Est » et à « Sokodé-Ouest ». Mama Arouna l'emporta avec 60,9 % des suffrages exprimés.

L'affrontement de ces deux candidats révèle un clivage politique, au sein de la société kotokoli, entre deux pôles : Paratao, d'une part, qui eut la chefferie supérieure jusqu'en 1949, et Kûma, d'autre part, qui prit la relève et à qui l'opinion prêtait les faveurs de l'administration française (pour la nomination d'Issifou Ayéva à la chefferie supérieure, puis pour le lancement de l'UCPN). Paratao et Dîda'ûré (liés depuis Djobo Bukari par des relations privilégiées : celui-ci était le demi-frère de l'imam Abdulai Apu) constituèrent un front anti-UCPN / anti-Français et firent campagne pour le CUT, qui l'emporta, on le sait, à l'échelle nationale.

Les élections municipales de novembre 1959 concernèrent 5 948 électeurs à Sokodé⁵ et confirmèrent la nette victoire des Cutistes (22 sièges sur 27).

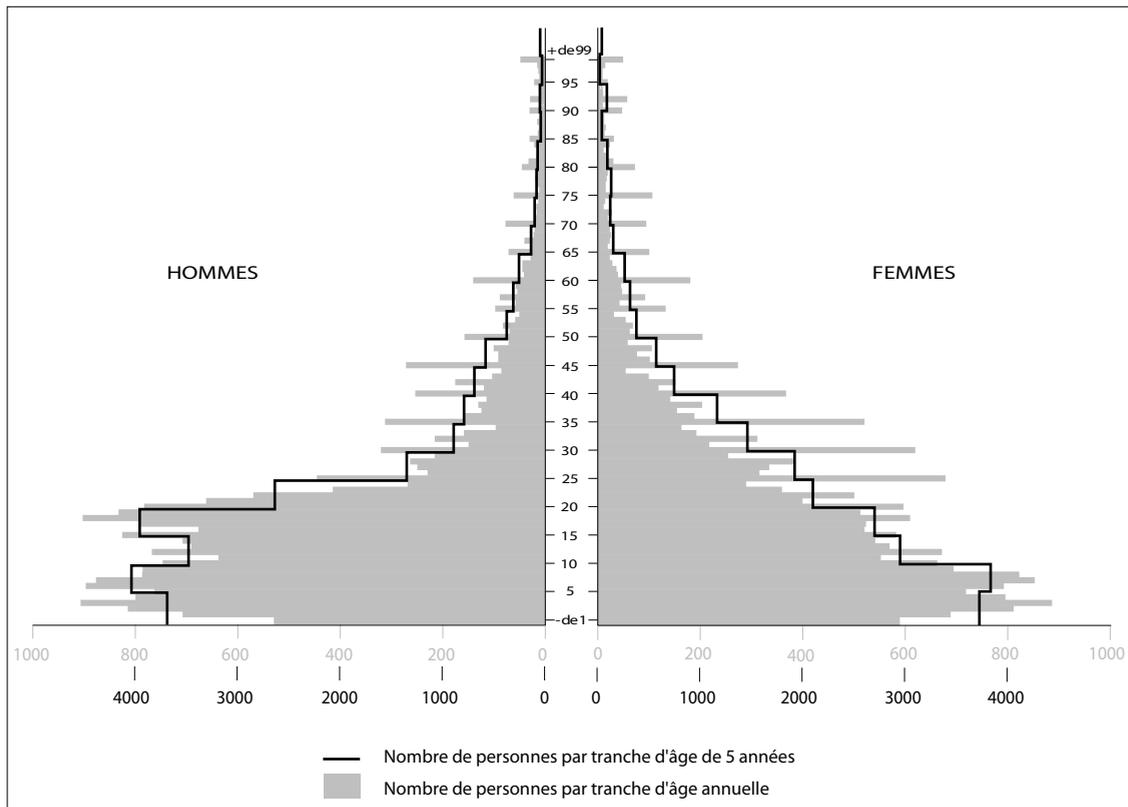
Aux élections législatives du 24 mars 1985⁶, la circonscription électorale de Sokodé⁷ a toujours

un fort pourcentage d'abstentions : 42 % contre 22 % à la moyenne nationale ! Fut élu Ibrahim Kododji Traoré, habitant à Dîda'ûré, dans le cadre d'une élection semi-compétitive (les candidats se présentaient hors du parti unique, mais sans le droit de remettre en cause les « idéaux » de ce dernier, bref sans pouvoir faire acte d'opposition), avec 60,2 % des suffrages exprimés. Il recueillit la quasi-totalité des suffrages de son quartier, et une très forte majorité à Kulung'dê, au sous-quartier de Tchagbala (au nord de Dîda'ûré) et à Kpalo-Kpalo. Par contre, sa concurrente, Mme Akim Banabessé, ressortissante de l'ethnie basar et domiciliée au quartier Zongo, obtint la majorité à Kûma, Kpângalam et dans les quartiers à l'ouest de la route nationale. L'équation personnelle des candidats a peu joué – tous deux sont en contact avec un large public du fait de leurs activités professionnelles et de leurs responsabilités, ont une large expérience des rouages de l'État, et sont reconnus ainsi par leur entourage⁸ – ; c'est leur appartenance à une communauté traditionnelle, c'est-à-dire à un quartier, qui compte avant tout ! La ville apparaît alors politiquement coupée en deux... Destin des agglomérations multicentrées ?

Aux élections législatives du 6 février 1994 (40 081 inscrits à « Tchaoudjo-Centre »)⁹, l'abstention reste toujours élevée : 50,6 %, soit encore beaucoup plus que la moyenne nationale qui est de 34,1 %¹⁰. À noter que plusieurs partis d'opposition ont prôné l'abstention, jugeant que les conditions d'une liberté effective n'étaient pas remplies. Le candidat de l'ex-parti unique, Inoussa Bouraïma, ministre de la Défense nationale, vient en tête au premier tour, avec près de 41 % des voix, mais les partis d'opposition ont fait des scores importants (27,5 % pour l'Union togolaise pour la démocratie – UTD – représentée par Agouda Moumouni¹¹, 22 % pour le Parti pour l'action et le développement – PAD – représenté par Alassani, et près de 10 % pour le Comité d'action pour le renouveau – CAR – représenté par Ali), si bien que c'est le candidat de l'UTD qui passe largement au second tour, avec 58,7 % des voix.

La population par ses appartenances

Figure 6
PYRAMIDE DES ÂGES DE SOKODÉ, EN 1981



Source : recensement de 1981.

RÉPARTITION DES ACTIFS DE TOUT ÂGE ET DES DEUX SEXES À SOKODÉ, SELON LA PROFESSION ET LE STATUT DANS LA PROFESSION, EN 1981

profession	statut (a)						total	en %
	Ind	AF	SP	ST	Ap.	autre		
ruraux (b)	1 613	90	66	3		8	1 780	17,8
commerçants (c)	1 759	38	44	12	9	34	1 896	19,0
ouvriers (d)	986	14	52	13	268	6	1 339	13,4
textile (e)	1 102	4	755	48	1 064	28	3 001	30,0
services (f)	60	66	260	89	12	15	502	5,0
administrations (g)	8		403	44	15	3	473	4,7
cadres (h)	76	1	905	8	4	11	984	9,8
total	5 604	213	2 485	217	1 372	105	9 996	100,0
en %	56,1	2,1	24,9	2,2	13,7	1,1	100,0	

Source : recensement de 1981.

(a) Ind = indépendants (et employeurs : peu nombreux = 10) ; AF = aides familiaux ; SP = salariés permanents ; ST = salariés temporaires, Ap. = apprentis ; autre : dont 8 membres d'une coopérative et 96 non déclarés

(b) agriculteurs, éleveurs, forestiers, pêcheurs et chasseurs

(c) personnel commercial et vendeurs

(d) ouvriers et manœuvres non agricoles, conducteurs d'engins de transport

(e) tailleurs et couturiers, tapissiers et ouvriers assimilés

(f) travailleurs spécialisés dans les services

(g) personnel administratif et travailleurs assimilés

Nous n'avons pas la répartition par bureau de vote, mais il semble que le clivage ancien ait moins joué cette fois-ci ; par exemple, plusieurs notables de Dida'uré, cutistes en 1958, ont ouvertement soutenu le candidat du RPT, conjointement avec le chef supérieur. Par contre, un clivage nouveau apparaît : des jeunes reprochent à la génération précédente ses compromis avec le régime du parti unique et soutiennent les partis d'opposition. Les plus militants d'entre eux se recrutent dans tous les quartiers, sans distinction.

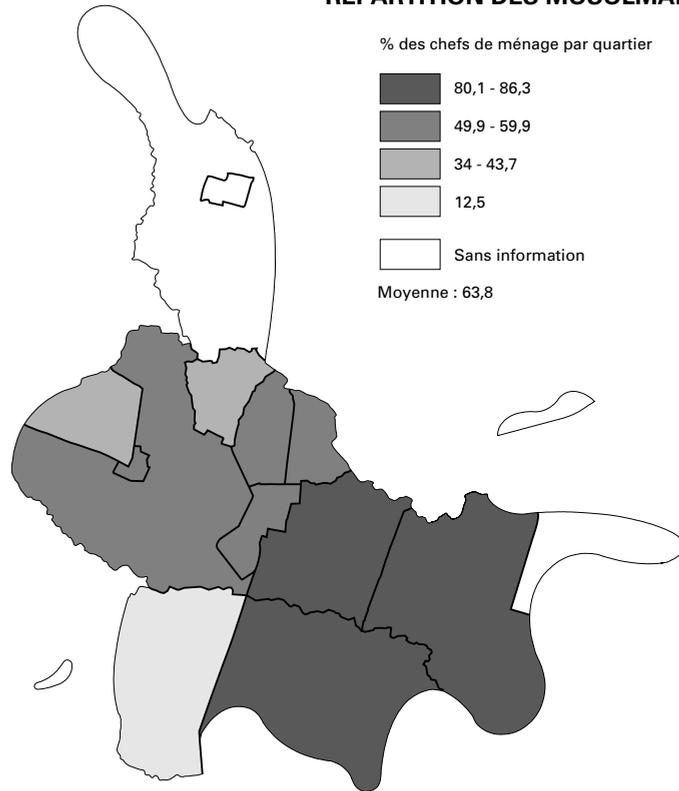
Les jeunes sont nombreux comme l'indique la pyramide des âges de la ville (figure n° 6). En 1981, les 15-25 ans représentaient plus de 28 % de la population totale de l'agglomération.

Et les classes sociales ?

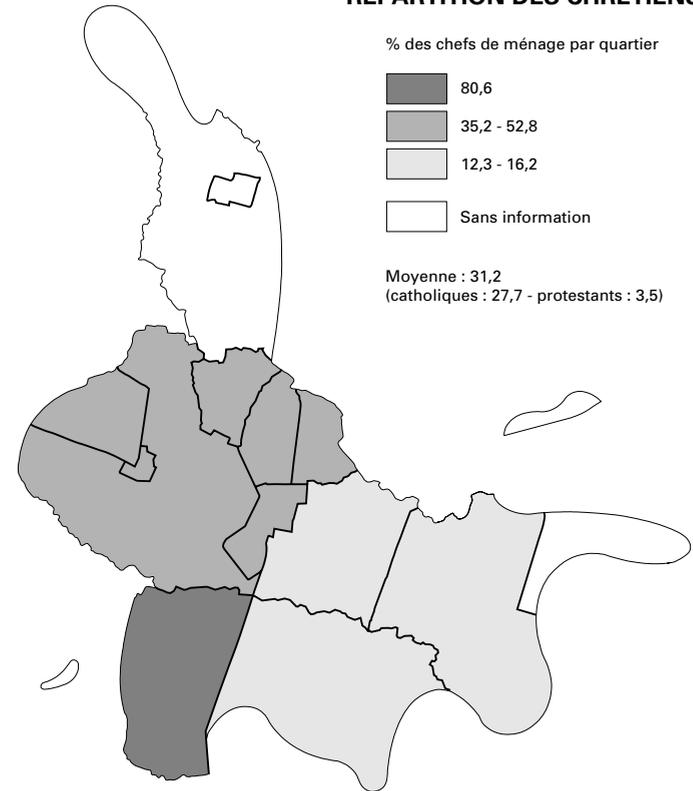
Il est significatif que nous n'ayons pas parlé jusqu'à présent des appartenances socioprofessionnelles. Elles ne sont pas en effet, pour l'instant, constitutives de classes sociales, bien que les différences sociales existent et soient très accusées. Les familles plus aisées résident indistinctement dans tous les quartiers, construisant des villas éparses dans des trames d'accueil qui sont ouvertes à toute forme d'habitat (en dehors, nous l'avons vu, du lotissement du Fonds commun, lequel est de petite taille). Il n'existe donc pas de quartier résidentiel de « haut standing ». L'élite locale reste très attachée à son origine lignagère (le clan, la famille), à ses alliances matrimoniales, à sa communauté résidentielle historique.

Notons toutefois une vive conscience de leurs intérêts professionnels chez certains acteurs de la vie économique, entre autres les « revendeuses » du marché central, les hommes d'affaires et les artisans – dont une partie est regroupée au sein du Groupement interprofessionnel des artisans du Togo (GIPATO/ Région centrale). La ville n'est pas très grande, si bien que tous ceux qui pratiquent la même activité se connaissent et constituent un milieu de connivence (qui va de pair avec l'individualisme lié aux affaires et les rivalités feutrées) où l'on entre par

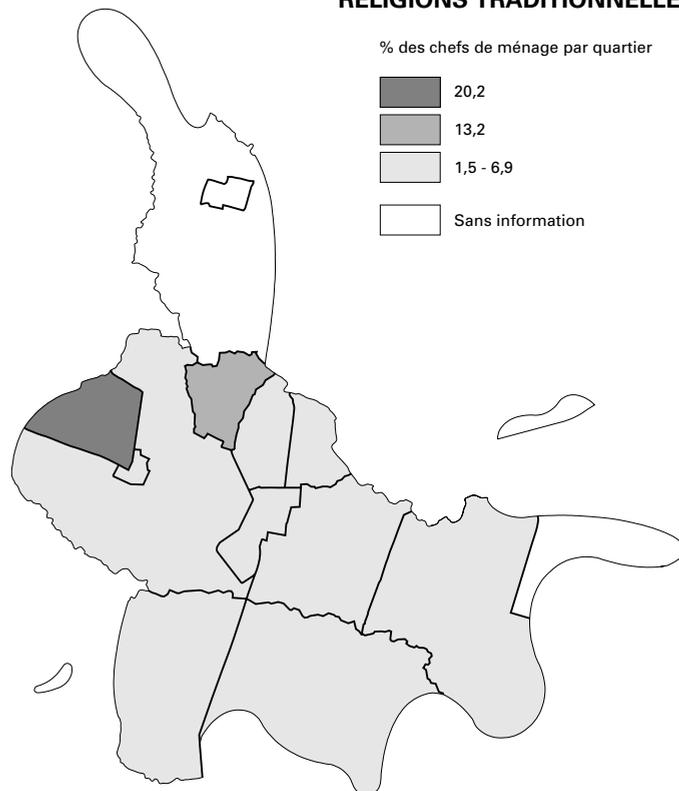
RÉPARTITION DES MUSULMANS



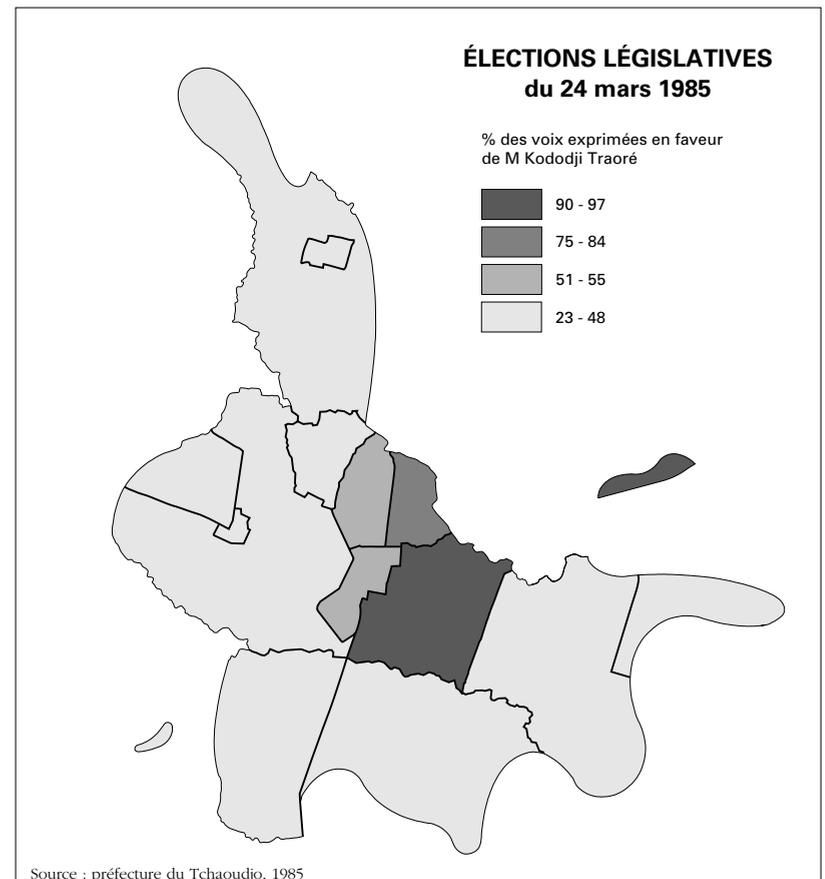
RÉPARTITION DES CHRÉTIENS



RÉPARTITION DES RELIGIONS TRADITIONNELLES



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 24 mars 1985



La population par ses appartenances



Le garage du Secours catholique (en haut) et un magasin de pièces détachées (en bas)
les activités de transport, entre autres services, font vivre la ville.

une expérience professionnelle étroitement liée aux relations sociales (l'artisan y introduira ses apprentis, la revendeuse sa fille, l'homme d'affaires des dépendants, etc.).

1) Certains d'entre eux peuvent être bouddhistes ou hindouistes.

2) Michel Paillère était alors commandant du cercle de Sokodé. Ce fut un Américain, C. Rehling, qui joua le rôle d'observateur au nom de l'ONU.

3) Né le 2 janvier 1907, Derman Ayéva, agent technique de Santé, frère du chef supérieur Issifou Ayéva, fut l'un des fondateurs de l'UCPN, en 1951.

4) Né en 1928, ressortissant du clan Dikéni, commerçant (mais S. Décalo – 1976 : 28 – le présente comme fonctionnaire de l'Administration).

5) Soit environ 2 500 électeurs de plus que l'année précédente ! *Dédauré* avec 1 909 électeurs, *Koumah*, *Kouloundé*, le quartier administratif et *Kpondjo* avec 1 042 électeurs, *Zongo*, *Tchaouroundé*, le quartier de l'ancien stade, *Kossobio* et *Kpaloukpalou*, avec 1 554 électeurs, le quartier des *Cabrais*, *Akamadé*, *Kandjididè* (= *Kanyidè*), 1 443 électeurs.

6) Nous en avons rendu compte dans un article paru dans le numéro que la revue *Politique africaine* consacra au Togo (n° 27, septembre -octobre 1987) : « Jalons pour une sociologie électorale du Togo : 1958, 1985 ».

7) La circonscription électorale coïncide désormais avec la ville, soit 25 318 électeurs.

8) M Kododji est directeur du service de la Main-d'œuvre et ancien administrateur territorial (à Tchamba, puis à Sokodé) ; Mme Banabessé est sage-femme à la polyclinique de Sokodé, membre actif de l'Association togolaise pour le Bien-être familial (ATBF) et vice-présidente de la section de l'Union nationale des femmes togolaises (UNFT).

9) L'une des plus grosses circonscriptions électorales du pays.

10) Aux élections présidentielles du 25 août 1993, quelques mois plus tôt, l'abstention pour l'ensemble de la préfecture de Tchaoudjo avait atteint 58,4 %, soit, cette fois-ci, légèrement au-dessous de la moyenne nationale (établie à 60,5 % en tenant compte des bureaux de vote qui ne purent ouvrir ou qui furent saccagés). Tous les partis d'opposition avaient appelé à l'abstention (document officiel de la Commission électorale nationale, « *L'élection du premier président de la IV^e République* », 1994 : s.l., pp. 266-267).

11) Employé aux PTT, de clan Daro (branche cadette de Salimdè), domicilié à Kûma.

Annexes

L'ADHÉSION D'UN SOUS-QUARTIER DE DIDA'ÛRÉ À UN MOUVEMENT RELIGIEUX : LA TARABIYYA¹

La Tarabiyya est un mouvement religieux lancé par le cheikh Ibrahim Nyass de Kaolack, au Sénégal, au sein de la Tidjaniyya. En fait, le mouvement s'inscrit dans des mouvances qui s'emboîtent comme des poupées gigognes. Le père d'Ibrahim Nyass, Abdulay Niass, qui vécut durant la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e (1844-1922) à Kaolack, fonda une branche de la Tidjaniyya, la branche nyasèn, laquelle est représentée par un khalife à Kaolack. En 1930, Ibrahim Nyass se sépara de la branche aînée (porteuse du khalifat) pour promouvoir sa propre branche, laquelle connut un important succès au Nigeria (auprès de l'émir de Kano, Abdullahi Bayero –

voir Kane 1989) et au Ghana (où elle eut les meilleures relations avec Kwame Nkrumah). Les réseaux confrériques sont complexes et la plupart des fidèles togolais, qui reconnaissent en Ibrahim Nyass un grand musulman tidjane, ignorent en toute bonne foi que l'un des aspects des enseignements du maître ouvre une voie mystique : la Tarabiyya.

La Tarabiyya s'est développée en particulier à Sokodé grâce aux enseignements d'Alfa Alilu Sisé, né au début du siècle à Sokodé, dans une famille pieuse (son père était *alfa*) du sous-quartier Kaamisandé de Dida'uré. De son groupe (les Sisé) et de sa famille, Alilu Sisé hérite le goût des études théologiques et effectue des séjours auprès des enseignants les plus réputés de son temps et du Ghana : *Ehadj* Abdulay, Turé Peul originaire de Djougou et installé à Yendi (un séjour qui aurait duré 7 ans), *Ehadj* Moru, un Hawsa, à Kete-Kratchi (un séjour de 4 à 5 ans), *Malam* Djédé, également Hawsa, à Ahamansu (un séjour de 3 ans), enfin *Alfa* Abdéraman, chef du quartier kotokoli d'Asamankese (au nord-ouest d'Accra). L'enseignement qu'il reçoit est celui de la Tidjaniyya et ses descendants le présentent comme ayant introduit cette doctrine à Sokodé.

Alilu Sisé est devenu lui-aussi un *alfa* reconnu par son entourage. Il avait la soixantaine lorsque Ibrahim Nyass passa à Sokodé en 1955. Le contact est pris et *Alfa* Alilu Sisé part avec son fils, Abdulay Sisé, pour un séjour de 6 mois à Kaolack au Sénégal, en 1958. Il est de retour à Sokodé en octobre de la même année et y reçoit le frère cadet d'Ibrahim Nyass, Abubakari Nyass, en 1962 ; puis il effectue un pèlerinage à La Mecque en 1965.

Dès lors, la famille d'Alfa Alilu Sisé (les frères, Alasani Sisé et Asumanu Mendé, et le fils, Abdulay) se font les propagateurs de la Tarabiyya. Il s'agit d'une voie qui se déclare tidjane tout en ajoutant quelques recommandations supplémentaires. Déjà la Tidjaniyya demande à ses adeptes d'ajouter trois versets (demander pardon à Dieu, louer Dieu, louer son Prophète) à trois prières par jour (sur les cinq que doit effectuer le croyant) : le matin, au début de l'après-midi (à 15h30) et la nuit. La Tarabiyya en rajoute en demandant de répéter les versets 30, 50 ou 100 fois selon leur longueur. La prière du soir (à 19h) se fait en groupe. Le mois de la fête de l'anniversaire du Prophète (*Mawlud*) est l'occasion de prières collectives de louanges à Dieu et à son Prophète qui peuvent durer tard dans la nuit, jusqu'à 1 heure du matin.

Cette répétition des versets, qui rappelle les *mantra* de l'hindouisme ou le rosaire des catholiques, est censée introduire l'orant dans l'intimité de son dieu. C'est bien dans ce sens qu'on demande au nouvel adepte d'entreprendre une initiation à la voie en récitant jusqu'à 1 000 fois les versets, et ceci durant une ou plusieurs semaines. Il est alors suivi par un éducateur qui, au bout d'un certain temps, lui demande ce qu'il ressent durant la prière. La Tarabiyya est donc une voie mystique qui invite à une connaissance directe et sensible de Dieu. Étymologiquement, « Tarabiyya » signifie éducation (« élever les enfants, éduquer les jeunes »). Accordant beaucoup d'importance à la formation des jeunes, elle rencontre un certain succès auprès d'eux.

Mais cette voie est critiquée par d'autres musulmans. Sous d'autres cieux, des jeunes, lancés dans cette voie mystique, auraient commis des excès. Pire, les pèlerins de retour de la Mecque ayant témoigné que de nombreux musulmans priaient là-bas les bras croisés, les dignitaires de la voie, à Kaolack, répandent l'idée que le Prophète a ainsi prié. Les musulmans qui restent en dehors de cette voie rétorquent que les adeptes de cette confrérie divisent les musulmans du Togo ! En mai 1970, l'Union des musulmans du Togo (UMT), lors de son assemblée constitutive, condamne dans sa motion n° 3 la pratique « schismatique » de la *Tarbia*, demande l'interdiction de cette pratique et exhorte les responsables religieux à l'unité idéologique de l'islam. L'effervescence atteint son comble en mai 1972 et *Ehadj* Alilu Sisé fut arrêté avec deux autres adeptes par le chef de la brigade de gendarmerie de Sokodé et conduit à Lomé, où ils restèrent emprisonnés durant 41 jours ; son frère Alasani Sisé (75 ans) fut lui aussi emprisonné durant 42 jours, à Sokodé, avec cinq autres personnes de Dida'uré et deux de Tchamba.

En fait de jeunes dévoyés, il s'agissait de chefs de famille honorablement connus. De passage à Sokodé, le 11 juillet 1972 (pour l'inauguration du marché central et du nouveau bâtiment des services de la Sécurité sociale), le général Eyadéma joua l'apaisement et les arbitres : il interrogea les prisonniers et décida de leur libération. Quelques jours plus tard, les 14 et 15 juillet 1972, l'UMT tint un congrès extraordinaire à Sokodé et condamna de nouveau la voie : « *La Tarbia est une secte professant une doctrine qui dit que « tout est permis ici-bas ». Ses adeptes qui prétendent voir Dieu pendant leurs prières, croisent les mains en priant et, ô sacrilège ! chantent et dansent en s'accompagnant de tambourins* » (d'après un compte rendu de *Togo-Presse* cité par R. Delval). En conséquence, l'UMT engagea des démarches auprès du chef de l'État pour que la police fasse la chasse aux bras croisés (Delval 1980 : 245).

En février 1973, Mamadu Nyass, fils d'Ibrahima Nyass (30 ans environ), est de passage à Lomé. «...*Il fut correctement accueilli par les autorités, mais son séjour se passa dans la plus grande discrétion et resta ignoré du public. Il réunit tous les Tidjanes et leur conseilla d'écouter le Gouvernement car c'est un conseil de l'islam de ne pas s'opposer aux autorités, mais il préconisa de pratiquer la Tidjaniya chez soi* » (Delval, *ibid.*). L'UMT publia un communiqué rappelant l'interdiction de la *Tarbia*.

À la fin des années soixante-dix, la confrérie était bien établie à Kaamisandé avec 150 fidèles environ, ainsi qu'en témoigne R. Delval : « *Les adeptes de la tarabiya du quartier de Kamsandé sont de pieux musulmans dont certains d'un âge vénérable ; dix d'entre eux ont fait le pèlerinage de La Mecque* » (1980 : 150). *Ehadj* Alilu Sisé était encore vivant (il est décédé depuis, en 1982), ainsi que son frère, *Ehadj* Alasani Sisé (que R. Delval estime alors âgé de 75 ans).

Le fondateur de la Tarabiyya, Ibrahim Nyass, est mort à Londres, où il était hospitalisé, le 26 juillet 1975.

EL-HADJ BUKARI, DIT « MODJOLOBO », OU L'ISLAMISATION ACTIVE

Ehadj Bukari prêcha dans les villages des environs de Sokodé dans les années 1950, lorsque le pays kotokoli s'islamisa en masse. Il était né à la fin du siècle dernier, au petit hameau d'Alakpadé (aujourd'hui aggloméré à Kadhâmbara), de père Mola et de mère Traoré. Il reçut une formation de tailleur auprès de sa famille maternelle, demeurant à Dida'uré, en même temps que les rudiments de l'islam dans le cadre d'une école coranique. Il exerça son métier à Pagala, de 1932 à 1938, puis effectua un pèlerinage à La Mecque qui dura quatre ans.

Il part ensuite au Ghana, où il exerce, outre son métier de tailleur, une activité de changeur, monnayant livres sterling contre francs français ; mais il se ruine dans une tentative de commerce de tissu. Il s'adonne alors à la religion, reçoit ses premières visions en 1949 et rentre à Sokodé dans un tel état d'excitation que sa famille est obligée de le faire soigner.

À la violence verbale de ses prêches, *Ehadj* Bukari joint la destruction de ce qu'il appelle les fétiches – en fait, les tabourets sur lesquels les médiums (singulier : *té'û*) s'assoient pour communiquer avec les ancêtres. Il les brûle publiquement pour chauffer un thé qu'il distribue aux gens ayant assisté à la scène. Monté sur un magnifique cheval blanc, que lui prêtait son ami *Ehadj* Kubadja Salifu Turé, suivi surtout par des jeunes, il « s'attaque » en premier à Modjolofo, le sanctuaire de Kpângalam où Uro Agoro Dam, premier chef du village, avait disparu aux yeux de ses notables ; *Ehadj* Bukari retirera de cet événement le surnom de « Modjolofo ». Il eut également l'occasion de se rendre à Tchamba, au bord du véhicule d'*El hadj* Balanka, alors président régional de l'Union nationale des transporteurs routiers du Togo, puis dans le canton de Koussountou.

En 1958, *Ehadj* Bukari est de nouveau au Ghana. Il parcourt la région cacaoyère de la Volta, où les manœuvres agricoles d'origine kotokoli sont nombreux. Accoutré d'un turban, il prie selon les rites waabites en usage à La Mecque, provoquant ainsi des incidents dans des milieux musulmans fidèles à la Tidjaniyya. En 1960, il est jeté en prison à Accra, puis expulsé.

De retour à Sokodé, il reprend ses prêches énergiques, où l'acte se joint à la parole. Il se met par exemple, sur le marché de Paratao, à couper les cheveux des jeunes Peuls, qu'il estime trop longs ! Enfin, au niveau du marché de Kadhâmbara, il utilise le sable en bordure de route pour procéder aux ablutions rituelles... et malmène Mgr Linghenheim, l'évêque catholique de Sokodé, qui passait avec son véhicule ! Ces excès sur la voie publique motivent son arrestation. Il meurt en prison deux semaines plus tard, en juillet 1962.

Pour en savoir plus, lire : BARBIER J.-C., 1991 – « *Ehadj* Bukari dit « Modjolofo » ou la guerre des fétiches à Sokodé », *Islam et sociétés au sud du Sahara*, n° 5, novembre, pp. 73-102 ; d'après une enquête de Wuro Wétchiré Arimyo.

La population par ses appartenances

LA FORCE SOCIALE DES ARTISANS REGROUPÉS

Fondé en 1985, le Groupement interprofessionnel des artisans du Togo (GIPATO/Région centrale), regroupait en février 1994 près de 360 artisans (dont quelques apprentis). Le recensement de 1981 est déjà trop ancien pour qu'une comparaison avec le total des artisans résidant à Sokodé puisse être fiable, mais GIPATO pourrait regrouper près de 60 % des artisans de la ville. Les plus motivés sont ceux qui utilisent le plus les filières d'approvisionnement que cet organisme, par son magasin, met à la disposition de ses adhérents : les forgerons pour le fer, les tisserands pour le fil, les métiers du bâtiment pour divers matériaux de construction, etc. Autre intérêt du GIPATO : l'existence en son sein d'une mutuelle d'épargne et de crédit (CMEC) qui accorde des prêts remboursables en quatre mois à un taux d'intérêt de 1 % par mois, et que la coopération décentralisée initiée par la région française Champagne-Ardenne (IRCOD) a aidée à ses débuts (dotation, en 1988, d'un fonds de roulement de 3 millions). Enfin, cette coopération accordant son aide aux artisans principalement à travers cet organisme (par exemple pour les opérations de parrainage d'entreprise), les dits artisans ont tout intérêt à fréquenter ce qui est leur groupement officiel et unique.

Les artisans inscrits au GIPATO de la Région centrale sont pour moitié nés à Sokodé ; 68 % si on élargit aux villages kotokoli et tchamba et à ceux du canton de Koussountou (au sud de Tchamba). C'est dire que la population autochtone adhère largement à ces activités dont les plus traditionnelles (le tissage, la forge, la cordonnerie, etc.) se sont développées dans la période précoloniale avec la circulation de marchands le long des itinéraires de la cola. Tous les quartiers kotokoli de Sokodé accueillent d'ailleurs des artisans en leur sein (alors que les quartiers non autochtones, fondés par l'immigration – Kossobio, Kpalo-Kpalo et Barrière – en ont beaucoup moins).

On trouve, au sein du GIPATO, un contingent d'artisans originaires du Sud-Togo (16 %), mais pas plus que du Nord-Togo² (15 %) ; cependant le Sud pourvoit en artisans « modernes » – comme par exemple pour tout ce qui touche à l'électricité (électriciens du bâtiment et électriciens pour les appareils ménagers – frigoristes inclus).

1) Source : entretien avec les dignitaires de la communauté musulmane de Kaamisandé, avec l'aide d'Alfa Abdulay Sisé, fils d'Alfa Alilu Sisé, en février 1994.

2) Région centrale exclue.

Des outils pour une planification urbaine

Comme beaucoup d'autres villes africaines, Sokodé a eu des plans établis par l'administration coloniale (les géomètres des Travaux publics de l'époque), puis des plans directeurs d'urbanisme et des missions de photographies aériennes. Pour le dernier de ces plans directeurs (Technosynesis 1982), Sokodé, à l'égal de sept autres villes du Togo, a bénéficié d'une couverture aérienne à 1 : 12 500 et d'une cartographie de base très détaillée (avec représentation du bâti, des courbes de niveau d'un mètre d'intervalle, etc.) à 1 : 2 000. Ces documents sont dispersés entre les Archives nationales, les services cadastraux, la Conservation foncière, la Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat (DGUH), les services du Plan, les Travaux publics, etc.

On constate que ces documents de base de grande qualité ne sont guère utilisés par les services techniques, pourtant directement concernés. Les connaissances de terrain qu'ont acquis les agents de

ces services ne sont pas reportées systématiquement sur une carte ; inversement, la carte ne les accompagne pas souvent lors de leurs interventions sur le terrain. De toute évidence, elle est plus document de bureau, voire illustration colorée affichée au mur, qu'outil au service de l'action.

C'est en partie pour conjurer ce destin que nous proposons cet atlas. Il nous donne l'occasion de présenter les documents disponibles, en les rendant plus accessibles – du moins plus familiers – et en montrant l'utilité pratique. C'est dire aussi que le relais doit pouvoir être pris par les services techniques concernés car, eux-seuls, peuvent assurer un suivi sur le terrain, identifier les repères, connaître les situations particulières. Ce vœu va dans le sens des décentralisations que les pouvoirs publics voudraient bien entreprendre, encouragés en cela par les coopérations internationales : chacun convient que les décisions qui touchent à la ville doivent être prises le plus près possible des citoyens – usagers et citoyens. Mais encore faut-il que les services locaux aient la capacité réelle d'assumer leur rôle...

Pour une vue d'ensemble de la ville

Les cartes historiques remises à la même échelle

Les premiers croquis et cartes concernent exclusivement la colline administrative, en y précisant l'implantation des équipements (pratiquement tous localisés aux alentours du poste). Seule la carte des plantations, dressée en 1908 par Hoffbauer, déroge à cette règle puisqu'elle englobe la campagne environnante, nous indiquant ainsi les aires habitées des villages. Quant aux cartes ultérieures, elles descendent peu à peu de la colline administrative au fur et à mesure de l'avancée des équipements. On dispose enfin d'une vue d'ensemble avec la délimitation d'un périmètre communal en décembre 1951.

Pouvoir caler ces différents plans sur une topographie détaillée et les superposer les uns aux autres, malgré les différences d'échelle et les imprécisions factuelles, permet de suivre le développement de la ville quant à ses infrastructures et à ses équipements, compte tenu des contraintes du site, à chaque époque.

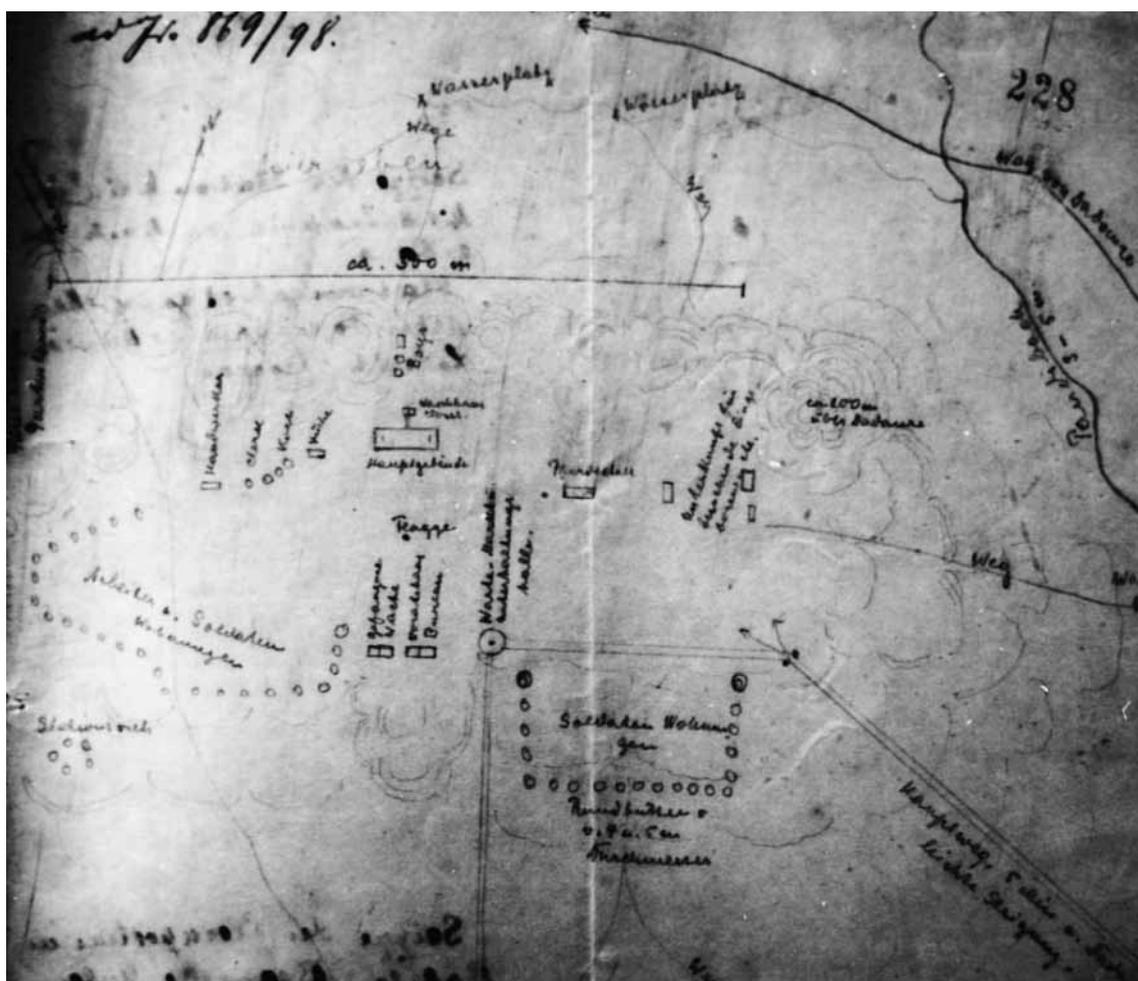
Une cartographie précensitaire indispensable

Le nombre d'habitants d'une agglomération, à une date donnée, dépend entre autres des limites

qu'on lui fixe. Or les périmètres urbains changent d'un recensement à l'autre, ne serait-ce que pour tenir compte de l'expansion des localités urbaines, des villages environnants qui sont rattrapés par le front de l'urbanisation – eux mêmes se déplacent comme dans le cas de ceux des alentours de Sokodé –, des modifications du découpage administratif, qui, lui aussi, entérine les faits avec un temps de retard plus ou moins grand. Des communes dites urbaines s'étalent parfois fort loin dans un environnement tout à fait rural. La définition géographique d'une agglomération est nécessaire pour suivre les évolutions démographiques.

À l'intérieur des villes, les unités de recensement (les zones de dénombrement pour le recensement togolais de 1981) ne sont pas toujours les mêmes et ne correspondent pas à des sous-unités de quartier, ce qui rend difficile, nous l'avons vu, la lecture d'une ville multcentrée. La notion de quartier est par ailleurs ambiguë. Faut-il prendre les limites traditionnelles, qui serpentent entre les enclos familiaux, ou bien simplifier en se servant de la trame viaire existante : ce que fait en général le découpage administratif (en quartiers, voire en « arrondissements » et parfois en « communes ») ou ce qu'ont fait les partis politiques pour délimiter leurs cellules de base ? À moins que le quartier ne soit une communauté historique à laquelle les individus se réfèrent indépendamment de leur lieu actuel de résidence ?

Pour une vue d'ensemble de la ville

**1898 : premier croquis du poste allemand**

Les cartes ultérieures élargiront leur représentation pour suivre l'avancée des équipements.

Démographes et statisticiens ont assurément besoin d'une cartographie précise et, si possible, stable, de façon à pouvoir établir des comparaisons d'une année sur l'autre. Il importe de tenir compte des quartiers traditionnels, car la plupart des habitants continuent à s'y référer, et de procéder à un recensement par îlot afin que les résultats puissent se prêter à des regroupements (par quartiers, par zones) pertinents en fonction des besoins.

La ville vue d'en-haut

Un stéréoscope suffit pour voir la ville d'en haut et en relief. Pour Sokodé, les couvertures aériennes les plus lisibles sont celles de 1959

(photos n° 2 à 62), 1967, 1974 (photos n° 9 à 100), enfin, la dernière en date, les photographies de la mission de 1979, consultables à la DGUH, à Lomé, qui ont servi à l'établissement d'un plan à 1 : 2 000 de la ville (avec réduction à 1 : 5 000).

À défaut de nouvelles couvertures aériennes, les images satellitales sont appelées à prendre le relais. Bien qu'on puisse souhaiter, pour l'étude des villes, une résolution d'image satellitale encore plus précise que celles actuellement disponibles¹, la télédétection peut cependant rendre d'ores et déjà d'utiles services : le suivi de l'extension des principaux éléments de la voirie, la localisation des espaces touchés par le front

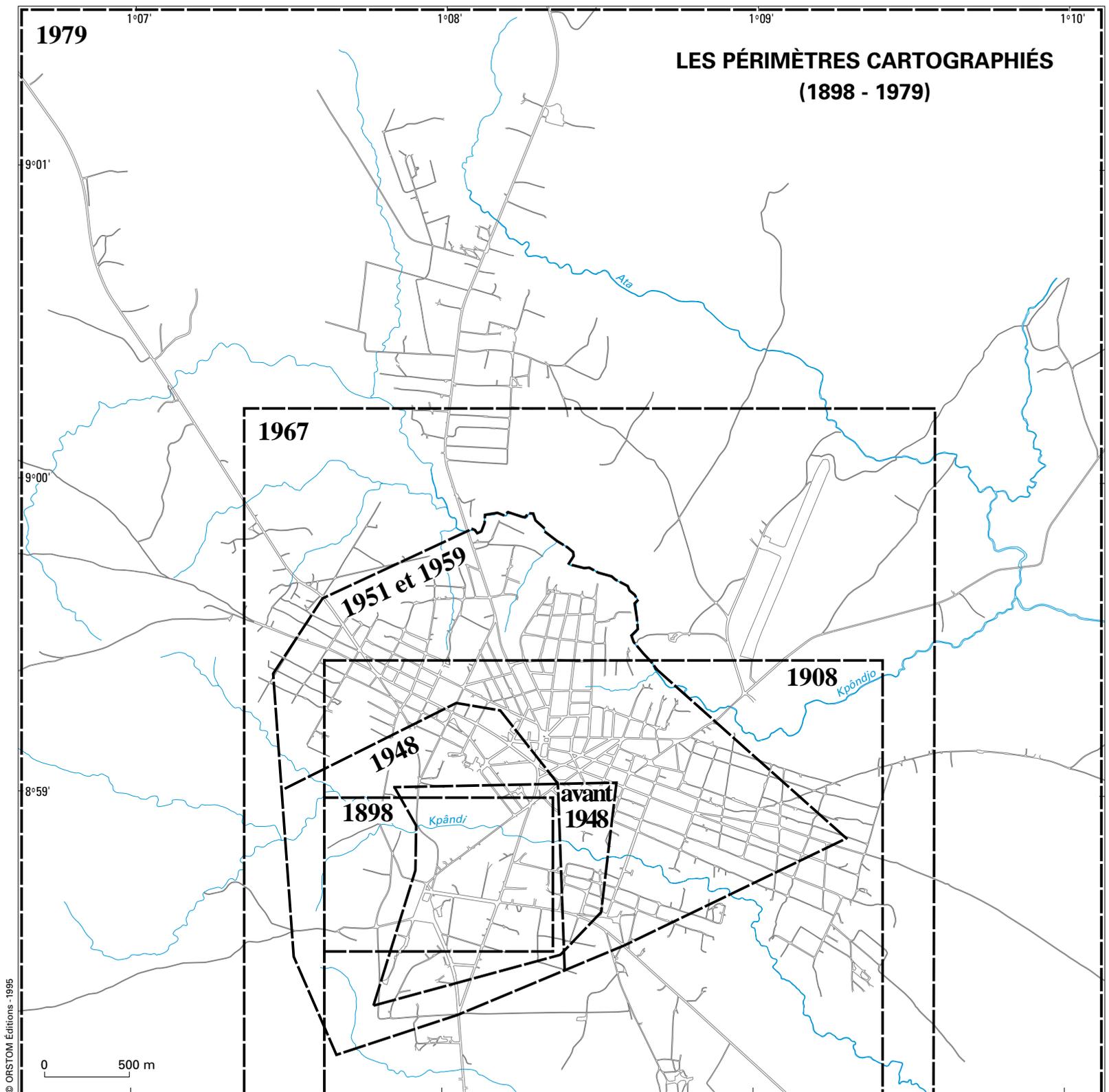
d'urbanisation, l'importance de la dégradation de l'environnement périurbain, l'évolution des villages proches qui, dans un contexte d'urbanisation des campagnes, durcissent leur habitat, ouvrent de petits lotissements, se regroupent en conurbations villageoises le long des routes, etc.

Des méthodes d'investigation sur le terrain ont été mises au point afin de contrôler l'interprétation des couleurs numérisées, comme les sondages aréolaires pour recueillir des données démographiques et la méthode des transects pour caractériser les quartiers par des « indicateurs urbanométriques »².

Pour en savoir plus, voir 1990 – « Dossier sur la télédétection urbaine à l'ORSTOM » (constitué par F. Dureau), *Villes et citadins du Tiers-monde*, cahier n° 4 ; et comme les méthodes vont vite en ce domaine, une référence plus récente : DUREAU Françoise, BARBARY Olivier, 1993 - « Sample solutions based on satellite images : a solution for improving the observation of city populations », *INTER-STAT*, n° 8, mars, pp. 21-50. Pour la méthode des transects, voir EBERHARD Jean-Michel, 1994 – *Urbanisation et développement urbain du sud-est de l'agglomération de Mexico entre 1986 et 1989. Étude à l'aide de l'imagerie SPOT*, Paris : École des hautes études en sciences sociales / ORSTOM, 618 p. + annexes (thèse de doctorat de géographie).

1) 10 mètres de précision pour les images SPOT (France) en panchromatique et 20 mètres en multibandes (lesquelles autorisent un traitement coloré) ; 30 mètres pour les images diffusées par Thematic Mapper (USA).

2) Dans le cadre de son étude de la banlieue de Mexico, J.-M. Eberhard a mis au point une méthode légère d'inventaire qui consiste à recenser les objets constituant le paysage urbain (bâti et inter-bâti : morphologie et fonctionnalité, sol, végétation, voirie) le long de transects. Les informations recueillies, saisies et traitées sur ordinateur, aident à caractériser les quartiers par des « indicateurs urbanométriques » (densité / fréquence du bâti, matériaux employés, taille et distribution de la végétation, équipements, structuration par la voirie, chantiers, etc.). L'initiation à cette méthode, surtout pour des géomètres, ne devrait présenter aucune difficulté majeure.



Sources : Archives nationales du Togo ; Service du cadastre ; Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat (DGUH)

Les plans directeurs d'urbanisme

Plans d'en-bas ou plans d'en-haut

Avant d'en arriver à un plan directeur d'urbanisme en 1968, puis un autre en 1982, documents officiels approuvés par les plus hautes instances du pays¹, Sokodé a eu un plan d'urbanisme (pas encore *directeur*) élaboré par ses propres soins.

Nous avons déjà vu qu'en 1952 les conseillers municipaux accordaient la priorité au développement de la voirie. L'apparition de rues en pointillé sur une carte est signe qu'il y a projet : on passe de la carte - constat de l'état des lieux à la carte - outil de planification. Une première rue en pointillé, sur la carte dressée en août 1951, concerne une percée de Dida'ûré vers l'est (la rue qui passe devant la mosquée de l'imam Apu). La carte suivante (vers 1959) montre que cette rue a été effectivement réalisée et qu'un projet complémentaire la prolonge, cette fois-ci jusqu'à la place du marché central actuel (place du Zongo), afin de réaliser un axe direct allant du centre géographique de la ville jusqu'à la chefferie de Kulung'dê ; le même document révèle des projets de rues à Kossobio et à Kpalo-Kpalo. C'est probablement cette carte qui servit de base à la présentation d'un plan d'urbanisme en 1960 par le maire en séance du conseil municipal du 8 février : «...nous avons à traiter aujourd'hui une question d'une importance capitale, je dis capitale parce que c'est cette question

d'urbanisme qui transfigurera notre ville et lui donnera l'aspect d'une grande ville. J'ai fait faire par le service des Travaux publics de Sokodé un projet de plan d'urbanisme...».

La commission des Travaux, dirigée par le conseiller municipal Emmanuel Kassegnin, entérine le plan, mais demande quelques modifications de tracé pour tenir compte de nouvelles constructions en dur. Plusieurs déguerpissements sont prévus (sans qu'aucune indemnisation ne soit à l'ordre du jour), causés sans doute par les deux nouvelles rues rejoignant la place du Zongo au Nouveau stade.

Le plan prévoit « *l'aménagement de quelques rues pour l'embellissement de la physionomie de la ville* » : les grandes routes qui traversent l'agglomération - celles de *Lama-Kara* et de *Bassari*, la grande rue de Kossobio, et les deux nouvelles rues du Nouveau stade ; « *est aussi approuvé avec insistance d'ajouter au nombre des rues à aménager une rue dans le quartier de Koumab, celle qui descend du Cercle, partant du devant des Travaux publics au quartier Koumab. Toute la Commune aurait ainsi bénéficié de l'aménagement pour la Fête [de l'Indépendance] en attendant l'urbanisme général* » ; embellissement comportant l'élagage des manguiers et des tecks aux abords des rues (y compris ceux de l'avenue de la Résidence). La commission demande que soit continué l'élargissement de la route de *Lama-Kara*, de la maison

de M Achille jusqu'à la barrière marquant la sortie nord de la ville².

Des espaces verts ? Gérard Améganvi, le premier adjoint, pose la question : « *Dans l'ensemble, le plan d'urbanisme n'a pas prévu de jardins d'agrément. À mon avis, il faudrait en créer dans les nouveaux quartiers, par exemple Akamadè-Tchawanda et Kossobio* ».

Tous ces efforts ne semblent pas avoir été pris en considération en haut-lieu. Sans doute ont-ils été tout simplement ignorés. Le ministre des Travaux publics envoie un architecte loméen, Da Silva, qui remet sa copie : un nouveau plan d'urbanisme à 1 : 4 000. Le conseil municipal, qui en prend connaissance lors de sa séance du 24 mars 1961, est partagé entre la reconnaissance qu'il se doit de ressentir en face de cette magnanimité du pouvoir central et la frustration de ne pas avoir été consulté ! La visite de l'architecte sur le terrain a dû être fort brève, et les conseillers demandent qu'il revienne sur les lieux pour tenir compte du piquetage des nouvelles rues³, puis ils confient l'étude du plan à leur commission des Travaux. Celle-ci présente son rapport en séance du 16 août : certaines rues, pourtant toujours praticables, ne figurent pas sur le nouveau plan ; le carroyage est insuffisant pour certains quartiers (il peut y avoir 4 à 5 concessions entre deux rues, alors qu'à Lomé il n'y en a que deux !)⁴ ; à la rue de dérivation (à double circulation, avec 40 m de large) prévue dans la partie nord-ouest pour desservir la route de *Lama-Kara*, la commission préfère la rue qui passe derrière le service de l'Agriculture. Bref, la commission propose le maintien de l'ancien plan adopté le 7 février 1960 et dont la population a pris connaissance. Elle demande toutefois que l'architecte soit invité « *pour y élaborer sur place l'aménagement et les changements qu'on pourrait apporter à l'ancien plan d'urbanisme* ».

Quoi qu'il en soit, l'ensemble du territoire communal (définition de 1951) se couvre, au début de ces années soixante, d'une trame viaire

orthogonale, qui annonce la voirie actuelle puisqu'elle fut en grande partie réalisée (hormis au nord-ouest de la colline administrative où un lotissement devait descendre jusqu'à la rivière Kpândi).

Le plan directeur d'urbanisme de 1968

Un nouveau plan d'urbanisme est établi en mars 1968, à 1 : 5 000, par le Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat (SMUH) et le Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer (BCEOM), pour le compte de la direction des Travaux publics du Togo⁵.

L'expansion de la ville est prévue vers l'est, en direction de Salimdê (ce village étant encore de l'autre côté de la Na). Une zone d'aménagement différé (ZAD) est réservée à l'ouest de la colline administrative, comportant un gel des terres en vue de projets ultérieurs non encore définis. Par contre, bien que Kpângalam ait commencé son déménagement dans l'interfluve entre les rivières Kpôndjo et Ata, rien n'est prévu au nord du Kpôndjo, partie qui était alors en dehors du périmètre communal.

Ce plan introduit l'idée d'un contournement de la ville⁶ avec un axe qui, dès l'entrée de la ville (au niveau des Douanes actuelles), rejoindrait la route de Bassar en passant à l'ouest de la colline administrative, réactivant ainsi l'ancienne route allemande. D'autre part, la circulation internationale vers le Nord-Togo pourrait être canalisée, quant à elle, vers l'est, en contournant, à Kûma, la chefferie supérieure, puis en traversant Kulung'dê, entre le stade et l'école primaire de Kouloundè, pour rejoindre la piste d'aviation au nord du Kpôndjo (puis continuer plus au nord en contournant la colline de Kpângalam).

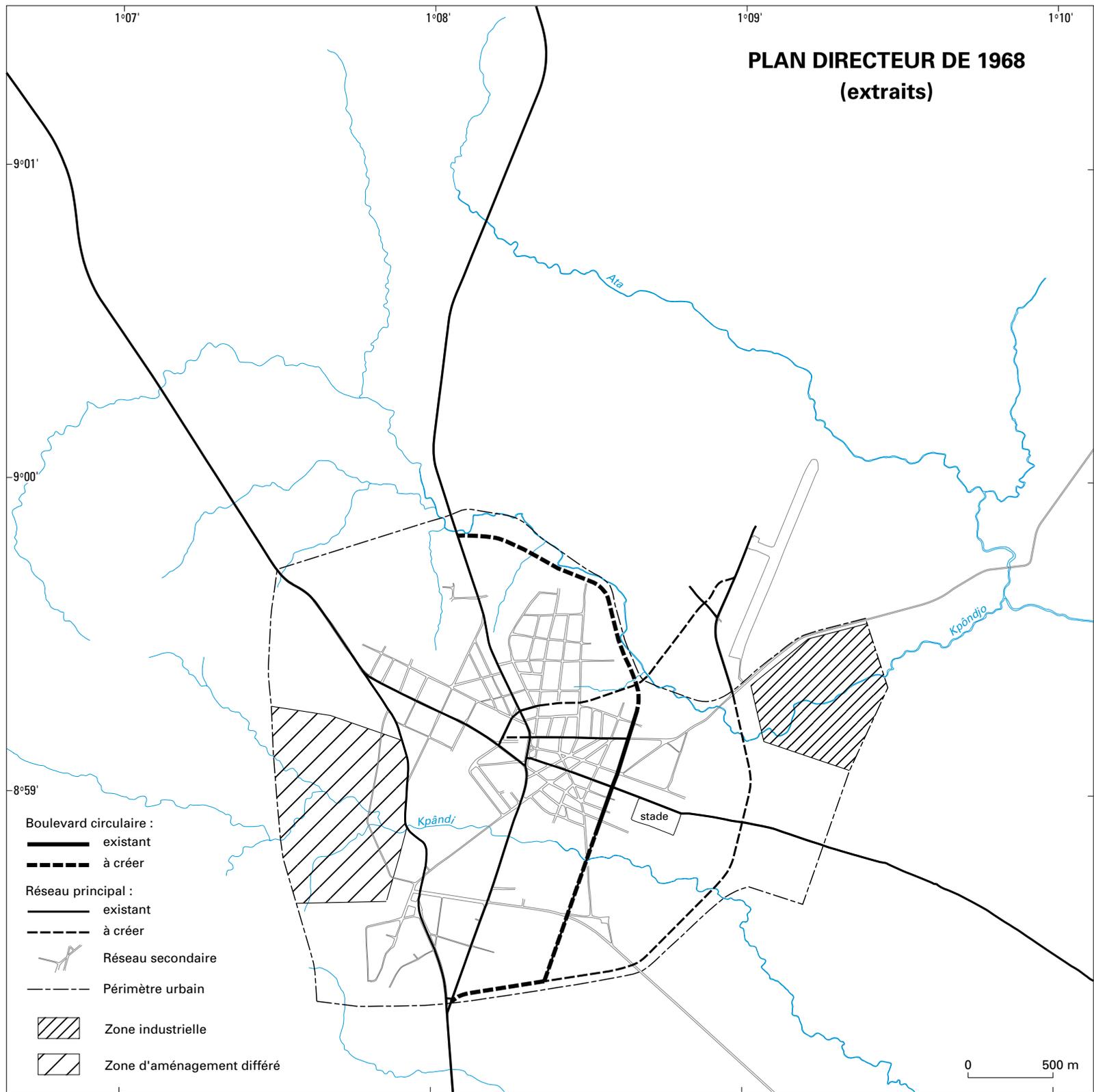
Le projet de boulevard circulaire, initié par la municipalité, est repris par le SMUH, mais au titre de voie interne (ce boulevard doit passer par le

pont de Kûma – à son premier emplacement prévu –, puis par Kpalo-Kpalo, et rejoindre la route nationale au niveau de Barrière)⁷. Il est à compléter par une voie qui partirait de la place centrale, passerait devant l'ancien stade et franchirait le Kpôndjo au niveau des installations de la CEET⁸ ; ceci afin de décongestionner la place centrale (le petit-marché du Zongo serait alors transféré à l'ancien stade)⁹. Selon ce réaménagement de la voirie, la gare routière, elle-aussi déplacée, se situerait à l'intersection de la route devant passer par l'ancien stade (devenu marché) – et arriver au « pont de la CEET » – et du boulevard circulaire.

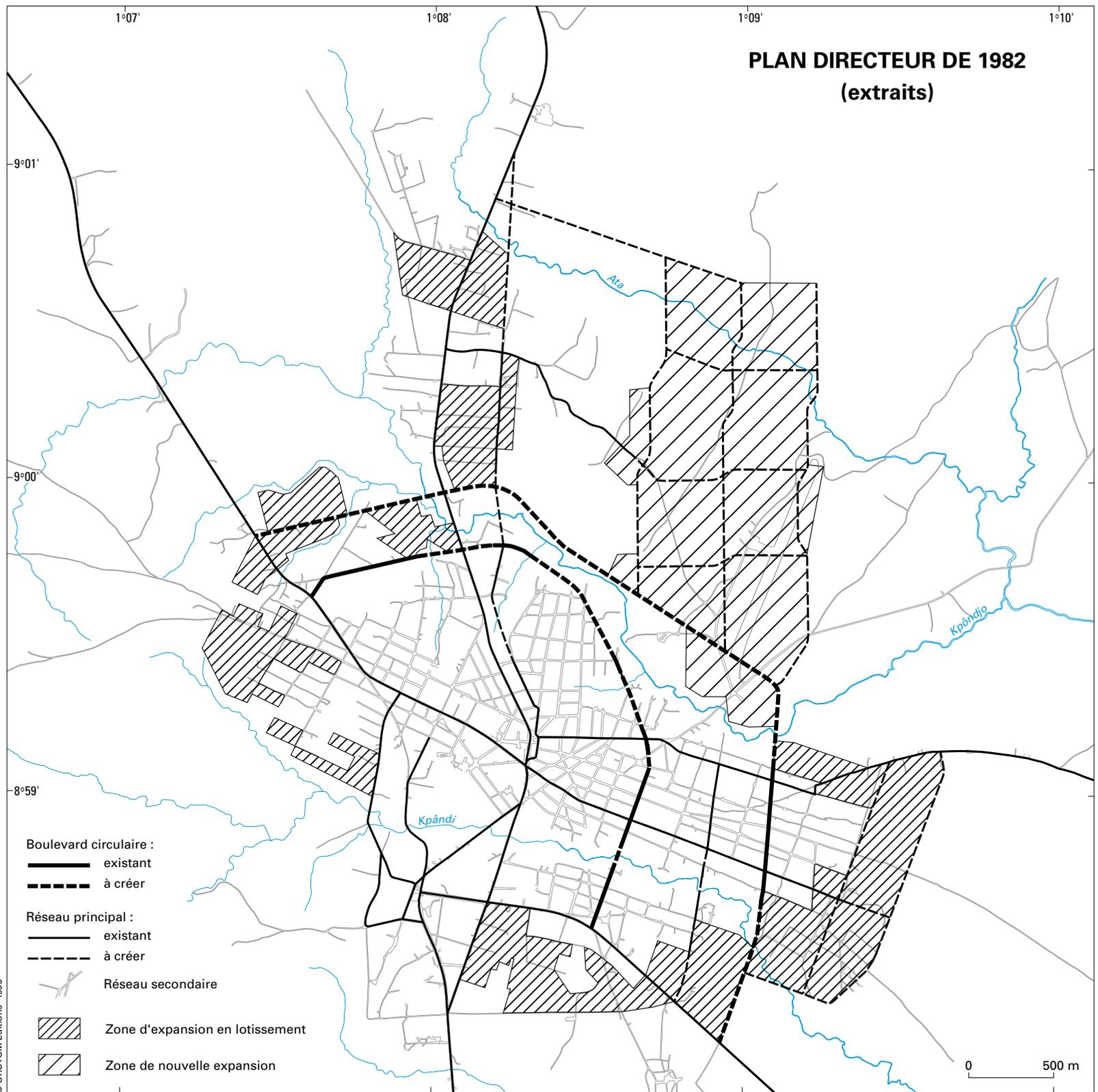
Un premier zonage fonctionnel de la ville est esquissé selon les activités à développer. Une zone industrielle est envisagée de part et d'autre du Kpôndjo. Le quartier Zongo et la partie ouest de Dida'ûré sont déclarés « zone commerçante » (mais on voit mal dans ce cas comment dissocier habitat et activités économiques), zone qui serait centrée sur l'ancien stade afin de décongestionner la place centrale où donne le marché du Zongo. Une « zone administrative », en bordure ouest de la nationale, est prévue de la prison jusqu'à la même place centrale. Une « zone artisanale » entoure les établissements scolaires de la colline administrative (le Lycée moderne et le Lycée technique, qui était alors un collège technique de garçons)¹⁰. Enfin des espaces verts sont réservés à plusieurs endroits : le long de la rive droite du Kpôndjo, entre la zone industrielle et l'agglomération, le long du boulevard le plus à l'est, sur le sommet de la colline administrative, entre le Kpândi et Tchawânda, et – en plein centre – entre la route de Bassar et l'hôpital.

Le plan directeur d'urbanisme de 1982

Bien que les objectifs contenus dans les plans directeurs d'urbanisme de 1968 aient été bien loin d'être atteints, les pouvoirs publics togolais décident d'une nouvelle série de plans directeurs d'urbanisme (pour les sept principales villes du pays).



Source : Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat (SMUH), 1968



Source : Technosynthesis, 1982

Les plans directeurs d'urbanisme

Le 20 décembre 1978, un contrat, signé par le président de la République, sur proposition de la Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat, confie cette réalisation à un bureau d'étude italien, Technosynthesis¹¹.

Cette fois-ci, c'est très loin par l'ouest (en dehors des cartes urbaines) que les experts proposent un contournement de la ville, qui prendrait naissance entre Tchalo et Sokodé. À cet emplacement, ils préconisent des équipements routiers, lesquels furent effectivement réalisés en 1984-1985 sur l'initiative du Syndicat des transporteurs... puis abandonnés, car trop éloignés de la ville et sans raison d'être en l'absence de toute réalisation du dit contournement.

Ils reprennent l'idée d'un boulevard circulaire passant par le pont de Kûma et Kpalo-Kpalo¹², mais cette fois-ci en le prolongeant jusqu'à la route de Bassar, par Barrière et Akamadé, esquissant ainsi un véritable boulevard circulaire (que le rapport dit être déjà achevé¹³ !). Ils reprennent également l'idée d'un second boulevard plus à l'est, avec un tracé légèrement décalé plus à l'est par rapport au précédent projet pour tenir compte de l'avancée du front d'urbanisation – cependant toujours à l'ouest de l'école primaire de Kouloundè – ; second boulevard qui devra continuer sur la rive gauche du Kpôndjo. Autre proposition concernant la voirie principale : le dédoublement de la route de Kara, à partir de la place du Zongo, par un axe à l'intérieur de Kossobio, afin de décongestionner le centre-ville.

Le nouveau plan directeur entérine les extensions périphériques, cette fois-ci en prenant acte de l'existence d'une banlieue nord avec Kpângalam et Kédiya. Mieux, il propose le développement de la ville à l'est de Kpângalam, à l'emplacement de l'aérodrome (lequel devra être évacué du côté de Tchavadi)¹⁴, avec une trame d'accueil d'une capacité de 20 000 habitants.

Mais que reste-t-il de tous ces projets ? N'y a-t-il pas eu surestimation des capacités de réalisation ?

Concertation insuffisante avec les responsables locaux et les services techniques concernés ? Méconnaissance des emprises foncières ? L'échec des plans directeurs d'urbanisme, à Sokodé comme ailleurs, est grave, car il marque la fin d'une action qui se voulait coordonnée au niveau de l'ensemble de l'agglomération ; il renvoie à un niveau « infra », celui des lotissements et des équipements ponctuels.

Pour en savoir plus, lire l'analyse critique que nous avons faite du plan proposé par Technosynthesis : BARBIER J.-C., 1985 - « Sokodé (Togo) : un plan d'urbanisme contesté », *Cités africaines, African Cities*, n° 2, pp. 7-12.

1) Au Togo, le décret du 3 avril 1956 a institué une commission nationale d'urbanisme et d'habitat, comprenant des représentants des ministères et des mairies des villes intéressées. Cette commission adopte les plans d'urbanisme et peut aussi décider de l'expropriation de terrains à bâtir en ville (Poinot, Sinou, Sternadel 1989).

2) D'où le nom « Barrière » donné au quartier qui s'y est formé.

3) En août-septembre 1960, le piquetage de nombreuses rues a été fait dans chaque quartier, mais les travaux n'ont pas encore démarré. En séance du 16 août 1961, il est décidé un emprunt de 800 000 F pour tracer de nouvelles rues afin de faciliter l'implantation de poteaux électriques et de canalisations pour l'adduction d'eau.

4) Le sujet est sensible ; Gérard Améganvi, premier adjoint municipal : « *Nous devons faire en sorte que tous les habitants de la ville bénéficient des rues* ».

5) Sur le terrain, les études ont été menées en novembre 1967 par MM Steinebach et J. Allegret et les cartes de base faites à cette date ; le rapport final sera rendu en mars 1968.

6) La voirie est analysée selon trois niveaux : les grandes liaisons, les liaisons inter-quartier, enfin la voirie de desserte.

7) Le SMUH en marque les limites : « *La déviation actuellement prévue manque d'ambition et ne jouera pas le rôle pour laquelle elle est créée, étant donné qu'elle traversera encore une zone importante de la ville actuelle et future (donc nécessité de raccorder un trop grand nombre de voies perpendiculaires)* » (p. 6).

8) Grâce à un « pont de la CEET » (non encore réalisé à ce jour).

9) Le SMUH prend acte de la désaffection du grand-marché par la population, mais considère, à juste titre, que le petit-marché du Zongo, installé sur la place centrale, encombre le centre-ville.

10) Est-ce pour mieux lier formation technique et débouchés artisanaux ?

11) Une couverture aérienne des villes à étudier fut faite en janvier 1979 et les rapports remis en 1982.

12) Cette fois-ci par l'actuel pont, ce qui fait passer le dit boulevard devant le stade, puis traverser l'école de Dida'ûré (au sens physique du terme puisque l'école est coupée en deux...sur le plan seulement !). Nous avons déjà eu l'occasion d'attirer l'attention sur les risques que comportait un tel tracé pour la sécurité des personnes (Barbier 1985).

13) Ce boulevard, devant occasionner des destructions au niveau des sous-quartiers Alahându et Akpalimé, n'est pour l'instant qu'ébauché du côté de Kpalo-Kpalo ; et, entre Barrière et Akamadé, il se présente sous l'aspect d'une simple piste plus ou moins carrossable. En 1983, des ponceaux étaient à réparer entre Barrière et Kpalo-Kpalo. Pourtant, Technosynthesis le présente comme déjà réalisé et prévoit son élargissement à 21 m de largeur, avec double voie, lampadaires sur tertre central, arrêts latéraux pour bus... de quoi rêver !

14) Pourtant ce terrain d'aviation a coûté cher à la commune ! En séance du conseil municipal du 9 septembre 1958, le RP Boursin rappelle à l'administrateur-maire que « *la Commune a dépensé en 1957, pour la construction du terrain d'aviation de Sokodé, un crédit de 400 000 F, dont le remboursement avait été promis par le gouvernement de Lomé. Le terrain a été inauguré le 28 octobre 1957 ; il est entretenu, mais la Commune n'a pas été remboursée des dépenses qui auraient dû être supportées par le Budget général, le terrain étant d'intérêt togolais* ».

Les titres fonciers

La connaissance des titres fonciers (TF) d'une ville introduit à celle d'acteurs modernes. En fait, au Togo, il n'est pas besoin d'aller jusqu'à l'obtention du titre foncier pour avoir la garantie d'être reconnu dans son droit de propriété, si bien que les acquéreurs d'un terrain à bâtir se contentent la plupart du temps d'un certificat administratif, délivré par la Mairie (pour les terrains à l'intérieur de la commune) ou par la Préfecture (pour les autres). Par ce document, l'Administration prend acte d'une transaction entre un vendeur (elle ne veut plus mentionner les donateurs, sachant que ceux-ci perçoivent de l'argent) et un acheteur. Ceux qui vont jusqu'à l'établissement d'un titre foncier sont des acteurs institutionnels qui sont « étrangers » : l'Administration pour ses propres besoins ou pour les lotissements qu'elle a initiés, des missions chrétiennes, des maisons de commerce, des hommes d'affaires avant de construire des immeubles de haut-standing, des fonctionnaires qui ne sont pas originaires de la ville ; mais aussi des autochtones qui entendent doubler par là la garantie apportée par les tenants de l'ordre coutumier. En conséquence, les TF ne sont que la partie émergée d'un iceberg : ils sont loin de rendre compte, à eux seuls, de l'état foncier d'une ville¹. Pourtant, en 1984, ils couvraient en superficie environ 6,5 % du territoire de la commune selon sa définition de 1951, c'est-à-dire Sokodé au sud du Kpôndjo (sans sa banlieue nord), et en dehors du quartier administratif.

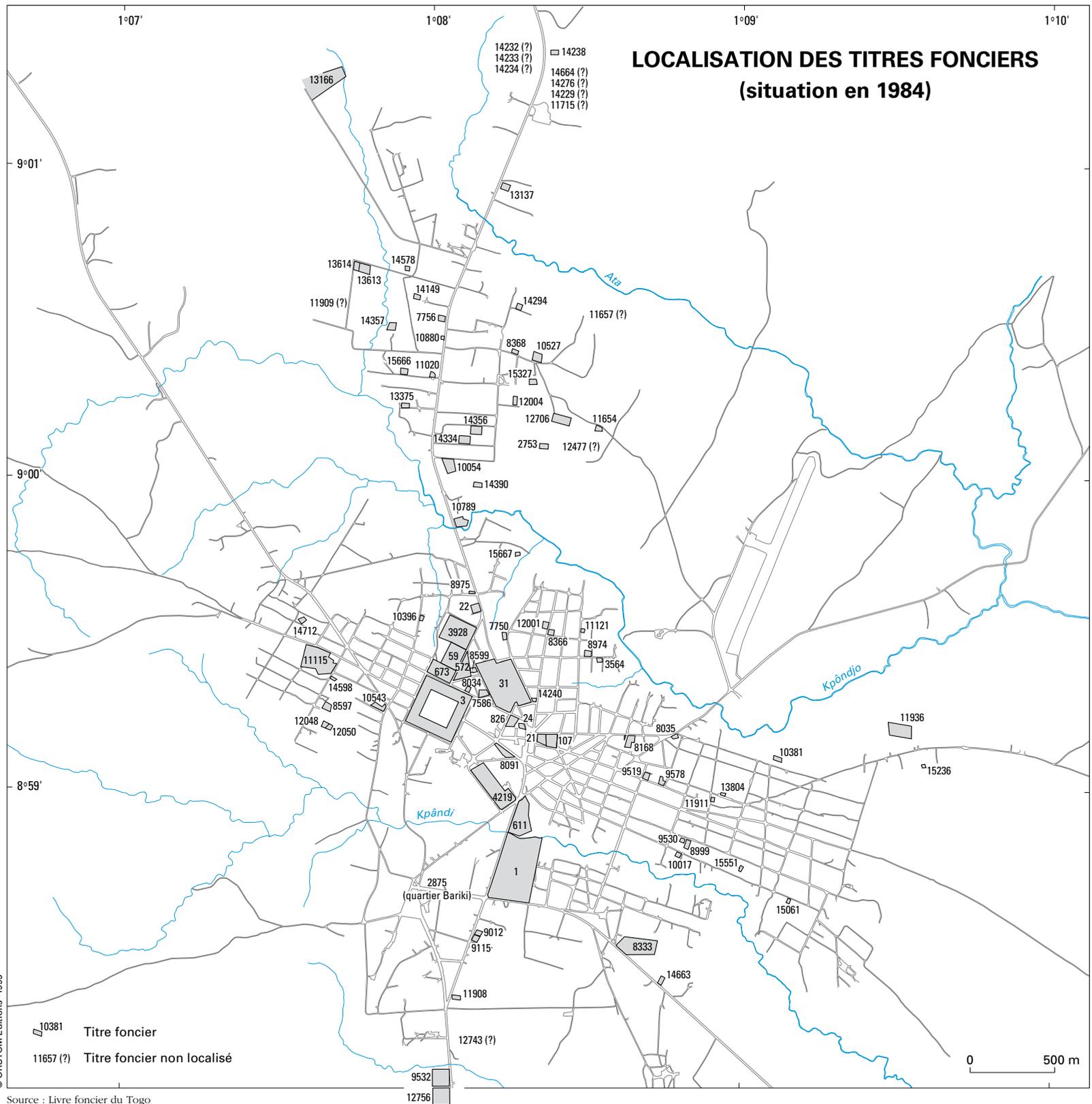
Au Togo, ce sont principalement les chefferies coutumières qui sont distributrices de terrains

à bâtir. Dans le cas de Sokodé, il convient de connaître la hiérarchie foncière afin de ne pas commettre d'impair :

a. Les chefferies constitutives et les villages du Tchawûdjo qui sont sur leurs terres : Kûma, Kpângalam et Salimdê peuvent ouvrir de nouveaux lotissements sur les terrains de leur collectivité (il faut alors s'adresser au chef du village/quartier concerné). Des chefs de famille de ces mêmes communautés résidentielles peuvent également vendre directement une partie des terrains qui leur ont été attribués en propre (en informant toutefois leur chef).

b. Les villages qui ont été accueillis par les villages-proprétaires : Dîda'ûré par Tchavadî (lorsque ce village possédait la chefferie suprême du Tchawûdjo), Kulung'dê par Salimdê, Tchawânda-Kanyidê-Akamadê par Kûma (en tant que chefferie supérieure des Kotokoli), Kédiya par Kpângalam. Ils ont la propriété de leur aire d'habitat, mais non celle de leurs terres de culture. Leurs habitants peuvent vendre le terrain où ils demeurent, et les chefs de village/quartier des terrains immédiatement périphériques, mais non au-delà.

c. Les quartiers d'immigration individuelle, qui ne sont pas des espaces villageois : Kossobio, Kpalo-Kpalo et Barrière. Les terrains de ces quartiers, naguère cultivés par les gens de Dîda'ûré, sont revenus au chef supérieur des Kotokoli lorsqu'ils firent l'objet de transactions foncières (dons ou ventes).



Les titres fonciers

Cet ordre foncier n'a pas été remis en cause par l'administration coloniale, sinon que celle-ci s'est appropriée les terrains dont elle avait besoin, après consultation des autorités coutumières².

Le droit colonial français s'est voulu protecteur des collectivités indigènes en les préservant de l'appétit de spéculateurs étrangers. Au Togo, il a été reconnu aux chefs de canton le droit d'autoriser, sur proposition du chef de village, l'« installation provisoire » des personnes qui le demandent. Il ne s'agit pas d'une vente de terrain, mais de l'occupation d'un terrain en usufruit. En fait, l'installation n'est nullement provisoire tant que la famille bénéficiaire a besoin de ce terrain ; mais cela signifie que le dit terrain ne peut être revendu à une tierce personne. Dans le contexte communal, à la veille de l'Indépendance, la vente proprement dite s'appliquait exclusivement aux « terres libres de la commune » et la décision était entre les mains de l'Administration, après délibération du conseil municipal et autorisation du commissaire de la République.

Les premiers TF sont des « concessions » que l'Administration accorde en vue d'une activité précise, considérée comme utile à la mise en valeur des lieux³ : un lotissement à vocation commerciale (celui du Marché) en 1925, un terrain réservé en 1929 pour la Société africaine financière et agricole (SOCAFA) - une usine à kapok y sera installée -, un autre pour la Mission catholique en 1933, etc. Après la dernière guerre mondiale, l'Administration a encouragé les commerçants indigènes et plusieurs concessions ont été accordées : à un « acheteur de produits » (en 1944), à un nommé Améganvi Kuévi Jérôme et consorts (en 1947), à une revendeuse en 1957. Ce n'est que bien après l'Indépendance (à partir de 1967) que les TF vont se multiplier.

Un territoire communal est délimité en décembre 1951, après l'érection de Sokodé en commune mixte, soit un périmètre urbain de 653,03 ha. L'existence de terres désormais communales implique que soient précisés les rôles respectifs

du conseil municipal, nouvel acteur dans le jeu foncier, et du pouvoir coutumier, en l'occurrence le chef du canton de Paratao/Komah (par ailleurs chef supérieur des Kotokoli – qui, depuis 1949, réside à Kûma, village inclus dans la commune). Mais les rapports sont courtois entre l'Administration et cette chefferie⁴, et la solution est vite trouvée : la coutume sera respectée, à savoir que la chefferie cantonale de Paratao/Komah (vis-à-vis de laquelle les citoyens de la commune de Sokodé continuent de dépendre sur le plan coutumier) reste l'instance donatrice du terrain à bâtir, mais elle devra en prévenir l'administrateur-maire qui aura un délai de huit jours pour signifier un éventuel refus ; passé ce délai, l'autorisation sera automatiquement accordée. Ceci évite aux demandeurs de terrain de devoir se rendre à la mairie pour obtenir l'autorisation, ce qui sous-entendrait que c'est désormais la Mairie qui est l'instance donatrice. Preuve que les relations sont bonnes au sein de ce conseil municipal, c'est le curé de la paroisse catholique, le RP Boursin, qui a « *craint que la démarche à entreprendre à la mairie n'effraie le demandeur et ne fasse perdre au chef une partie de son prestige* » (précisons que le chef coutumier en question est également membre du dit Conseil, et par ailleurs musulman), crainte immédiatement partagée par tous les membres du Conseil⁵.

1) Pour la complexité des situations foncières, voir Le Bris, Le Roy, Mathieu 1991 ; et pour des petites villes de la zone soudanaise de Afrique de l'Ouest comparables à Sokodé : Bertrand 1994.

2) Il en est ainsi pour l'immatriculation de la concession administrative au Livre foncier où l'accord du nouveau conseil municipal est requis en séance du 9 janvier 1952 : « *L'administrateur-maire expose la nécessité de voir attribuer au Territoire du Togo des terrains permettant la construction d'immeubles pour l'usage des différents services locaux. Il s'agit là d'une cession au Territoire du Togo pour un prix de principe* ». La concession administrative, d'une superficie de 151,87 ha à l'époque, sera cédée pour 1 F symbolique.

3) L'Administration a un droit de regard sur l'entretien des lots non bâtis des lotissements. Un conseiller municipal émet en conséquence le « *vœu que les propriétaires des lotissements attribués et pour lesquels aucune construction n'est encore faite soient invités à entretenir leur concession en parfaite propreté et qu'ils en soient tenus responsables pénalement si besoin est* ». L'administrateur-maire déclare qu'il veillera à ce que ce vœu soit réalisé, et il ajoute qu'il étudiera également la façon d'obliger les propriétaires à respecter le cahier des charges (1952).

4) P. Alexandre (1963 : 263), qui fut chef de la subdivision de Sokodé de juillet 1952 à janvier 1954, explique qu'il eut tout loisir pour se consacrer à des enquêtes ethnologiques car le chef supérieur « *se chargeait, dans une large mesure, de l'administration* » ; il attribue ce regain de dynamisme à la vie politique togolaise où certains chefs militèrent dans l'Union des chefs et des populations du Nord – ce fut le cas pour Issifou Ayéva – et acquirent par là « *une liberté d'allure de plus en plus grande à l'égard de l'administration territoriale : très vite certains d'entre eux s'appuyèrent sur elle plus qu'elle ne s'appuyait sur eux...* ».

5) Plus tard, à l'occasion de la demande de la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA) d'installer une pompe à essence près du Centre culturel, sur le terrain du marché, le RP Boursin rappelle cet accord, dans le cadre d'une séance du conseil municipal, le 9 mai 1959 : « *à l'origine des transactions pour la création de la commune de Sokodé, il avait été décidé que tous ces terrains étaient communaux, mais que, pour maintenir un usage coutumier, il était admis que toute personne désirant un terrain trait d'abord obtenir l'accord du chef de Terre, en fait le chef supérieur des Cotocoli* » (séance du 9 mai 1959).

Le levé cadastral de Kpângalam

Le travail des géomètres

Si c'est auprès du chef coutumier qu'il convient d'aller solliciter une parcelle, c'est au géomètre qu'il faut s'adresser pour la localisation de celle-ci, son bornage sur le terrain, son levé et la confection du plan requis par l'Administration pour l'obtention d'un certificat administratif, d'un titre foncier ou encore d'un permis de construire.

Chaque levé de parcelle comprend un plan de situation (souvent à 1 : 4 000 dans notre cas, parfois à 1 : 5 000), extrait d'un plan de la ville ou du plan masse du lotissement s'il y en a un. La parcelle y est située par rapport à un point de repère connu : un lot antérieurement attribué, un bâtiment, un organisme, une route, un carrefour, un pont, un transformateur électrique, etc. Dans le cas de Kpângalam, un plan de lotissement a été dessiné, à titre privé, par un géomètre des Travaux publics, lorsque le chef coutumier décida de lotir les lieux.

La trame viaire, de type orthogonale, est en général indifférente aux courbes de niveau. Lorsque le lot tombe sur un accident de relief (roche à nu, bas-fond, etc.), le géomètre en attribue tout simplement un autre. Les rues existantes sont en général « non dénommées » et celles qui ne sont pas encore tracées sont dites « en projet ». Seul le géomètre (et les voisins, s'ils sont là) peut s'y retrouver, en s'aidant des bornes en ciment qu'il a posées. Sur le

plan de parcelle, le nom des propriétaires des lots voisins est mentionné ; les TF sont notés avec leur numéro ; les bâtiments existants sont repérés avec précision.

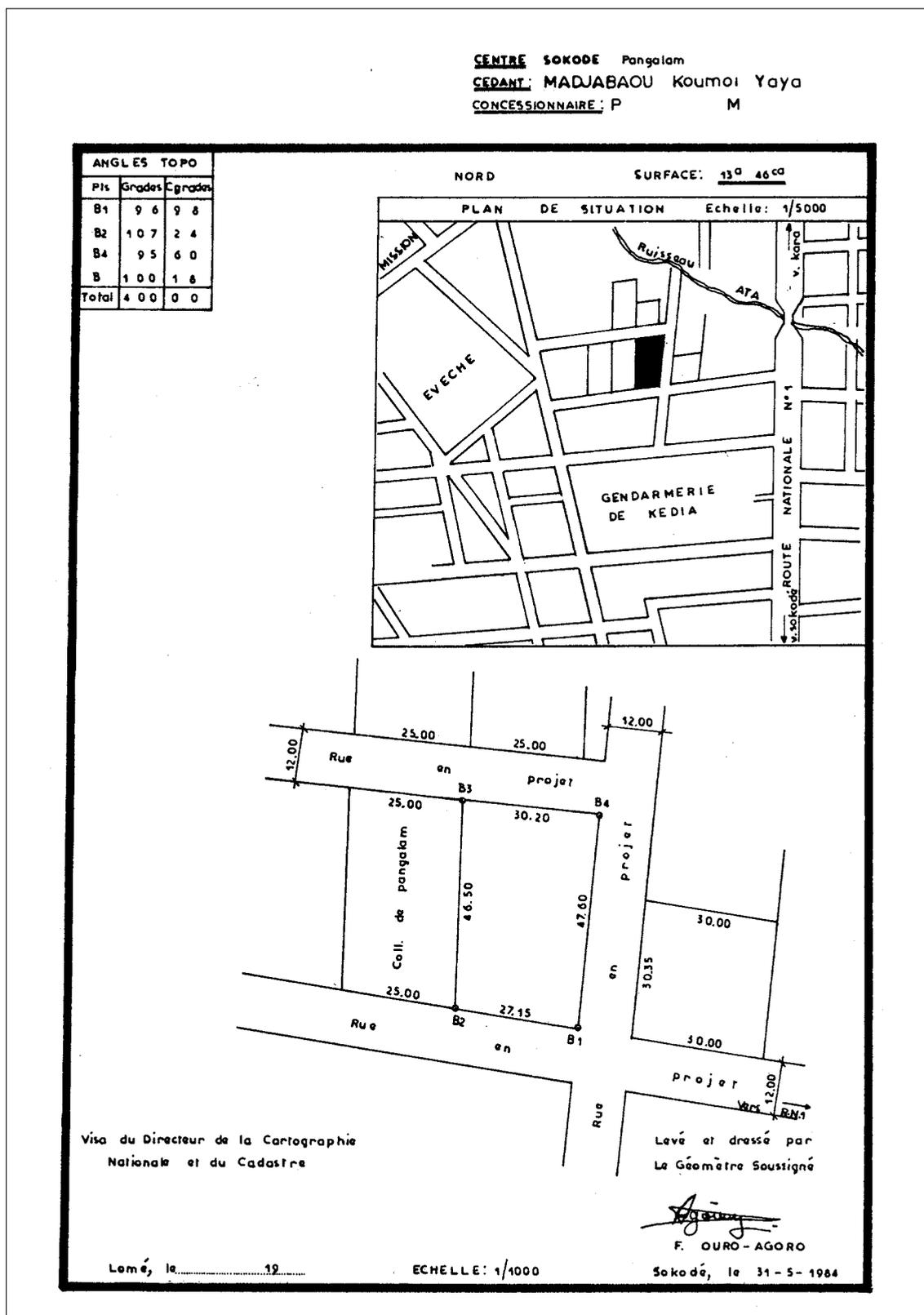
La superficie est calculée en centiares (en général les lots sont de 6,25 ares, soit un carré de 25 mètres de côté ; parfois l'acheteur en acquiert deux) et les coordonnées topographiques soigneusement indiquées. Les plans sont orientés vers le nord, et leur échelle (généralement à 1 : 1 000, mais parfois à 1 : 500) portée graphiquement et nominalement.

Grâce à ces relevés de parcelle, on connaît le nom du cédant (le chef coutumier, agissant au nom de sa collectivité, ou un propriétaire précédent qui revend son lot), celui du « concessionnaire » (l'acheteur du terrain qui s'engage à mettre son lot en valeur)¹, le nom du géomètre², enfin la date du levé.

La somme des parcelles peut-elle faire un cadastre ?

Les géomètres de la place établissent les nouvelles trames dans le prolongement des rues existantes. Les cartes s'étendent ainsi, avec de moins en moins de repères géographiques au fur et à mesure que l'on s'éloigne du périmètre initialement cartographié.

Le levé cadastral de Kpângalam



Levé de parcelle à Kpângalam

Le levé accompagne le certificat administratif par lequel l'Administration prend acte d'une transaction entre un acheteur et un vendeur.

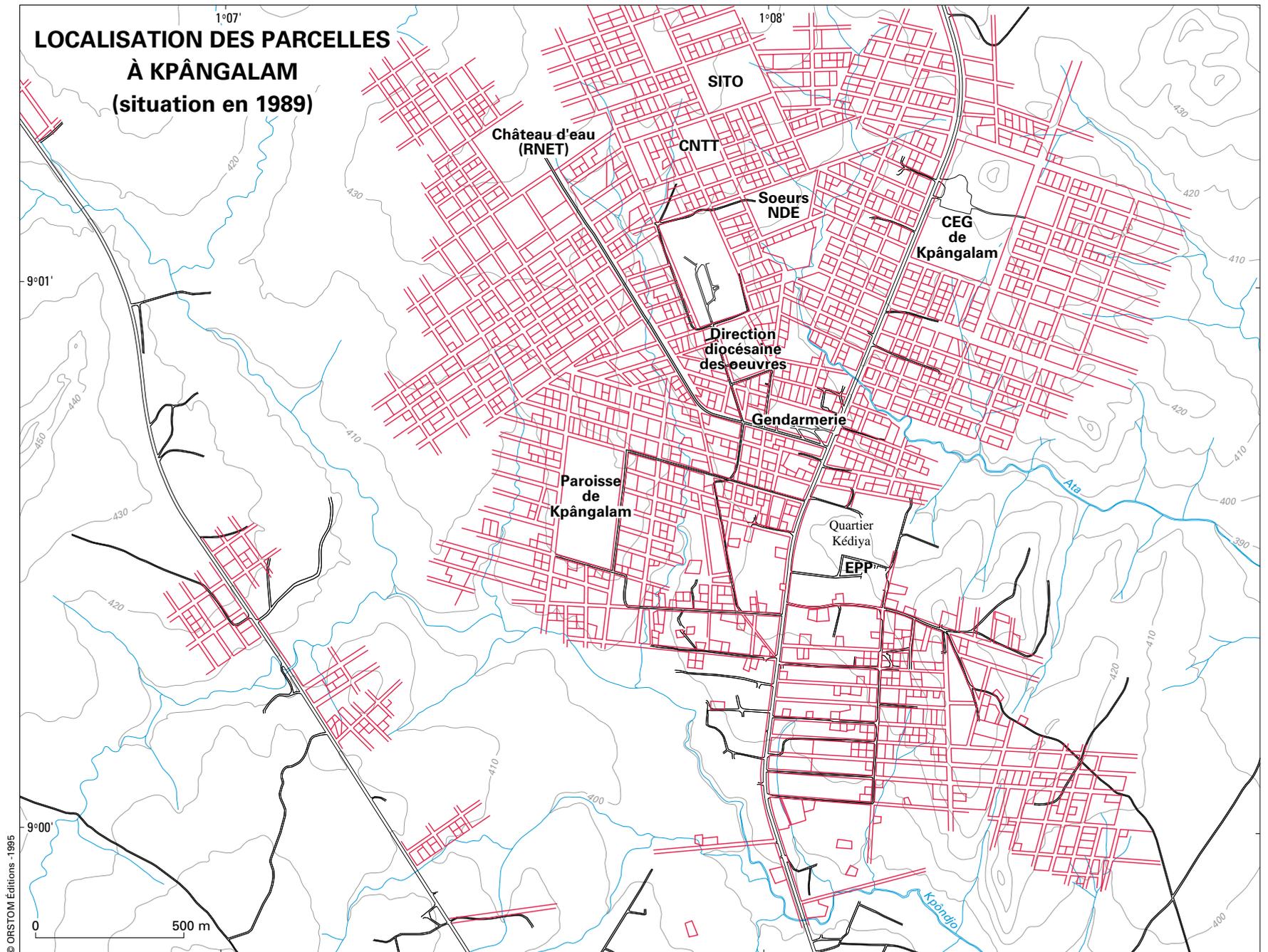
Nous avons collecté, en 1984, puis en 1988, auprès des géomètres de Sokodé, les plans des parcelles qu'ils avaient levés à Kpângalam ; à savoir 1 427 documents, dont plus des 3/4 (77 %) auprès du géomètre John Sénoua, organisateur du lotissement³. La plupart de ces plans ont été levés entre 1969 et 1982.

Ces plans ont été ensuite reportés sur le fond oro-hydrographique et planimétrique de la carte Technosynthesis à 1 : 2 000, en prenant soin de caler les parcelles entre les points de repère indiqués⁴.

Le résultat immédiat en a été un plan masse beaucoup plus précis et cohérent que le plan de lotissement précédent. Plus précis, car les limites du lotissement correspondent à la morphologie du terrain, au bâti et à la voirie de 1979, représentés sur le fond utilisé, dont nous rappelons ici la très grande qualité. Plus cohérent, car les pans de lotissement, de directions diverses selon celles des premières rues, se raccordent mieux entre eux.

La précision dépend de l'existence de repères géographiques opportuns. Dans le cas de Kpângalam, ils sont de plus en plus rares au fur et à mesure où l'on s'éloigne de la route nationale et des voies de desserte qui s'y greffent perpendiculairement comme sur une colonne vertébrale. Elle dépend aussi de la présence de pentes plus ou moins fortes, car il faut réduire le plan de parcelle dans le sens de la pente dès que celle-ci devient sensible. La cartographie informatique, que nous avons utilisée dans un second temps, apporte une plus grande précision grâce à un calcul des distances et des angles, à la rectification automatique des surfaces cartographiées selon des points stables, à une représentation modifiée de la parcelle selon la pente⁵, etc.

En reportant seulement une partie des levés de parcelle, nous obtenons déjà une bonne vue d'ensemble du lotissement de Kpângalam. Avec un report plus systématique et en mettant à profit les informations sur les parcelles contiguës, nous



© ORSTOM Éditions - 1995

Sources : MM John Sénoua, Alassani Idrissou, Ouro-Agoro Fousséni, Yawo Tondji, W. Édéou, Otto Adama (géomètres à Sokodé)

Le levé cadastral de Kpângalam

pouvons espérer arriver à un plan relativement complet, ne nécessitant que peu d'investigations de terrain pour atteindre l'exhaustif. Nous pouvons parler alors de cadastre dans la mesure où chaque plan de parcelle comporte des informations minimales sur le statut foncier. Enfin, en reliant celles-ci à la représentation cartographique des parcelles, on peut aisément mettre en place un « système d'information géographique » (SIG).

Repérer la ville invisible

Au niveau d'une petite ville, les achats spéculatifs de terrain sont encore rares. En général, on n'achète pas le terrain pour le revendre avec bénéfice après un minimum de viabilisation. Les transactions restent directes et personnelles entre vendeurs et acheteurs. Seule la Société immobilière du Togo (SITO), une société d'État chargée de la construction et de la gestion de logements à caractère social⁶, a, en 1986, gelé un terrain de 419,27 ares en vue d'une éventuelle opération immobilière.

Mais en dépit de l'existence d'une demande directe de terrains à bâtir, les acheteurs tardent à réaliser leurs projets. Les constructions s'élèvent lentement, s'arrêtent souvent, « retournent » parfois à la brousse par abandon et envahissement végétal. La pose d'une clôture, dans bien des cas, est une invitation à la patience - l'annonce d'une mise en valeur qui établit le « concessionnaire » au moins dans son droit d'usage. Alors que l'espace est aliéné, les lotissements de banlieue restent encore relativement vides. Parfois, les parents ont acheté pour leurs enfants ; ce qui diffère à la génération suivante la densification du bâti. Le paysage urbain reste principalement marqué par les institutions qui s'installent à la périphérie de l'agglomération car grosses consommatrices d'espace : des établissements scolaires (école primaire et CEG de Pangalam), un camp de gendarmerie, le château d'eau de la RNET, des bâtiments confessionnels (évêché, direction diocésaine des Œuvres, paroisse du Christ - Lumière du Monde, « chez les Sœurs », etc.)...

Le front foncier progresse très au-delà du front d'urbanisation. Une localisation cadastrale des parcelles peut rendre visible cet écart et montrer ce que seuls les géomètres sont, pour l'instant, à même de voir.

La méthode que nous avons utilisée est légère et fort peu onéreuse. Elle implique des documents de base de bonne qualité géographique (ils existent déjà), mais surtout un travail de collaboration avec les géomètres locaux. Nous avons constaté leur compétence, leur bonne connaissance du terrain, leur respect des normes édictées par l'Administration, leur franche participation. Les responsables de la planification urbaine, quant à eux, les accusent volontiers d'initier des lotissements clandestins et anarchiques, de contourner les règlements, etc. Sans doute est-ce un malentendu entre ceux d'en-haut et ceux d'en-bas⁷.

Pour en savoir plus : BARBIER J.-C., 1986 - « Kpângalam et Sokodé, ou le village qui va vers la ville », *Cahiers des Sciences humaines* (ORSTOM), n° 22, vol. 3-4, pp. 445-452.

1) Si l'acheteur tarde à construire, il s'expose à ce que le chef coutumier lui reprenne son lot et lui en redonne un autre, de même superficie, mais plus loin. Cette coutume, où le droit d'usage se maintient encore quelque temps avant de céder la place à celui de propriété, ne doit pas être confondue avec la pratique crapuleuse qui consiste à vendre le même lot à plusieurs personnes.

2) Depuis quelques années, seuls des géomètres agréés auprès de la DGUH ont le droit de signer les documents remis à l'Administration. Ceci signifie que les géomètres locaux, qui font le travail de terrain, doivent envoyer leurs plans à l'un de leurs collègues - pour la plupart de Lomé - dont le nom a eu la chance d'être retenu.

3) Soit 1 095 plans. Les autres géomètres qui ont bien voulu nous prêter leurs documents sont MM Alassani Idrissou (119 plans), géomètre de la Mairie, Ouro-Agoro Fousséni (113), Yawo Tondji (51), géomètre de la Préfecture, W. Edéou (21) et Otto Adama (27), géomètres des Travaux publics.

4) Le report a été fait sur place, sous la direction de M Komlan Kondo, au bureau d'étude des Travaux publics. L'opération avait reçu l'aval du Ministère de l'équipement, alors que M Nassirou Ayéva était ministre ; et la Mission française de coopération et d'action culturelle avait alloué une somme de un million de francs à titre de crédit incitatif.

5) Non encore faite dans notre plan du lotissement.

6) Créée le 24 octobre 1970, par ordonnance n° 21, la SITO a été réactivée en 1977 dans le cadre du III^e plan quinquennal.

7) Bayard, Mbembé, Toulabor 1992.

Les périmètres d'extension

La ville s'étend encore

Le plan directeur d'urbanisme de 1982 a été l'occasion, pour la Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat (DGUH), de faire pression sur les lotisseurs en leur rappelant les normes à respecter et les autorisations à obtenir. Dorénavant, tout lotissement doit être soumis à agrément préalable.

Plus encore, la DGUH a pris l'initiative de faire des projets de lotissement. Les Travaux publics de Sokodé ont ainsi reçu deux projets d'extension à la sortie nord-ouest de la ville, de part et d'autre de la route de Bassar : le premier entre cette route et Kpângalam (non représenté sur notre planche n° 26), le second au sud de la route de Bassar (les géomètres de la Mairie y travaillent actuellement). Le dernier plan directeur d'urbanisme n'avait pas pensé à une progression de la ville dans cette direction, mais qu'importe !

Autre direction d'extension (cette fois-ci à l'initiative de la Mairie) : l'est, avec le prolongement de Kulung'dé, au-delà du centre de Santé « Espérance », et le développement d'un lotissement à Salimdê (de part et d'autre de la piste qui traverse le village, et entre Salimdê et le Kpôndjo).

La ville s'allonge selon un axe SE-NO, empruntant l'interfluve entre le Kpândi et le Kpôndjo ;

tendance « naturelle », mais qui résulte aussi d'une insuffisance de ponts : la facilité étale ainsi les agglomérations, ce qui rend leur gestion plus difficile...

Des conditions de production cartographique...

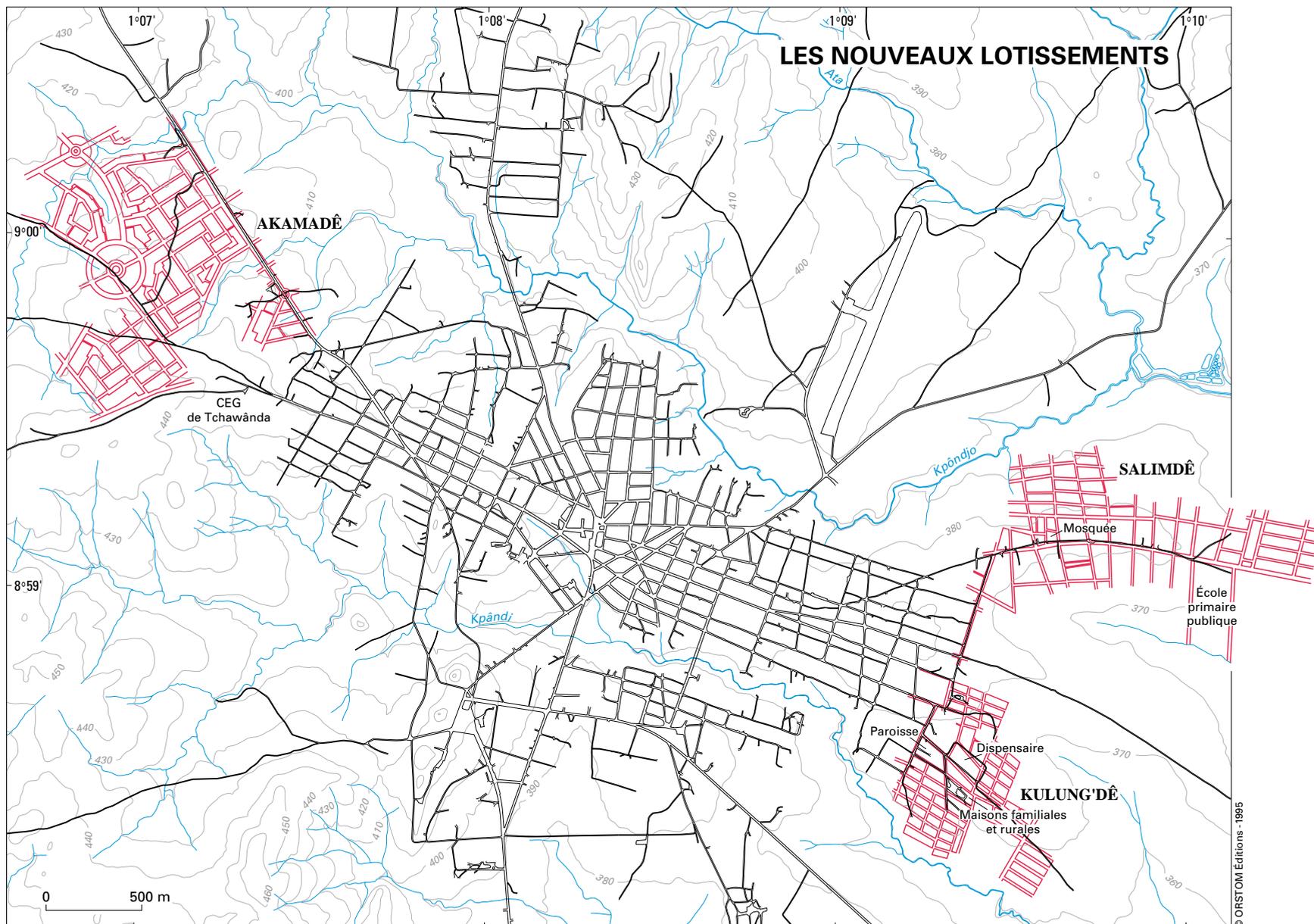
Les géomètres ont-ils horreur de la géographie ? Du fond cartographique de 1979, il ne reste plus que les principaux axes routiers et rivières lorsque les services de la DGUH y dessinent les nouveaux lotissements. L'espace concerné est censé être libre de toute contrainte, non aliéné, ouvert au jeu graphique du dessinateur. Celui-ci y met virtuosité et imagination : l'extension Nord-Ouest de Sokodé a pris une allure des plus modernes avec ses carrefours géants... lesquels, très probablement, resteront pour un certain temps à l'état de terrains vagues, boueux en saison des pluies et gercés en saison sèche. Aux erreurs humaines du copiste de cartes s'ajoutent les conséquences du climat sec en temps d'harmattan, sous lequel les calques, trop minces, « travaillent » comme du bois, en se rétrécissant. Sur le terrain, les géomètres locaux rectifieront chaque fois que cela sera nécessaire...

Quant aux lotissements obtenus par prolonga-

tion de la voirie existante sans qu'il y ait calage sur des points de repère géographiques – c'est le cas pour les extensions Est –, ils héritent des erreurs commises antérieurement à chaque opération de ce genre. C'est ainsi que la voirie de Kulung'dé piquait outrageusement vers le sud, tandis que celle de Salimdê n'avait pas suffisamment bien pris son virage pour s'adapter à la courbure de la voie principale ! Le transfert n'a pas été fait sur le fond de carte de 1979, et nos géomètres continuent d'utiliser les cartes anciennes, qu'ils débordent en tout sens.

Là aussi les techniques informatiques ont permis de redresser les plans mal orientés. De toute évidence, de meilleures conditions de travail sont indispensables pour qu'une production cartographique soit satisfaisante : une salle climatisée, des calques indéformables, les fonds cartographiques les plus récents, des couvertures aériennes, etc. Mais il faudrait aussi une coordination entre les ateliers des divers services techniques (la Mairie, la Préfecture, les Travaux publics, la CEET, la RNET, le Cadastre, etc.), ne serait-ce que pour réunir les outils et les compétences.

Enfin la volonté d'avoir une vue d'ensemble de la ville et d'assurer le suivi de l'urbanisation (à défaut d'en guider les développements) doit être commune aux responsables locaux pour qu'une telle mobilisation technique puisse se faire avec succès.



Sources : Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat (DGUH) ; mairie de Sokodé

© ORSTOM Éditions - 1995

La ville dans son environnement

La ville, visible par son bâti et ses équipements, invisible par son auréole d'aliénation foncière, s'étend en général plus vite que ne le prévoient les urbanistes. Les périmètres urbains sont élargis en conséquence, mais se révéleront vite trop étroits. C'est que les villes africaines sont dévoreuses d'espace, liant forte augmentation de leur population totale, par immigration et croissance naturelle, et faible densité de l'habitat.

La cartographie informatique apporte une première parade à cette boulimie d'espace, car elle permet d'insérer les cartes urbaines à grande échelle (de 1 : 2 000 à 1 : 5 000) dans des fonds topographiques à plus petite échelle, comme par exemple les cartes IGN à 1 : 50 000. Nous avons pu le faire pour Sokodé¹. Le traitement des images satellitales permet également ce franchissement des périmètres urbains trop limitatifs.

Une telle vision élargie de la ville, incluant son environnement, rend désormais pertinentes les cartes de géologie et de pédologie faites à 1 : 200 000, et qui, jusqu'à présent, étaient peu utilisées pour des études urbaines. Dans le cas de Sokodé : la carte géologique à 1 : 200 000, établie par la Direction générale des mines et de la géologie et le Bureau national de recherches minières – BNRM

(feuilles Kara, en 1984, et Sokodé, en 1986), la carte pédologique (1979) à 1 : 200 000 et la carte des unités agronomiques (1978), déduite de la précédente, d'A. Lévêque. Mieux, la cartographie informatique, en facilitant leur superposition, invite à une approche pluridisciplinaire et plus synthétique. Nous en proposons un essai à partir des cartes sus mentionnées.

L'étude de l'environnement physique implique bien entendu d'autres sciences, comme la climatologie et la botanique. Nous n'avons pas voulu être exhaustifs, mais seulement indiquer une approche possible à partir de documents déjà existants. Là aussi, nous souhaitons poser les jalons d'une observation continue et plus complète.

L'environnement inclut l'action des hommes : la dégradation des milieux naturels, mais aussi leur transformation en systèmes agraires... Au-delà, c'est toute une histoire régionale, la culture d'une aire ethnique, ou encore une civilisation, qui se trouvent en quelque sorte rappelées dans un site ponctué de lieux sacrés et dans le bâti d'une ville. L'approche historique, que nous avons adoptée pour la présentation de Sokodé, a déjà témoigné de cette vision élargie de la ville que nous préconisons. Nous la complétons ici par un premier inventaire de son patrimoine culturel. Là aussi, tout n'est pas dit et il reste encore des bâtiments anciens à inventorier ... et à restaurer.

1) Insertion de la carte Technosynthesis de 1979 à 1 : 2 000 dans la carte IGN à 1 : 50 000 (1969, Paris, feuilles Djougou 1a et Sokodé 3c).

L'espace physique : le site élargi

Au contact de deux unités géologiques

La ville de Sokodé se trouve au contact de deux unités structurales géologiques : l'unité de l'Atacora (sous-unité des monts Togo), avec ses barres de quartzite particulièrement résistantes à l'altération (qui, pour la région de Sokodé, donnent le relief), et l'unité de la Plaine bénino-togolaise composée, ici, de gneiss à deux micas (sous-unité orthogneiss de Kara). Ces deux unités sont respectivement disposées à l'ouest et à l'est de la ville, de part et d'autre d'une limite de direction sud-ouest/nord-est qui traverse celle-ci.

Un mouvement tectonique de grande ampleur, induit par le déplacement du socle dahoméen vers l'ouest, occasionna le plissement de sédiments déposés dans la dépression de la Volta et, conséquemment, leur transformation en roches métamorphiques. Il en est résultée la formation d'un relief de type appalachien. Attaqué par l'érosion, ce relief donne aujourd'hui la morphologie actuelle de l'unité de l'Atacora, qui s'étend des monts Akwapim, au nord-est d'Accra, jusqu'à la chaîne de l'Atakora au Bénin, en passant par les monts Togo et le Plateau kotokoli.

Ce relief atacorien, qui contraste avec la relative monotonie de la plaine du Mono, est assez vigoureux dans la région de Sokodé car les sédiments violemment plissés sont venus buter

contre une plaque orthogneissique (visible dans la partie nord-ouest de notre carte). Plus au nord (en dehors de notre carte), mais avec une plus grande ampleur, le même phénomène se produisit contre les orthogneiss « de Kara » (entre Bafilo et Kara), obligeant le plissement atacorien à un brusque changement de direction (est-ouest) ; la structure quartzitique de ce plissement est à l'origine du Plateau kotokoli (de Dawdê à Alédjo-Kura).

Le relief est donc obtenu par la présence de quartzites de l'Atacorien (à muscovite dominante ou à séricite), grâce au jeu de l'altération différentielle, les parties en dur apparaissant maintenant sous forme de lignes de crête. Deux bons exemples nous sont donnés avec les hauteurs qui sont à l'est de la route nationale au niveau de Kûmoniadé (à quelques kilomètres au nord de Sokodé), et, au sud de la route de Bassar, à la hauteur de Kpario, avec l'un des contreforts du mont Étchalo (au nord-ouest de la ville). Le site de Sokodé est lui-même pris en écharpe par un alignement qui, parti au niveau de Tchalo, longe, à l'ouest, la route nationale (dans ce qui était la forêt classée de Tchalo), constitue la colline administrative, puis se continue par des affleurements rocheux à Tchawânda, Kossobio et Barrière, pour reprendre de l'altitude avec la colline de Kpângalam (entre le Kpândjo et l'Ata).

Ce relief prend de l'importance, comme dans le cas du Korông'na, lorsque la dalle quarzitique

L'espace physique : le site élargi

(exposée ici aux intempéries venant de l'ouest) protège des micaschistes riches en éléments durs. Le Korông'na culmine à 787 m (alors que Sokodé et Tchavadî sont seulement à 400 m), en présentant une structure de plateau : pentes abruptes, sommet plat.

Une multitude de failles, apparues au cours de cette histoire géologique mouvementée, imprime au réseau hydrographique une architecture en baïonnette.

À vrai dire, le passage d'une unité à une autre n'est guère visible dans le paysage sokodéen et ne se traduit pas d'une façon contrastée dans la nature du sol. Les micaschistes, qui, dans l'unité atacorienne ici concernée, dominent largement, présentent une texture aisément déliable, libérant les éléments quartziteux à muscovite et, parfois, des grenats. De l'autre côté, le vieux socle orthogneissique présente, au sud-est de Sokodé, de larges plages de latérites témoignant de l'altération ancienne des roches-mères.

En conséquence, les vallées s'enfoncent également dans les deux zones. Le Mô traverse les orthogneiss qui sont au nord-ouest de Sokodé, en y donnant rendez-vous à ses premiers affluents importants : la Buwalé, dont les eaux en partie retenues à Aléhéridé alimentent la ville, et la Buzalo, plus à l'ouest. La branche orientale de la Na descend du massif du Korông'na, passe à Tchavadî et reste ainsi sur socle orthogneissique ; mais la branche occidentale descend du massif Étchalo (mont *Sialo* de la carte IGN), pour circuler d'abord en zone atacorienne, jouant avec les failles et les affleurements de quartz qui caractérisent cette zone.

La zone de contact entre les deux unités structurales, dont nous avons souligné la discrétion, est cependant marquée par une série d'intrusions d'origine volcanique. Des cônes de serpentinites et des gabbros (roches basiques et ultrabasiques), affectent la bordure occidentale du plateau orthogneissique de l'unité de la Plaine

bénino-togolaise, du mont Agou au mont de Sotouboua. Au nord de Sotouboua, on en trouve encore à Dalanda, puis, successivement, à l'ouest de Kasséna et de Tchalo ; enfin, à Sokodé, ils sont responsables des buttes où l'on vénère les divinités protectrices, Uro-Lômbô (à l'ouest de la colline administrative) et Uro-Aguwông (sur la rive gauche de l'Ata).

En conclusion, la nature des roches est variée, essentiellement d'origine magmatique ou sédimentaire (gneiss), sédimentaire (schistes, quartzites) et glacio-sédimentaire (conglomérats que sont les tillites). Les accidents profonds montrent des manifestations magmatiques (édifices à talc). Enfin des formations volcano-sédimentaires sont présentes avec la gondite¹ de Tchalo. La minéralogie utile reste mal connue avec des occurrences de grenat, de mica, de rutile², de tourmaline et d'or.

Pour en savoir plus, voir les travaux d'Alain Blot, géologue ORSTOM (notes du centre ORSTOM de Lomé) : 1981 – *Le massif de Sotouboua : nouveaux minéraux, perspectives minières nouvelles*, 6 p. + annexes ; 1982 – *Le massif de Sotouboua vu à travers la prospection géochimique « Stream-Sediments », son incidence sur les anomalies géochimiques de la région (analyse du rapport de J.-L. Lasserre)*, 16 p. + 2 fig., *Le volcanisme post-atacorien de Sokodé*, 3 p. + fig., *La série des gneiss de l'Aou*, 3 p. + 1 fig., *L'altération des gneiss de l'Aou*, 4 p. + 2 fig., *Le contact Atacorien-Dahomeyen*, 5 p. + 1 fig. ; 1983 – *La serpentinite d'Adjengré : un témoin du manteau ?*, 3 p. + 2 fig. ; 1987 – *L'Atacorien du Togo : une province précambrienne à zinc, fer, phosphore*, 44 p. + 10 fig. ; 1988 – *Un musée de la minéralogie : le massif de Djabatouré-Sotouboua (centre du Togo)*.

Des sols selon leur position topographique

Pour la zone qui nous concerne, la nature des sols est principalement déterminée par deux facteurs : la nature des roches-mères et la position topographique dans le paysage. En utilisant les classifications pédologique (pédo. n° *) et agronomique (agro. n° *) établies par André Lévêque, nous commenterons la carte pédologique de Sokodé en suivant la morphologie du site : les

reliefs, les interfluves, les vallées. L'accent sera mis sur la valeur agronomique des sols, toujours en utilisant les commentaires du même auteur.

• Les reliefs

a. Les sommets arides :

Les roches affleurent au sommet des crêtes les plus vigoureuses ou sont à peine couvertes d'un résidu caillouteux d'érosion, ce qui donne des sols minéraux bruts ou lithosols sur quartzites (pédo. n° 2), d'un extrême dénuement – à laisser sous végétation naturelle (agro. n° 15). Ils sont représentés sur la carte par un éperon rocheux à l'est de Kûmoniadé. Les reliefs moins accentués au sud-ouest de Sokodé et le plateau du Korông'na portent des sols lithiques peu évolués d'érosion (toujours sur quartzites) (pédo. n° 5) – à reboiser en essences résistant à la sécheresse (agro. n° 14).

b. Les hauteurs :

Une forte induration des sols s'est appuyée sur les barres quartzitiques de l'Atacorien, notamment au sud-ouest de la ville, déterminant un relief associé au précédent (pédo. n° 41 et 33). Ces sols sont pauvres et ne peuvent supporter des cultures vivrières du Nord (mil et arachide) qu'avec des jachères prolongées ; les pâturages doivent y rester extensifs (respectivement agro. n° 13 et 12).

c. Les piémonts :

Là où les têtes de vallée se forment en contrebas des abrupts méridionaux du plateau du Korông'na, on observe une frange de sols peu évolués, d'apport hydromorphe, à pseudo-gley, (pédo. n° 8). Ils sont toutefois suffisamment drainés jusqu'à une profondeur permettant des cultures d'arachides, de mil, de sorgho, d'igname, de haricot, de coton et de maïs, avec apports abondants de fertilisants pour les cultures les plus exigeantes (agro. n° 7). Le village de Kédji-Kândjo s'y est installé lorsqu'il est descendu des hauteurs où il était perché.

d. Les glacis :

Alors que le plateau du Korông'na s'achève au sud par un abrupt, il présente des contreforts faillés dans sa partie sud-ouest, lesquels se prolongent en pente jusqu'au niveau de la route nationale, là où se sont installés les villages de Kîdéûdê et Tchalanidê³. Les sols y ont les mêmes valeurs agronomiques (agro. n° 12) que les hauteurs indurées précédemment décrites, c'est-à-dire faibles. Ce sont des sols résultant de juxtapositions (pédo. n° 49) où se trouvent mélangés des sols ferrugineux peu profonds et appauvris de l'unité pédologique n° 13 et des sols ferrallitiques rajeunis de l'unité pédologique n° 44.

• Les interfluves

a. Dans la moitié supérieure :

Sur quelques rares sommets d'interfluve (notamment entre Sokodé et Tchalo, dans l'unité géologique de la Plaine bénino-togolaise), ont pu se développer les sols les plus riches (agro. n° 3) des environs de Sokodé. Ce sont des sols ferrallitiques, typiques modaux, très profonds (pédo. n° 37). L'agronome peut y conseiller des plantes vivrières exigeantes (maïs, manioc, canne à sucre) et une arboriculture de plantes fruitières – celles-ci pouvant supporter de longues périodes de sécheresse ainsi que le coton. Mais, d'une façon plus générale, ce sont des sols moins riches (agro. n° 5 et 6) qui dominent la partie supérieure des interfluves :

– Dans la moitié sud de la carte, s'étendent indistinctement de part et d'autre de la limite entre les deux unités structurales géologiques, également entre le plateau du Korông'na et la crête à l'est de Kûmoniadé, des sols ferrugineux, profonds mais concrétionnés (pédo. n° 22), qui peuvent supporter des cultures les plus variées (sorgho, manioc, igname, haricot, maïs et coton), mais sous réserve d'apports abondants pour les cultures les plus exigeantes – il en est de même pour des pâturages intensifs. L'agglomération de Sokodé a été bâtie sur ce type de sols qui s'avèrent très friables en profondeur : le réseau hydro-

graphique est très encaissé, y compris le moindre petit ruisseau allant rejoindre le Kpândi ou le Kpôndjo, et l'érosion provoque de profondes crevasses (l'une, à Akamadê, est particulièrement spectaculaire et menace plusieurs habitations).

– Au nord de la ville, le village de Kpângalam avait aménagé son terroir sur des sols assez bons pour la région (agro. n° 5) : sols ferrallitiques modaux, appauvris (pédo. n° 38). Profonds, ils se prêtent à l'arboriculture et à la canne à sucre (avec toutefois un apport de fertilisants). En passant sur la rive droite de l'Ata (entre l'Ata et le Kpândi) pour constituer la banlieue nord de Sokodé, les habitants de Kpângalam sont restés sur le même type de sols – cette fois-ci pour bâtir (l'ancien terroir, à moins de 2 km, est toujours exploité). Ces sols présentent une meilleure résistance à l'érosion que les précédents, et, en conséquence, les crevasses y prennent des proportions moindres.

b. Dans la partie médiane :

Plus bas dans le sens de la pente, les sols présentent deux séquences différentes selon l'unité géologique où ils se trouvent :

– Dans le quart sud-est de la carte, faisant partie de la Plaine bénino-togolaise, des sols d'assez bonne qualité (agro. n° 5 et 4, correspondant à pédo. n° 42 et 19) succèdent à l'unité pédologique n° 22. L'agronome peut y conseiller les cultures variées de la catégorie agro. n° 6, et y ajouter, pour les sols plus profonds de l'unité pédologique n° 42, la canne à sucre (mais avec nécessité d'apports fertilisants réguliers et du maintien du stock de matière organique). Les sols de l'unité pédologique n° 19 sont un peu moins profonds, mais plus riches en fertilité chimique.

– Dans la moitié nord de la carte, au sein de l'unité géologique de l'Atacora, succédant aux unités pédologiques n° 49 ou 38, on retrouve des sols en partie de même nature que ceux de l'unité n° 49 précédemment décrits, mais sur matériaux kaoliniques de micaschistes à muscovite (pédo. n° 13). Ils sont peu cultivables et déterminent un paysage de savane pauvre de part et d'autre de

la route de Bassar, où des colons du Nord se sont installés en de multiples fermes au lieu-dit Kpario (et, plus loin, en dehors de la carte, à celui de Sagbadaï), ainsi que dans l'angle formé par la route nationale et celle de Tchavadi.

c. Dans la partie inférieure

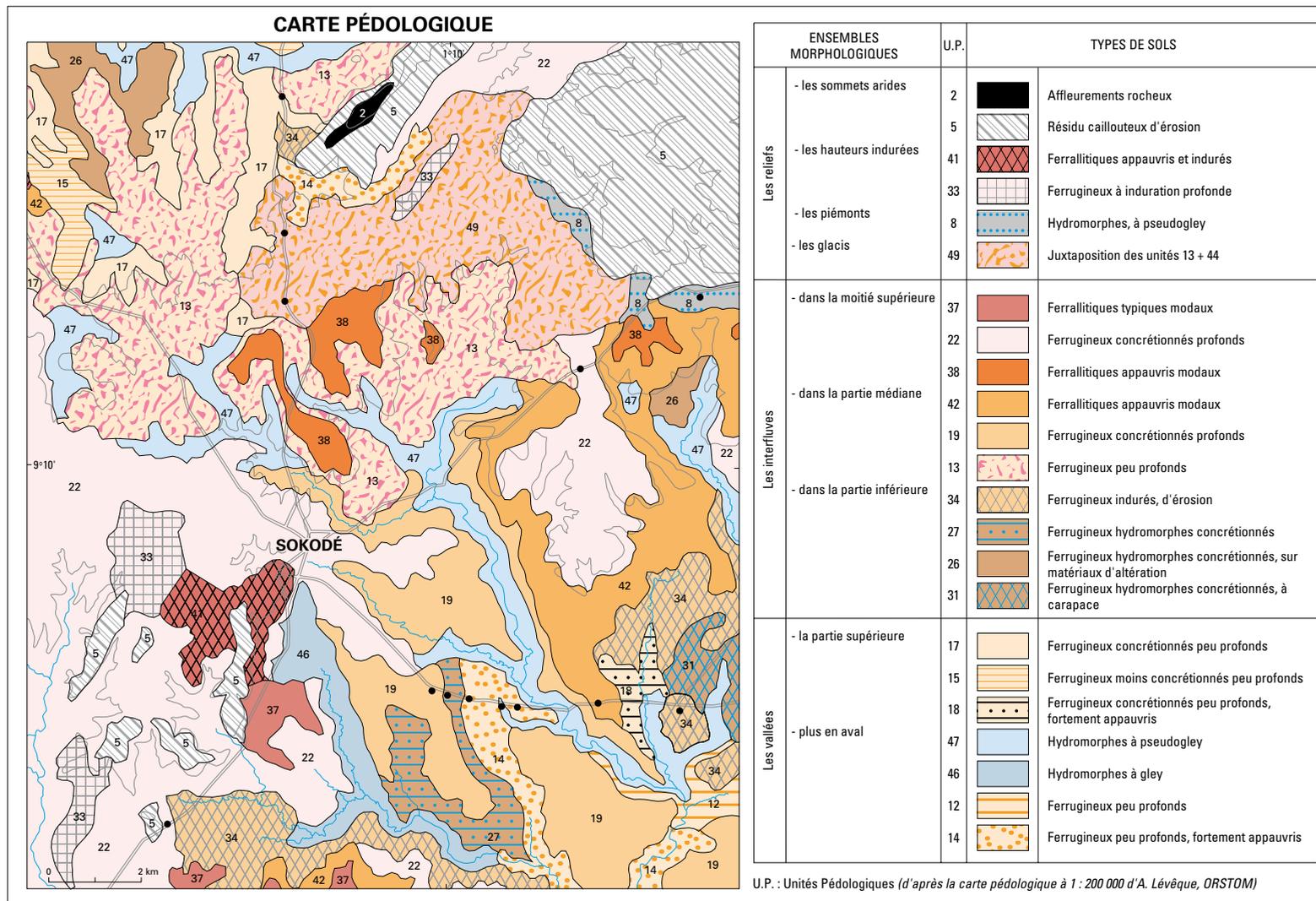
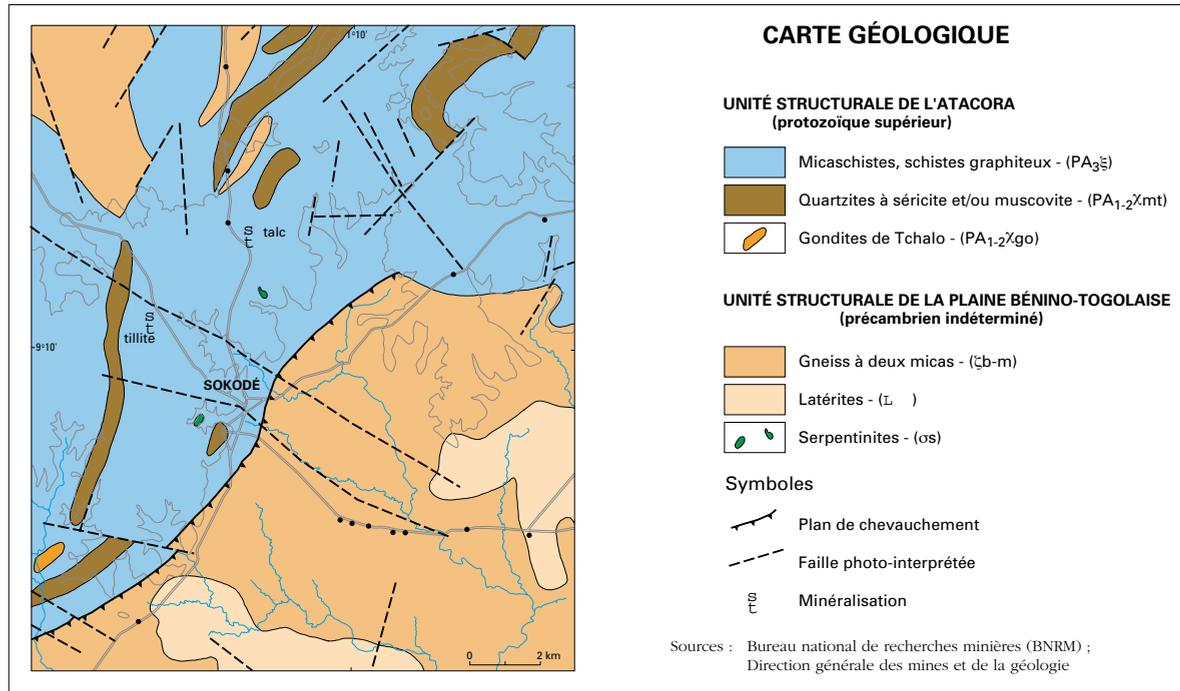
La qualité culturale des sols se dégrade en bas de pente, car nous y retrouvons des sols indurés (pédo. n° 34), dont la valeur agronomique est semblable à celle des hauteurs, également indurées (agro. n° 13). Ils se localisent tous dans l'unité géologique de la Plaine bénino-togolaise pour ceux de notre carte. Cependant, le bas de pente, là où sourdent de multiples petits ruisseaux, peut se terminer sur des sols (pédo. n° 27 et 26) qui, bien qu'hydromorphes, sont parfaitement cultivables (respectivement agro. n° 19 et 18). Ces sols, développés sur matériaux d'altération kaolinique en ce qui concerne ceux de l'unité pédologique n° 26, sont les meilleurs puisqu'ils retiennent d'avantage l'humidité (deux mois contre un mois et demi) et sont surtout mieux pourvus en matière organique (taux assez élevé ou moyen) et en fertilité chimique (assez bonne) ; ils sont en conséquence, agronomiquement, mieux classés (agro. n° 18). Toutefois, ces sols hydromorphes de bas de pente sont parfois handicapés par une carapace située à une faible profondeur (moins de 70 cm en moyenne) (pédo. n° 31, agro. n° 26) ; leur seule utilisation possible consiste alors en parcours de pâturages.

• Les vallées

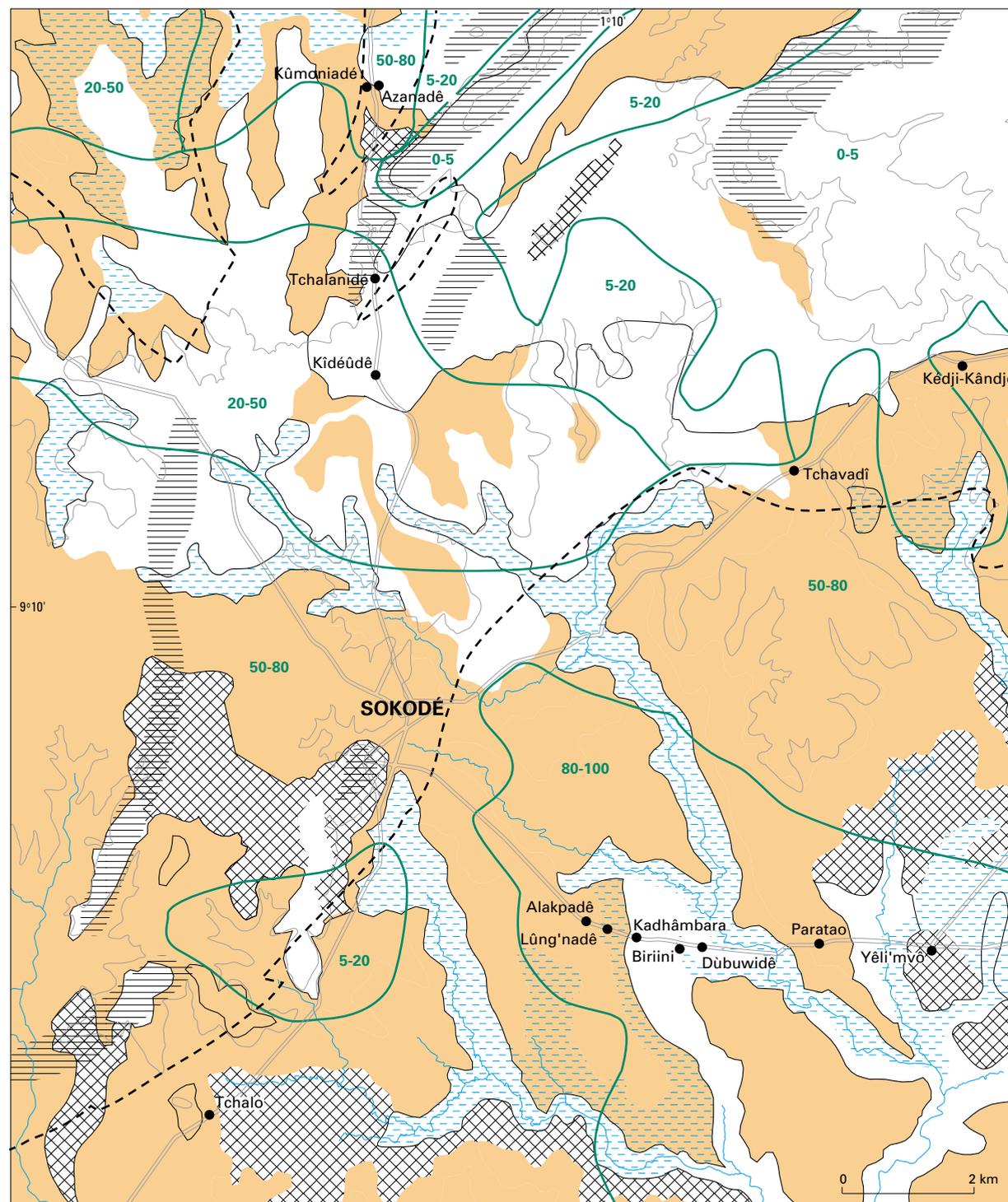
Moins marquée par l'hydromorphie, la partie supérieure des vallées donne des sols cultivables.

a. La partie supérieure

Au nord-ouest de Sokodé, de part et d'autre de la route de Bassar, les rivières qui alimentent la MÔ (et qui, en quelque sorte, tournent le dos à la ville, se dirigeant vers le nord-ouest) ont formé des sols cultivables, bien que peu profonds (agro. n° 9 et 8, correspondant à pédo. n° 17 et 15 ; les sols



CARTE DE SYNTHÈSE



Données géologiques

--- Limite entre l'unité structurale de l'Atacora et de la Plaine bénino-togolaise

▨ Bancs de quartzites

Données pédologiques

▩ Sols indurés

▧ Sols hydromorphes

Données agronomiques

■ Sols cultivables

□ Sols peu ou non cultivables

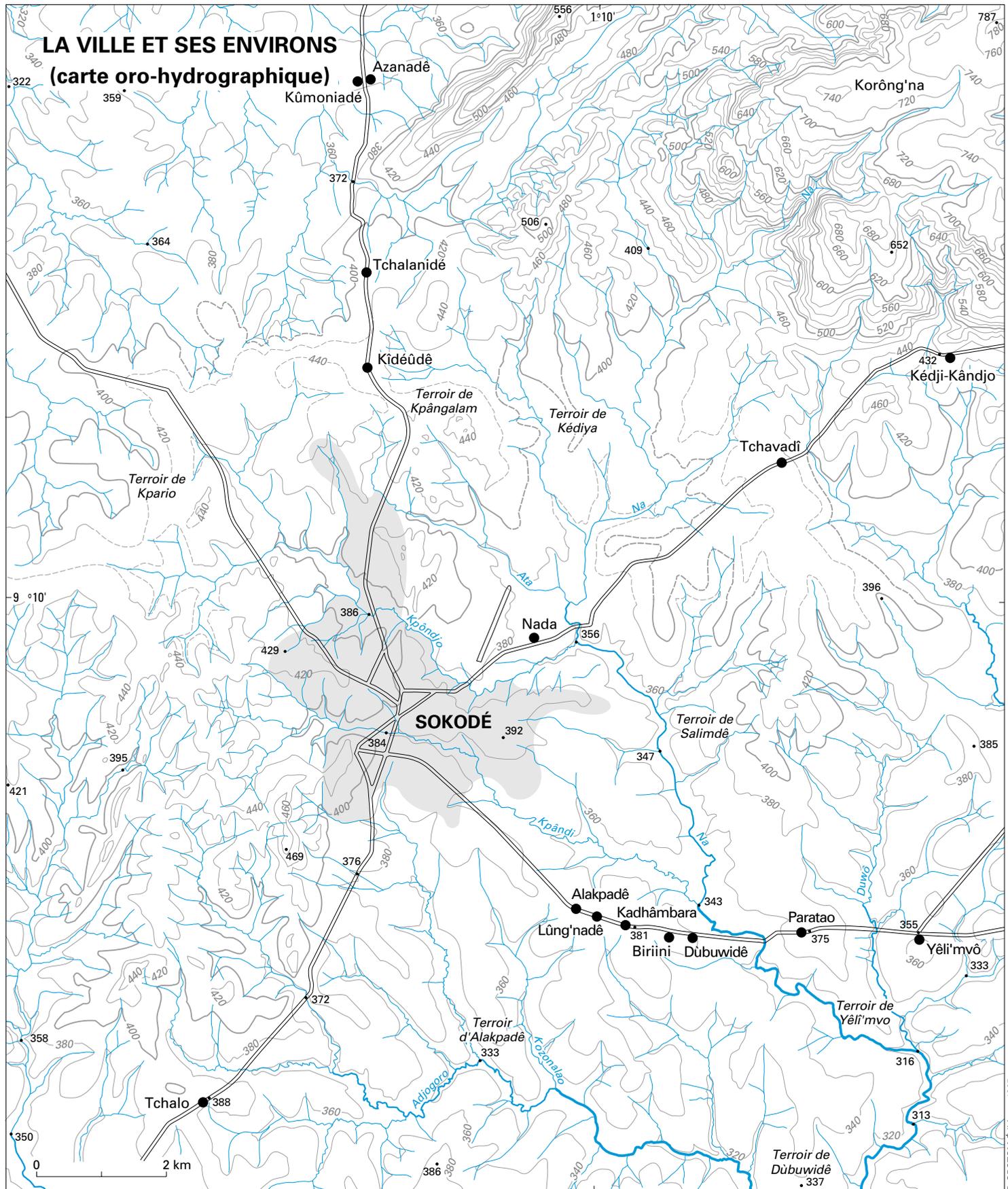
— Limite des sols entre les ensembles topographiques (reliefs, interfluves, vallées)

Occupation du sol

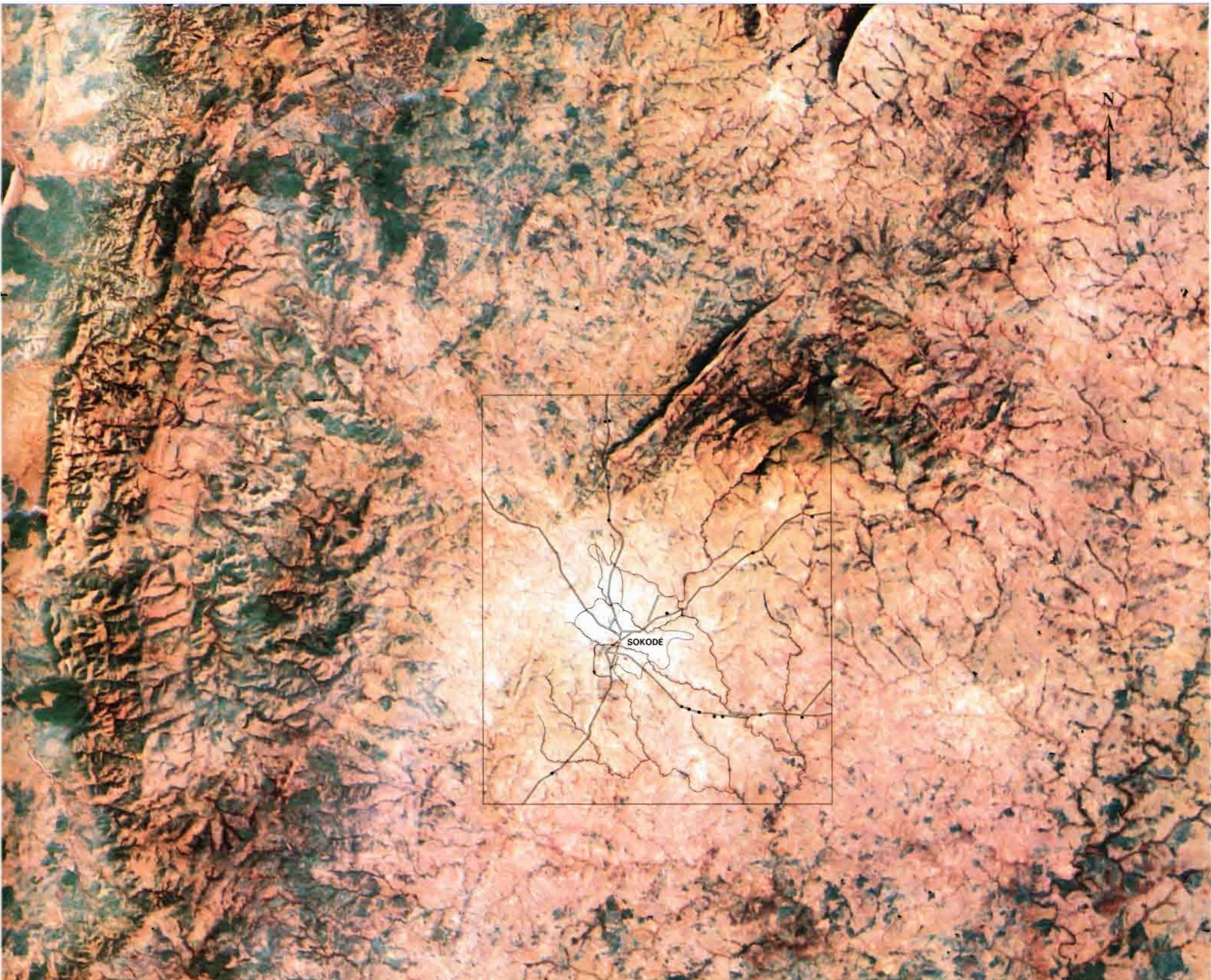
— Limite d'intensité

50-80 Intensité en %

Sources : références de la planche 27 ;
Direction générale du plan et du développement



LE SITE VU PAR SATELLITE
à l'échelle de 1 : 200 000



L'espace physique : le site élargi

moins concrétionnés – pédo. n° 15 – étant plus intéressants – agro. n° 8). Ils sont mieux drainés au-dessous de 50 cm, mais présentent une fertilité chimique très moyenne. On ne trouve pas ces sols dans l'unité structurale de la Plaine bénino-togolaise. D'autres vallées supérieures, parmi celles qui descendent du Korông'na (immédiatement à l'est de Paratao – sur notre carte – ou au nord de Kolowaré – hors carte) proposent des sols plus pauvres (pédo. n° 18, agro. n° 12). Mais à la même altitude, on a aussi des têtes de vallée qui ont formées des sols hydromorphes, dont la valeur agronomique est très faible : sols à pseudo-gley lorsqu'ils se situent sur un complexe colluvio-alluvial sableux ou sablo-argileux (pédo. n° 47, agro. n° 24) ou à gley lorsque la texture de ce complexe est plus argileuse (argileuse ou argilo-sableuse) (pédo. n° 46, agro. n° 21). Les sols profonds de la première unité pédologique (n° 47) permettent toutefois une culture d'ignames sur buttes et d'y pratiquer du riz pluvial.

b. Plus en aval

Après ces biefs hydromorphes, les rivières, comme dans le cas de la branche orientale de la Na, peuvent couler sur des sols qui s'apparentent à ceux des têtes de vallée (pédo. n° 12 et 14). Dans les deux cas, la valeur agronomique est assez faible (respectivement agro. n° 11 et 12). Des cultures vivrières sur buttes peuvent cependant être pratiquées sur les premiers sols (pédo. n° 12).

Pour en savoir plus : COMBEAU André, 1951 – *Observations sur les sols des teckeraies dans la région de Sokodé*, Lomé : IRTO (maintenant ORSTOM), 9 p. dactylogr. ; DABIN Bernard, 1955 – *Étude sur la protection et la conservation des sols dans la région de Sokodé-Dapango*, Lomé : IRTO, 13 p. ; LAMOUREUX Maurice, 1957 – *Les sols de teckeraies au Togo*, Lomé : IRTO, 64 p. ; LÉVÊQUE André, 1975 – *Carte pédologique à 1 : 200 000 du socle granito-gneissique togolais*, Lomé : ORSTOM, 2^e éd. imprimée en 1978, Paris : ORSTOM ; 1978 – *Ressources en sols du Togo. Carte à 1 : 200 000 des unités déduites de la carte pédologique*, Paris : ORSTOM, 21 p. + cartes (notice explicative n°73) ; et 1979 – *Pédogenèse sur le socle granito-gneissique du Togo. Différenciation des sols et remaniements superficiels*, Paris : ORSTOM, 224 p. (* Travaux et documents * 108).

La ville et sa campagne

Le site élargi, c'est une nouvelle dimension de la ville qui s'offre à nous ; celle d'une agglomération en symbiose avec les milieux ruraux environnants comme le sont la plupart des petites et moyennes villes.

Dans les alentours immédiats de Sokodé, on constate une forte intensité d'occupation du seuil qui, au nord-est de la ville, sépare les deux grands bassins hydrographiques de la Volta et du Mono, avec d'une part les affluents du Mô, d'autre part les deux branches de la Na (la Na occidentale, qui descend au-dessous de Tchalo, et la Na orientale, qui coule sous le pont de la route de Tchavadi). La ville s'étend dans cette direction ; en plus, nombre de ses habitants vont y cultiver, et, au-delà, de part et d'autre de la route de Bassar où ils rencontrent de nombreux colons venus du Nord (Kabyê, Nawdba et Lâmba) et des Peuls sédentarisés. Ce phénomène a dû s'accroître ces dernières années car l'analyse des photographies aériennes de 1977 à 1 : 30 000⁴ ne donne, pour cette zone, qu'une occupation des sols de l'ordre de 50 à 80 %, alors qu'il semble plus marqué sur l'image satellitale Landsat TM du 10 janvier 1991.

L'occupation des sols est encore plus intensive dans la partie supérieure du réseau hydrographique des Na où les grandes chefferies Mola, fondatrices du Tchawûdjo, se sont installées à partir du dernier quart du XVIII^e siècle. La photo-interprétation de la mission de 1977 y donne en effet plus de 80 % d'occupation des sols ; pourcentage identique à celui des autres anciens terroirs de la région, comme ceux de Tchamba, d'Agulu, de Kpaza, d'Adjéidê et d'Afêm – s'y ajoute le terroir récent de Kolowaré où des sœurs de Notre-Dame des Apôtres animent une importante léproserie. Il s'ensuit que la ville se prolonge le long de la route de Tchamba par une zone rurale de très forte densité à la fois de peuplement et d'occupation des sols, qui correspond à la conurbation villageoise Kadhâmbara

– Biriini – Dùbuwidê – Paratao – Yêlim'vô (et au-delà, Kolowaré). Chaque jour ce sont des files d'agricultrices qui partent à la ville vendre leurs produits, et le va-et-vient de taxis surchargés. Le bitumage envisagé de la route de Tchamba ne pourra que renforcer ces flux de personnes et de marchandises.

Côté sud, la ville a été longtemps séparée de la zone de colonisation kabyê-losso par la forêt protégée de Tchalo, mais celle-ci est aujourd'hui fortement éclaircie par des défrichements, si bien que le no man's land qu'elle constituait est aujourd'hui peu visible. A partir de Kasséna jusqu'à Sotouboua commence une zone de très forte occupation des sols (80 % et plus), de part et d'autre de la route nationale, correspondant à la zone de colonisation sus mentionnée.

C'est donc en terme de continuité qu'il faut situer Sokodé par rapport aux milieux ruraux environnants ; ce qui implique un urbanisme de la ville et des villages les plus proches qui soit pensé en connivence avec le développement rural.

1) La gondite est un quartzite à grenat manganésidère. Par altération superficielle, elle donne naissance à des gîtes de manganèse parfois économiquement exploitables.

2) Oxyde de titane.

3) Sur le plan agronomique, Tchalanidê a perdu dans son déménagement car il a quitté un terroir aux terres plus cultivables (unité agronomique n° 6, correspondant à l'unité pédologique n° 22).

4) Par la Direction régionale du plan et du développement (DRPD) de la Région centrale, et dont les résultats ont été publiés dans « L'Atlas du développement régional du Togo » (1992 : 91).

Annexe

DESCRIPTION DES TYPES DE SOLS

D'après la légende de la carte pédologique du Togo à 1 : 200 000 « *Socle granito-gneissique* » (Lévêque 1979) Les références « agro. n°* » renvoient à la carte agronomique du même auteur (1978).

Sols minéraux bruts :

2 : d'érosion ou squelettiques : lithosols sur quartzites (agro. n° 15).

5 : d'érosion : sols lithiques sur quartzites, micaschistes ou gneiss (agro. n° 14).

8 : d'apport, hydromorphes, à pseudo-gley, avec faciès appauvri en argile (sur plus de 50 cm) et souvent fortement concrétionné ou carapacé en profondeur, sur matériaux colluviaux ou colluvio-alluviaux, riche en sables quartzeux (agro. n° 7).

Sols à sesquioxydes de fer, ferrugineux tropicaux, lessvés et/ou appauvris :

■ non ou peu concrétionnés, faciès peu profond :

12 : moyennement appauvris, sur matériaux d'altération de gneiss ou de micaschistes, riches en argile 2/1 (agro. n° 11).

13 : moyennement appauvris, sur matériaux d'altération kaolinique de micaschistes à muscovite (agro. n° 12).

14 : fortement appauvris, sur arène de gneiss leucocrates ou sur matériaux finement sablo-argilo-limoneux, d'altération de micaschistes à muscovite (agro. n° 12).

15 : fortement appauvris, sur matériaux d'altération de gneiss ou de micaschistes à muscovite, riches en argile 2/1 (agro. n° 8).

■ à concrétions :

17 : à faciès peu profond, moyennement appauvris, sur matériaux à smectites, d'altération de gneiss à biotite et

amphibole ou sur matériaux à illite et interstratifiés, d'altération de micaschistes à muscovite (agro. n° 9).

18 : à faciès peu profond, fortement appauvris, développés sur matériaux sablo-argilo-limoneux d'altération de gneiss leucocrates ou de micaschistes à muscovite (agro. n° 12).

19 : à faciès profond, à lessivage – appauvrissement moyennement profond (sur moins de 70 cm en moyenne), sur matériaux à smectites, d'altération de gneiss (à deux micas, à amphibole et/ou à biotite), ou sur matériaux d'altération de micaschistes à muscovite (agro. n° 4).

22 : à faciès profond, à lessivage et/ou appauvrissement moyennement profond (sur moins de 70 cm en moyenne), sur matériaux d'altération (ferrallitique ou kaolinique à hydromorphie ancienne) de gneiss à amphibole et/ou à biotite, ou sur matériaux d'altération de micaschistes à muscovite (agro. n° 6).

■ à hydromorphie, faciès profond :

26 : concrétionnés et moyennement appauvris, sur matériaux riches en smectites, d'altération de gneiss leucocrates à micaschistes ou sur matériaux d'altération de micaschistes à muscovite, riches en illite et interstratifiés (agro. n° 18).

27 : concrétionnés et moyennement appauvris, sur matériaux sablo-argilo-limoneux d'altération de micaschistes à muscovite (agro. n° 19).

31 : à carapace de faible profondeur (moins de 70 cm en moyenne), sur matériaux indéterminés (agro. n° 26).

■ à induration (carapace ou cuirasse) :

33 : à faciès à induration profonde (débutant à plus de 70 cm en moyenne), sur matériaux d'altération (ferrallitique ou kaolinique à hydromorphie ancienne) de roches mères indéterminées (agro. n° 12).

34 : à faciès d'érosion plus ou moins ancienne (cuirasse ou carapace débutant à moins de 70 cm en moyenne), sur matériaux à smectites, d'altération de gneiss divers, ou sur matériaux à illite et interstratifiés, d'altération de micaschistes à muscovite (agro. n° 13).

Sols ferrallitiques, faiblement ou moyennement désaturés :

■ typiques :

37 : modaux, avec faciès peu concrétionné, sur micaschistes à muscovite ou sur quartzites (agro. n° 3).

■ appauvris :

38 : modaux, avec faciès moyennement concrétionné, sur gneiss ou micaschistes à muscovite (agro. n° 5).

41 : indurés, à faciès d'érosion (cuirasse ou carapace débutant à moins de 70 cm de profondeur), sur roches mères indéterminées (agro. n° 13).

■ remaniés :

42 : modaux, sur gneiss ou micaschistes, à faciès d'évolution superficielle en sols ferrugineux lessivés et/ou appauvris, plus ou moins concrétionnés sur moins de 50 cm en moyenne (agro. n° 5).

■ rajeunis ou pénévulés :

44 : érodés et remaniés, sur micaschistes à muscovite ou sur quartzites (agro. n° 12).

Sols hydromorphes, minéraux ou peu humifères :

46 : à gley, sur complexes colluviaux-alluviaux argileux ou argilo-sableux (agro. n° 21).

47 : à pseudo-gley, sur complexes colluvio-alluviaux sableux et sablo-argileux (agro. n° 24).

Juxtapositions :

49 : Sols à sesquioxydes de fer et sols ferrallitiques (unités 13 + 44), sur matériaux d'altération kaolinique et sur micaschistes (agro. n° 12).

L'espace culturel : la mémoire régionale d'une ville

Si la ville se définit par l'action de ses habitants, elle est surtout une mémoire à laquelle se rattachent les générations à venir ; encore faut-il que celles-ci sachent identifier les lieux historiques où elles puissent se reconnaître héritières d'un patrimoine. Tout le monde en convient : on n'entretient bien que ce qui nous appartient ; il en est ainsi d'une ville qui est sienne. La participation civique, c'est d'abord se sentir citoyen d'une cité. Ici le culturel rejoint le politique au sens large du terme ; il n'est pas une digression folklorique s'il est bien montré.

C'est d'abord « halte aux démolisseurs » ! Selon ceux-ci, le vieux tissu urbain de Dîda'ûre serait à « restructurer » ; pour d'autres, il faudrait supprimer les espaces verts, qui subsistent en plein centre-ville comme une « brousse » dans l'interstice des anciens villages (alors qu'une « ville moderne » se mesurerait à sa densité de béton), et occulter les lieux de culte ancien, qu'il convient de ne plus fréquenter dans une cité devenue musulmane et chrétienne...

Mais c'est aussi une valorisation des savoir-faire anciens et des métiers artisanaux pour réparer, réhabiliter, entretenir. Une nouvelle affectation des bâtiments et des lieux pour en faire des points attractifs dans la vie de la cité. L'exemple

en a été donné par la coopération décentralisée de la région Champagne-Ardenne (IRCOD), qui, avec la collaboration d'artisans togolais de Sokodé (GIPATO) et de Lomé, a su réhabiliter un bâtiment de la période allemande (la maison de l'instituteur allemand, puis du directeur de l'Ecole centrale) pour en faire sa délégation régionale¹. Mais que dire de la résidence du Dr Kersting (l'actuel Campement), tombée à l'état d'hôtel sans étoile ? Et de cette magnifique petite tourelle octogonale, avec frises et encorbellements inspirés du style néo-classique, où le bâtisseur (dans les années trente) venait, dit-on, jouer solitairement du violon, après qu'il eût accédé à l'étage par un escalier extérieur garni de colonnettes - démolie en 1991 sans état d'âme de quiconque...

Visitons la ville, en suivant un itinéraire du patrimoine culturel.

En montant la colline administrative

En contrebas de la colline administrative, la prison marque l'entrée sud de la ville, depuis 1926, par son allure de forteresse carrée (500 m²), aux hauts murs de pierres jointes à l'argile. Elle remplace une première prison que les Allemands

s'étaient empressés de construire fin 1897 (12 mètres de longueur et 5 de largeur, en pierre et argile, avec toit de paille).

Au même niveau d'altitude, juste en face, entre les Travaux publics (grande bâtisse construite avant 1948) et les bureaux de la CEET, au bout d'une allée couverte de magnifiques manguiers, quelques vestiges gisent à terre (notamment une pièce en fonte du constructeur R. Wolf, datée de 1906), ultimes témoins de l'usine d'égrenage de coton que les Allemands avaient construite en 1904.

Au sommet de la colline, la résidence du préfet, appuyée sur la butte rocheuse, domine la ville du haut d'un imposant escalier d'honneur garni de colonnettes. Elle a été construite avant 1937 (le fils de l'administrateur Lestrade en parle dans ses mémoires, et nous en reproduisons le passage en annexe). L'intérieur a été aménagé en style « marocain », alors à la mode.

Immédiatement à côté, le Campement, qui est l'ancienne résidence du Dr Kersting, semble être le seul bâtiment rescapé de la fondation du poste allemand fin 1897 – début 1898. Cette résidence fut somptueuse en son temps, si l'on en croit le témoignage du missionnaire Rudolf Fisch (dont nous avons reproduit un extrait pages 37 et 38), qui y est reçu en mars 1910 par le successeur du Dr Kersting, le lieutenant Haering. Cette résidence allemande servit par la suite de domicile à un adjoint des Travaux publics, puis de case de passage. La gestion en est confiée aujourd'hui à un privé.

Toujours du même côté de la place, séparée du Campement par un terrain de tennis, une magnifique maison d'un étage, aux fenêtres cintrées (depuis partiellement murées par des parpaings !), qui, en son temps (sans doute peu avant 1948), fut construite pour les Eaux et Forêts et qui, actuellement, est le logement de fonction du proviseur du Lycée technique. Le Lycée technique est le lointain héritier d'une école pro-

fessionnelle ouverte en ces mêmes lieux par les Allemands en 1911². L'ancien jardin botanique allemand est accessible par une piste plus au sud de ce lycée.

En bordure est de la place, en tournant dans le même sens, des bâtiments de la période française (d'avant 1948) dont l'architecture n'est pas sans intérêt : la résidence de l'adjoint du préfet, les bureaux de la préfecture, l'école François Rabelais (ancienne case de passage de la période française, notée comme commissariat de police sur les plans de 1948 et 1959, et qui abrite aujourd'hui une école primaire privée).

La vallée du Kpândi, derrière la colline administrative

En descendant la colline administrative par l'ouest, vers le Kpândi qui bénéficie en sa tête de vallée d'une épaisse galerie forestière, on arrive sur une large esplanade, bordée au nord d'une belle ligne de manguiers : l'ancien champ de tir allemand, à l'extrémité duquel se trouve un fossé qui faisait partie d'une casemate. Au fond, la silhouette pointue d'Uro-Lômbo, monticule volcanique au sommet duquel les gens de Tchawânda vénèrent une puissance protectrice (*lîzô*) qui a donné le nom au relief. Au-delà, toujours sur la rive droite du Kpândi, l'ancien jardin potager des Allemands, retourné à l'état de nature...

Un pont permet de traverser le Kpândi à cet endroit et de se retrouver à l'entrée du cimetière européen. Les deux plus anciennes tombes sont allemandes, si bien que ce cimetière est connu comme « allemand » ; cependant des Français et d'autres Européens y furent enterrés depuis et, à l'occasion d'un aménagement de ces lieux, en 1985, l'appellation fut élargie à l'Europe.

Autour du lotissement du Marché

Au centre du lotissement du Marché, en bordure de la route de Bassar, un grand hangar métallique de

20 mètres sur 10, surmonté d'une charpente en bois et doté de bas-côtés de 5 mètres, a servi effectivement de marché couvert de la date de sa construction (1952), par l'ingénieur Reinette qui dirigeait alors les Travaux publics³, aux années de l'Indépendance. Il abrite aujourd'hui un « Mini-complexe Culture et loisirs », avec vidéoclub, bibliothèque et musée régional.

Toujours dans ce lotissement du Marché, des bâtiments construits par les maisons de commerce de l'époque sont dignes d'intérêt et méritent d'être recensés (par exemple, la maison à l'extrême nord-ouest du carré loti, où s'installa une boulangerie industrielle dans les années quatre-vingt).

Jean Rinklif sur le site de l'usine de coton construite par son père
La mémoire d'une ville passe par ses habitants pour identifier les lieux chargés d'histoire.



L'espace culturel : la mémoire régionale d'une ville



**Délégation de
l'IRCOD Champagne-Ardenne**
De 1910 à 1992, un exemple de réhabilitation.

Le « coin » de la mission catholique est immédiatement plus au nord, avec l'ancien évêché, déjà représenté en août 1933 sur le levé de la parcelle (TF n° 59), vénérable bâtiment, tout rongé par les termites. En face, la cathédrale, construite de novembre 1954 à juillet 1956, domine de sa tour en pierre le bouquet d'arbres qui l'entoure. Dans les mêmes années cinquante, les protestants de l'Eglise évangélique construisirent de leur côté un temple, également en pierre, dans un lot du lotissement du Marché.

L'IRCOD, avons-nous déjà dit, a restauré l'ancien logement du directeur de l'école allemande situé immédiatement au nord de l'actuelle gare routière.

Enfin, au sud du lotissement du Marché, l'ancien hôpital « indigène », construit en 1930-1931, avec 24 lits, sert aujourd'hui de siège à la Croix-Rouge. A côté, le logement du directeur de l'Hôpital est significatif des logements de fonction de l'époque coloniale française.

Modjolobo à Kpângalam

Le lieu où disparut le premier chef de Kpângalam, en même temps considéré comme le premier chef suprême du Tchawûûdjo, est devenu un sanctuaire où ce héros est vénéré comme divinité protectrice (*lîzô*), avec le nom de Modjolobo. Trois cases composent une petite ferme sur les hauteurs de la rive gauche de l'Ata (il faut traverser le collège de Pangalam pour y arriver) : une case de champs où le gardien des lieux entrepose les outils avec lesquels il cultive les alentours (car le sanctuaire est sur ses propres terres), une seconde pour les séances de consultation de la divinité par l'intermédiaire d'un médium (*téû*), enfin la case sacrée où la puissance protectrice est censée se manifester.

Un peu plus loin, vers la ville, au sommet d'un monticule rocheux (de même nature que celui de Uro-Lômbô) qui domine directement l'Ata, la divinité Uro-Aguwông veille, elle aussi, sur les lieux. Une panthère surnaturelle, double de cette divinité, y rôde.

Les mosquées de Dîda'ûré

Au vieux quartier de Dîda'ûré, les cases-vestibules rondes et couvertes de chaume, qui traditionnellement indiquent l'entrée des enclos familiaux, se font rares. Cependant, quelques dessins géométriques marquent encore les plus anciennes cases. Plus à l'est, la résidence du chef de Kulung'dê a fait appel à un peintre moderne pour représenter un lion sur ses murs extérieurs.

Mais ce sont les mosquées qui sont ici les lieux les plus vénérables. Chaque îlot possède son oratoire⁴, parfois caché au sein d'un dense tissu urbain, souvent exhibé au bord des rues ou sur les placettes (avec œuf d'autruche sur la faîtière et tubes de néon en couleur en haut des murs). Parmi ces oratoires, signalons la mosquée de l'imam Apu au sous-quartier Limandê (« chez l'Imam »), considérée comme la 3^e mosquée de

la ville (*El-badj* Adulâi Apu, demi-frère utérin de Djobo Bukari, fut 3^e imam de Dîda'ûré, à la fin du siècle dernier) - mais reconstruite en 1982 - ; elle fait face à l'entrée de l'enclos familial où vivent les descendants de ce religieux. Ou encore, celle des Yoruba, toute en bleu, aux abords de la place centrale, principale mosquée du quartier Zongo, élevée vers 1928-1929 et refaite sur place en 1965. Le vendredi, les fidèles se retrouvent tous à la Grande mosquée, reconstruite en 1947, au temps de l'administrateur français Jacques Lemoine, sur un édifice plus ancien⁵, à l'emplacement de l'ancien marché de Dîda'ûré, au quartier Yarada.

La chefferie coutumière de Kûma

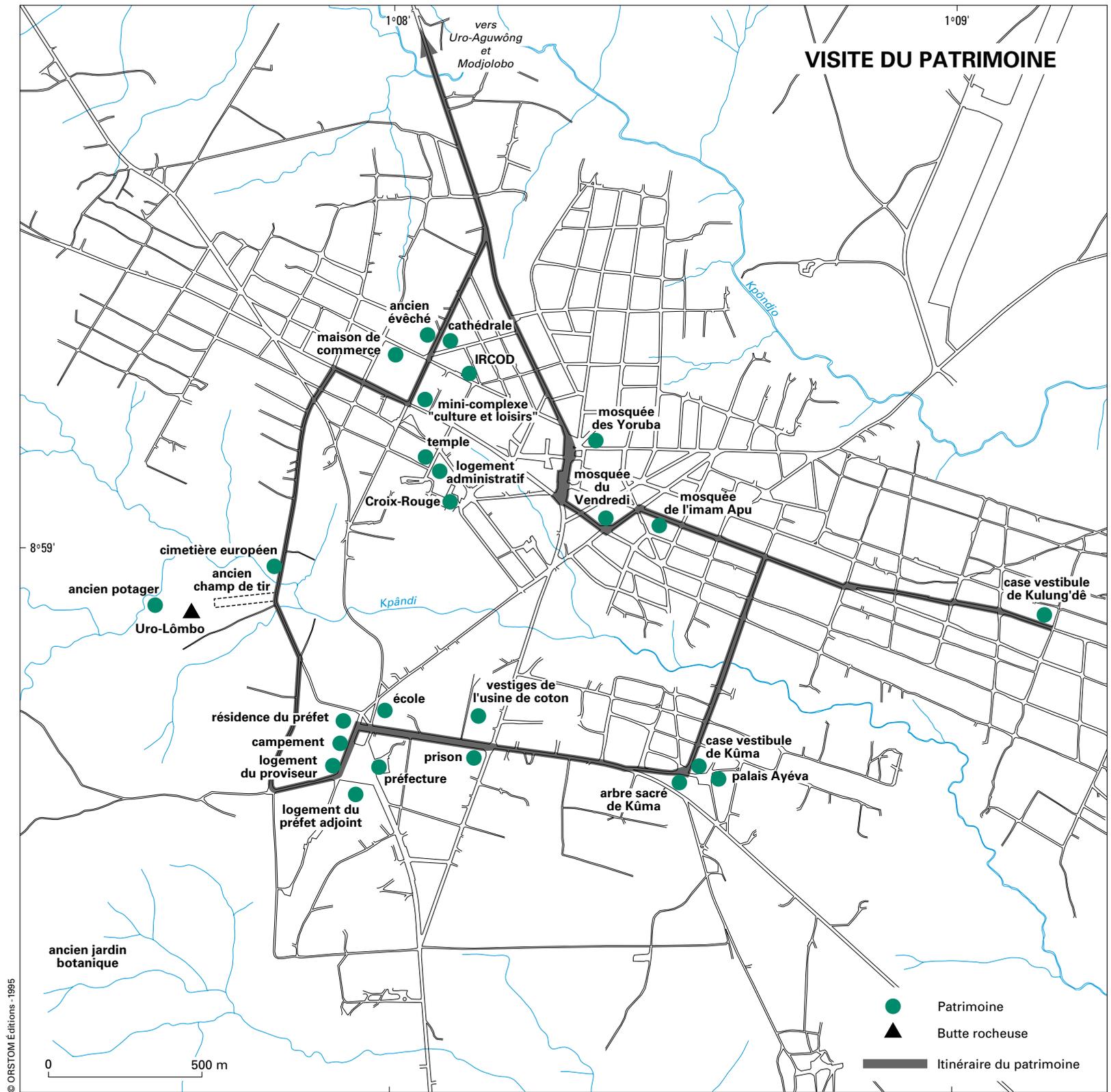
Devenue, en 1949, siège de la chefferie suprême du Tchawûûdjo et, conséquemment, de la chefferie supérieure des Kotokoli, Kûma a vu son centre d'intérêt déplacé plus à l'est par la construction d'une résidence royale dite tout simplement « chefferie supérieure », que nous proposons d'appeler le palais Ayéva. En avant de cette demeure, une spacieuse case de réunion, de forme circulaire, fut construite pour y accueillir notables et personnalités officielles.

Un arbre sacré sur la place du marché porte un bandeau blanc, indicateur de sa sacralité. A lui seul, il est la « forêt sacrée de Komah ».

La visite a été rapide, mais elle donne une idée de la richesse historique de la ville. Pour l'instant, multcentrée, celle-ci garde jalousement ses secrets quartier par quartier, et ne cherche point à éveiller la curiosité des visiteurs. Quand donc ses trésors culturels sortiront-ils, enfin, de sous le boisseau ?

1) L'opération a été suivie par Bernard Klein, co-auteur de cet ouvrage, qui était alors gestionnaire du programme de l'IRCOD au Togo.

2) Un instituteur, nommé Ekarius, y enseigne, secondé par un interprète kotokoli, du nom de Gado, pour la traduction en langue locale (information d'Ali Napo, historien de l'Université du Bénin). Reprise par les Français, cette école professionnelle de Sokodé va améliorer ses capacités au fil des ans : au premier trimestre 1926, la menuiserie



L'espace culturel : la mémoire régionale d'une ville

est agrandie de façon à ce que les élèves aient leurs établis sous la véranda ; au dernier trimestre 1931, un atelier en briques crues et avec toit de chaume est construit pour la section filage et tissage ; l'outillage mécanique de l'école est complété en 1935 par des cessions de matériel en provenance des Travaux-neufs du Chemin de fer. En 1947, on y adjoint un centre de rééducation pour jeunes délinquants ; lequel sera transféré à Kpalimé deux ans plus tard.

3) Le même ingénieur construisit aussi la première gare routière de Sokodé, d'une capacité de 40 véhicules, à l'emplacement des Affaires sociales : deux bâtiments parallèles en béton armé, de trente mètres de long sur cinq mètres de large, l'un pour les arrivées (en décembre 1952) et l'autre pour les départs (en janvier 1953). Les bâtiments étaient parallèles à la route de Bassar et un puits aménagé au centre. Des locaux avaient été prévus aux extrémités pour un usage commercial : un poste à essence (géré par l'UAC, avec un contrat d'avril 1953 à avril 1958), un dépôt pour un transporteur, un poste de police, et un café buvette. Ces constructions sont parfaitement visibles sur les photographies aériennes de 1959.

4) Les fidèles sont libres, en semaine, de fréquenter les petites mosquées de leur choix.

5) Ernst Vollbehre, peintre allemand des années 1910, a rendu compte de l'intérieur de cette mosquée ; des photographies, prises à l'époque française et conservées aux Centre des archives d'outre-mer à Aix-en-Provence, présentent un intérieur semblable (mais en l'attribuant au palais du chef supérieur à Paratao).

bre 1986)². On ne peut qu'être frappé par la jeunesse de ceux qui furent enterrés dans ce cimetière : von Kaiser Szentmiklos (30 ans), Dr Engelhardt (30 ans), Dehée (30 ans), Ménouvrier (23 ans), Mahoux (29 ans)...

Harmonieusement inséré dans l'espace très verdoyant de la vallée du Kpândi et bénéficiant de l'ombrage de nombreux palmiers à huile, le cimetière contribue, avec l'esplanade du champ de tir et la butte volcanique de Uro-Lômbô, à faire de ces lieux un site historique non négligeable qu'il conviendrait de protéger en conséquence, mieux, de l'aménager. On pourrait imaginer, par exemple, qu'il puisse servir de lieu de promenade aux abords d'une agglomération qui manque de végétation dans ses quartiers les plus densément peuplés. L'ex-champ de tir se prêterait fort bien à l'implantation d'une aire sportive. Enfin, des activités maraîchères, déjà pratiquées dans le lit du Kpândi, pourraient y être développées.

LA VIE QUOTIDIENNE, EN 1937-1938, À LA RÉSIDENCE DU CHEF DU CERCLE

Extraits des *Souvenirs togolais* de Claude Lestrade, fils de l'administrateur Auguste Lestrade (au Togo de 1936 à 1950, chef par intérim du cercle de Sokodé du 7 juin 1937 au 5 avril 1938), parus dans « *Regards français sur le Togo des années 1930* » (1994, Lomé : éditions Haho et Karthala, « *Chroniques anciennes du Togo* » 5, avec notes de Y. Marguerat).

« La résidence de Sokodé ne ressemblait pas à celle de *Bassari*. L'absence d'éclairage électrique était leur seul point commun. Un des prédécesseurs de mon père avait eu quelque peu la « folie des grandeurs » et s'était fait construire – dans ce poste qui, en ce temps-là était encore presque la brousse – la plus belle demeure de tout le Togo (si l'on exceptait celle du gouverneur). Les crédits étant (...) généralement accordés au compte-gouttes, ils furent, c'est certain, largement dépassés, et l'on fit (c'est aussi certain) la grimace en haut lieu... Cette imposante habitation était située sur une hauteur ; c'est pourquoi elle était entourée de vastes terrasses qui dominaient le poste. L'on y accédait par un monumental escalier qui, à lui seul, avait coûté quarante mille francs de ciment, somme fabuleuse pour l'époque. Le bâtiment – en ciment lui aussi – était couvert d'un toit de tôle. Le salon, très grand, comportait des piliers de style marocain avec des arcades, le tout décoré de motifs géométriques. Une partie de ce salon servait de salle à manger. Au-dessus de la longue table était suspendu un *panka*, sorte de grand écran de toile auquel on imprimait par une corde un mouvement de va-et-vient pour agiter l'air et jouer le rôle d'un ventilateur quand la température était excessive. Le *boy-panka* préposé à cet instrument opérait assis par terre, appuyé contre le mur, la corde attachée à son pied. Il arrivait même à dormir sans interrompre son mouvement. Quand le *panka* restait un certain temps sans être utilisé, il ne fallait pas omettre de le nettoyer sérieusement, sous peine de voir une pluie d'insectes et de lézards s'abattre dans l'assiette et sur le crâne des malheureux convives.

La maison était en forme d'un « L ». Sur la plus vaste des terrasses, quand les nuits étaient très chaudes, l'on faisait installer lits et moustiquaires. L'on y dinait également, à la lueur des lampes à essence. Des fauteuils d'osier et une table d'apéritif permettaient de s'y détendre au cours des fins d'après-midi (la nuit tombait à six heures du soir). Sur une autre terrasse, ma mère avait planté des fleurs, notamment des zinnias, simples et doubles, dont les corolles, divisées en tranches de couleurs différentes, faisaient l'admiration des visiteurs. Un potager, un poulailler et une pépinière se trouvaient à quelque distance derrière la maison, en contrebas, perdus dans la verdure ».

LA CONSTRUCTION DE LA CATHÉDRALE

Le RP Dauphin dirige la construction de la cathédrale (dédiée à Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus) de novembre 1954 à juillet 1956. La première pierre est bénie le 23 janvier 1955. Les fondations sont terminées à la mi-mai et un appel à l'aide est lancé aux fidèles par le RP Boursin pour combler de terre le périmètre de l'édifice (55 m sur 16 m). La charpente métallique fut forgée sous la direction de Pierre Azémard, directeur de la SGGG de Lomé, qui l'a aussi mise en place.

236 580 F ont été collectés auprès des fidèles pour la construction, dont plus de la moitié à l'occasion d'une vente de charité (128 000 F, soit 54 %), durant deux périodes principales : de septembre 1954 à mai 1955 (68 130 F en plus des résultats de la vente de charité), puis de décembre 1956 à juillet 1957 (39 350 F). Il s'agit pour l'essentiel de petits dons individuels, auxquels se sont ajoutés des dons collectifs (5 200 F de la collectivité dahoméenne à Sokodé, 10 000 F du collège St-Joseph de Lomé) et un gros don individuel (10 000 F d'Antoine Ajavon)³.

Comme sa tour n'était pas terminée, elle n'a pas été officiellement inaugurée après sa construction. Le 2 juin 1957, Mgr Lingenheim est intronisé par Mgr Strebler, précédent préfet apostolique de Sokodé et maintenant archevêque de Lomé, et prend possession de sa cathédrale. Il célèbre sa première messe pontificale, cérémonie « *qui n'avait encore jamais eu lieu à Sokodé* »⁴, et qui sert d'inauguration de fait du nouvel édifice. Tout n'est cependant pas achevé : le sol de l'Eglise ne sera cimenté qu'en 1963⁵ ; et la tour unique sera enfin élevée.

1) Ingénieur adjoint de 1^e classe, il était frère de l'administrateur Paul-Louis Mahoux (au Togo de 1927 à 1939, commandant du cercle de Sokodé du 16 février 1932 au 8 décembre 1933).

2) Restaurateur, de nationalité suisse, arrivé à Sokodé en 1982, il y ouvrit le « Cercle de l'amitié » (dans un lot du lotissement des Cabrais) avec un autre compatriote, André Paillard, puis « La Bonne auberge » à Kpangalam. Il décéda à l'âge de 58 ans.

3) Source : cahiers d'annonces de la mission catholique de Sokodé.

4) Rapport annuel de la mission catholique de Sokodé, 1956-1957.

5) Début des travaux dans la semaine du 25 au 31 mars 1963.

Annexes

UN CIMETIÈRE DANS LA VERDURE

Extrait d'un article de J.-C. Barbier, paru en mai 1985 dans le mensuel *Togo Dialogue*, n° 99, pp. 55-61.

« La plus ancienne tombe date de l'époque allemande : celle d'un militaire, Rudolf von Kaiser Szentmiklos, lieutenant du corps des Dragons autrichiens, décédé dans sa 30^e année, le 6 octobre 1911. Une très belle dalle en marbre, de style gothique, précise qu'il fut « *amèrement pleuré par sa famille* » et « *victime de sa soif de connaître et de son plaisir à travailler* ». La seconde tombe est également celle d'un Allemand, un médecin décédé à Bafilo, le 17 septembre 1913 (le Dr Engelhardt, né le 23 mars 1883 à Fribourg). Viennent ensuite des tombes d'administrateurs français ayant occupé des fonctions subalternes : René Léon Frédéric Déhée (1898-1928), Roger Menouvrier (1907-1930), Paul-Gabriel Mahoux (21 novembre 1904-10 novembre 1933)¹. Y ont été ajoutées, toujours à l'époque coloniale, la tombe d'un enfant né et mort en 1930, deux autres sur lesquelles l'inscription a une consonance italienne ou corse : Paolo Sermisoni (1895 - 1945), Sangel Sangellos Fagame (1919-1947), enfin celle d'un enfant de l'administrateur Jean Rinklif (Jean-Jacques, 22 juillet 1957 - 21 février 1958). Depuis l'Indépendance, ce lieu continue de servir d'ultime demeure aux Européens de la région de Sokodé dont la dépouille n'a pas été rapatriée : Franz Joseph Mientus (20 janvier 1920 - 6 avril 1973), Pamazi Pyatoli (1976 - 1981), et Marcel Rothen (décédé le 26 octo-

Annexes générales

Les souverains (*uro-îsôô*) du Tchawûûdjo¹

Sept villages, tous fondés par des ressortissants du clan Mola, ont accès au commandement de la chefferie suprême ; dans l'ordre où ils ont eu la première fois le commandement : Kpângalam, Tchavadî, Kadhâmbara, Kûma, Biriini, Paratao, plus Yêlîmvô qui ne l'a pas encore exercé. Les autres villages mola du Tchawûûdjo ne peuvent émettre de prétention. Ce sont les Daro du village de Tchalo qui choisissent le successeur, en principe dans un autre village que celui du chef précédent (pour les chefferies de village, cette règle s'applique au sein du segment clanique fondateur, entre les lignées issues des premiers chefs). Entre deux règnes, un frère du défunt exerce la régence. Le Tchawûûdjo était loin d'englober toutes les chefferies kotokoli ; ce sont les Allemands qui élargirent le commandement du chef suprême du Tchawûûdjo en le déclarant « *chef supérieur des Kotokoli* ». Nous traduirons *uro-îsôô* (= chef-dieu) par chef suprême, réservant l'expression de chef supérieur au contexte colonial. Le dernier chef suprême a été exceptionnellement reconnu par l'Administration comme « chef supérieur des Kotokoli et chef du canton Komah ». La durée des premiers règnes a été estimée par défaut à une vingtaine d'années.

1. Agoro Dam *famille Aguda, chef à Kpângalam (1785 ? - 1805 ?)*

« *Dam* » désigne l'habitation (*da* en *tem* plus moderne) ; ce second nom renvoie à la fin d'Agoro, qui entra dans une case au lieu-dit Modjolobo et y disparut mystérieusement, devenant ainsi une divinité protectrice de son village (*lîzô*). Venu directement de Tabalo, il fut le chef fondateur de son village. Selon P. Alexandre et J.-C. Froelich (1960), le premier souverain aurait été un nommé Djobo Agrinian, mais ce nom ne nous a pas été confirmé.

2. Bâng'na Tcha-Ali *famille Bâng'na, chef à Tchavadî (1805 ? - 1825 ?)*

Venu de Kpângalam, il fut, lui aussi, le chef fondateur de son village. Il installa Tcha-Kpindé, ressortissant du groupe patronymique des Traoré de Dosso (au Niger), à l'emplacement qui deviendra Dîda'ûré.

3. Takpara *famille Edjogêbivaï, chef à Kadhâmbara (1825 ? - 1845 ?)*

Également chef fondateur de son village. Il serait venu de Bulohu. Selon P. Alexandre et J.-C. Froelich (1960), il aurait commencé à légiférer sur les commerçants et les artisans musulmans qui s'installaient dans le Tchawûûdjo, principalement à Dîda'ûré.

4. Akoriko *chef à Kûma (1845 ? - 1865 ?)*

Le village de Kûma fut fondé par une branche cadette de Tchavadî. Akoriko fut le troisième chef de son village. Toujours selon P. Alexandre et J.-C. Froelich, Akoriko aurait « autorisé » la construction d'une première mosquée à Dîda'ûré (celle dont le successeur de Tcha-Kpindé est le responsable). Sous son règne un conflit éclata avec Agulu.

5. Kura *chef à Biriini (1865 ? - 1885 ?)*

Il fut le fondateur de son village. Le conflit avec Paratao, mentionné par P. Alexandre et J.-C. Froelich (1960 : 224) ne nous a pas été confirmé sur place.

6. Djobo Bukari *famille Tcha-Godému, chef à Paratao (avant 1889 - 22 avril 1898)*

5^e chef de son village et 6^e chef suprême, Djobo Bukari est demi-frère d'Abdulaï Apu, imam de Dîda'ûré. Son deuxième nom, Bukari, indique qu'il est musulman. Il est aussi connu sous le surnom de *Sêmô* (singulier de *sêmasi*, les cavaliers armés), ce qui renvoie à son

Annexes générales

activité guerrière : cooptation de mercenaires djerma et constitution d'une importante cavalerie dans les années qui précédèrent l'arrivée des Allemands. Cette cavalerie intervint, entre autres, contre Banté (à la demande des gens de Pira) et, en mai 1893, contre les villages anyânga, accusés d'attaquer les commerçants de passage chez eux ; sous les Allemands, elle accompagna von Zech contre Bulohu (mars 1896), puis le Dr Kersting en pays kabyè, en janvier 1898. Lorsque L. Wolf passa en mai 1889 à Paratao, Djobo Bukari jouissait d'une autorité incontestable, mais il ne régnait pas forcément depuis longtemps car nos informateurs nous disent que l'ensemble de son règne dura seulement 9 ans.

7. Tcha Djobo

famille Nyao, chef à Paratao (juin 1898 – destitué en 1901)

Grâce à l'appui de l'administration allemande, la chefferie resta à Paratao (ceci jusqu'en 1949). Nous ne connaissons pas les raisons de sa destitution par la même administration. Il n'affichait pas de conviction musulmane (Alexandre et Froelich 1960 : 228).

8. Djobo Tcha Godému

famille Tcha-Godému, chef à Paratao (1901 – octobre 1906)

Il ne fut pas destitué par les Allemands en 1911, contrairement à ce qu'ont cru P. Alexandre et J.-C. Froelich (1960).

9. Djobo Buraïma

famille Gbêlê-Géwé, chef à Paratao (20 décembre 1906 – 6 septembre 1924)

Il impressionna Rudolf Fisch, missionnaire et médecin allemand, par sa stature : « *Uro Djabo est un homme à teint très foncé, corpulent et d'une stature exceptionnelle. Sur son visage, la sagesse et la prudence se disputent la première place. J'y ai remarqué l'absence du moindre signe qui puisse évoquer la bonté du cœur* » (Sokodé, mars 1910). L'opinion des Français à son égard ne semble pas avoir été positive : « *Ne fut, dit-on, ni un bon chef ni un bon musulman* » (Alexandre et Froelich 1960 : 228). Selon P. Alexandre (1963 : 265), il n'aurait pas été intronisé en respectant les normes (« *jamais intronisé à Tabalo* »).

10. Anyôrô Tcha Godému

famille Tcha-Godému, chef à Paratao (8 novembre 1924 – 2 mai 1948)

L'administration française dut faire pression sur les Daro du village Tchalo pour qu'Anyoro soit intronisé selon les normes (Alexandre 1963 : 265).

11. El-badj Isifu Ayéva²

famille Ayéva, chef à Kûma (18 avril 1949 – 30 juin 1980)

Dès 1935, un rapport administratif avait proposé de revenir au mode de désignation traditionnel du chef suprême impliquant un changement de village à chaque règne. D'autre part, l'administration coloniale a eu désormais tendance à choisir des chefs modernistes : « *La tendance*

moderne est, de plus en plus, de désigner des hommes riches et possédant une expérience de la vie moderne et des relations avec les Européens et les institutions introduites par eux : plutôt que des cultivateurs, on nomme des commerçants islamisés ayant voyagé tant au Togo qu'au Ghana, et lettrés soit en arabe soit en français ou en anglais... Le nouveau chef [...], transporteur aisé, bon musulman, lettré en français, répondait bien à la tendance moderniste mentionnée plus haut... » (Alexandre 1963 : 267 et 269). Ayant soutenu l'Union des chefs et des populations du Nord (UCPN), Isifu Ayéva dut s'exiler au Ghana, de 1960 à janvier 1963, durant la présidence de Sylvanus Olympio. Il se réfugia à Kadjebi, dans la zone cacaoyère de la Région Volta, au nord de Jasikan.

12. Kura Fudu Ayéva³

famille Ayéva, chef à Kûma (24 juin 1986 – 21 août 1994)

Suite à un arbitrage présidentiel, la chefferie de Kûma garda la chefferie supérieure après une régence de Fuséni Ayéva (frère aîné de Kura Fudu Ayéva, décédé en 1983). Kura Fudu Ayéva était fonctionnaire des PTT et ancien secrétaire régional du RPT.

Les « chefs des musulmans » (malwa-uro) de Dîda'ûré

1. Ali**2. Isa****3. Sèni-Gézéré****4. Djobo**, contemporain de l'arrivée des Allemands.**5. Zato Alasani**, nommé par les Allemands (fin de règne après 1924).**6. Isa**, après 1924 – vers 1935.**7. Abdulai**, vers 1935 – vers 1976.**8. Mama Isa Turé⁴**, depuis 1981.

Les imams de Dîda'ûré

1. Isifu Kakala Usé, Traoré du Songhaï, nommé sous Akoriko, *uro-îsôô* à Kûma (d'après P. Alexandre et J.-C. Froelich 1960 : 228).**2. Kpara**, Fofana, nommé sous Kura, *uro-îsôô* à Biriini.**3. El-badj Abdulai Apu**, Traoré de Parakou, demi-frère utérin de Djobo Bukari, *uro-îsôô* à Paratao. Il était décédé peu de temps avant le passage de L. Wolf en mai 1889.**4. Batakpali**, Turé Safara, imam sous les Allemands. Sans doute l'imam *Ibrahim* à qui A. Mischlich rend visite le 7 juillet 1896 et qui donne au missionnaire « *l'impression d'être très âgé, car il porte la barbe blanche, mais d'être encore très vigoureux...* » (MFGdS 1897).**5. Sèni Gézéré Dermanni**, Fofana, aurait été destitué par les Français.**6. Maman**, Traoré de Parakou.**7. Musa**, Traoré de Parakou, nommé par le 6^e *malwa-uro*, Isa.**8. Buraïma**, Turé, nommé par le 7^e *malwa-uro*, Abdulai.**9. Adam Idrisu** (1958-1963), Traoré de Dosso, nommé par *Malwa-uro* Abdulai, destitué en 1963 à cause de ses sympathies pour le Comité de l'union togolaise (CUT) et exilé à Parakou jusqu'en 1967.**10. Adamu** (1963-1973), Fofana, nommé sous *Uro-îsôô* Isifu Ayéva (après que celui-ci soit revenu d'exil en 1963).**11. Apu Idrisu Traoré**, Traoré de Parakou, nommé sous *Uro-îsôô* Isifu Ayéva vers 1974, décédé le 8 mars 1990.**12. Idrisu Abubakar⁵**, Fofana, décédé en 1993.**13. Alkamatu Batakpali Turé⁶**, nommé le 6 mai 1995.

Les groupes patronymiques d'origine soudanaise de la diaspora man- dingue présents à Dîda'ûré

Les Traoré de Dosso, de Parakou, de Salaga (ou *Dîda'ûré*), du Mali (ou *Wângara*).

Les Turé de Tabalo, les Turé Safara, les Turé Peuls ou Turé *Flândi*.

Les Fofana, les Sisé, les Sano, les Mendé, les Kumaté, les Yao.

Les administrateurs de Sokodé⁷

Période allemande

Hermann Kersting (nommé le 21 avril 1898) – avec intérim d'Adolf Mellin (de septembre à décembre 1899, puis de janvier à novembre 1901), de Hans Georg von Doering (en 1903) et d'Arthur Rieck (de juin à décembre 1906) ; Gerhard Haering (17 juin 1909) ; Karl Gaisser (24 juin 1910) ; Kurt von Parpart (22 novembre 1911), avec intérim de Jungschulz von Roeben (du 22 mai au mois de décembre 1913).

Période française**• commandants et chefs du cercle de Sokodé :**

Sarran (24 août 1914) ; Capitaine Bouchez (4 septembre 1914) ; Capitaine Durif ; Capitaine Sicre (1915) ; Lieutenant Louis Dubois ; André Goguely (30 décembre 1919) ; de nouveau le lieutenant Louis Dubois (12 août 1920) ; Capitaine Bougnat (7 septembre 1921) ; Commandant Pillet ; Commandant François Xavier Goez (13 juin 1924) ; Lieutenant Paul Emile Durain (31 décembre 1925) ; de nouveau François Xavier Goez (19 août 1926) – avec intérim d'Henri François Gaudillot (14 janvier 1928) ; Pierre André Armand (1^{er} mars 1929) ; Henri François Gaudillot (31 mars 1931) – cette fois-ci comme titulaire ; Paul Louis Mahoux (16 février 1932) ; Jean-François Marie de Saint-Alary (8 décembre 1933) ;

Marc Antoine Gradassi (2 mars 1934) – avec intérim de Charles Joseph Albert Roussel (10 juillet 1935) ; Roger Rémy (16 septembre 1935) – au moment où le cercle de Sokodé est devenu le cercle du Nord – avec intérim de Auguste Laurent Joseph Lestrade (7 juin 1937) ; Charles Joseph Albert Roussel (5 avril 1938) – cette fois-ci comme titulaire ; Léo Joseph Nativel ; Jean Albert Mouragues (1^{er} février 1941) ; Jacques Lemoine (29 janvier 1944) – avec intérim de Jean-Baptiste Fralon (3 septembre 1946) ; François Guillou (24 octobre 1946) ; de nouveau Jacques Lemoine (23 août 1947) – avec intérim de Pierre Aubanel (14 octobre 1947) ; Robert Sacripanti (3 avril 1950) ; Antoine de Verdilhac (2 octobre 1951) – et à ce titre premier administrateur-maire de la commune de Sokodé ; Jean-Charles Lacaze (10 avril 1953) ; Jean-Jacques Buggia – par intérim Paul Bréchnignac (19 avril 1956) ; de nouveau Jean-Charles Lacaze (22 mai 1956) ; Michel Paillère – avec intérim de Maurice Puechavy (16 décembre 1957) –, puis renommé le 4 mars 1958 ; Jean Guillemet (29 août 1958) – avec intérim de Robert Bonneau (21 juillet 1959) et de Pierre Pellefigue (14 septembre 1959) ; Marie Émilien Zimmermann (7 décembre 1959).

• **chefs de la subdivision de Sokodé :**

Raymond Valentin Justin Corrot (16 septembre 1935) ; Robert Arsène François Barbero (30 juillet 1936) ; Jean Lucien Maillot (30 août 1936) – avec intérim de Jean Henri Antoine Jardillier (26 octobre 1936) ; Paul Chabanon (22 janvier 1937) ; de nouveau Robert Arsène François (20 avril 1938) – avec intérim de Charles Gaudonville (19 septembre 1938) et de Louis Lauque (15 mars 1939) ; de nouveau Robert Arsène Barbero (22 juillet 1939) ; André Lacan (26 mai 1940) ; Paul Chabanon (25 septembre 1940) ; Georges Deluz ; Xavier Dantec (1^{er} mai 1944) ; Yves Paul Louis Appia (7 mai 1945) ; Jean-Claude Édouard Froelich (7 janvier 1946) ; Jean-Baptiste Fralon (29 mai 1946) ; Pierre Aubanel (11 juillet 1947) ; Désiré Antoine Carli ; Jacques Larrue (27 juillet 1951) ; Pierre Alexandre (24 octobre 1952) ; Georges Faure (janvier 1954) ; Paul Bréchnignac (10 juillet 1955) ; Daniel Darras (26 septembre 1957) ; Pierre Pellefigue (4 septembre 1958).

Période post-indépendance

• **chefs de la circonscription administrative de Sokodé :**

Emmanuel Akedjo ; Jean Edarh (18 juin 1960) ; Jean Adoté Akouété (29 août 1960) – avec intérim de Raphaël Adorgloh (14 novembre 1962) ; Boukary Djobo (4 février 1963) ; Jean Rinklif (29 octobre 1963) ; Joseph Ogamo Bagnah (31 octobre 1964) ; Marcel Agba (25 janvier 1967) ; Étienne Biléri Memeng (13 septembre 1973) ; Kpoti Agbékogni Sédem Dogbé (12 mars 1975) ; Assionvi Amouzougan (7 septembre 1978) ; Frédéric Abalo Adankanou (26 mai 1981).

• **préfets de Tchaoudjo :**

Biova Soumi Pennaneach (28 octobre 1982) ; Yagninim Bitokotipou (19 décembre 1984) ; Kokouvi Viagbo

(20 mai 1986) ; Esso-Essinam Pehinda (3 août 1987) ; Kokouvi Massémé (9 mai 1989) ; Zakari Ouro Agouda (22 août 1990) ; Mounari Katakpahou Touré (13 juin 1991) ; Bouraïma Dogo (22 novembre 1991) ; de nouveau Mounari Katakpahou Touré (28 septembre 1994).

Les évêques de Sokodé

Préfecture apostolique (18 mai 1937)

Préfets apostoliques : Mgr Joseph Strebler⁸, nommé 24 juillet 1937, parti le 8 novembre 1945 ; Mgr Jérôme Lingenheim⁹, nommé le 7 juin 1946.

Diocèse (14 septembre 1955)

Evêques : Mgr Jérôme Lingenheim, nommé le 4 juillet 1956, sacré le 28 novembre 1956, il démissionne le 18 novembre 1964 en faveur d'un successeur togolais ; Mgr Chrétien Matawo Bakpessi¹⁰, nommé le 9 août 1965, sacré le 5 décembre 1965, décédé le 27 avril 1992 ; Mgr Ambroise Djoliba, nommé le 17 avril 1993, sacré le 8 août 1993.

Les paroisses catholiques

Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus

La Mission catholique de Sokodé est devenue la Paroisse Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus. Après le départ du RP Boursin, elle eut à sa tête le RP Clément Agaté, puis, dans les années quatre-vingt, le RP Michel Kassou Litaba (décédé le 13 juillet 1993).

Notre-Dame de la Visitation, à Kulung'dé

Fondée le 29 juillet 1971 par le RP Charles Cuenin, prêtre de la Société des missions africaines (SMA) de Lyon, sur un terrain de deux hectares donné par le chef supérieur des Kotokoli, elle dessert la partie est et sud de la ville, à savoir les quartiers de Kulung'dé, Kûma, Dida'ûré et Salimdê. La construction de la mission débute par un presbytère (les travaux sont commencés en septembre 1971 ; il est habitable lors des vacances de Pâques 1972), puis un grand apatam¹¹ servant de chapelle et de lieu de réunion, enfin un centre paroissial comprenant une grande salle de réunion, une bibliothèque, une salle pour les soins et une grande aire intérieure pouvant servir pour des messes, des projections de cinéma, du théâtre, etc. L'église paroissiale est construite en 1974 et bénie en 1975. À cet ensemble, s'adjoignent, en 1977, le Centre de santé « Espérance » (sur deux autres hectares), puis, en 1992, le Centre de formation féminine Padre Francisco, qui accueille des filles-mères, tous deux animés par des congrégations de religieuses. Un centre de réinsertion pour prisonniers libérés était prévu à Salimdê, toujours à l'initiative du RP Cuenin (aumônier de la prison depuis 1975), mais il fut finalement implanté dans un village plus au sud (Yao-Kopé, entre le village et la réserve de faune de Fazaou) ;

sa construction démarra en 1989. Le RP Cuenin quitta la paroisse de Kouloundé en 1989 pour s'occuper précisément de ce projet de centre de réinsertion. Il est remplacé par le RP André Bouhelier, également missionnaire de la SMA.

Christ - Lumière du Monde, à Kpàngalam

Animée par un prêtre kotokoli originaire d'Alédjo-Kadara, le RP Jean-Bosco Tchagolé, cette paroisse dessert la banlieue nord. Une chapelle paroissiale a été construite sur le front de l'habitat, à l'est d'un affluent du Kpôndjo qui dessine une vallée à partir des hauteurs sur lesquelles se trouve le principal château d'eau de la ville.

Les congrégations de sœurs

Notre-Dame des Apôtres

Trois sœurs de Notre-Dame des Apôtres arrivent à Sokodé le 13 septembre 1943. Elles s'installent provisoirement dans la concession de l'ancienne firme anglaise Ollivant, puis elles achètent le terrain où elles se trouvent actuellement (12 397 m², TF n° 673, immatriculé en 1947) et y construisent à leurs frais leur mission. L'une d'elles ouvre une école primaire pour filles (elle débute avec une trentaine d'élèves), puis une école ménagère. Les deux autres sont infirmières à la léproserie de Kolowaré, sise à l'est de Sokodé.

L'Assomption de Paris

Présente au Togo depuis 1964, la congrégation des sœurs de l'Assomption, de Paris, envoie, en 1971, des sœurs enseignantes fonder le collège de l'Assomption (CEG construit en 1969-1970, comportant 9 classes, de la 6^e à la 3^e) sur un terrain à Kûma, donné par le chef supérieur des Kotokoli. À ce premier établissement scolaire s'ajoute l'Institut technique commercial (ITC) de l'Assomption, ouvert en septembre 1973 avec 10 classes et des élèves recrutés au niveau 3^e pour une formation professionnelle. Ces deux établissements sont mixtes. S'y ajoute, depuis 1978, le lycée Sainte-Marie (6 classes de la seconde à la terminale), géré par la Direction diocésaine de l'enseignement catholique. Tous ces établissements scolaires sont mixtes, mais les filles y sont plus nombreuses.

La Sainte-Famille

Arrivées en mars 1976, des religieuses de la Sainte-Famille, de Bordeaux, fondent, en 1977, avec le RP Cuenin, le Centre de santé « Espérance », à l'est de la mission de Kouloundé. Elles repartiront en septembre 1980.

La Doctrine chrétienne d'Espagne

Les sœurs de cette congrégation arrivent en mars 1982. Elles prennent la relève des sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux, parties quelques mois avant, et ouvrent le Centre de formation féminine Padre

Annexes générales

Francisco pour suivre les filles-mères en difficulté, en essayant de les réinsérer socialement par le travail (couture, broderie, etc.).

Les Églises protestantes

La mission protestante de Bâle

Du 18 janvier à la fin mars 1910, G. Josenhans, B. Groh et le Dr R. Fisch, de la mission protestante de Bâle, entreprennent un voyage de reconnaissance (à bicyclette) dans le Nord de la Gold Coast et dans le Nord-Togo. Ils sont à Bassar le 23 mars et en repartent le 24 pour Sokodé. Ils quittent Sokodé le 27, pour Agbandi et Atakpamé.

L'Église évangélique presbytérienne du Togo (à l'origine mission de Brême)

Elle est déjà présente à Sokodé dans les années cinquante avec la Paroisse Béthléem. Un temple a été construit sur un terrain du lotissement du Marché (TF n° 17), qui avait été d'abord acquis par le vicariat apostolique de Sokodé le 7 novembre 1927. En plus, les évangélistes gèrent une école primaire un peu plus au sud, sur un terrain de 2 ha, où ils ont aussi le siège de leur mission.

L'Église de la Pentecôte

L'Église de la Pentecôte a été fondée à Lomé en janvier 1950 par le pasteur Malette, venu du Ghana ; elle s'appelait alors l'Église apostolique. En 1974, l'Église de la Pentecôte fait immatriculer un terrain de 20,7 ares à Tchawânda, où elle a construit un bâtiment pour le culte et une résidence pour le pasteur (au sud de la route de Bassar, en descendant vers le cimetière européen ; TF n° 10 543). Lorsque sortit la loi togolaise condamnant les sectes, en mai 1978, les pentecôtistes se rapprochèrent de l'Église évangélique presbytérienne du Togo qui avait été reconnue officiellement et avait en conséquence le droit d'exercer son culte. En 1984, un accord négocié entre les deux Églises permit aux pentecôtistes de reprendre leurs propres activités au sein de l'Église évangélique. En septembre 1984, le pasteur Woglo arriva à Sokodé pour y animer la communauté pentecôtiste.

Les Assemblées de Dieu

Le 5 janvier 1961, la mission des Assemblées de Dieu (dont le pasteur-président réside à Lomé) achète le TF n° 7 du lot du marché (soit 2 400 m²) à la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA), de Paris, qui en était propriétaire depuis le 16 novembre 1925.

La Mission baptiste

Le pasteur américain Morris Pruitt, venu directement du Texas (États-Unis), arrive à Sokodé en 1971. Il apprend le *tem* et tente l'évangélisation des milieux musulmans. En 1973, le culte baptiste s'organise dans une maison louée à Kpangalam (sur la rive gauche du Kpôndjo, en contrebas de la route nationale – cette maison fut ensuite occupée par un artisan d'objets d'art). Un foyer baptiste

(avec bibliothèque et salle de lecture, cours d'anglais, de musique, de couture, de Bible, etc.) est ouvert au même endroit, en 1976, puis transféré au quartier Zongo, derrière la SGGG. En 1977, la mission baptiste du Togo acquiert un terrain d'un demi-hectare (4 956 m², TF n° 12 706) à Kpangalam, sur la ligne de crête à l'est de la route nationale, du côté de la maison du commandant Djafalo, pour y construire la résidence du pasteur. L'année suivante, en 1978, un autre terrain, toujours sur la même ligne de crête, est acheté et immatriculé (2 510 m², TF n° 12 763) en vue de la construction d'une église (réalisée à la fin des années quatre-vingt). Le pasteur Morris Pruitt partit en 1979. Il fut remplacé par des pasteurs togolais, successivement les pasteurs Afan (1980-1981) et Etao Abalo (1982-1986), puis de nouveau par un pasteur américain, Eitelman Ray (arrivé à Sokodé en octobre 1984). Ces dernières années, la Mission baptiste a ouvert un centre à Akamadé, en bordure de la route de Bassar, à la sortie de la ville.

Le Ministère de la vie chrétienne profonde (MVCP) (*Deeper Christian Life Ministry*)

Une chapelle a été construite au début des années quatre-vingt-dix en face du quartier administratif, derrière l'hôtel-restaurant « Le relais de la cigale ». Son libellé en anglais révèle son origine ghanéenne. Elle fait partie de la mouvance pentecôtiste, aux Églises locales multiples et diverses.

1) sources : Alexandre et Froelich 1960, Alexandre 1963, Barbier (enquête 1983).

2) Orthographe courante : Issifou Ayéva.

3) Orthographe courante : Koura Foudou Ayéva.

4) Orthographe courante : Mama Issa Touré.

5) Orthographe courante : Idrissou Aboubakar.

6) Orthographe courante : Alkamatou Batakpali Touré.

7) Liste établie avec la collaboration d'Etienne Ahiako, technicien en sciences sociales du centre ORSTOM de Lomé.

8) Mgr Joseph Strebler a établi un premier contact avec la mission de Sokodé le 29 novembre 1937. Il y est constamment à partir de février 1938. Il s'installe en octobre 1945 dans ce qui fut le premier évêché et qui vient d'être construit, mais pour peu de temps, puisqu'il se rend à Lomé le 8 novembre de la même année pour succéder à Mgr Cessou. Il quitte le Togo pour la France le 17 avril 1946 et est sacré à Strasbourg, le 29 juin 1946, en qualité de vicaire apostolique de Lomé.

9) Mgr Lingenheim est né le 9 novembre à Hochstett, près de Strasbourg. Il s'engage à la Société des missions africaines (SMA) le 27 juillet 1927 et est consacré prêtre le 3 janvier 1932. Après son séjour à Sokodé, en qualité de préfet apostolique, puis d'évêque, du 7 juin 1946 au 18 novembre 1964, il est nommé évêque *in partibus* de Tunudrama, en Afrique du Nord. Il décède le 4 mai 1985.

10) Mgr Bakpessi est né en 1924, à Yadé, au nord de Kara. Il est baptisé et confirmé à Sokodé en 1936. Il fait des études au grand-séminaire de Ouidah, au Bénin, puis à Rome, où il reçoit l'ordination sacerdotale le 21 décembre 1952 (premier prêtre du Nord, trente ans après l'ordination du premier prêtre togolais). Il reste encore un an à Rome pour achever sa licence en théologie. De retour au Togo, il dit sa première messe à Sokodé le 19 janvier 1954. Il est nommé vicaire coopérateur à Bassar puis à Sokodé. Il est directeur diocésain des Oeuvres (1959-1965) et aumônier national de la Jeunesse agricole chrétienne (1961-1965). Il reçoit l'ordination épiscopale à Rome le 5 décembre 1965, puis est intronisé au siège épiscopal de Sokodé le 16 janvier 1966.

11) Édifice circulaire comportant une murette basse et couverte d'un toit conique de chaume.

Transcription des noms locaux

Toponymie			
orthographe choisie	écrits allemands 1907, 1908 et 1911 (a)	cartes IGN 1966 et 1986 (b)	orthographe administrative (c)
Agulu	<i>Beiaku, Baiako</i>	Agoulou	Agoulou
Akamadé	<i>Akamade, Akamadae</i>		Akamadé
Akokodé			Akokodé
Alakpadé	<i>Alkpade</i>	Alakpadè	Alakpadé
Azanadé	<i>Asanadae</i>	Azanadé(è)	Azanadé
Bariki			Bariki, Qt. administratif
Barrière			Barrière
Biriini	<i>Brini</i>	Birini	Birini
Dida'ûré	<i>Dedaure</i>		Didaouré, Didawiré
Dûbuwidé	<i>Dubuide, Dubjude</i>	Dubouidè	Doubouidè, Dibouidè
Kadhâmbara	<i>Katambara</i>	Kad(t)ambara	Kadambara
Kanyidé	<i>Kaniededae</i>		Kagnidè
Kédiya	<i>Kedia (Tschawade)</i>		Kédia, Kédia
Kédji-Kândjo	<i>Kedjikedjo</i>	Kédji -Kandjo	Kedji-Kandjo
Kidéûdè	<i>Kedaude</i>	Kédéodé, Kidéoudè	Kidéoudè
Kolina-Kobidji	<i>Kolina (-Kobudji)</i>	Kolina (Kohidji)	Kolina
Kossobio			Kossobio
Kpalo-Kpalo			Kpalo-Kpalo
Kpângalam	<i>Pangalam</i>	Pangalam (n)	Pangalam, Pagalam
Kulung'dè	<i>Kulonde</i>	Kouloundè	Kouloundè
Kûma	<i>Kuma</i>		Komah
Kûmoniadé	<i>Kumonde-Kumuku (Kumoniade), Kumoniadae</i>	Koumoniadé (niodè)	Koumoniadé
Lûng'nadé	<i>Lonade</i>		Longadè
Nada			Nada
Paratao	<i>Paratau</i>	Paratao, Kparatao	Kparatao
Salimdé	<i>Ssalimde</i>	Salimdè	Salimdè
Tabalo			Tabalo
Tchalanidé	<i>Tschalande, Tschalandae</i>	Tchalanidè	Tchalanidè
Tchalo	<i>Tschalo</i>	Tchalo	Tchalo
Tchavadi	<i>Tschawade</i>	Tchavadé, Tchavadé	Tchavadé
Tchawânda			Tchawanda
Tchawurondé	<i>Tschauronde, Tschawuronda</i>	Tchawurondé	Tchawurondé
Tchawûûdjo	<i>Tschawudjo</i>		Tchawudjo
Yéli'mvô	<i>Jelifa</i>	Jéливо, Yéливо	Yéливо
Zongo	<i>Songo</i>		Zongo

(a) cartes de Sprigade de 1907 et 1908, dénombrement de la population en 1911

(b) cartes IGN à 1-: 50 000 (1986) et à 1-: 200 000 (1986)

(c) usage courant et liste des « centres de peuplement » (Direction de la statistique 1988)

Un alphabet tem reprenant des signes de l'Alphabet phonétique international (API) a été mis au point par des linguistes de la Société internationale de linguistique (SIL). À l'usage des lecteurs non initiés aux symboles utilisés par ces alphabets, nous proposons un système simplifié, selon les principes suivants :

– L'accent circonflexe a été utilisé pour marquer des voyelles dont le son peut-être qualifié de « lâche » ou encore d'« ouvert » : *â* (comme dans « les pas »), *ê* (comme dans « le lait »), *î* (entre le « é » et le « i » français ; par exemple « îsôô » = dieu), *ô* (comme dans « la mort »), *û* (entre le « o » et le « ou » français ; par exemple le village *Kûma*).

– La nasalisation a été rendue par l'ajout d'un « n » à la voyelle : *ân, ên, ôn* ; et d'un « g » pour celle du « n » : *ng* (par exemple le quartier *Kulung'dè*).

– Le « é » français est maintenu tel quel (*ê*), ainsi que les « ch », « j » et « y ». Par contre le « ou » français est rendu par la seule lettre « u ». La lettre *û* a été utilisée pour rendre compte du son français « u » mouillé (comme dans « huile ») : par exemple, le village *Dûbuwidé*. Pour les consonnes qui ne peuvent pas être rendues avec l'alphabet français, nous avons choisi la lettre qui nous semblait la plus proche en y ajoutant un « h » : *dh* (pour une consonne rétroflexe sonore, entre les sons français « d » et « t » ; par exemple le village *Kadhâmbara*), *rb* (pour une consonne fricative vélaire sourde, proche de la jota espagnole ; par exemple l'ethnie *Rbwla*), *vb* (pour une consonne fricative bilabiale sonore, entre le « b » et le « v » ; par exemple l'ethnie *Ekpeevbe*).

– Chaque lettre se prononce ; afin d'éviter d'éventuels malentendus, nous avons interposé une apostrophe entre les lettres (par exemple le village *Dida'ûré*). Exceptions à cette règle : les sons prolongés, obtenus par un doublement de la lettre (par exemple le village *Biriini*), et les consonnes à double articulation, qui doivent être prononcées comme un seul son : *kp* (comme par exemple le village *Kpângalam*).

Cette graphie a été utilisée pour les noms locaux (localités, cours d'eau, titres de notabilité, expressions en langue vernaculaire, etc.), les ethnonymes (par exemple les *Basar*), les noms propres des acteurs locaux d'origine kotokoli (par exemple la famille « *Turé* »). Par contre, les noms des villes (par exemple *Bassar*), des quartiers et villages récents (par exemple *Kossobio*), et des acteurs « modernes » ont été orthographiés selon l'usage courant. On écrira « la chefferie suprême du *Tchawûûdjo* », mais « la préfecture de *Tchawudjo* ».

Ont été mis en italique et sans modification d'orthographe les noms de langue tels qu'ils sont écrits par les linguistes (par exemple le *tem*), les noms propres et les ethnonymes dans les citations d'auteur, les références à un document (par exemple une carte IGN) ou correspondant à une époque ancienne (par exemple le district allemand de *Sokode-Bassari*, la route de *Lama-Kara*).

Bibliographie

Sur la ville de Sokodé

ALAGBÉ Dikéni A. D.,

1986 - **Une méthodologie d'intégration urbaine de zones d'occupation de fait : l'exemple de Kpangalam à Sokodé**, Lomé : École africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme (EAMAU), 112 p. (mémoire pour le diplôme d'urbanisme).

AYÉVA Sese-Rékuah,

1982 - **Les problèmes de la délinquance juvénile (cas particulier de Sokodé au Togo)**, Dakar : ENAES, 53 p. (mémoire de fin d'études).

BARBIER Jean-Claude,

1985 - « Sokodé (Togo) : un plan d'urbanisme contesté », *Cités africaines, African Cities*, n° 2, janvier-mars, pp. 7-12.

1986 - « Kpangalam et Sokodé : le village qui va vers la ville », *Cahiers de l'ORSTOM*, sér. Sci. hum., vol. 22, n° 3-4, pp. 443-450 (communication au colloque international de St-Riquier, 5-9 décembre 1983 : « Pratiques foncières locales en Afrique noire »).

1987a - « Les lotissements et leurs destins, l'exemple de Sokodé au Togo », dans Nicole Haumont et Alain Marie (éd.), *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, Paris : L'Harmattan, vol. II, pp. 20-43 (actes du colloque international, Paris, 25-28 septembre 1985 : « Stratégies urbaines dans les pays en voie de développement ; politiques et pratiques sociales en matière d'urbanisme et d'habitat »).

1987b - « Sokodé, capitale administrative, ou le destin d'une hégémonie au Nord-Togo », *Revue française d'administration publique*, n° 42, avril-juin, pp. 151-162.

1993 - « Logiques de l'instance communale : la municipalité de Sokodé (Togo) dans tous ses états : 1952-1987 », dans Alain Dubresson et Sylvie Jaglin (éd.), *Pouvoirs et cités d'Afrique noire ; décentralisations en question*, Paris : Karthala, pp. 69-100.

BARBIER Jean-Claude, KLEIN Bernard,

à paraître - « Cartographie et maîtrise de l'espace urbain ; l'exemple de Sokodé au Togo », dans Monique Bertrand et Alain Dubresson (éd.), *Développements*

urbains locaux : petites et moyennes villes d'Afrique noire (actes des journées d'études de Caen, les 12 et 13 novembre 1993).

BOUKO-LÉVY Roger,

1985 - **Problèmes d'urbanisation à Sokodé (Togo), projet de solutions adaptées**, Marseille : École d'architecture de Marseille-Luminy, 266 p. (mémoire).

Centre de construction de Cacavelli,

1954 - **Enquête par sondage au 1 : 10 environ sur l'habitat à Sokodé**, (mentionnée par Technosynthesis, 1982).

COLOMBANI Jacques,

1962 - **Étude des possibilités d'alimentation en eau des villes de Bassari, Dapango, Mango et Sokodé**, Lomé : ORSTOM.

DAZIMWAI Yao Bassambadi,

1992 - **Croissance démographique et problèmes d'équipements socio-collectifs d'une ville secondaire du Togo : Sokodé**, Lomé : Université du Bénin, 106 p. (mémoire de maîtrise de géographie humaine, sous la direction de K. Nyassogbo).

DUCHEMIN Philippe, NACHTIGAL Jacquie,

1983 - **Évaluation socio-économique du centre hospitalier régional de Sokodé (Togo)**, Paris : SEDES / Ministère des relations extérieures, de la coopération et du développement, 180 p.

LE COZ Philippe, POINTEREAU Christine, SYLLA Abdoulaye,

1988 - **L'assainissement d'une ville secondaire : Sokodé**, Paris : Institut français d'urbanisme, 382 p. - t. 1 : analyse urbaine, 102 p. ; t. 2 : ordures ménagères, 80 p. ; t. 3 : latrines publiques et privées, 94 p. ; t. 4 : eaux pluviales, 73 p. ; proposition d'un projet pilote dans le quartier de Tchawanda, 33 p. (mémoire).

MONNOT Frédéric,

1986 - **Les pratiques agricoles urbaines à Sokodé (Togo) et leurs implications sociales**, Marseille : Université de Provence, 26 p. (rapport de stage de DESS).

PNUD-DTCD, Direction du plan et du développement, Direction de la cartographie nationale et du cadastre, 1992 - *Atlas du développement régional du Togo*, Lomé : Ministère du plan et des mines, 207 p. (pp. 104-105 : La ville de Sokodé).

STEINEBACH, ALLÉGRET J.,
1968 - *Villes de Dapango, Sokodé, Atakpamé (Togo). Étude d'urbanisme. Schéma directeur d'aménagement*, Paris : SMUH, BCEOM, III^e fasc. (plan de Sokodé établi en novembre 1967)

TECHNOSYNESIS,
1982 a - *Plans d'urbanisme de sept villes du Togo, annexe générale n° 1, enquête socio-démographique*, Rome : Technosynthesis, 117 p.
1982 b - *Plans d'urbanisme de sept villes du Togo, fascicule 1 - rapport général du plan directeur et règlement d'urbanisme de la ville de Sokodé ; fascicule 2 - plan structurel de Sokodé*, Rome : Technosynthesis, 119 et 193 p.

Autres ouvrages cités

AGIER Michel,
1983 - *Commerce et sociabilité, les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo)*, Paris : ORSTOM, 317 p. (« Mémoires ORSTOM » 99).

ALEXANDRE Pierre, FROELICH Jean-Claude,
1960 - « Histoire traditionnelle des Kotokoli et des Bi-Tchambi du Nord-Togo », *Bulletin de l'IFAN*, t. XXII, série B, n° 1-2, janvier-avril, pp. 211-275.

ALEXANDRE Pierre,
1963 - « Organisation politique des Kotokoli du Nord-Togo », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. IV, n° 14, pp. 228-274.

ALEXANDRE Pierre, CORNEVIN Robert, FROELICH Jean-Claude (avec la collaboration de Jacques Delord),
1963 - *Les populations du Nord-Togo*, Paris : PUF, 199 p. (« Monographies ethnologiques africaines »).

BABA Nakom Koura,
1981 - *L'origine, la migration et l'installation des Kotokoli à Tchaoudjo (Togo) : collecte, analyse et essai d'interprétation de traditions orales*, Paris : École normale supérieure de St-Cloud (Centre de recherche et de formation en éducation - CREFED), 236 p. (mémoire de fin de stage de formation à la fonction d'inspecteur de l'Éducation nationale, sous la direction de Daniel Teyssere).

BARBIER Jean-Claude,
1987 - « Jalons pour une sociologie électorale du Togo : 1958, 1985 », *Politique africaine*, n° 27, septembre-octobre, pp. 6-18.
1988 - « L'histoire vécue : Sokodé, 1914. Les Allemands éva-

luent le Nord-Togo », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t. LXXV, n° 278, pp. 79-88.

1991 - « *El-badj* Bukari dit « Modjolobo » ou la guerre des fétiches à Sokodé », *Islam et sociétés au sud du Sahara*, n° 5, novembre, pp. 73-102.

1995 - « Nana Buruunku ou les aventures extra-territoriales d'une divinité de terroir : du Ghana au Togo, du Togo au Brésil », dans Jeanne-Françoise Vincent, Daniel Dory, Raymond Verdier (éd.), *La construction religieuse du territoire*, Paris : L'Harmattan, 379 p. (« Connaissance des hommes » ; actes de la table-ronde organisée à Clermont-Ferrand le 20 novembre 1993 par l'équipe du CNRS « Dynamique religieuse et pratiques sociales contemporaines » : Religions et territoires).

BAYARD Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi,
1992 - *Le politique par le bas en Afrique noire. Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris : Karthala, 272 p. (« Les Afriques »).

BERTRAND Monique,
1994 - *La question foncière dans les villes du Mali ; marchés et patrimoines*, Paris : Karthala / ORSTOM, 326 p.

BINGER Gustave (Cpt.),
1980 - *Du Niger au golfe de Guinée, par le pays Kong et le Mossi, par le Capitaine Binger (1887-1889)*, Paris : Hachette / Société des africanistes, 2 volumes : 513 p + 416 p. (« Mémoires de la Société des africanistes », réédition de l'ouvrage de 1892).

CORNEVIN Robert,
1956 - « Le centre urbain d'Atakpamé », *BCAF*, janvier-février, pp. 153-156.
1957 - « Étude sur le centre urbain de Bassari (Togo) », *Bulletin de l'IFAN*, série B, t. XI, n° 1 et 2, pp. 72-110.
1969 - *Histoire du Togo*, Paris : Berger-Levrault, 554 p. (« Mondes d'outre-mer »).

DECALO Samuel,
1976 - *Historical Dictionary of Togo*, The Scarecrow Press Inc., 243 p. (« African Historical Dictionaries » 9).

DELVAL Raymond,
1981 - *Les musulmans du Togo*, Paris : Publications orientalistes de France, 340 p. (« CHEAM »).

DRAMANI-ISSIFOU Zakari,
1982 - *L'Afrique noire dans les relations internationales au XVI^e siècle, analyse de la crise entre le Maroc et le Sonraï*, Paris : Karthala / Centre de recherches africaine (CRA), 264 p. (« Hommes et sociétés »).

DUGAST Stéphane,
1992 - *Rites et organisation sociale : l'agglomération de Bassar au Nord-Togo*, Paris : EHESS, 3 vol., 964 p. (thèse sous la direction d'Emmanuel Terray, soutenue à l'École des hautes études en sciences sociales).

GEHRTS Meg,
1915 - *A Camera Actress in the Wilds of Togoland*, Londres : Seeley Service & Co Limited, 316 p. (traduction française par Philippe David, à paraître aux éditions Haho et Karthala, dans la collection « Les chroniques anciennes du Togo », n° 6).

KANE Ousmane,
1989a - « Nigeria et Sénégal. La confrérie « Tijaniyya Ibrahimiyya » de Kano et ses liens avec la Zawiyà mère de Kaolack », *Islam et sociétés au sud du Sahara*, n° 3, mai, pp. 27-40.
1989b - « La vie, les idées et les enseignements de Cheikh Ibrahim Niassé du Sénégal », *Islam et sociétés au sud du Sahara*, n° 3, mai, pp. 294-295.

KASSAH TRAORÉ,
1984 - *Le mariage en pays kotokoli*, Lomé : ESACJ/UB, 104 p. (mémoire de maîtrise de Droit sous la direction d'Alain Mignot).

LE BRIS Émile, LE ROY Étienne, MATHIEU Paul (éd.),
1991 - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière*, Paris : Karthala, 359 p.

LE BRIS Émile, MARIE Alain, OSMONT Annick, SINOU Alain,
1987 - *Famille et résidence dans les villes africaines – Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, Paris : L'Harmattan, 266 p.

MISCHLICH Adam,
1950 - « Le journal de route du missionnaire A. Mischlich » (recueilli par J.-C. Froelich, traduit par le RP Neth), *Études dahoméennes*, t. III, pp. 75-87.

MÜLLER Karl, RIEGERT Aloys,
1968 - *Histoire de l'Église catholique au Togo, 1892-1967*, Lomé : Librairie Bon Pasteur, 251 p. (livre du RP Karl Müller, *Geschichte der Katholischen Kirche in Togo*, 1958, Steyler Verlagsbuchhandlung, Kaldenkirchen (Allemagne), traduit et adapté par Georges Athanasiadès ; suivi d'une annexe du RP Aloys Riegert, *L'Église du Togo de 1958 à 1967*)

NORRIS Edward Graham,
1984 - « The Hausa Kola Trade Through Togo, 1899-1912 : Some Quantifications », *Païdeuma*, 30, pp. 161-184. (traduit en français par Yves Marguerat en 1986 : « Le commerce haoussa de la cola à travers le Togo - 1899-1912. Quelques mesures chiffrées », Lomé : ORSTOM, 36 p. dont 2 cartes).

PERSON Yves,
1956 - « Notes sur les Baseda (Bassila - cercle de Djougou) », *Études dahoméennes*, t. XVI, pp. 23-45.

POINSOT J., SINOU A., STERNADEL J.,
1989 - *Les villes d'Afrique noire, entre 1650 et 1960 ; politiques et opérations d'urbanisme et d'habitat*,

Bibliographie

Paris : Ministère de la coopération et du développement, La Documentation française, 346 p. (« Analyses et documents »).

SEBALD Peter,

1988 - **Togo 1884-1914. Eine Geschichte der deutschen « Musterkolonie » auf der Grundlage amtlicher Quellen**, Berlin : Akademie Verlag, 792 p.

STREBLER Joseph (Mgr),

1965-1966 - « **Une page d'histoire du Togo-Nord** », *Ralliement* (revue des Missions africaines), décembre 1965 - janvier 1966.

Cartes, photographies aériennes et image satellitale

a) cartes de Sokodé

1898 - **Station Sokodé (Dadaure)**, croquis de Kersting (Archives nationales du Togo, Lomé).

s.d. (avant 1948) - **Sokodé**, échelle 1 : 4 000 (Service du cadastre, Lomé).

1948 - **Sokodé, concession administrative**, échelle 1 : 5 000, dressée par Lallement, Sokodé : Service topographique (Service du cadastre, Lomé).

1951 - **Ville de Sokodé, périmètre urbain**, échelle 1 : 4 000, dressée par Lallement, Sokodé : Service topographique (Service du cadastre, Lomé).

1959 - **Sokodé, périmètre urbain et concession administrative**, échelle 1 : 4 000, Sokodé : Service topographique (Service du cadastre, Lomé).

1964 - **Sokodé, périmètre urbain et concession administrative**, échelle 1 : 4 000, Sokodé : Service topographique (Service du cadastre, Lomé).

1967 - **Sokodé, carte du réseau d'alimentation en eau**, échelle 1 : 5 000, plan n° 14, dressée par G. Holfelder, Fribourg : ING Büro.

1967-1968 - **Ville de Sokodé, étude d'urbanisme**, échelle 1 : 5 000, Paris : SMUH et BCEOM ; 3 plans : enquête, schéma directeur, assainissement (Centre de documentation et d'information « Villes en développement », Paris, réf. D97).

1981 - **Ville de Sokodé : recensement pré-censitaire par îlot**, échelle 1 : 4 000, Lomé : Service de la statistique.

1982 - **Sokodé, Plan directeur**, échelle 1 : 10 000, Rome : Technosynesis ; accompagné de fonds cartographiques à 1 : 2 000 et 1 : 5 000 d'après couverture photographique aérienne en janvier 1979 (Direction générale de l'urbanisme

et de l'habitat, Lomé).

s.d. (vers 1990) - **Plan d'exécution partiel de la zone d'extension Nord-Ouest**, échelle 1 : 2 000, Lomé : Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat.

1992 - **État des lieux partiel de Kouloundè**, échelle 1 : 2 000, Sokodé : Mairie.

1992 - **État des lieux partiel de Salimdè**, échelle 1 : 2 000, dressée par K. Degli, Sokodé : Mairie.

b) cartes régionales

1891 - **Itinéraire du Dr L. Wolf**, dans l'article du Dr baron von Danckelman, « Informations du Protectorat du Togo : la dernière expédition du docteur Ludwig Wolf vers le pays barba (bariba) ou borgu », *Mitteilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus den deutschen Schutzgebieten* (MFGdS), Berlin, t. 3, fig. n° 1.

s.d. (vers 1897) - **Frontière Togo - Dahomey**, échelle 1 : 1 000 000 (Archives d'outre-mer à Aix-en-Provence, cartothèque cote AF 55 /1, « copie de la carte que, dans la note du 29 novembre 1910, les délégués allemands ont déclaré avoir servi aux négociations de 1897 »).

1905, 1906, 1907, 1908 - **Karte von Togo, Mitteilungen aus den deutschen Schutzgebieten**, échelle 1 : 200 000, dressée par P. Sprigade, feuilles *Misaböhe* (1905), *Kete-Kratchi* (1906), *Bismarckburg* (1907), *Sokode* (1908), *Bassari* (1908) et *Yendi* (Institut Frobenius, Frankfurt).

1908 - **Gelände der station Sokodé mit Versuchsplanzenungen**, échelle 1 : 10 000, dressée par Hoffbauer (Archives nationales du Togo, Lomé).

1955, 1969 - **Carte de l'Afrique de l'Ouest à 1 : 200 000**, Paris : IGN ; feuilles *Bassari* NC-31-VII (1955), *Djougou* NC-31-VIII (1955) et *Fazao* NC-31-I (1955), d'après couverture photographique aérienne verticale en 1949 complétée sur le terrain en 1950 et 1953 ; feuille *Sokodé* NC-31-II (1969), d'après couverture photographique aérienne verticale en 1949, complétée d'après les renseignements du précomplètement de la partie togolaise en 1966-1967 et l'examen d'une couverture photographique aérienne en 1964.

1966, 1969 - **Carte de l'Afrique de l'Ouest à 1 : 50 000 (type outre-mer)**, Paris : IGN ; feuille *Djougou* NC-31-VIII-1a (1966) , d'après couverture photographique aérienne verticale en 1949 et 1963-1964, feuille *Sokodé* NC-31-II-3c (1969), d'après couverture photographique aérienne verticale en 1963-64.

1978 - **Ressources en sols du Togo, zone nord comprise entre 8° de latitude nord et les monts Togo. Carte à 1 : 200 000 des unités agronomiques déduites de la carte pédologique**, Bondy : ORSTOM, dressée par A. Lévêque.

1979 - **Socle granito-gneissique, zone nord comprise**

entre 8° de latitude nord et les monts Togo. Carte pédologique du Togo à 1 : 200 000, Bondy : ORSTOM, dressée par A. Lévêque.

1984 - **Carte géologique : feuille Kara**, échelle 1 : 200 000, Lomé : Direction générale des mines, de la géologie et du Bureau national de recherches minières (BNRM).

1986 - **Carte géologique : feuille Sokodé**, échelle 1 : 200 000, Lomé : Direction générale des mines, de la géologie et du Bureau national de recherches minières (BNRM).

1986, 1989 - **Carte à 1 : 200 000**, Paris : IGN ; feuilles *Sokodé* NC-31-I-II (1986), d'après couverture photographique aérienne verticale à 1 : 30 000 en 1977-1979 révisée en atelier et sur le terrain en 1985 ; feuille *Kara* NC-31-VII-VIII (1989), d'après couverture photographique aérienne verticale à 1 : 30 000 en 1976-1978 révisée en atelier et sur le terrain en 1986-1987.

c) photographies aériennes

1949 - **Mission Togo 01 et 03**, échelle 1 : 50 000, Paris : IGN.

1959 - **Mission 227/75**, échelle 1 : 7 500, Paris : IGN (photos 1 à 66, vues prises le 26 février, de 10h35 à 10h50).

1962 - **Mission 495/125**, échelle 1 : 12 500, Paris : IGN.

1963-1964 - **Mission NC-31-II-3c et NC-31-VIII-1a**, échelle 1 : 50 000, Paris : IGN.

1967 - **Mission « SOGETEC »**, échelle 1 : 7 000, Paris (pour le compte de la Société générale de topographie, photogrammétrie et d'études de génie civil – SOGETEC –, vues prises le 1^{er} avril).

1974 - **Mission TOG 12/500**, échelle 1 : 5 000, Paris : IGN (vues prises le 21 décembre, de 9h05 à 10h35).

1977 - **Mission TOG 31/300 (P+IRC)**, échelle 1 : 30 000, Paris : IGN (dans le cadre d'une mission 1976-1982).

1979 - **Mission TOG 34/125**, échelle 1 : 12 500, Paris : IGN (pour le compte de la Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat, Lomé, vues prises en janvier).

d) image satellitale

1991 - **Image 193-054**, Landsat TM (quart N-E, du 10 janvier, canaux 2, 3 et 5).

Tables

CARTES

Page	Planche	
15	1	Les chefs-lieux administratifs en 1993 ; l'évolution démographique (1959-1991)
21	2	Le Tchawûdjo et les autres chefferies kotokoli
31	3	Les itinéraires de la cola
34	4	Itinéraire de Wolf en 1889 ; extrait de la carte de Sprigade (1907)
35	5	Le poste allemand de Sokodé en 1898 ; vue en perspective des bâtiments
43	6	Les lotissements de l'Administration : titres fonciers ; périodes d'occupation des lots
45	7	Le déplacement des villages au XX ^e siècle
49	8	Les quartiers et leur population en 1981
52	9	Voirie en 1908 ; voirie avant 1948 ; voirie en 1951 ; habitat en 1908 ; habitat avant 1948 ; habitat en 1951
53	10	Voirie en 1959 ; voirie en 1967 ; voirie en 1979 ; habitat en 1959 ; habitat en 1967 ; habitat en 1979
58	11	Les voies structurantes
59	12	Les rues dénommées
61	13	La distribution de l'eau
63	14	Les transformateurs électriques
69	15	La morphologie urbaine ; chorème des villes multicensrées (Nord-Togo, Nord-Bénin)
72	16	Les enclos familiaux : délimitation et évolution du bâti
73	17	Détail des enclos 9 et 19 ; détail des enclos 36 et 38 ; vue en perspective des enclos 36 et 38
77	18	Les zones de dénombrement ; évaluation de la densité ; le nombre de personnes par ménage ; le taux de masculinité
79	19	Répartition des Kotokoli ; répartition des Kabyè, Nawdba et Lâmba ; répartition des Basar et Tchâmba ; répartition des autres ethnies du Nord ; répartition des ethnies du Sud ; répartition des originaires du Bénin, du Niger et du Nigeria
85	20	Répartition des musulmans ; répartition des chrétiens ; répartition des religions traditionnelles ; élections législatives du 24 mars 1985
93	21	Les périmètres cartographiés (1898-1979)
96	22	Plan directeur de 1968 (extraits)
97	23	Plan directeur de 1982 (extraits)
101	24	Localisation des titres fonciers (situation en 1984)
105	25	Localisation des parcelles à Kpângalam (situation en 1989)
108	26	Les nouveaux lotissements
114	27	Carte géologique ; carte pédologique
115	28	Carte de synthèse
116	29	La ville et ses environs (carte oro-hydrographique)
117	30	Le site vu par satellite
123	31	Visite du patrimoine

Origine du fond topographique : Technosynesis pour le compte de la Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat (Lomé), à partir de photographies aériennes de l'IGN (janvier 1979)
Projection UTM, ellipsoïde de Clarke 1880

ILLUSTRATIONS

10	1908 : les terrains du poste de Sokodé et ses plantations expérimentales - Hoffbauer, Archives nationales du Togo, cliché G. Braida
14	La résidence du préfet à Sokodé - 1991, col. C. Lestrade
19	Djoko Bukari, 6 ^e <i>uro-îsôô</i> du Tchawûdjo - 1891, dans Dr R. Büttner, <i>Bilder aus dem Togobinterlande</i> , Berlin, 1893
22	Anyôrô Tcha Godému, 10 ^e <i>uro-îsôô</i> du Tchawûdjo - Archives nationales, Centre des archives d'outre-mer, cote 30 Fi 55
27	La cola - dans Capitaine L. G. Binger, <i>Du Niger au Golfe de Guinée, par le pays Kong et le Mossi (1887-1889)</i> , réédité par Hachette / Société des africanistes en 1980
28	Passage d'une caravane à Sokodé en 1927 - A. A. Akolatsé, Archives nationales, Centre des archives d'outre-mer, cote 67 (1)
33	Friedrich Schroeder - 1903, col. Dr Gruner (Berlin)
36	Le poste administratif de Sokodé en 1910 - dans R. Fisch, <i>Nord-Togo und seine mefiliche Nachbarschaft</i> , Bâle, Basler Missionsbuchhandlung, 1911 : 175
46	Sokodé dans les années trente - A. A. Akolatsé, s.d., col. B. Klein
50	Fours à briques - Archives nationales, Centre des archives d'outre-mer, cote 67 (263)
62	La poste - 1994, J.-C. Barbier
68	Le <i>zongo</i> - Archives nationales, Centre des archives d'outre-mer, cote 67 (302)
75	Famille hawsa - Archives nationales, Centre des archives d'outre-mer, cote 30 Fi 57
81	La mosquée de l'imam Apu - 1994, J.-C. Barbier
83	<i>El-badj</i> Bukari dit « Modjolobo » - col. Wuro Wétchiré Arimyo (Sokodé)
86	Le garage du Secours catholique et un magasin de pièces détachées - 1994, J.-C. Barbier
92	1898 : premier croquis du poste allemand - H. Kersting, Archives nationales du Togo
100	Titre foncier à Dîda'ûré - Livre foncier du Togo, Service du Cadastre (Lomé)
104	Levé de parcelle à Kpângalam - 1984, F. Ouro-Agoro (Sokodé)
121	Jean Rinklif sur le site de l'usine de coton construite par son père - 1988, J.-C. Barbier
122	Délégation de L'IRCOD Champagne-Ardenne - 1994, J.-C. Barbier

FIGURES

13	Évolution de la population des « villes moyennes » du Togo
13	Évolution de la population des « petites villes » du Togo
29	L'alliance historique entre Dîda'ûré et Paratao : le lien de parenté entre l'imam Abdulai Apu et l' <i>uro-îsôô</i> Djoko Bukari
47	Évolution de la population de Sokodé, 1911-1981
74	Les relations de parenté dans l'enclos familial n° 36 du quartier Kûma
84	Pyramide des âges de Sokodé, en 1981

TABLEAUX

13	Évolution de la population des villes du Togo
48	Sokodé (population agglomérée et villages), par groupe de quartiers, 1911-1981
78	Répartition ethnique des chefs de ménage de Sokodé, par quartier, en 1970
81	Répartition de la population totale de Sokodé, par ethnie, en 1981
82	Répartition de la population totale de Sokodé, par ethnie et par religion, en 1981
84	Répartition des actifs de tout âge et des deux sexes à Sokodé, selon la profession et le statut dans la profession, en 1981
100	Les titres fonciers à Sokodé, situation en 1984

Table des matières

- 3 Avant-propos d'Émile Le Bris et Pierre Peltre
- 5 Préface de Nicoué L. Gayibor
- 6 Remerciements
- 7 Introduction

Première partie

11 SOKODÉ, VILLE DE L'INTÉRIEUR

planche 1

- 12 Sokodé et les villes du Togo
Les chefs-lieux administratifs en 1993 ; évolution démographique des principales agglomérations, 1959-1991
Annexe : un chef-lieu administratif de dimension régionale

Deuxième partie

17 LA CHEFFERIE QUI ANNONCE LA VILLE

planche 2

- 19 Les chefferies du pays kotokoli
Des hameaux ; des chefferies ; le Tchawûdjo
Annexes : si Kpangalam m'était conté ; Kpangalam d'après enquête ; la chefferie coutumière de Kûma

planche 3

- 26 Les routes commerciales à l'époque précoloniale
Les routes de la cola en pays kotokoli ; les itinéraires ; Dida'ûré : un village musulman de la route de la cola ; une révolution rurale, tranquille et réussie
Annexes : la noix de cola ; Tcha-Kpindé, patriarche pré-islamique ; les Turé de Tabalo ou comment devient-on chef ? ; Kulung'dé, bameau satellite de Dida'ûré

planches 4-5

- 32 Au temps des Allemands
Les premiers Allemands ; le choix de Sokodé
Annexes : visite à Dadaura du Dr Ludwig Wolf (mai 1889) ; le missionnaire Adam Mischlich à Dedaure (7-10 juillet 1896) ; Von Zech : pourquoi pas Kulung'dé capitale du Tchawûdjo ? ; visite officielle du poste allemand par Rudolf Fisch, missionnaire et médecin

Troisième partie

39 LA FORMATION DE LA VILLE

planche 6

- 41 Les lotissements de l'Administration
Le lotissement du Marché ; le lotissement de la route des Cabrais ; le lotissement du Fonds commun

planche 7

- 44 Les villages qui vont vers la ville
De Tchawurondé à Tchawânda, Kanyidê et Akamadé ; Kpangalam et Kédiya, au nord de la ville ; Nada et Salimdê, à l'est ; les localités de la périphérie
Annexe : Tchawânda, Kanyidê, Akamadê

planches 8-9-10

- 47 La croissance de la ville
L'évolution de la population totale de la ville, 1911-1981 ; les nouveaux quartiers ; le développement de l'agglomération
Annexes : les premiers missionnaires : bâtisseurs d'églises, constructeurs d'écoles et organisateurs de communautés chrétiennes : l'exemple de la mission catholique de Sokodé ; les maisons de commerce

planches 11-12-13-14

- 57 Les réseaux
Les voies structurantes ; des rues dénommées... sans plaques ; l'eau en fûts et l'eau en réseau ; la ville enfin éclairée ; la poste depuis 1908
Annexes : le réseau d'eau de la RNET ; le réseau d'électricité de la CEET

Quatrième partie

65 UNE AGGLOMÉRATION MULTICENTRÉE

planche 15

- 67 Les tissus urbains
De la morphologie urbaine au schéma ; du schéma au chorème

planches 16-17

- 71 Gros plan sur un îlot pour un suivi anthropologique
L'enclos rural (n° 9) ; l'enclos rétréci (n° 19) ; le propriétaire « moderne » (enclos n° 36 et 38)

planche 18

- 75 La population par sa localisation résidentielle

- planches 19-20*
- 78 La population par ses appartenances
Les appartenances ethniques ; les adhésions religieuses ; les suffrages accordés aux partis politiques ; et les classes sociales ?
Annexes : l'adhésion d'un sous-quartier de Dîda'ûré à un mouvement religieux : la Tarabiyya ; El-badj Bukari, dit « Modjolobo », ou l'islamisation active ; la force sociale des artisans regroupés

Cinquième partie

89 DES OUTILS POUR UNE PLANIFICATION URBAINE

- planche 21*
- 91 Pour une vue d'ensemble de la ville
Les cartes historiques remises à la même échelle ; une cartographie précensitaire indispensable ; la ville vue d'en-haut
- planches 22-23*
- 94 Les plans directeurs d'urbanisme
Plans d'en-bas ou plans d'en-haut ; le plan directeur d'urbanisme de 1968 ; le plan directeur d'urbanisme de 1982
- planche 24*
- 99 Les titres fonciers
- planche 25*
- 103 Le levé cadastral de Kpângalam
Le travail des géomètres ; la somme des parcelles peut-elle faire un cadastre ? ; repérer la ville invisible
- planche 26*
- 107 Les périmètres d'extension
La ville s'étend encore ; des conditions de production cartographique

Sixième partie

109 LA VILLE DANS SON ENVIRONNEMENT

- planches 27-28-29-30*
- 111 L'espace physique : le site élargi
Au contact de deux unités géologiques ; des sols selon leur position topographique ; la ville et sa campagne
Annexe : description des types de sols

- planche 31*
- 120 L'espace culturel : La mémoire régionale d'une ville
En montant la colline administrative ; la vallée du Kpândi derrière la colline administrative ; autour du lotissement du Marché ; Modjolobo à Kpângalam ; les mosquées de Dîda'ûré ; la chefferie coutumière de Kûma
Annexes : un cimetière dans la verdure ; la vie quotidienne, en 1937-1938, à la résidence du chef du cercle ; la construction de la cathédrale

125 ANNEXES GÉNÉRALES

Les souverains (uro-îsôô) du Tchawûûdjo ; les « chefs des musulmans » (malwa-uro) de Dîda'ûré ; les imams de Dîda'ûré ; les groupes patronymiques d'origine soudanaise de la diaspora mandingue présents à Dîda'ûré ; les administrateurs de Sokodé ; les évêques de Sokodé ; les paroisses catholiques ; les congrégations de Sœurs ; les Églises protestantes

129 TRANSCRIPTION DES NOMS LOCAUX

Toponymie

130 BIBLIOGRAPHIE

Sur la ville de Sokodé ; autres ouvrages cités ; cartes, photographies aériennes et image satellitale

133 TABLES

Cartes ; illustrations ; figures ; tableaux

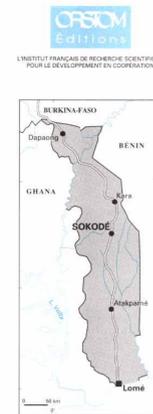
■ **Plan hors-texte : la ville de Sokodé**

Création graphique
Callisphère : 8, passage Barrault 75013 Paris
Photogravure des cartes
Group de Schutter : Venusstraat 23, B 2 000 Antwerpen (Belgique)
Impression
Impact Graphic : 81, boulevard de l'Ouest 93220 Gagny

LA VILLE DE SOKODÉ

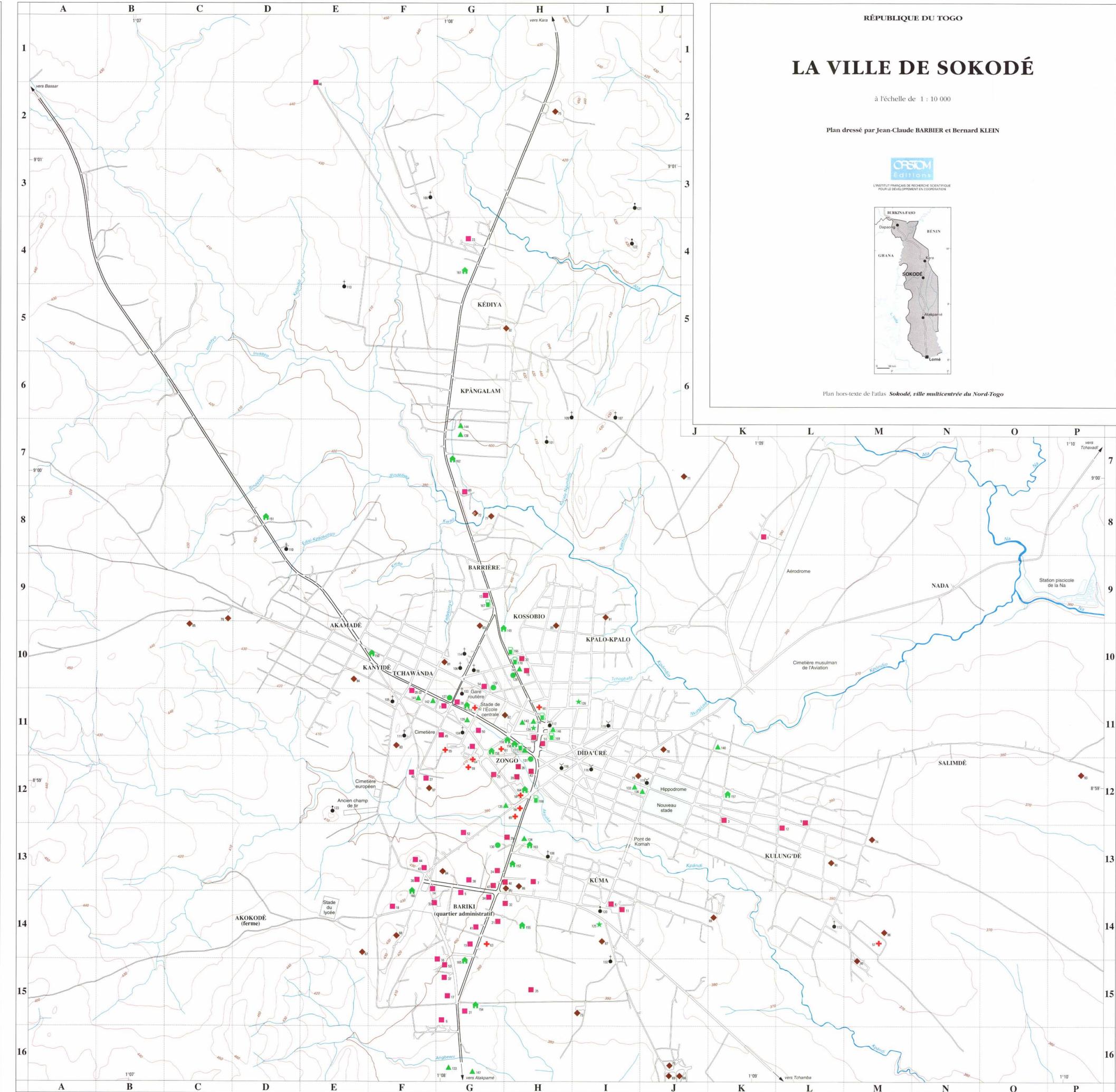
à l'échelle de 1 : 10 000

Plan dressé par Jean-Claude BARBIER et Bernard KLEIN

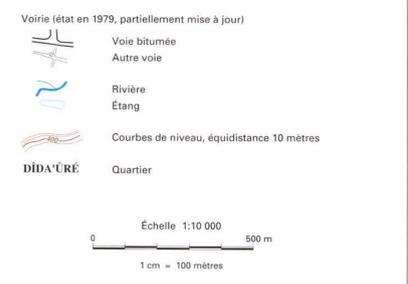


Plan hors-texte de l'atlas *Sokodé, ville multicentrique du Nord-Togo*

- LEGENDE**
Index des principaux bâtiments
(relevé non exhaustif réalisé en 1994)
- La localisation est référencée par le carreau module dans lequel se trouve le bâtiment dénommé.
- ADMINISTRATION ET AUTRES SERVICES**
- Service public
 - K 8 1 - Aéroport
 - G 11 2 - Affaires sociales
 - K 12 3 - Affaires sociales - annexe de Kouloundé
 - G 11 4 - Assainissement
 - G 14 5 - Cadastre
 - G 15 6 - Camp de gendarmerie
 - H 13 7 - Camp des gardes de la préfecture
 - I 14 8 - Case de réunion de Komah
 - F 12 9 - Case de réunion de Kouloundé
 - H 11 10 - Centre culturel ("Maison du peuple")
 - I 14 11 - Chefferie de Komah et chefferie supérieure des Kotokoli
 - I 13 12 - Chefferie de Kouloundé
 - G 9 13 - Commissariat de police
 - F 13 14 - Conseil de préfecture
 - H 10 15 - Contrôle des prix
 - G 15 16 - Développement rural
 - G 15 17 - Douane
 - F 14 18 - Eaux, forêts et chasses
 - G 14 19 - Elevage
 - F 11 20 - Enseignement du 1er et du 2ème degré
 - G 14 21 - Enseignement du 3ème degré
 - F 11 22 - Examen et concours
 - G 4 23 - Gendarmerie de Kédia
 - G 13 24 - Hydraulique
 - G 12 25 - Jeunesse, sports et culture
 - H 12 26 - Maire
 - F 12 27 - Médico
 - G 11 28 - Mini-complexe "culture et loisirs"
 - H 13 29 - Pêches
 - H 10 30 - Plan et développement
 - G 15 31 - Plan et développement (future localisation)
 - H 14 32 - Planification de l'éducation
 - F 14 33 - Préfecture
 - G 14 34 - Prison
 - H 15 35 - Protection des végétaux (coopération germano-togolaise)
 - F 13 36 - Résidence du préfet
 - G 15 37 - Statistique
 - G 13 38 - Travaux publics
 - H 12 39 - Tribunal
- Service para-public
- F 12 40 - Abattoirs
 - G 14 41 - Agence togolaise de presse (ATOP)
 - F 13 42 - Antenne radio
 - H 12 43 - Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)
 - F 13 44 - Château d'eau
 - G 11 45 - Château d'eau de l'Hôpital
 - E 2 46 - Château d'eau
 - G 13 47 - Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET)
 - H 13 48 - Librairie mutuelle scolaire (LIMUSCO)
 - G 8 49 - Loterie nationale togolaise (LONATO)
 - C 11 50 - Office de développement et d'exploitation des forêts (ODEF)
 - H 11 51 - Office des postes et télécommunications du Togo (OPTT)
 - G 13 52 - Régie nationale des eaux du Togo (RNET)
- Coopération étrangère
- G 15 53 - Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)
 - G 10 54 - Institut régional de coopération - développement (IRCOD) Région Champagne-Ardenne
- SANTÉ**
- ✚ Hôpital
 - G 11 55 - Centre hospitalier régional (CHR)
 - H 12 56 - Polyclinique
- ✚ Dispensaire
 - M 14 57 - Centre de santé Espérance
 - H 12 58 - Centre médico-social
 - G 12 59 - Soins de santé primaire (coopération germano-togolaise)
- ✚ Pharmacie
 - H 11 60 - Tchaoudjo
 - G 11 61 - Toppharma
 - G 11 62 - Zinaria
- ✚ Autre
 - G 14 63 - Association togolaise pour le bien-être familial (ATBF)
 - G 12 64 - Croix-rouge
 - H 12 65 - Lutte contre la lèpre
- ENSEIGNEMENT ET FORMATION**
- ◆ Lycée
 - J 16 66 - Institut technique et commercial de l'Assomption
 - E 14 67 - L. moderne
 - F 14 68 - L. technique
 - J 16 69 - Sainte-Marie
- ◆ Collège
 - J 16 70 - Assomption (de T)
 - J 7 71 - Aviation (de T)
 - G 8 72 - C. technique moderne de comptabilité
 - I 15 73 - Komah (de)
 - M 13 74 - Kouloundé (de)
 - H 2 75 - Pangalam (de)
 - C 9 76 - Tchawanda (de)
- ◆ Ecole
 - G 8 77 - Barrière (de)
 - J 11 78 - Didaurè (de)
 - I 12 79 - E. arabe
 - G 10 80 - E. catholique des filles et enseignement ménager
 - G 10 81 - E. catholique des garçons
 - H 11 82 - E. central
 - F 11 83 - E. évangélique
 - G 13 84 - François Rabelais
 - C 10 85 - John Kennedy
 - H 13 86 - Komah 1 (de)
 - I 14 87 - Komah 2 (de)
 - K 14 88 - Komah 3 (de)
 - H 10 89 - Kossobio (de)
 - L 13 90 - Kouloundé (de)
 - I 9 91 - Kpalou-Kpalou (de)
 - H 5 92 - Pangalam (de)
 - P 12 93 - Salimè (de)
 - E 10 94 - Tchawanda (de)
- ◆ Jardin d'enfants
 - H 13 95 - Komah (de)
- ◆ Autre
 - M 14 96 - Centre de formation féminine Padre-Francisco
 - F 12 97 - Ecole nationale des auxiliaires médicaux (ENAM)
 - M 15 98 - Maisons familiales de formation rurale
- RELIGIONS**
- ✚ Christianisme
 - G 10 99 - Cathédrale
 - F 3 100 - Direction des oeuvres diocésaines
 - H 7 101 - Eglise baptiste
 - I 15 102 - Eglise baptiste de Komah
 - G 11 103 - Eglise des Assemblées de Dieu
 - G 11 104 - Eglise évangélique du Togo Bethléhem
 - F 11 105 - Eglise pentecôtiste du Togo
 - G 10 106 - Evêché
 - I 6 107 - Evêché (nouvelle construction)
 - H 13 108 - Ministère de la vie chrétienne profonde (MPVC)
 - H 6 109 - Mission baptiste
 - D 8 110 - Mission baptiste (centre culturel)
 - F 11 111 - Mission évangélique
 - L 14 112 - Paroisse de Notre-Dame de la Visitation (Kouloundé)
 - E 5 113 - Paroisse du Christ - Lumière du Monde (Pangalam)
 - G 10 114 - Paroisse de Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus (anc. Mission catholique)
- ✚ Islam
 - J 12 115 - Grande mosquée (en construction)
 - I 12 116 - Mosquée de l'imam Apu
 - H 11 117 - Mosquée des Yoroubas
 - H 12 118 - Mosquée du Vendredi
 - I 11 119 - Société togolaise de voyage des pèlerins (SOTAFEL)
- ✚ Tradition
 - I 14 120 - Arbre sacré de Kuma
 - I 3 121 - Modjolojo
 - I 4 122 - Uro-Agawung
 - E 12 123 - Uro-Lombo



- ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES**
- ★ Marché
 - H 11 124 - Grand-marché
 - I 14 125 - Marché de Komah
 - I 11 126 - Petit-marché
- Banque et caisse
 - G 11 127 - Banque togolaise de développement (BDT)
 - H 10 128 - Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI)
 - G 10 129 - Caisse mutuelle d'épargne et de crédit des femmes (CMECF)
 - G 13 130 - Coopération d'épargne et de crédit (COOPEC)
 - H 12 131 - Union togolaise des banques (UTB)
- ▲ Artisanat et commerce
 - I 12 132 - Boulangerie de la paix
 - G 16 133 - Brasserie du Bénin (entrepôt)
 - H 13 134 - Centre artisanal
 - H 12 135 - Centre national de tissage (CENATIS)
 - J 12 136 - Cinéma l'Impérial
 - H 11 137 - Etablissement Traoré & frères
 - G 7 138 - Garage du secours catholique
 - G 11 139 - Groupement inter-professionnel des artisans du Togo (GIPATO)
 - K 11 140 - GIPATO (atelier des tisserands à Sawaba)
 - F 11 141 - Imprimerie NOVISO
 - F 11 142 - Librairie catholique Source de vie
 - H 11 143 - Librairie évangélique
 - G 7 144 - Menuiserie catholique
 - H 10 145 - Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA)-Peugeot
 - H 11 146 - Société générale du golfe de Guinée (SGGG)
 - G 16 147 - Togogran (entrepôt)
 - H 11 148 - United Africa of Company Limited (UAC)
- 🏠 Bar
 - G 10 149 - 333
 - F 10 150 - Kassav'
 - D 8 151 - La guinguette
 - H 13 152 - Prestige
 - G 11 153 - Zinaria (avec night-club)
- 🍽 Restaurant
 - G 15 154 - Escale utile
 - H 14 155 - Maman j'ai faim
 - H 11 156 - Saint-Esprit
- 🏨 Hôtel
 - K 12 157 - Alahamdou
 - G 11 158 - Kobidji
 - H 11 159 - Tchaoudjo
- 🏨 Hôtel, restaurant, bar
 - F 14 160 - Campement (avec tennis)
 - G 4 161 - Kédia (de)
 - G 7 162 - La bonne auberge
 - H 13 163 - Le relais de la cigale (avec night-club)
 - H 12 164 - Les 3 fontaines
 - G 15 165 - Nouvel hôtel central (avec tennis)
- 🛢 Station service
 - H 10 166 - BP
 - G 9 167 - Elf
 - H 12 168 - Mobil
 - H 11 169 - Shell
 - H 10 170 - Texaco
 - H 11 171 - Total
 - H 11 172 - Texaco



Connaissant bien la ville de Sokodé qu'ils ont arpentée, l'un en qualité de chercheur en sciences sociales, l'autre pour gérer un programme de développement local, les auteurs nous introduisent dans son intimité : son histoire, ses lieux de mémoire, les groupes sociaux qui ont fait la ville, également les nouveaux acteurs locaux. Mais en plus de cette approche monographique, ils nous font partager des convictions plus générales :

- La carte permet une vue d'ensemble indispensable pour que l'habitant, au-delà de sa vie de quartier et des itinéraires habituels, comprenne qu'il est citoyen d'une ville. Ceci est d'autant plus important dans les agglomérations « multicentrées » que les appartenances résidentielles y sont très fortes : chacun est, d'abord, membre d'une communauté historique, ancien village devenu quartier urbain. On retrouve cette réalité structurelle dans un grand nombre d'anciennes cités marchandes d'Afrique de l'Ouest, qui furent fondées sur une alliance ternaire entre autochtones, clans immigrés spécialistes du pouvoir politique centralisé et commerçants musulmans.

ORSTOM Éditions
213, rue La Fayette
F - 75480 Paris Cedex 10

Diffusion
32, avenue Henri Varagnat
F - 93143 Bondy Cedex

Photo de couverture :
Femme kotokoli
du quartier Kûma
(cliché J.-C. Barbier)

- L'informatique révolutionne la cartographie de multiples façons : en facilitant la superposition des cartes, en projetant les cartes antérieures sur un fond topographique plus précis, en intégrant les périmètres urbains dans des cartes à plus petite échelle, en assurant le suivi du front d'urbanisation et de l'extension des réseaux, etc. Mais ces ouvertures méthodologiques sont, ici, inséparables d'une pratique de terrain en liaison avec les services techniques, avec les géomètres qui bornent les lotissements, avec les responsables de projets et – pourquoi pas ? – avec des associations de quartier.

Cet atlas se veut donc autant un ouvrage didactique sur une ville particulière qu'une initiation à la gestion de la cité. Sont bien sûr concernés, en premier, les opérateurs de l'aménagement, également les édiles qui cherchent à promouvoir leur localité dans un contexte d'urbanisation générale où sévit la concurrence entre les chefs-lieux, mais aussi les citoyens-citoyens qui entendent participer concrètement à la vie municipale : celle de leur ville de naissance ou d'accueil.